

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2010-2011

24 MAI 2011

Proposition de loi réformant la procédure de liquidation-partage judiciaire

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DE LA JUSTICE
PAR
**MM. BOUSETTA
ET BROERS**

I. INTRODUCTION

La proposition de loi qui fait l'objet du présent rapport relève de la procédure bicamérale optionnelle. Elle a été déposée au Sénat le 28 octobre 2010. Elle a

BELGISCHE SENAAT

ZITTING 2010-2011

24 MEI 2011

Wetsvoorstel houdende hervorming van de procedure van gerechtelijke vereffening-verdeling

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR
DE JUSTITIE
UITGEBRACHT DOOR
**DE HEREN BOUSETTA
EN BROERS**

I. INLEIDING

Dit verslag heeft betrekking op een optioneel bicameraal wetsontwerp dat op 28 oktober 2010 in de Senaat werd ingediend. Het werd op 10 november

Composition de la commission / Samenstelling van de commissie :

Présidente/Voorzitter : Christine Defraigne.

Membres/Leden :

N-VA	Frank Boogaerts, Inge Faes, Helga Stevens, Karl Vanlouwe.
PS	Hassan Bousetta, Ahmed Laaouej, Philippe Mahoux.
MR	Alain Courtois, Christine Defraigne.
CD&V	Sabine de Bethune, Peter Van Rompuyl.
sp.a	Guy Swennen, Güler Turan.
Open Vld	Martine Taelman.
Vlaams Belang	Bart Laeremans.
Écolo	Zakia Khattabi.
cdH	Francis Delpérée.

Suppléants/Plaatsvervangers :

Huub Broers, Patrick De Groot, Lieve Maes, Danny Pieters, Luc Sevenhuijsen.
Caroline Désir, Fatiha Saïdi, Louis Siquet, Muriel Targnion.
François Bellot, Jacques Brotchi, Armand De Decker.
Wouter Beke, Dirk Claeys, Rik Torfs.
Bert Anciaux, Ludo Sannen, Frank Vandenbroucke.
Guido De Padt, Bart Tommelein.
Jurgen Ceder, Anke Van dermeersch.
Claudia Niessen, Cécile Thibaut.
Dimitri Foumy, Vanessa Matz.

Voir:

Documents du Sénat :

5-405 - 2010/2011 :

n° 1 : Proposition de loi de Mme Defraigne et consorts.
n° 2 : Avis du Conseil d'État.
N°s 3 à 5 : Amendements.

Zie:

Stukken van de Senaat :

5-405 - 2010/2011 :

Nr. 1 : Wetsvoorstel van mevrouw Defraigne c.s.
Nr. 2: Advies van de Raad van State.
Nrs. 3 tot 5: Amendementen.

été prise en considération le 10 novembre 2010 et envoyée à la commission de la Justice.

La commission l'a examinée lors de ses réunions des 26 et 27 octobre et 16 novembre 2010, 1^{er} et 30 mars, 5 et 26 avril, 11, 18 et 24 mai 2011, en présence du secrétaire d'État à la Politique des Familles.

II. PRÉSENTATION DE LA PROPOSITION DE RÉFORME DE LA PROCÉDURE DE LIQUIDATION-PARTAGE

La réforme de la procédure de liquidation-partage judiciaire étant le fruit d'une réflexion menée en concertation par la Fédération royale du notariat belge et les Ordres des barreaux, leurs représentants ont été invités à exposer en date du 26 octobre 2010 les principales innovations portées par la proposition faisant l'objet du présent rapport. Ont été entendus :

- M. Jean-François Taymans, Mmes Charlotte Auguet, Katrijn Boone et Maria Carbone, de la Fédération Royale du Notariat belge (FRNB);
- M. Patrick Hofströssler, administrateur de l'*Orde van Vlaamse Balies* (OVB);
- Mme Marina Blitz et M. Thiéry, représentants de l'Ordre des barreaux francophones et germanophone (OBFG).

A. Exposé

M. Hofströssler tient à retracer la genèse du texte à l'examen, afin que les membres de la commission puissent mieux suivre la méthodologie choisie et y souscrire. L'intervenant est particulièrement fier de pouvoir commenter le texte, à l'issue de plus de quatre années de travaux qui ont permis de donner une nouvelle forme à la problématique de la liquidation et du partage et d'aborder la question sous un angle tout à fait différent. Ni les avocats, ni les notaires, de part et d'autre de la frontière linguistique, ne pouvaient rester plus longtemps les bras croisés face aux situations juridiques scandaleuses auxquelles la procédure de liquidation-partage donnait lieu; cette procédure technique n'a que trop souvent souffert de paralysie. Des patrimoines ont souvent été bloqués durant plus de 10 ans, ce qui avait pour effet de déchirer des familles. Le fait que certains groupes professionnels prennent ainsi l'initiative de se réunir pour mettre un terme à cette situation fâcheuse, sans y avoir été incités par les pouvoirs publics, le ministre ou le parlement, participe d'une tendance relativement nouvelle. C'est le résultat de cette initiative qui sera exposé ici, et l'intervenant espère que le texte à l'examen pourra constituer la base d'une réforme complète de la procédure de liquidation et de partage.

2010 in overweging genomen en naar de commissie voor de Justitie verzonden.

De commissie heeft het besproken tijdens haar vergaderingen van 26 en 27 november 2010, 1 en 30 maart, 5 en 26 april, 11, 18 en 24 mei 2011, in aanwezigheid van de staatssecretaris voor Gezinsbeleid.

II. VOORSTELLING VAN HET VOORSTEL HOUDENDE HERVORMING VAN DE PROCÉDURE VAN GERECHTELIJKE VEREFFENING-VERDELING

Voor deze hervorming werd overleg gepleegd met de Koninklijke Federatie van het Belgische Notariaat en de Ordes van balies. Hun vertegenwoordigers zijn op 26 oktober 2010 de voornaamste nieuwe punten in het voorstel komen toelichten. Er werd een hoorzitting georganiseerd met :

- De heer Jean-François Taymans, de dames Charlotte Auguet, Katrijn Boone en Maria Carbone, van de Koninklijke Federatie van het Belgische Notariaat (KFBN);
- De heer Patrick Hofströssler, bestuurder bij de Orde van Vlaamse Balies (OVB);
- Mevrouw Marina Blitz en de heer Thiéry, vertegenwoordigers van de *Ordre des barreaux francophones et germanophone* (OBFG).

A. Uiteenzettingen

De heer Hofströssler heeft de bedoeling de totstandkoming van de voorliggende tekst te situeren, in de hoop dat de commissieleden de gevolgde methodiek kunnen delen en volgen. Spreker is bijzonder trots de tekst te kunnen toelichten, na langdurige werkzaamheden die meer dan vier jaar hebben geduurd. De problematiek van de vereffening en verdeling krijgt hierdoor een nieuwe vorm met een volkomen nieuwe insteek. Nog de advocaten, noch de notarissen, over de taalgrenzen heen, konden langer lijdzaam toeziend hoe de procedure van vereffening-verdeling aanleiding gaf tot de meest schandalijke rechterlijke toestanden; deze technische procedure werd immers al te vaak verlamd. Vermogens werden vaak gedurende meer dan 10 jaar volledig geïmmobiliseerd, waardoor families werden verscheurd. Het is behoorlijk innovatief dat bepaalde beroepsgroepen, op eigen initiatief en zonder porring vanwege de overheid, de minister of het parlement, zelf samenkommen om deze benarde situatie halt toe te roepen. Het resultaat kan hier vandaag worden toegelicht en spreker hoopt dat deze tekst de basis kan vormen voor een totale hervorming van de procedure van vereffening en verdeling.

Concernant la méthodologie suivie, M. Hofströssler précise que les divers acteurs concernés, en particulier le barreau et le notariat, poursuivaient au départ un objectif très modeste. Leur intention initiale était de fluidifier la procédure de liquidation-partage par le biais d'une série d'interventions d'ordre « cosmétique ». Mais on a bien vite conclu à l'absolue nécessité de refondre complètement la procédure. Au début de cet exercice, le but n'était pas non plus de fournir un travail purement académique. Il fallait concilier les volets académique et pratique. Le texte devait ainsi non seulement « tenir la route » du point de vue juridique, mais aussi apporter une solution à toutes les difficultés pratiques que la jurisprudence ne permettait pas de résoudre. Le texte propose une réponse à toutes les questions qui se posaient dans la doctrine et qui donnaient lieu à des contradictions; il confirme par ailleurs les solutions prétoriennes qui ont été analysées ça et là au fil des années en vue de remédier à ces problèmes. Le groupe de travail a pu compter sur le soutien technique de plusieurs professeurs. Les professeurs Verstraeten, Taymans et Vandenehyde ont ainsi pris part aux travaux en ce qui concerne le droit notarial, mais d'autres professeurs ont également apporté une contribution très utile.

La neutralité de ce texte du point de vue du droit matériel constitue une option fondamentale. Aucune modification n'a été apportée au droit patrimonial, au droit matrimonial ni au droit successoral. Il s'agit donc simplement d'une réécriture de la procédure.

Un deuxième point est que le texte maintient l'architecture juridique de base actuelle. Le tribunal ordonne la liquidation-partage et délègue une grande partie de la procédure au notaire. Ce dernier est en quelque sorte le prolongement du tribunal.

Le texte concerne bel et bien un droit procédural moderne. Il ne s'agissait pas de rester figé dans le carcan de certains modes de pensée et de certaines conceptions juridiques qui feraient craindre de s'attaquer à des dysfonctionnements fondamentaux. On a ainsi assisté à quelques bouleversements radicaux qui, à première vue, suscitent peut-être l'étonnement.

D'autre part, les deux groupes professionnels concernés n'ont nullement cherché à s'épargner. Ainsi, le règlement très strict en matière de délai est avant tout une contrainte pour les personnes qui devront faire le travail, à savoir les avocats et les notaires eux-mêmes. L'ensemble de la réforme proposée repose sur une culture comportementale à développer par les notaires-liquidateurs et par le barreau. On ne trouve donc aucune mesure protectionniste dans le texte.

Wat betreft de gevolgde methodiek, verduidelijkt de heer Hofströssler dat de verschillende actoren, advocaat en notariaat, bij de aanvang een zeer bescheiden opzet hadden. Het was aanvankelijk de bedoeling met een aantal cosmetische ingrepen te procedure van vereffening en verdeling vlotter te maken. Algauw kwam men tot de conclusie dat een volledige herschrijving van de procedure absoluut noodzakelijk was. Het was ook niet de bedoeling, sinds de aanvang van deze oefening, om een louter academisch werkstuk af te leveren. Het academische en het praktische luik moesten worden verzoend. Aldus zou de tekst juridisch moeten kloppen, maar ook een oplossing bieden voor alle praktische pijnpunten waarvoor de rechtspraak geen oplossing biedt. De tekst geeft een oplossing voor alle vraagstukken die in de rechtsleer aan de orde kwamen en aanleiding gaven tot tegenstellingen, en bevestigt de Pretoriaanse oplossingen die her en der over de jaren heen zijn ontleed om een en ander te verhelpen. De werkgroep werd, op het vlak van technische bagage, ondersteund door enkele professoren. Aldus hebben de professoren Verstraeten, Taymans en Vandenehyde deelgenomen aan de werkzaamheden, wat betreft het notarief recht. Maar ook andere professoren hebben een zeer nuttige bijdrage geleverd.

Een fundamentele optie is dat deze tekst materieel-rechtelijk neutraal is. Er is niet gesleuteld aan het vermogensrecht, noch het huwelijksvermogensrecht, noch het erfrecht. Het is dus louter een herschrijven van de procedure.

Een tweede punt is dat de tekst de huidige juridische basisarchitectuur behoudt. De rechtbank beveelt de vereffening-verdeling en deleert een groot deel aan de notaris. De notaris is het verlengde van de rechtbank.

De tekst gaat wel over naar een modern procesrecht. Het was niet de bedoeling dermate vastgeroest te zitten in bepaalde denkpatronen en juridische denkbeelden die zouden maken dat men niet zou durven raken aan fundamenteel foute zaken. Aldus vinden er een paar radicale omwentelingen plaats, die op het eerste gezicht misschien verbazing wekken.

Een bijkomend punt is dat de twee betrokken hier aanwezige beroepsgroepen niet bang zijn geweest zichzelf pijn te berokkenen. Aldus is de zeer strikt geregelde termijnregeling in de eerste plaats een « contrainte » voor de personen die het werk zullen moeten doen, namelijk de advocaten en de notarissen. Heel de voorgestelde hervorming steunt op een te ontwikkelen gedrag door de notarissen-vereffenaars en door de advocaat. Aldus treft men geen enkele protectionistische maatregel aan in de tekst.

Par exemple, le régime de rémunération des notaires n'a pas été modifié, alors que la réforme proposée leur imposera davantage de tâches et de responsabilités et les exposera à des risques accrus.

M. Hofströssler est conscient qu'il s'agit d'un texte complexe, mais il ne pouvait en aller autrement. L'on a tenté d'exprimer les choses le plus clairement et le plus simplement possible, et l'on y est parvenu en grande partie, mais d'un point de vue purement technique, ce chapitre n'en demeure pas moins le plus complexe du Code judiciaire. Toutes les dispositions forment un tout indissociable. Par conséquent, toute modification apportée à une des dispositions aura automatiquement des répercussions sur l'ensemble. L'intervenant souligne que les groupes professionnels se tiennent dès lors à la disposition de la commission pour lui apporter toute l'assistance technique nécessaire à la poursuite de l'examen du texte.

Une avant-dernière considération concerne le message politiquement neutre que l'intervenant tient à communiquer.

L'intervenant évoque tout d'abord les protocoles locaux qui sont conclus au sein des divers arrondissements, tant en Flandre qu'en Wallonie, entre le barreau et le notariat, voire avec les tribunaux le cas échéant, en vue de fluidifier les procédures. Il s'agit là, selon lui, d'une curieuse manière « d'inventer le droit », voire d'une forme de pseudolégislation, qui illustre clairement les insuffisances de la législation actuelle. Malheureusement, cette forme de législation ne répond pas à la demande de protection juridique transparente et uniforme émise par le citoyen. Cela montre clairement la nécessité d'une réforme uniforme afin que la procédure puisse se dérouler au mieux dans tout le pays.

Un deuxième message politique concerne l'aspect financier et économique. Le rôle du juge reste inchangé. Aucune procédure nouvelle ni aucun nouvel acte juridictionnel n'est prévu pour le juge, car on ne sait que trop bien que c'est là que le bât blesse, étant donné le problème de la mesure de la charge de travail et les délais de traitement dans les tribunaux. Le texte à l'examen n'engendre donc aucun surcoût et peut être appliqué sans qu'il faille adapter l'appareil judiciaire. Par ailleurs, ce texte a pour effet de mobiliser le patrimoine. Sur le plan économico-financier, il donne lieu à une situation où tout le monde est gagnant dans toutes les composantes de la société, y compris l'État. La circulation économique des patrimoines est un des grands objectifs du texte à l'examen, ce qui signifie également qu'il s'agit d'un thème politiquement important, mais tout à fait neutre.

M. Hofströssler souligne que les intervenants qui lui succéderont exposeront les lignes de force suivantes :

Zo is er bijvoorbeeld niet gesleuteld aan de vergoedingsregeling voor notarissen, terwijl zij hier meer taken, meer verantwoordelijkheden en grotere risico's krijgen.

De heer Hofströssler beseft dat dit een moeilijke tekst is, maar dat kan ook niet anders. Er is gepoogd de zaken zo duidelijk en eenvoudig mogelijk uit te drukken, wat grotendeels is gelukt, maar het blijft technisch gesproken het moeilijkste hoofdstuk uit het gerechtelijk wetboek. Alle bepalingen hangen samen en kunnen niet los van elkaar worden beschouwd. Als men dus gaat sleutelen aan één van de bepalingen, heeft dit automatisch repercussies op het geheel. Spreker onderstreept dat de beroepsgroepen dan ook bereid zijn technische ondersteuning te verlenen bij de verdere besprekking van deze tekst.

Een voorlaatste beschouwing betreft de neutrale politieke boodschap die spreker wil meegeven.

Spreker verwijst vooreerst naar de lokale protocollen die her en der worden afgesloten in de verschillende arrondissementen, zowel in Vlaanderen als in Wallonië, tussen de advocatuur en het notariaat, en desgevallend zelfs met de rechtkassen, om één en ander vlotter te laten verlopen. Dit is een eigenaardige manier van rechtsvinding, van pseudo-wetgeving, die duidelijk illustreert dat de huidige wetgeving geen voldoening biedt. Helaas is dergelijke vorm van wetgeving geen antwoord op de vraag naar transparante en uniforme rechtsbescherming die de burger zich stelt. Het geeft wel duidelijk de nood aan van een uniforme hervorming om de procedure overal ten lande vlotter te laten verlopen.

Een tweede politieke boodschap betreft het financieel-economisch aspect. Er wordt hier niet gesleuteld aan de rol van de rechter. Er worden geen nieuwe procedures ingevoerd of nieuwe rechtsprekende handelingen voor de rechter; omdat men zich maar al te goed beseft dat daar juist het zwakke punt ligt, gelet op de problematiek van de werklastmeting en de doorlooptijden op de rechtkassen. De meerkost van voorliggende tekst is dus nihil en kan toegepast worden zonder dat het gerechtelijk apparaat dient te worden aangepast. Anderzijds wordt door deze tekst vermogen wel gemobiliseerd. Op financieel-economisch vlak leidt deze tekst aldus tot een win-win situatie over alle geledingen van de maatschappij, met inbegrip van de overheid. Het economisch laten circuleren van vermogens is een belangrijke beschaving van deze tekst, wat ook betekent dat dit een politiek belangrijk thema is, maar volkomen neutraal.

De heer Hofströssler stipt aan dat de sprekers na hem volgende krachtlijnen zullen toelichten :

1) l'accélération de toutes les procédures, grâce à la réglementation contraignante en matière de délai qui s'applique tant aux notaires qu'aux avocats et aux parties;

2) le texte répond à la demande des citoyens de pouvoir bénéficier d'une liquidation et d'un partage prévisibles. Aujourd'hui, l'on sait uniquement quand la procédure commence, mais jamais quand elle s'achève. Grâce au règlement du délai, on saura parfaitement quand la phase suivante commencera et quand elle prendra fin;

3) le texte permet de conclure des accords partiels et intermédiaires. Il est actuellement possible de conclure des accords, mais leur nature juridique n'est jamais connue. À cause du caractère hybride de ces accords et de l'incertitude qui les entoure, les gens préfèrent ne pas en conclure. Le texte à l'examen modifiera cet état de fait, ce qui permettra de réduire le nombre de litiges devant les tribunaux;

4) le rôle technico-juridique du notaire-liquidateur est mis en exergue. L'accent est mis sur le rôle technico-juridique du notaire, et les responsabilités appropriées en matière de délais y sont liées, de même que le contrôle adéquat exercé par le tribunal. De toute évidence, il est aujourd'hui impossible d'intervenir en cas de dysfonctionnement, et le texte à l'examen permettra de remédier à cette lacune. Il est tout à l'honneur du notariat de vouloir assumer ce double rôle, c'est-à-dire d'accepter de travailler dans le cadre d'un régime fixe, sous le plein contrôle du tribunal.

— L'instauration d'un calendrier légal supplétif

Mme Blitz souligne que les auteurs de la réforme proposée ont voulu dynamiser la phase notariale de la liquidation. Force est de constater que la procédure actuelle de liquidation-partage judiciaire est complexe, lourde et lente surtout lorsqu'une des parties ne collabore pas.

Les auteurs se sont inspirés de la mise en état des procédures judiciaires classiques devant les tribunaux pour la mise en état de la phase notariale de la procédure de liquidation-partage. L'idée est d'imposer aux parties et aux avocats ainsi qu'aux notaires-liquidateurs un calendrier de la mise en état. La philosophie générale du système est réglée à l'article 1217 proposé du Code judiciaire pour la mise en état conventionnelle et aux articles 1218 et suivants pour la procédure de mise en état légale, qui s'applique à titre supplétif.

Dans le système proposé, les parties gardent la totale maîtrise de la procédure. Elles sont libres de négocier et de ne pas se coincer dans un calendrier

1) de volledige versnelling van de procedures, door de dwingende termijnregeling die zowel voor notarissen, advocaten als partijen geldt.

2) er wordt een antwoord gegeven op de roep van de bevolking om een voorzienbare vereffening en verdeling te krijgen. Vandaag weten de mensen enkel wanneer de procedure start, maar nooit wanneer ze eindigt. Krachtens de termijnregeling zal men nu perfect weten wanneer de volgende fase zal ingaan en wanneer deze zal aflopen.

3) de tekst laat toe deeltijdse en tussentijdse akkoorden te sluiten. Vandaag kan men akkoorden sluiten, maar kent men nooit de rechtsaard ervan. De onzekerheid en het hybride karakter van deze akkoorden leiden er immers toe dat de mensen liever geen akkoorden sluiten. Deze tekst brengt daar verandering in, wat zal leiden tot minder geschillen voor de rechtbanken.

4) de rechtstechnische rol van de notaris-vereffenaar wordt in het middelpunt geplaatst. De juridisch-technische rol van de notaris wordt beklemtoond en de juiste verantwoordelijkheden, qua doorlooptijden en termijnen, worden hieraan vastgeknoopt, met het juiste toezicht door de rechtbank. Het kunnen ingrijpen wanneer het fout loopt ontbreekt vandaag manifest en deze tekst zal hieraan tegemoetkomen. Het siert het notariaat enorm deze dubbele rol te willen opnemen, namelijk in een vast regime te willen werken, onder volledige controle van de rechtbank.

— *De instelling van een wettelijke aanvullende kalender*

Mevrouw Blitz benadrukt dat de auteurs van de voorgestelde hervorming de notariële fase van de vereffening nieuw leven wilden inblazen. De huidige procedure van gerechtelijke vereffening-verdeling is ingewikkeld, zwaar en traag, zeker als een van de partijen niet meewerkt.

De indieners hebben zich voor de instaatstelling in de notariële fase van de procedure van vereffening-verdeling gebaseerd op de instaatstelling in de klassieke gerechtelijke procedures voor de rechtbanken. Het is de bedoeling de partijen, de advocaten en de notarissen-vereffenaars een kalender voor de instaatstelling op te leggen. De algemene filosofie van het systeem wordt geregeld in het voorgestelde artikel 1217 van het Gerechtelijk Wetboek voor wat de conventionele instaatstelling betreft en in de artikelen 1218 en volgende voor de wettelijke instaatstelling, die als aanvulling wordt toegepast.

In het voorgestelde systeem behouden de partijen de controle over de hele procedure. Het staat hen vrij te onderhandelen en zich niet vast te pinnen op een

contraignant si elles ne le souhaitent pas. Le texte proposé prévoit deux étapes : les parties conviennent à l'amiable avec le notaire, lors de l'ouverture des opérations de liquidation-partage, du calendrier des opérations. Le notaire actera dans le procès-verbal d'ouverture les délais dans lesquels les parties communiqueront leurs informations et pièces, ceux prévus pour que les parties fassent valoir leurs revendications et celui dans lequel le notaire y répondra et déposera son avis motivé devant le tribunal.

Dans l'hypothèse où les parties ne s'accordent pas sur un calendrier amiable, un calendrier légal supplétif est prévu. Le texte privilégie une mise en état rythmée dont toutes les étapes sont connues à l'avance. L'article 1218 proposé prévoit une série de délais qui s'appliquent sous réserve de dérogation, de l'accord de toutes les parties :

- un premier délai de deux mois est prévu pour la communication des pièces et des revendications. Ce délai commence à courir à partir de la date de clôture de l'inventaire ou de la date à laquelle les parties ont renoncé à cet inventaire;

- dans un nouveau délai de deux mois, le notaire fait une photographie de la situation et un aperçu des revendications. Le notaire ne traite pas les revendications à ce stade de la procédure;

- les parties disposent d'un nouveau délai de deux mois pour répondre à la première centralisation des revendications opérée par le notaire;

- le notaire dispose enfin d'un délai de quatre mois pour établir son état liquidatif.

Si l'on totalise ces différents délais, on aboutit à un total de dix mois. C'est un progrès formidable par rapport à la situation actuelle.

Certains incidents peuvent malgré tout survenir au cours de la procédure. Mme Blitz cite l'hypothèse, certes assez exceptionnelle, dans laquelle des faits ou des pièces nouveaux apparaissent en cours de procédure. Dans une telle situation, le texte donne aux parties la possibilité de s'accorder sur un nouveau délai et confie au notaire un pouvoir accru de trancher la difficulté si une contestation surgit sur cet élément nouveau. Le cas échéant, la décision du notaire peut être contestée devant le tribunal. Les auteurs du texte n'ont pas voulu prévoir de délégation de juridiction du juge vers le notaire même si le notaire est le premier juge dynamique de la liquidation.

Le texte prévoit en outre des sanctions en cas de non-respect des délais. L'article 1220 proposé du Code judiciaire prévoit que le notaire-liquidateur ne tiendra pas compte des revendications, observations et pièces communiquées par les parties après l'expiration des

bindende kalender als zij dat niet wensen. De voorgestelde tekst bevat twee etappes : de partijen maken bij het openen van de procedure voor de vereffening-verdeling een afspraak met de notaris over de kalender. De notaris noteert in het proces-verbaal van opening van de werkzaamheden de termijnen waarbinnen de partijen hun inlichtingen en stukken doorgeven, die waarbinnen de partijen hun aanspraken kenbaar maken en die waarbinnen de notaris erop zal antwoorden en zijn gemotiveerd advies bij de rechbank zal indienen.

Als de partijen het niet in overleg eens raken over een kalender, bestaat de aanvullende kalender. De tekst geeft de voorkeur aan een instaatstelling waarvan alle fasen vooraf bekend zijn. Artikel 1218 stelt een aantal termijnen voor die, behalve in geval van afwijking, met akkoord van alle partijen, gelden :

- er is een eerste termijn van twee maanden voor de mededeling van hun aanspraken en van hun stukken. Deze termijn loopt vanaf de afsluiting van de boedelbeschrijving of vanaf de datum waarop de partijen van deze boedelbeschrijving hebben afgezien;

- binnen een nieuwe termijn van twee maanden maakt de notaris een overzicht op van de situatie en de aanspraken. De notaris behandelt in dit stadium van de procedure de aanspraken nog niet;

- de partijen beschikken over een nieuwe termijn van twee maanden om te reageren op de bundeling van de aanspraken door de notaris;

- ten slotte beschikt de notaris over een termijn van vier maanden om zijn vereffningsstaat op te maken.

Al deze termijnen bij elkaar geven een totaal van tien maanden. Dit is een enorme vooruitgang ten opzichte van de huidige stand van zaken.

In de loop van de procedure kunnen echter een aantal zaken mislopen. Mevrouw Blitz wijst op de — weliswaar zeer uitzonderlijke — hypothese dat tijdens de procedure nieuwe feiten of stukken opduiken. Dan geeft de tekst de partijen de mogelijkheid akkoord te gaan over een nieuwe termijn en de notaris meer macht om de knoop door te hakken als over dit nieuwe aspect wordt getwist. In voorkomend geval kan de beslissing van de notaris worden betwist voor de rechbank. De indieners van de tekst gaven er de voorkeur aan de notaris niet de rechtsbevoegdheid van de rechter te verlenen, ook al is hij eigenlijk de eerste rechter in de vereffening.

De tekst voorziet ook in sancties als de termijnen niet worden nageleefd. Het voorgestelde artikel 1220 van het Gerechtelijk Wetboek bepaalt dat de notaris-vereffenaar geen rekening houdt met aanspraken, opmerkingen en stukken die na het verstrijken van

délais convenus conformément à l'article 1217 ou fixés par l'article 1218 du Code judiciaire. Le notaire établira par conséquent son état liquidatif sans avoir égard aux revendications et aux pièces communiquées tardivement. De même, si le notaire n'établit pas son état liquidatif dans le délai de quatre mois, une procédure simplifiée de retour devant le tribunal est prévue.

— La désignation du notaire-liquidateur

M. Taymans rappelle que l'article 1209 du Code judiciaire prévoit actuellement que le tribunal renvoie les parties devant un ou deux notaires, nommés d'office si les parties ne s'accordent pas sur un choix. Des pratiques assez variables existent devant les tribunaux.

Ce système est critiqué. En effet, nommer un notaire désigné par les parties place le notaire dans une position délicate car cela donne l'impression que le notaire représente les intérêts d'une des parties dans les opérations de partage. Or, dans une procédure de liquidation-partage, le notaire-liquidateur est l'auxiliaire du tribunal et doit être impartial.

La procédure actuellement en vigueur prévoit la possibilité de nommer deux notaires. Dans la pratique, il est difficile de travailler à deux pour établir l'état liquidatif. C'est généralement le notaire désigné en premier qui établit son état liquidatif et le communique au second notaire qui fait part de ses observations. Cela allonge la procédure.

La réforme privilégie la désignation d'un seul notaire. M. Taymans renvoie à l'article 1210, § 1^{er}, proposé du Code judiciaire qui précise que «le tribunal ordonnant le partage renvoie les parties devant le notaire-liquidateur de leur choix ou, sur demande motivée des parties, devant les deux notaires-liquidateurs qu'elles ont elles-mêmes choisi».

Le principe est dès lors celui de la désignation d'un seul notaire-liquidateur.

Dans certaines hypothèses cependant la désignation de deux notaires peut être intéressante. C'est par exemple le cas lorsque le partage judiciaire intervient à l'issue d'un long processus qui s'est grippé sur la fin. Il serait dommage de se priver de l'expertise des notaires qui ont participé à ce processus et qui seraient désignés par les parties. D'autre part, dans des dossiers compliqués la désignation d'un deuxième notaire qui revoit la copie du premier peut apporter une plus-value sur le plan de la sécurité.

de met toepassing van artikel 1217 overeengekomen termijnen of de in artikel 1218 bepaalde termijnen, worden aangebracht. De notaris zal zijn staat van vereffening dus opstellen zonder rekening te houden met de aanspraken en stukken die te laat zijn aangebracht. Als de notaris zijn staat van vereffening niet opstelt binnen de termijn van vier maanden, bestaat de eenvoudige procedure van terugkeer naar de rechtbank.

— *De aanstelling van de notaris-vereffenaar*

De heer Taymans wijst erop dat artikel 1209 van het Gerechtelijk Wetboek momenteel bepaalt dat de rechtbank de partijen naar een of twee notarissen verwijst, die ambtshalve worden aangewezen als de partijen het niet eens raken over de keuze. Er bestaan tal van verschillende praktijken bij de rechtbanken.

Dit systeem staat ter discussie. Een notaris benoemen die aangewezen is door de partijen plaatst de notaris immers in een moeilijke positie omdat de indruk kan bestaan dat de notaris bij de verdeling handelt in het belang van een van de partijen. In een vereffening-verdelingsprocedure is de notaris-vereffenaar echter de medewerker van het gerecht en moet hij onpartijdig zijn.

De huidige procedure biedt de mogelijkheid om twee notarissen aan te wijzen. In de praktijk is het moeilijk om met twee aan de staat van vereffening te werken. Gewoonlijk stelt de notaris die als eerste werd aangewezen, zijn staat van vereffening op en geeft hij die door aan de tweede notaris, die opmerkingen kan maken. Dat verlengt de procedure.

In de hervorming wordt de voorkeur gegeven aan één notaris. De heer Taymans verwijst naar het voorgestelde artikel 1210, § 1, van het Gerechtelijk Wetboek dat bepaalt dat de rechtbank die de verdeling beveelt, partijen verwijst naar de notaris-vereffenaar die zij verkiezen of, op gemotiveerd verzoek van de partijen, naar de twee notarissen-vereffenaars die zij zelf hebben gekozen.

In principe wordt dus slechts één notaris-vereffenaar aangewezen.

In bepaalde gevallen kan het aanwijzen van twee notarissen wel interessant zijn. Dat kan bijvoorbeeld zo zijn wanneer de gerechtelijke verdeling er komt na een lange procedure die op het laatste nippertje is vastgelopen. Het zou jammer zijn de expertise te laten verloren gaan van de notarissen die al aan het dossier gewerkt hebben en die door de partijen werden aangewezen. In ingewikkelde dossiers zou de aanwijzing van een tweede notaris, die het werk van de eerste nog eens overloopt, een meerwaarde kunnen zijn op het vlak van zekerheid.

Pour ces raisons, on a maintenu la possibilité de désigner deux notaires sur demande motivée et conjointe des parties. La désignation de deux notaires devrait cependant rester exceptionnelle.

— La suppression de l'institution du notaire chargé de représenter les absents et les récalcitrants.

Mme Carbone souligne que la troisième ligne de force de la réforme concerne les parties défaillantes ou récalcitrantes. À l'heure actuelle, un notaire est désigné à côté du notaire-liquidateur afin de représenter les parties défaillantes ou récalcitrantes.

Dans un souci d'accélérer la procédure et afin d'éviter les blocages, le texte proposé suggère de supprimer cette institution qui soulève beaucoup de questions quant au rôle du notaire représentant les parties défaillantes. Ce notaire représente-t-il concrètement la partie ? Peut-il soulever des contredits ?

La majorité de la doctrine et de la jurisprudence estime que ce notaire joue un rôle purement formel. Il vérifie la régularité procédurale.

Dans la réforme proposée, on opte pour une solution différente inspirée de la procédure de droit commun qui admet que des décisions judiciaires soient rendues par défaut. L'absence d'une partie ne bloque pas la procédure judiciaire et les débats se poursuivent. Il est dès lors proposé de supprimer l'institution du notaire représentant les parties défaillantes. Les opérations de liquidation-partage peuvent se poursuivre. L'intervenant renvoie à l'article 1214, § 6, proposé du Code judiciaire. Durant toute la procédure de liquidation-partage, les parties sont convoquées selon des formes particulières. Elles ont la possibilité de formuler des griefs et des observations en respectant des délais contraignants. La réforme vise à responsabiliser les parties dès lors que ces formes et délais seront respectés, il leur appartient de choisir de participer — ou non — à la procédure. Il appartient à la partie récalcitrante de réagir dans les formes et délais prévus. Si elle ne le fait pas, elle est considérée comme absente.

— La possibilité d'acter des accords partiels.

M. Thiéry précise que le texte proposé permet aux parties de faire acter, à tout moment de la procédure, des accords partiels. L'intervenant est convaincu que c'est la meilleure manière de faire avancer un dossier

Daarom werd de mogelijkheid behouden om twee notarissen aan te wijzen na een gemotiveerd en gezamenlijk verzoek van de partijen. Het aanwijzen van twee notarissen moet echter wel de uitzondering blijven.

— *De afschaffing van de instelling van de notaris belast met de vertegenwoordiging van de afwezige en weigerachtige partijen*

Mevrouw Carbone benadrukt dat het derde aspect van de hervorming betrekking heeft op de afwezige en weigerachtige partijen. Momenteel wordt een notaris aangewezen naast de notaris-vereffenaar om de afwezige of weigerachtige partijen te vertegenwoordigen.

Om de procedure te versnellen en een blokkering te vermijden wordt voorgesteld deze aanwijzing af te schaffen; de rol van de notaris als vertegenwoordiger van de afwezige en weigerachtige partijen roept trouwens heel wat vragen op. Vertegenwoordigt deze notaris de partijen concreet ? Kan hij bezwaren indienen ?

Volgens de meeste rechtspraak en rechtsleer is zijn rol louter formeel. Hij controleert of de procedure volgens de regels verloopt.

In de voorgestelde hervorming wordt voor een andere oplossing gekozen, gebaseerd op de procedure van gemeen recht die bepaalt dat gerechtelijke beslissingen bij verstek kunnen worden gewezen. De afwezigheid van een partij belemmert de procedure niet. Er wordt dan ook voorgesteld de instelling van de notaris belast met de vertegenwoordiging van de afwezige en weigerachtige partijen, te schrappen. De procedures inzake vereffening-verdeling kunnen worden voortgezet. Spreekster verwijst naar het voorgestelde artikel 1214, § 6, van het Gerechtelijk Wetboek. Tijdens de hele procedure van vereffening-verdeling worden de partijen op een specifieke manier opgeroepen. Zij kunnen bezwaren en opmerkingen formuleren binnen strikte termijnen. De hervorming heeft tot doel partijen de verantwoordelijkheid bij te brengen zodra al deze vormvereisten en termijnen zijn nageleefd, kunnen zij ervoor kiezen om de procedure al dan niet te volgen. De weigerachtige partij moet reageren binnen de gestelde termijn en op de geëigende wijze. Anders wordt zij als afwezig beschouwd.

— *De mogelijkheid om gedeeltelijke akkoorden te sluiten*

De heer Thiéry verduidelijkt dat de voorgestelde tekst het mogelijk maakt in elke fase van de procedure het bestaan van akkoorden tussen de partijen vast te stellen. Spreker is ervan overtuigd dat dat de beste

de liquidation-partage. Ce principe, qui est maintenant consacré à l'article 1214, § 1^{er}, alinéa2, correspond à la pratique actuelle mais est en outre précisée. L'accord est acté par le notaire et lie définitivement les parties. Si l'accord porte sur la vente d'un bien, le texte habilite le notaire à procéder à la vente sans demander l'autorisation du tribunal.

Le texte vise également la possibilité d'acter des accords partiels devant le tribunal. L'article 1209 proposé s'inscrit dans la logique de l'article 1043 du Code judiciaire qui prévoit que les jugements d'accord ne sont pas susceptibles de recours.

Le notaire doit évidemment tenir compte de ces accords partiels lorsqu'il procède à son état liquidatif.

Alors qu'en matière de liquidation-partage le principe général est celui du partage en nature, les accords peuvent éventuellement y déroger en prévoyant par exemple la vente d'un bien.

— Le principe selon lequel la demande de sortie d'indévision englobe de plein droit les indévisions existant entre les mêmes parties et dont la liquidation préalable est nécessaire pour aboutir au partage sollicité.

M. Thiéry indique que selon la réforme proposée la demande en partage englobe de plein droit le partage des indivisions dont la liquidation préalable est nécessaire pour aboutir au partage sollicité. Il cite l'hypothèse du décès d'un époux. La liquidation de la succession du *de cuius* ne sait s'opérer sans que l'on ait préalablement liquidé son régime matrimonial. L'article 1208, § 3, proposé prévoit que le jugement désignant le notaire-liquidateur implique automatiquement la possibilité de régler l'indivision préalable au partage ordonné.

— La possibilité d'exclure certains biens

M. Taymans fait remarquer que l'existence d'un bien situé à l'étranger pose souvent des difficultés pratiques au notaire-liquidateur. La réforme prévoit la possibilité d'exclure certains biens du partage pour des raisons pratiques.

L'article 1208, § 4, proposé, prévoit que le tribunal peut, à la demande d'une des parties, ordonner que certains biens ne feront pas l'objet du partage qu'il ordonne. Cette exclusion vise à permettre que la

manier is om vooruitgang te boeken in een dossier van vereffening-verdeling. Dit principe, dat nu in artikel 1214, § 1, tweede lid, vervat zit, stemt overeen met de huidige praktijk en wordt verduidelijkt. De notaris stelt het akkoord vast, dat definitief bindend is voor de partijen. Als het akkoord betrekking heeft op de verkoop van een goed, kan de notaris tot de verkoop overgaan zonder toestemming van de rechbank te moeten vragen.

De tekst heeft ook betrekking op de mogelijkheid om deelakkoorden te sluiten voor de rechbank. Het voorgestelde artikel 1209 past in de logica van artikel 1043 van het Gerechtelijk Wetboek dat bepaalt dat tegen de vonnissen over de akkoorden geen voorziening openstaat.

De notaris moet uiteraard rekening houden met deze deelakkoorden als hij de staat van vereffening opmaakt.

Terwijl het algemene beginsel bij de vereffening-verdeling de verdeling in natura is, kunnen de akkoorden daarvan afwijken en bijvoorbeeld de verkoop van een goed bevatten.

— Het beginsel volgens welke de eis tot verdeling van rechtswege de bestaande onverdeeldheden tussen dezelfde partijen omvat waarvan een voorafgaande vereffening vereist is om de gevraagde verdeeldheid tot stand te brengen.

De heer Thiéry verklaart vervolgens dat volgens de voorgestelde hervorming de eis tot verdeling van rechtswege de verdeling van de onverdeeldheden omvat waarvan de voorafgaande vereffening noodzakelijk is om tot de gevraagde verdeling te kunnen komen. Hij haalt het voorbeeld aan van het overlijden van een echtgenoot. De vereffening van de nalatenschap van de overledene kan pas plaatsvinden nadat het huwelijksvermogen is vereffend. Het voorgestelde artikel 1208, § 3, bepaalt dat het vonnis waarin de notaris-vereffenaar wordt aangewezen automatisch impliceert dat de onverdeeldheid kan worden geregeld voorafgaand aan de opgelegde verdeling.

— De mogelijkheid om bepaalde goederen uit te sluiten

De heer Taymans wijst erop dat het bestaan van een goed in het buitenland de notaris-vereffenaar vaak voor praktische problemen stelt. De hervorming bepaalt de mogelijkheid om om praktische redenen bepaalde goederen van de verdeling uit te sluiten.

Het voorgestelde artikel 1208, § 4, bepaalt dat de rechbank op verzoek van een van de partijen kan bevelen dat bepaalde in het buitenland gelegen goederen geen deel uitmaken van de verdeling die

procédure de liquidation aboutisse dans les meilleurs délais.

L'intervenant souligne que la présence dans la masse à partager d'un bien situé à l'étranger complique souvent le déroulement des opérations de partage. Il cite l'exemple d'époux qui possèdent un bien situé en France. Les parties ne s'accordent ni sur la vente du bien ni sur l'attribution de celui-ci à l'un d'entre eux. Dans une telle situation, le notaire belge chargé de la liquidation se trouve dans l'impossibilité de proposer un projet de partage global au tribunal. À l'heure actuelle, il faut conseiller aux parties d'entamer une procédure séparée pour obtenir la vente publique de l'immeuble en France. Durant toute cette procédure parallèle, les opérations de partage en Belgique sont bloquées, dans l'attente du rapatriement du prix de l'immeuble. Pour éviter de tels blocages, le texte prévoit la possibilité de demander au tribunal d'exclure le bien de la procédure de partage belge. La demande peut être adressée au tribunal d'emblée ou au cours de la procédure.

— Les innovations en matière d'expertise

Mme Blitz souligne que le texte proposé prévoit une série d'améliorations en matière d'expertise. La valorisation des biens est un élément central pour établir la masse de calcul et la masse de partage. L'intervenante rappelle que la règle du partage en nature prévaut.

L'article 1213, § 1^{er}, proposé, définit de manière précise la mission de l'expert. L'expert accomplit sa mission sous le contrôle du notaire-liquidateur et en concertation avec celui-ci. Les auteurs du texte ont été soucieux de trouver des solutions permettant d'éviter les blocages et d'assouplir la procédure. Ainsi, il est prévu que la mission de l'expert peut être modifiée, étendue ou actualisée par le notaire-liquidateur ou par les parties conjointement, sans devoir passer devant le tribunal. L'économie d'un retour devant le tribunal permet de gagner du temps. À titre d'exemple, à Bruxelles, à l'heure actuelle, lorsque les parties doivent revenir devant le tribunal pour plaider ce genre d'incidents, le délai de fixation devant la neuvième chambre qui est en charge des liquidations est de plus d'un an.

— Les innovations en matière d'inventaire

Mme Auguet précise que le principe actuel selon lequel le notaire dresse l'inventaire des biens à partager est maintenu dans la proposition de réforme. L'intérêt de l'inventaire est en effet évident. C'est la clé de voute de la liquidation. Le texte proposé innove cependant sur deux points.

zij beveelt. Zo kan de verdeling sneller worden afgehandeld.

Spreker benadrukt dat de aanwezigheid in de boedel van een goed in het buitenland het vlotte verloop van de verdeling vaak bemoeilijkt. Hij geeft het voorbeeld van echtgenoten met een goed in Frankrijk. De partijen worden het niet eens over de verkoop, noch over de toewijzing aan een van beiden. De Belgische notaris-vereffenaar kan dan geen voorstel van verdeling voorleggen aan de rechtbank. Momenteel moet hij de partijen aanraden een aparte procedure op te starten voor de openbare verkoop van het goed in Frankrijk. Tijdens die procedure zijn alle verdelingsoperaties in België opgeschorst, totdat het geld van de verkoop van het goed opnieuw in het land is. Om dergelijke blokkeringen te voorkomen bevat de tekst de mogelijkheid aan de rechtbank te vragen het goed uit te sluiten van de procedure voor verdeling in België. Dat verzoek kan meteen of in de loop van de procedure worden gedaan.

— *Nieuwe punteninzake deskundigenonderzoek*

Mevrouw Blitz benadrukt dat de voorgestelde tekst een aantal verbeteringen inhoudt op het vlak van deskundigenonderzoek. De waardering van goederen is een belangrijk aspect om de fictieve massa en de massa voor de verdeling te bepalen. Spreekster herhaalt dat de verdeling in natura voorrang krijgt.

Artikel 1213, § 1, omschrijft precies de opdracht van de deskundige. De deskundige voert de opdracht uit onder controle van en in overleg met de notaris-vereffenaar. De indieners van de tekst hebben oplossingen gezocht om blokkeringen te voorkomen en de procedure te versoepelen. Zo wordt bepaald dat de opdracht van de deskundige kan worden gewijzigd, uitgebreid of aangepast door de notaris-vereffenaar of de gezamenlijke partijen, zonder daarvoor naar de rechtbank te moeten. Dat levert een enorme tijdswinst op. In Brussel bijvoorbeeld bedraagt de wachttijd voor dit soort zaken bij de negende kamer, bevoegd voor vereffeningen, meer dan een jaar.

— *Nieuwe punteninzake de boedelbeschrijving*

Mevrouw Auguet verduidelijkt dat het huidige principe van de notaris die voor de beschrijving van de te verdelen goederen zorgt, wordt behouden in het hervormingsvoorstel. Het belang van de boedelbeschrijving is uiteraard zonneklaar. Het is de grondslag voor de vereffening. De voorgestelde tekst is op twee punten vernieuwend.

Les parties peuvent en effet renoncer à l'établissement d'un inventaire à condition qu'elles soient juridiquement capables et qu'elles désignent conjointement au notaire-liquidateur quels sont les biens à partager. Il est en effet indispensable que le notaire sache quels sont les biens qui doivent être partagés. Le notaire dresse dans ce cas un procès-verbal dans lequel il acte l'accord des parties sur le fait de renoncer à l'inventaire. Il y acte également la masse à partager telle qu'elle lui est communiquée conjointement par les parties. Cela peut se faire au moment de l'ouverture des opérations si l'accord des parties intervient dès ce stade de la procédure. Cela peut également faire l'objet d'un procès-verbal *ad hoc* lorsque l'accord pour renoncer à l'inventaire intervient en cours de procédure.

Le procès-verbal est notifié aux parties. Celles-ci disposent alors d'un délai de deux mois pour communiquer leurs pièces et revendications au notaire-liquidateur. A noter que dans l'hypothèse où un inventaire est établi, le délai de deux mois court à partir de la clôture de l'inventaire.

Le texte proposé prévoit une seconde innovation, à savoir l'établissement d'un inventaire dans une forme simplifiée. Les parties peuvent procéder à un inventaire établi uniquement sur déclarations. Cette solution déroge à l'article 1182, alinéa 2, du Code judiciaire qui prévoit que l'inventaire sur déclarations n'est autorisé que lorsqu'il n'est pas possible de procéder autrement. Pour la liquidation-partage, les parties peuvent convenir de recourir à la technique de l'inventaire sur déclarations, pour autant qu'elles soient toutes d'accord et juridiquement capables.

— Actes à accomplir en dehors de l'arrondissement du notaire-liquidateur

M. Taymans signale que le texte proposé prévoit une solution originale et audacieuse lorsque le notaire-liquidateur désigné n'est pas compétent territorialement pour accomplir certains actes. L'intervenant cite l'hypothèse dans laquelle un inventaire doit être établi. Une telle opération se fait sur place et il se peut que cela doive se faire en dehors de l'arrondissement judiciaire du notaire commis. Il pense également à l'hypothèse d'une vente publique qui devrait se faire en dehors de l'arrondissement du notaire commis.

Plutôt que de recourir au tribunal, comme cela se passe à l'heure actuelle, le texte proposé permet au notaire-liquidateur de désigner un confrère qui est compétent territorialement afin que ce dernier procède à l'inventaire ou à la vente publique.

De partijen kunnen afzien van het opstellen van een boedelbeschrijving, op voorwaarde dat zij rechtsbekwaam zijn en samen aan de notaris-vereffenaar melden welke goederen te verdelen zijn. De notaris moet immers absoluut weten welke goederen er moeten worden verdeeld. De notaris stelt in dat geval een proces-verbaal op waarin hij opneemt dat de partijen akkoord gaan om af te zien van de boedelbeschrijving. Hij neemt daar ook de te verdelen boedel in op zoals die hem wordt meegedeeld door de gezamenlijke partijen. Dat kan bij de opening van de werkzaamheden als de partijen in dat stadium van de procedure tot een akkoord zijn gekomen. Er kan ook een proces-verbaal *ad hoc* worden opgesteld als het akkoord later in de procedure wordt gesloten.

Het proces-verbaal wordt aan de partijen betekend. Vervolgens beschikken zij over twee maanden om hun stukken en aanspraken kenbaar te maken aan de notaris-vereffenaar. Als een boedelbeschrijving wordt verricht, loopt de termijn vanaf het afsluiten van de boedelbeschrijving.

De voorgestelde tekst bevat een tweede vernieuwing, namelijk het opstellen van een boedelbeschrijving in vereenvoudigde vorm. De partijen kunnen een boedelbeschrijving laten maken op grond van verklaringen. Deze situatie wijkt af van artikel 1182, tweede lid, dat bepaalt dat een inventaris op grond van verklaringen alleen dan geoorloofd is wanneer zij niet anders kan worden opgemaakt. Voor de vereffening-verdeling kunnen de partijen een akkoord sluiten om gebruik te maken van de boedelbeschrijving op grond van verklaringen op voorwaarde dat zij er allen mee instemmen en rechtsbekwaam zijn.

— Handelingen die buiten het arrondissement van de notaris-vereffenaar moeten worden verricht

De heer Taymans wijst erop dat de voorgestelde tekst een originele en gedurfde oplossing biedt als de notaris-vereffenaar niet territoriaal bevoegd is om bepaalde handelingen te verrichten. Spreker haalt de situatie aan waarin een boedelbeschrijving moet worden opgemaakt. Dat moet ter plaatse gebeuren en het kan best dat dit buiten het arrondissement van de notaris is. Ook een openbare verkoop kan bijvoorbeeld plaatsvinden buiten het arrondissement van de notaris.

Momenteel moet daarvoor langs de rechtbank worden gegaan, maar de tekst laat de notaris-vereffenaar een andere notaris aanwijzen die territoriaal bevoegd is, zodat die de boedelbeschrijving kan opmaken of kan overgaan tot de openbare verkoop.

— Le procès-verbal intermédiaire

Mme Auguet rappelle que la construction du procès-verbal intermédiaire est née de la pratique et a été consacrée par la jurisprudence de la Cour de cassation. Le texte proposé donne une base légale à ce procédé.

Lorsque le notaire rencontre des litiges qui sont à ce point essentiels qu'il se trouve bloqué dans sa procédure de liquidation, il peut saisir le tribunal pour qu'il tranche la difficulté. L'intervenante cite l'hypothèse dans laquelle des discussions existent quant à la validité d'un testament. La question de savoir si le testament est valable ou nul est essentielle pour poursuivre la procédure de liquidation. Le notaire dresse un procès-verbal dans lequel il précise la difficulté qu'il rencontre. Il notifie ce procès-verbal aux parties, lesquelles disposent d'un délai d'un mois pour réagir. Le notaire rédige ensuite son avis et dépose son procès-verbal et son avis au tribunal en vue de faire trancher la difficulté.

Cette péripétie a évidemment des conséquences sur le délai dans lequel les opérations de liquidation se dérouleront. Le texte proposé prévoit que lorsqu'un procès-verbal intermédiaire est rédigé, le délai de quatre mois dans lequel le notaire doit établir son état liquidatif ne commence à courir qu'à partir du moment où la contestation est tranchée de manière définitive.

— Le recours à la vente publique lorsque les biens ne sont pas commodément partageables.

Mme Carbone précise que les auteurs du texte proposent d'assouplir la procédure lorsque les biens ne sont pas commodément partageables en nature. À l'heure actuelle, une controverse existe sur la question de savoir si le notaire-liquidateur dispose de la faculté de procéder à la vente publique des biens ou s'il est obligé de demander au préalable l'autorisation du tribunal.

La réforme autorise le notaire à procéder immédiatement à la rédaction du cahier des charges de la vente publique lorsqu'il constate que les biens ne sont pas commodément partageables. Le cahier des charges est signifié aux parties qui disposent d'un délai d'un mois pour formuler des contredits soit sur le principe même de la vente publique soit sur les modalités de celle-ci.

M. Hofströssler évoque le point relatif au verrouillage du calendrier. Cela signifie qu'une sanction devra être imposée au notaire-liquidateur qui ne respecterait pas les délais convenus ou fixés par la loi. Cette sanction est prévue à l'article 1220 proposé du Code judiciaire. Une procédure simplifiée permet au juge d'examiner le problème qui se pose. Il peut soit régler le problème lui-même en prenant acte de l'engagement du notaire à remédier immédiatement à son inaction,

— *Het tussentijds proces-verbaal*

Mevrouw Auguet wijst erop dat het opstellen van een tussentijds proces-verbaal uit de praktijk komt en al in de rechtspraak van het Hof van Cassatie werd bevestigd. De voorgestelde tekst geeft deze manier van werken een wettelijke grondslag.

Als de notaris te maken krijgt met geschillen die zo essentieel zijn dat hij de vereffening niet kan voorzetten, kan hij de rechtbank vragen de knoop door te hakken. Spreekster geeft het voorbeeld van discussies over de geldigheid van een testament. De vraag of een testament al dan niet geldig is, is essentieel voor het verdere verloop van de vereffningsprocedure. De notaris stelt een proces-verbaal op waarin hij het probleem preciseert. Hij deelt het proces-verbaal mee aan de partijen, die een maand de tijd krijgen om te reageren. De notaris stelt vervolgens zijn advies op en dient het proces-verbaal en het advies in bij de rechtbank zodat die tot een uitspraak kan komen.

Dat alles heeft natuurlijk gevolgen voor de termijn waarbinnen de vereffening kan plaatsvinden. De voorgestelde tekst bepaalt dat, wanneer een tussentijds proces-verbaal wordt ingediend, de termijn van vier maanden waarbinnen de notaris zijn staat van vereffening moet opstellen, pas begint te lopen vanaf de definitieve uitspraak over het geschil.

— *De openbare verkoop indien de goederen niet gevoeglijk in natura verdeelbaar zijn*

Mevrouw Carbone verduidelijkt dat de indieners voorstellen de procedure te versoepelen als goederen niet gevoeglijk in natura verdeelbaar zijn. Momenteel bestaat er discussie over of de notaris-vereffenaar mag overgaan tot de openbare verkoop van de goederen dan wel of hij vooraf de toestemming van de rechtbank moet vragen.

De hervorming laat de notaris meteen een bestek opstellen voor de openbare verkoop als hij vaststelt dat er goederen zijn die niet gevoeglijk in natura verdeelbaar zijn. Het bestek wordt betekend aan de partijen, die over een maand beschikken om bezwaar aan te tekenen tegen het principe van de openbare verkoop zelf of tegen de manier waarop hij zal verlopen.

De heer Hofströssler verwijst naar het punt met betrekking tot de vergrendeling op de kalender. Dit betekent dat er een sanctie moet zijn voor de notaris-vereffenaar die de overeengekomen of wettelijke termijnen niet naleeft. Deze sanctie vindt men terug in het voorgestelde artikel 1220 van het Gerechtelijk Wetboek. Via een vereenvoudigde procedure ziet de rechter toe op het betreffende probleem. De rechter kan dan hetzelfde probleem zelf oplossen door de

soit remédier au problème en imposant automatiquement, sur place, de nouveaux délais au notaire et en permettant ainsi le suivi du dossier, soit encore ordonner le remplacement du notaire. L'intervenant explique que le fait que le non-respect du délai n'entraîne pas automatiquement le remplacement du notaire est un choix délibéré. En effet, il peut y avoir une raison valable au non-respect du délai, par exemple la complexité du dossier. Il serait particulièrement malvenu de remplacer un notaire qui est sur le point de remédier à son manquement.

L'intervenant en vient enfin aux règles relatives à l'effet dévolutif de l'appel. Que se passe-t-il si une partie interjette appel alors que le traitement du dossier n'est pas terminé ? Conformément au droit commun, cela impliquerait que l'ensemble du litige, en ce compris tous les problèmes susceptibles de se poser ultérieurement, devrait être réglé devant la cour d'appel, si bien que l'on perdrait un degré de juridiction. À moins que l'on n'opte pour la solution adoptée par exemple lors de l'exécution de mesures d'instruction, telles qu'une expertise, dans le cadre desquelles, en cas d'appel, le dossier est renvoyé au premier juge ?

Pour des raisons d'économie procédurale et par souci de clarté, une distinction a été opérée entre l'appel intenté alors que le notaire n'a pas encore entrepris de démarches, auquel cas le dossier est automatiquement renvoyé au premier juge, et l'appel intenté dans une phase où le notaire a déjà entamé son travail, donc après l'établissement du procès-verbal d'ouverture des opérations. Dans ce dernier cas, le juge d'appel prendra connaissance des opérations accomplies par le notaire et le dossier sera intégralement transmis à la cour d'appel, afin d'éviter un jeu de ping-pong.

Une protection contre les recours téméraires s'impose. Il faut fluidifier la procédure, mais il ne faut pas non plus perdre de vue les aspects relatifs à l'économie procédurale.

B. Échange de vues

Mme Taelman précise que le texte présenté est celui qui était déjà proposé sous la législature précédente. La matière soulève en effet de nombreuses difficultés pratiques et le Sénat est le lieu indiqué pour améliorer la situation du justiciable dans ce domaine.

Mme Khattabi demande une précision dans l'hypothèse d'un bien situé à l'étranger, et qui pourrait être exclu de la procédure de liquidation. Cette solution évacue certes la difficulté pour la procédure qui court

verbintenis van de notaris te aanhoren om zijn stilzitten onmiddellijk recht te zetten, hetzij het probleem verhelpen door automatisch en ter plekke nieuwe termijnen op te leggen aan de notaris en aldus de opvolging mogelijk te maken, hetzij de vervanging van de notaris te bevelen. Spreker verklaart dat bewust geen automatisme werd gemaakt van het feit dat de schending van de termijn zou leiden tot de vervanging van de notaris. Er zou immers een reden kunnen zijn voor de niet naleving van de termijn, zoals de complexiteit van het dossier. Het zou vooral geen goede zaak zijn een notaris die op het punt staat zijn fout recht te zetten, te vervangen.

Ten slotte verwijst spreker naar de regels met betrekking tot de devolutieve werking van het hoger beroep. Wat gebeurt met een dossier wanneer tussen tijds, vooraleer het dossier volledig is afgehandeld, hoger beroep wordt aangetekend door een partij ? Overeenkomstig het gemeen recht zou dit impliceren dat het hele geschil, met alle toekomstige latere problemen, voor het hof van beroep zou moeten beslecht worden, wat betekent dat men een aanleg verliest. Of kiest men de optie die bijvoorbeeld wordt genomen bij onderzoeksmaatregelen, zoals expertise, waarbij hoger beroep, het dossier terugkeert naar de eerste rechter ?

Om proces-economische redenen en duidelijkheids halve werd er een onderscheid gemaakt tussen het hoger beroep in een fase waarin de notaris nog niet in actie is geschoten, waarbij het dossier automatisch terugkeert naar de eerste rechter, en het hoger beroep dat betrekking heeft op de fase waar de notaris wel al werk heeft verricht, dus na de opening van het proces- verbaal van werkzaamheden. In dat laatste geval zal de rechter in graad van beroep kennis nemen van de werkzaamheden van de notaris en gaat het dossier integraal naar het hof van beroep, om aldus een pingpong spel te vermijden.

Een bescherming tegen roekeloze beroepen is nodig, de procedure moet gestroomlijnd verlopen, maar men dient ook oog te hebben voor proces- economische aspecten.

B. Gedachtwisseling

Mevrouw Taelman verduidelijkt dat de voorgestelde tekst de tekst is die vorige legislatuur reeds voorlag. Deze materie zorgt immers voor heel wat moeilijkheden in de praktijk en de Senaat is de aangewezen plaats om de toestand van de rechtsonderhorige op dit vlak te kunnen verbeteren.

Mevrouw Khattabi heeft een vraag over het geval van een goed dat in het buitenland is gelegen, en dat van de vereffeningssprocedure kan worden uitgesloten. Deze oplossing regelt weliswaar het probleem van de

en Belgique, mais comment les parties peuvent-elles ensuite résoudre le problème ?

M. Taymans répond que le citoyen n'aura pas d'autre ressource que de s'adresser à une juridiction étrangère. Ainsi, pour un immeuble situé en France, il faudra engager dans ce pays une procédure de mise en vente publique pour sortir d'indivision. L'avantage de la solution proposée est que cela pourra se faire après que les autres questions relatives à la liquidation auront été réglées. En l'état actuel des choses, on est obligé de régler toute la procédure en France, ce qui prend des années, et bloque la procédure en Belgique.

M. Swennen se rappelle qu'il a entendu parler de ces travaux pour la première fois à l'occasion d'une audition de représentants de l'OVB devant la commission de la Justice. L'intervenant s'est immédiatement réjoui de cette initiative. Beaucoup de temps s'est écoulé depuis lors, principalement parce que les choses ont été examinées dans les moindres détails. Les deux catégories professionnelles concernées ont pris la réforme de la liquidation-partage à bras-le-corps d'une manière inédite, en faisant preuve d'auto-critique et d'une grande ouverture. Le résultat est donc très positif et les avancées considérables. On sous-estime particulièrement à quel point la procédure de liquidation-partage empoisonne la vie d'une multitude de personnes. La réforme est une opération technique mais elle aura des effets positifs très importants sur la vie des gens. Quelle que soit son importance, cette réforme représente avant tout une opération neutre, de nature purement technique et procédurale. L'on doit donc pouvoir la mener à son terme, au-delà de tous clivages politiques.

L'intervenant est également conscient de la grande cohésion de l'ensemble, un peu à l'image d'un château de cartes. Il faut veiller à ce que la moindre modification d'un élément ne fasse pas s'écrouler l'ensemble. Cela ne signifie pas pour autant qu'aucun amendement ne pourra être déposé mais l'intervenant est convaincu que les acteurs de cette réforme veilleront à maintenir la cohésion globale, y compris lors des prochains travaux.

Pour l'intervenant, le principal écueil empêchant d'aboutir à un accord est la mésentente des parties quant à la valeur du bien. La question qui se pose est celle de savoir si le texte à l'examen résout cette difficulté une fois pour toutes. L'intervenant se réfère sur ce point à sa proposition de loi instaurant une procédure accélérée de détermination de la valeur d'un bien immobilier.

M. Laeremans demande ce qu'il advient des intérêts produits par les fonds que le notaire conserve pour compte de tiers. En bénéfice-t-il personnellement ou existe-t-il un système équivalent à celui appliqué par

procedure die in België aan de gang is, maar hoe kunnen de partijen vervolgens het probleem oplossen ?

De heer Taymans antwoordt dat de burger geen andere mogelijkheid zal hebben dan naar een buitenlandse rechtbank te stappen. Voor een onroerend goed in Frankrijk bijvoorbeeld, zal hij in dat land een procedure van openbare verkoop moeten opstarten om uit de onverdeeldheid te raken. Het voordeel van de voorgestelde oplossing is dat dit kan geschieden nadat de andere kwesties betreffende de vereffening geregeld zijn. In de huidige stand van de wetgeving is men verplicht de hele procedure in Frankrijk te doorlopen, wat jaren in beslag neemt en de procedure in België blokkeert.

De heer Swennen herinnert zich voor het eerst van deze werkzaamheden te hebben gehoord op een hoorzitting van de commissie voor de Justitie met de OVB. Van in den beginne heeft spreker dit initiatief toegejuicht. Sindsdien is er een hele tijd verstreken, niet in het minst omdat de zaken zeer grondig werden aangepakt. Er is op een «jamais vu», zelfkritische en open wijze de vereffening en verdeling door de twee beroepsgroepen onder handen genomen. Het resultaat is dan ook bijzonder positief en heel ruim. Het wordt bijzonder onderschat in welke mate het leven van vele mensen verzuurd wordt door de procedure van vereffening-verdeling. De hervorming is een technische operatie maar heeft heel vergaande positieve gevolgen in het leven van de mensen. Hoe belangrijk deze hervorming ook is, het betreft eigenlijk in grote mate een neutrale, zuiver technisch-procedurele operatie. Dit moet dan ook kunnen gebeuren over alle partijgrenzen heen.

Spreker is zich ook bewust van de grote samenhang van het geheel, als een soort «kaartenhuisje». Als men aan één onderdeel raakt, moet men opletten dat het geheel blijft kloppen. Dit betekent echter niet dat er geen amendementen kunnen worden ingediend, maar spreker is ervan overtuigd dat de actoren er, ook in de verdere werkzaamheden, zullen voor waken dat de samenhang behouden blijft.

Spreker ervaart de onenigheid over de waarde van het goed als het grootste knelpunt om tot een akkoord te komen. De vraag rijst of de voorliggende tekst hiervoor een afdoend antwoord biedt. Spreker verwijst hiervoor naar zijn wetsvoorstel betreffende de snelle schatting van een onroerend goed.

De heer Laeremans vraagt wat er gebeurt met de opbrengsten van gelden die de notaris bishoudt op een rekening voor derden. Komen die hem persoonlijk toe of bestaat er een gelijkaardig systeem als bij de

les avocats, où les intérêts produits par les comptes de tiers sont affectés aux barreaux. En effet, les particuliers font souvent courir le bruit que le notaire fait délibérément traîner la procédure parce que cela lui rapporte beaucoup d'argent. Est-ce le cas ou non ?

Enfin, l'intervenant aimerait savoir s'il existe des statistiques sur cette immobilisation de capitaux pendant de longues périodes. A-t-on évalué l'impact du texte à l'examen sur cet état de fait ?

Mme Defraigne évoque en premier lieu la question de l'inventaire. Les parties ont la faculté d'y renoncer, comme c'est déjà le cas à l'heure actuelle, mais elles ont l'obligation de se prononcer sur la consistance de la masse à partager. Or, on sait que dans ce type de procédure, on n'aboutit pas toujours à un accord immédiat sur le fait de faire ou non un inventaire. Si un accord sur ce point n'est pas encore intervenu, qu'en sera-t-il des délais ? S'agit-il d'une question que l'on peut toujours laisser en suspens, ou faut-il la régler de manière préjudiciable au début de la liquidation-partage ? Si on peut la laisser en suspens, qu'adviendra-t-il du calendrier de procédure ?

Une deuxième question concerne la sanction. On constate souvent, dans la pratique actuelle, que l'on fixe un calendrier de procédure qui s'impose aux parties et que les notaires communiquent ensuite le délai dans lequel ils envisagent de dresser leur état liquidatif. Le problème, c'est que ce dernier délai n'est pas toujours respecté. Quelle sanction a-t-on prévu dans ce cas ?

Les orateurs ont évoqué une sorte de saisine permanente du tribunal de première instance, permettant de retourner devant le juge de la liquidation-partage assez aisément. L'intervenante se demande si c'est vraiment la méthode la plus efficace. Si un notaire ne veut plus traiter un dossier, il lui est facile de se faire remplacer, mais les parties doivent tout recommencer depuis le début. Si la décision du juge est de poursuivre les opérations avec le même notaire, et que la procédure repart tant bien que mal, a-t-on vraiment atteint l'objectif ?

Par ailleurs, dès lors que l'on n'a qu'un notaire, qui fait en quelque sorte office de juge de la liquidation, ce sera souvent la partie qui prendra l'initiative de retourner devant le magistrat qui se trouvera en difficulté vis à vis du notaire-liquidateur.

Enfin, la réforme proposée s'analyse comme une loi de procédure, puisque l'on ne touche pas au fond du droit. Qu'en est-il d'éventuelles dispositions transitaires ?

Mme Faes évoque la situation fréquente dans laquelle un des conjoints règle toutes les questions

advocatuur, waar de opbrengsten van rekeningen voor derden aan de balies worden toebedeeld. Particulieren verspreiden immers vaak het gerucht dat de notaris de zaak bewust zo lang laat aanslepen, omdat dit veel geld opbrengt. Klopt dit of niet ?

Verder wenst spreker ook te weten of er statistieken bestaan over het zogenaamd langdurig immobilisme van kapitalen. Wat is de inschatting van de mate waarin voorliggende tekst daar verandering in zal brengen ?

Mevrouw Defraigne heeft een eerste vraag die de boedelbeschrijving betreft. De partijen kunnen eraan verzaken, zoals dat nu al het geval is, maar zij zijn verplicht zich uit te spreken over de samenstelling van de te verdelen massa. Het is echter bekend dat men het in dit soort procedure niet altijd onmiddellijk eens raakt over de vraag of men al dan niet een boedelbeschrijving zal maken. Als er hierover nog geen overeenstemming is bereikt, hoe regelt men dan de termijnen ? Is het een kwestie die men altijd onbeslist kan laten, of moet men dit prejudicieel regelen in het begin van de vereffening-verdeling ? Als men dit onbeslist kan laten, wat gebeurt er dan met het tijdschema van de procedure ?

Een tweede vraag betreft de sanctie. In de huidige praktijk stelt men vaak vast dat men een tijdschema voor de procedure opstelt waaraan de partijen zich moeten houden, en dat de notarissen vervolgens de termijn meedelen waarin zij de staat van vereffening zullen opstellen. Het probleem is dat deze laatste termijn niet altijd wordt nageleefd. Welke sanctie heeft men voor dit geval bepaald ?

De sprekers hebben gewezen op een soort permanente aanhangigmaking van de rechtkant van eerste aanleg, waardoor de vereffening-verdeling vrij gemakkelijk weer voor de rechter kan worden gebracht. Spreekster vraagt zich af of dat wel de efficiëntste methode is. Als een notaris een dossier niet langer wil behandelen, is het voor hem gemakkelijk om zich te laten vervangen, maar moeten de partijen weer vanaf nul beginnen. Als de rechter beslist om door te gaan met dezelfde notaris, en de procedure zo goed en zo kwaad als het gaat weer opstart, heeft men dan echt het doel bereikt ?

Wanneer er slechts één notaris is, die in zekere zin dienst doet als rechter van de vereffening, zal het bovendien dikwijls de partij zijn die het initiatief neemt om weer naar de rechter te stappen, die problemen heeft met de notaris-vereffenaar.

Ten slotte kan de voorgestelde hervorming worden beschouwd als een procedurewet, aangezien men niets verandert aan het recht zelf. Hoe zit het dan met mogelijke overgangsbepalingen ?

Mevrouw Faes verwijst naar de vaak voorkomende situatie waarbij één van de echtgenoten alle financiële

financières. L'autre conjoint demeure alors dans l'ignorance du contenu du patrimoine. Le texte à l'examen vise principalement à éviter les blocages, ce qui est une très bonne chose. Mais qu'adviert-il lorsque les informations nécessaires ne sont pas obtenues dans les délais, parce que l'une des parties ignore complètement le contenu du patrimoine ?

M. Hofströssler insiste à nouveau sur l'imbrication des aspects techniques du texte à l'examen.

En ce qui concerne la simplification de l'expertise, le fait d'intervenir dans le réseau commun d'expertise en appliquant toutes sortes de techniques innovantes constitue un élément important. Il n'est toutefois pas toujours nécessaire de recourir effectivement à une expertise. À cet égard, l'intervenant renvoie à l'article 1214, §§ 3, 4 et 5 proposé du Code judiciaire, d'où il ressort très explicitement que le notaire-liquidateur a ses propres pouvoirs d'investigation. L'intervenant se réfère à la compétence similaire dont dispose le juge pour se procurer de plus amples informations, notamment des estimations, conformément à l'article 877 du Code judiciaire. L'on ne peut cependant pas prévoir pour tous les cas que le notaire se chargera de tout.

M. Taymans déclare à propos de la question de M. Laeremans que les textes sont extrêmement précis : la loi sur la comptabilité notariale oblige les notaires, dans un délai qui a d'ailleurs été raccourci de trois à un mois, à placer sur un compte rubriqué (c'est à dire ouvert au nom du client, de l'indivision, ou des héritiers) et l'obligation des notaires en la matière est contrôlée régulièrement par les organismes de contrôle des notaires. Les intérêts générés par ce compte, qui correspondent à ceux d'un compte d'épargne, profitent à la masse, et donc aux héritiers, mais cela n'est guère intéressant pour eux, vu le faible taux d'intérêts valant à l'heure actuelle.

En réponse à la question de Mme Defraigne à propos de l'inventaire, Mme Auguet fait observer que les hésitations des parties quant au fait de procéder ou non à un inventaire sont précisément l'une des causes de retard dans le démarrage de la procédure de liquidation-partage. C'est pourquoi il est prévu, à l'article 1214, § 2, que le notaire procède à l'inventaire. Il est donc de la responsabilité du notaire, à l'ouverture des opérations, de vérifier s'il existe un accord entre les parties sur le fait de ne pas faire d'inventaire et sur la liste des biens à partager. À défaut d'un tel accord, le notaire-liquidateur applique l'article 1214, § 2, et procéde à l'inventaire «dans les meilleurs délais». On n'a pas prévu de délai spécifique, car il est pratiquement impossible de le fixer dans la loi, étant donné que cela dépend de la consistance de la masse.

zaken regelt. De andere echtgenoot blijft dan in het ongewisse over de inhoud van het vermogen. Voorliggende tekst is er voornamelijk op gericht om blokkering te vermijden, wat zeer positief is. Wat doet men echter als men binnen de termijnen niet aan de nodige informatie geraakt, omdat één van de partijen volkomen onwetend blijkt te zijn over de inhoud van het vermogen ?

De heer Hofströssler komt terug op de onderlinge verwevenheid van de technische aspecten van voorliggende tekst.

Wat betreft de vereenvoudiging van de expertise, is ingrijpen op het gemeen expertisenetwerk door de toepassing van allerhande innovatieve technieken een belangrijk aspect. Het is echter niet steeds nodig om daadwerkelijk beroep te doen op een expertise. Spreker verwijst op dat vlak naar artikel 1214, §§ 3, 4 en 5, waar zeer nadrukkelijk wordt bepaald dat de notaris-vereffenaar eigen onderzoeksbevoegdheden heeft. Spreker verwijst naar de gelijkaardige bevoegdheid die aan de rechter is gegeven om zich nadere inlichtingen te verschaffen, overeenkomstig artikel 877 van het Gerechtelijk Wetboek, waaronder waarderingen. Men kan echter niet voor alle gevallen bepalen dat de notaris alles zal regelen.

Op de vraag van de heer Laeremans antwoordt de heer Taymans dat de teksten uiterst nauwkeurig zijn : de wet op de boekhouding van de notarissen verplicht notarissen om, binnen een termijn die trouwens verkort is van drie maanden tot één maand, een consignatierekening te laten openen (een rekening op naam van de cliënt, van de onverdeeldheid of van de erfgenamen). De controle-organisaties van notarissen gaan geregeld na of deze verplichting wordt nageleefd. De interessen op deze rekening, die overeenkomen met die van een spaarrekening, komen ten gunste van de massa, dus van de erfgenamen, maar door de huidige lage interesttarieven is dat voor hen weinig interessant.

Als antwoord op de vraag van mevrouw Defraigne betreffende de boedelbeschrijving, merkt mevrouw Auguet op dat de aarzelingen van de partijen om al dan niet een boedelbeschrijving te maken net één van de redenen is waarom het opstarten van de procedure van vereffening-verdeling vertragingen kan oplopen. Daarom bepaalt artikel 1214, § 2, dat de notaris de boedelbeschrijving maakt. De notaris moet bij de aanvang van de verrichtingen dus nagaan of er een akkoord is tussen de partijen om geen boedelbeschrijving te maken en over de lijst van de te verdelen goederen. Bij ontstentenis van een akkoord past de notaris-vereffenaar artikel 1214, § 2, toe en verricht hij «binnen een zo kort mogelijke termijn» de boedelbeschrijving. Er wordt geen specifieke termijn bepaald, omdat hij zozeer afhangt van de samenstelling van de massa dat hij niet bij wet kan worden vastgesteld.

À propos de la question sur les chiffres relatifs à la durée de la procédure et au gain de temps que la réforme à l'examen pourrait apporter en moyenne, M. Hofströssler répond que l'on ne dispose pas de statistiques. Les participants aux travaux possèdent toutefois l'expérience professionnelle nécessaire pour savoir que la procédure prend souvent des années, voire des décennies ou des générations. La complexité d'une affaire dépend non seulement du nombre de questions de droit, mais aussi du nombre de parties.

Il faut également être réaliste. Le texte à l'examen constitue une bonne avancée dans de nombreux domaines, mais l'on ne peut malheureusement rien faire en ce qui concerne la durée de la procédure devant le tribunal. On a réduit considérablement, par tous les moyens possibles, le nombre d'étapes intermédiaires devant le tribunal, parfois en faisant preuve d'inventivité. Au bout du chemin, il reste toutefois le juge qui doit se pencher sur le travail du notaire-liquidateur. Les procédures en question ne suscitent pas un vif intérêt dans tous les arrondissements et toutes les cours d'appel. D'autres affaires y sont réglées beaucoup plus rapidement, et le texte à l'examen n'y changera rien. L'intervenant estime personnellement que la procédure sera quatre, voire cinq fois plus courte grâce au texte à l'examen. Par exemple, rien que l'établissement d'un calendrier peut déjà prendre plusieurs mois. Grâce au calendrier légal supplétif, cette étape ne représentera plus qu'un quart, voire un cinquième de la durée de la procédure. Quoi qu'il en soit, le texte constituera donc une avancée spectaculaire.

M. Taymans aborde la question de savoir si la sanction consistant à remplacer un notaire inactif est adéquate. Il pense que, dans la plupart des cas, le retard tient au fait que, pour toutes les raisons déjà évoquées, le notaire ne maîtrise pas complètement tous les éléments de la situation. Le retard ne provient donc pas du fait qu'il prend du temps pour rédiger son état liquidatif, mais plutôt de ce que le dossier n'est pas tout à fait en état. Les parties demandent un complément d'information, contestent des expertises, demandent des prolongations d'inventaire, etc ...

Avec le calendrier tel qu'il est proposé, on va, de manière beaucoup plus nette, mettre le notaire devant ses responsabilités, puisqu'il disposera d'un délai de quatre mois pour rédiger son état liquidatif.

Bien sûr, il y aura toujours des notaires négligents. Pour ceux-ci, les règles classiques de la responsabilité civile professionnelle sont d'application, même si cela ne résoudra pas nécessairement le problème des parties impliquées dans la procédure de liquidation.

En ce qui concerne le remplacement du notaire, on a prévu une procédure et des délais beaucoup plus courts qu'à l'heure actuelle, où cela peut prendre

Wat betreft de vraag over de cijfers met betrekking tot de doorlooptijd en de gemiddelde tijdwinst die voorliggende hervorming zou kunnen met zich brengen, antwoordt de heer Hofströssler dat er geen statistische gegevens vorhanden zijn. De deelnemers aan de werkzaamheden beschikken wel over de nodige beroepservaring en weten dat het hier vaak gaat om jaren, zelfs decennia of generaties. De complexiteit van een zaak hangt niet enkel af van het aantal rechtsvragen, maar ook van het aantal partijen.

Men moet ook realistisch zijn. Voorliggende tekst is een goede stap vooruit op vele vlakken, maar aan de doorlooptijd die bij de rechtbank blijft kan helaas niet worden verholpen. Het aantal tussenstappen bij de rechtbank werd drastisch verminderd, op alle mogelijke- wijlen inventieve- manieren. Op het einde van de rit blijft er echter de rechter die zich moet buigen over het werk van de notaris-vereffenaar. Niet in alle arrondissementen of hoven van beroep bestaat er veel aandacht voor deze procedures. Andere zaken worden er vaak veel sneller afgehandeld en daar zal voorliggende tekst niets aan veranderen. Volgens sprekers persoonlijke mening moet voorliggende tekst de tijd van de procedure wel verlagen tot een kwart, zelfs tot een vijfde. Vaak neemt bijvoorbeeld alleen het bepalen van een gemeenschappelijke agenda meerdere maanden in beslag. De wettelijke suppletieve kalender zal deze duur verminderen tot een kwart à een vijfde van de doorlooptijd. Aldus zal de tekst in elk geval een spectaculaire stap vooruit betekenen.

De heer Taymans behandelt de vraag of de sanctie die erin bestaat een inactieve notaris te vervangen, de juiste is. Hij denkt dat de vertraging in de meeste gevallen te maken heeft met het feit dat de notaris, om alle reeds vermelde redenen, niet alle aspecten van de toestand volledig beheerst. De vertraging ontstaat dus niet omdat hij de tijd neemt om zijn staat van vereffening op te stellen, maar veeleer omdat het dossier niet helemaal in gereedheid is gebracht. De partijen vragen bijkomende informatie, betwisten deskundigen onderzoeken, vragen verlenging voor de boedelbeschrijving, enz ...

Met het voorgestelde tijdschema zal men de notaris veel duidelijker met zijn verantwoordelijkheid confronteren, want hij krijgt een termijn van vier maanden om zijn staat van vereffening op te stellen.

Er zullen uiteraard altijd onachtzame notarissen zijn. Voor hen gelden de klassieke regels van burgerrechtelijke beroepsaansprakelijkheid, ook al lost dat niet noodzakelijk het probleem van de partijen in de vereffningsprocedure op.

Wat de vervanging van de notaris betreft, is voorzien in een veel kortere procedure en veel kortere termijnen dan die welke nu gelden, en die maken dat

plusieurs mois. En outre, il n'y aura pas d'appel possible.

Mme Defraigne fait observer que, pour appliquer la sanction de droit commun, il faut établir un préjudice. L'intervenant s'interroge ensuite sur l'entrée en vigueur de la nouvelle procédure de liquidation-partage.

M. Hofströssler souligne qu'il s'agit en l'occurrence d'une loi de procédure et qu'en principe, elle entre donc en vigueur immédiatement. Il a néanmoins été prévu de reporter l'entrée en vigueur de 6 mois, pour permettre aux notaires et aux avocats de se former. L'entrée en vigueur immédiate d'un nouveau titre du Code judiciaire signifie que les nouvelles règles seront appliquées immédiatement aux nouvelles procédures mais que les anciennes règles seront maintenues pour les affaires pendantes. Si l'on avait également appliqué l'entrée en vigueur immédiate aux affaires pendantes, l'on aurait rendu impossible le traitement d'un nombre incalculable de dossiers. L'intervenant cite pour exemple le passage de deux notaires à un seul notaire et la suppression du notaire chargé de remplacer la partie défaillante ou récalcitrante. L'esprit de la réforme sera néanmoins appliqué aux anciennes affaires. L'intervenant établit un parallèle avec la situation dans laquelle, après règlement de la mise en état, les parties fixent elles-mêmes les délais, sans intervention judiciaire. Il n'y avait cependant pas d'autre solution dans le texte à l'examen que de prévoir des dispositions transitoires. Dans le cas contraire, l'on aurait déclenché une cascade de litiges intermédiaires auprès des tribunaux. D'un point de vue technique, le compromis retenu semble la meilleure solution.

M. Swennen se réfère à la discussion sur la durée de la procédure devant le tribunal. À l'occasion de l'examen de plusieurs propositions de loi, par exemple en matière de droit de visite, l'intervenant a déjà plaidé à plusieurs reprises pour que, dans des cas spécifiques et pour des motifs spéciaux, l'on impose au juge un calendrier assorti de délais. Bien entendu, le problème du respect de ces délais et des sanctions éventuelles reste entier. L'intervenant comprend dès lors qu'il est impossible de changer les choses, même si la volonté y est.

Bien qu'un rôle beaucoup plus actif soit dévolu au notaire, les coûts resteraient inchangés. L'intervenant ne comprend pas très bien le mode de fixation des honoraires du notaire. Des accords nationaux ont-ils été conclus sur ce plan au sein de l'Ordre ? En effet, la loi à l'examen imposera une profonde réorganisation de certaines études notariales; les états de frais et d'honoraires ne risquent-ils dès lors pas d'être automatiquement revus à la hausse ? Ou la promesse de ne pas induire d'augmentation des coûts est-elle définitivement acquise ?

de vervanging maanden kan aanslepen. Bovendien zal men niet in beroep kunnen gaan.

Mevrouw Defraigne wijst erop dat men, om een sanctie van gemeen recht toe te passen, schade moet bewijzen. Spreekster heeft vervolgens vragen bij de inwerkingtreding van de nieuwe procedure van ver-effening-verdeling.

De heer Hofströssler wijst erop dat het hier gaat om een procedurewet, dus in principe met onmiddellijke inwerkingtreding. Er is echter in een uitgestelde inwerkingtreding voorzien van 6 maanden, om toe te laten de notarissen en advocaten te vormen. De onmiddellijke inwerkingtreding van een nieuwe titel in het Gerechtelijk Wetboek betekent hier dat de nieuwe regels onmiddellijk van toepassing zijn op nieuwe procedures; de oude regels blijven dan behouden voor de lopende zaken. Indien men deze onmiddellijke inwerkingtreding ook zou laten gelden voor de lopende zaken, zou men talloze dossiers onmogelijk hebben gemaakt. Spreker haalt het voorbeeld aan dat nu is overgestapt van twee notarissen naar één notaris en dat de notaris voor de afwezige of weigerachtige partij is afgeschaft. Wel zal de filosofie van de nieuwe regels worden toegepast op de oude zaken. Spreker verwijst ter vergelijking naar de situatie waarbij de advocaten, na de regeling van de instaatstelling bij wijze van termijnen, de partijen zelf termijnen gingen bepalen, zelfs zonder rechterlijke tussenkomst. Er was in voorliggende tekst echter geen andere oplossing dan overgangsbepalingen in te schrijven. Anders zou men een cascade aan tussen-tijdse geschillen provoceren bij de rechtbanken. Technisch gesproken lijkt voorliggend compromis de beste oplossing.

De heer Swennen verwijst naar de discussie met betrekking tot de doorlooptijd bij de rechtbank. Bij de besprekking van diverse wetsvoorstellingen, bijvoorbeeld inzake omgangsrecht, heeft spreker reeds verschillende malen gepleit om, in specifieke zaken en om speciale redenen, een termijngebonden kalender op te leggen aan de rechter. Uiteraard is de afdwingbaarheid en de mogelijke sanctionering steeds een knelpunt. Spreker begrijpt dus dat men wel wil maar niet kan ingrijpen.

Ondanks het feit dat er een veel actievere rol wordt toebedeeld aan de notaris, zou het kostenplaatje ongewijzigd blijven. Het is spreker niet helemaal duidelijk hoe de erelonen van de notaris op dat vlak zijn vastgelegd. Zijn er op dat vlak nationale afspraken binnen de Orde ? Voorliggende wet zal immers heel wat reorganisatie op diverse notariaten vereisen; zal er dan niet automatisch druk ontstaan om ook de vergoedingen en de kosten te herzien ? Of is het engagement om het kostenplaatje niet te herzien, definitief verworven ?

M. Hofströssler précise que l'on s'est refusé à mettre à profit les efforts supplémentaires pour réclamer des compensations additionnelles pour quelque catégorie professionnelle que ce soit. L'intervenant pense même que la procédure sera moins coûteuse. En ce qui concerne le barreau, il n'existe pas de « tarifs » pour des raisons de concurrence. Chaque avocat définit le montant de ses honoraires en concertation avec son client. Les Ordres ne peuvent intervenir en aucune manière. Toutefois, les montants imputés sont fixés sur la base de critères purement économiques si bien que le coût réclamé au client est proportionnel aux efforts fournis. Plus la procédure piétine et plus les coûts s'envolent. Plus un procès s'éternise et plus l'avocat aura à fournir des prestations répétitives (par exemple réexaminer un dossier suspendu depuis longtemps). Si le législateur parvient donc à limiter ces contremes inutiles, la facture finale sera moins salée pour le client.

M. Taymans souhaite apporter quelques précisions à titre personnel. Il rappelle tout d'abord les principes de tarification de l'intervention notariale. Les prestations notariales sont prévues dans un arrêté royal fixant le tarif des notaires. En ce qui concerne la procédure de partage judiciaire, il est prévu que l'acte de partage est tarifié à ce que l'on appelle le barème H. S'agissant d'une affaire judiciaire, on applique H+50 %, puisque l'on considère qu'il y a des difficultés particulières pour le notaire à devoir faire un état liquidatif et un partage dans un contexte conflictuel où il doit répondre aux prétentions divergentes des parties, plutôt que d'acter un accord intervenu.

Cela rémunérerait la phase située au moment où le dossier est en état et où le notaire a quatre mois pour établir son état de liquidation-partage. Que celui-ci soit simple ou complexe, ce sera toujours H+50 % sur la base des actifs à partager.

Le problème se situe à la phase antérieure. L'arrêté sur les tarifs prévoit que le tarif ne couvre pas les négociations nécessaires pour arriver à un accord. Or, tous les praticiens savent que, dans un partage judiciaire, une partie considérable du temps est consacrée à examiner les possibilités de conclure un accord. Toutes les parties, y compris le barreau, sont favorables à ce que le notaire joue un rôle actif dans cette phase de négociations.

Cette phase, qui peut durer quelques mois, voire quelques années, n'est évidemment pas couverte par l'état liquidatif qui suivra, lorsque le notaire devra prendre position sur la base du dossier qui aura été constitué. Dès lors, les notaires, soit n'agissent pas parce qu'ils ont l'impression de ne pas être rémunérés, soit appliquent un tarif complémentaire pour les prestations non couvertes par l'honoraire légal. Dans ce dernier cas, les choses doivent être claires dès le

De heer Hofströssler verduidelijkt dat men geen gebruik wilde maken van de extra inspanningen om, voor welke beroepsgroep dan ook, extra vergoeding te vragen. Spreker meent zelfs dat de procedure goedkoper zal worden. Op het vlak van de advocatuur, bestaan er geen « prijzen », om mededelingstechnische redenen. Elke advocaat bepaalt de prijs in relatie met de cliënt. De Ordens kunnen op geen enkele manier daarin tussenkomen. De kostprijs is echter puur economisch bepaald, en in functie van de geleverde inspanningen, wordt er aan de cliënt een kost aangerekend. Hoe inefficiënter de rechtsgang, hoe duurder de zaak kost. Hoe meer tijd de advocaat nodig heeft om de zaak tot een goed einde te brengen, des te meer hij repetitief werk moet leveren (bv het herinstuderen van een dossier dat al een hele tijd stil ligt). Als men dus de nutteloze studietijd inperkt, zal de eindafrekening voor de cliënt kleiner zijn.

De heer Taymans wenst enkele persoonlijke opmerkingen te maken. Hij herinnert vooreerst aan de beginselen inzake de tarieven van de notarisdiensten. De notarisdiensten zijn opgenomen in een koninklijk besluit dat de tarieven van de notarissen bepaalt. Voor de procedure van gerechtelijke verdeling geldt het tarief in het zogenaamde barema H. Omdat het een rechtszaak betreft, wordt het tarief H+50 % toegepast, gelet op de bijkomende moeilijkheden voor de notaris, die een staat van vereffening moet opmaken in een conflictsituatie waar hij rekening moet houden met de uiteenlopende verzuchtingen van de partijen, in plaats van akte te nemen van een gesloten akkoord.

Dat zou de fase vergoeden waarin het dossier in gereedheid wordt gebracht en waarin de notaris over vier maanden beschikt om zijn staat van vereffening-verdeling op te maken. Of het nu een eenvoudige dan wel een ingewikkelde zaak betreft, het tarief zal altijd H+50 % op grond van de te verdelen activa zijn.

Het probleem situeert zich in de voorgaande fase. Het besluit betreffende de tarieven dekt niet de onderhandelingen om tot een akkoord te komen. Iedereen die ermee te maken heeft weet echter dat in een gerechtelijke verdeling, een groot deel van de tijd besteed wordt aan het onderzoeken van de mogelijkheden om tot een akkoord te komen. Alle partijen, met inbegrip van de balie, zijn voorstander van een actieve rol van de notaris in deze fase van de onderhandelingen.

Deze fase, die maanden of zelfs jaren kan duren, wordt natuurlijk niet gedekt door de staat van vereffening die daarop zal volgen, wanneer de notaris een standpunt zal moeten innemen op grond van het dossier dat werd samengesteld. Dus gaan de notarissen hetzij niet optreden omdat zij de indruk hebben dat zij daar niet voor vergoed worden, of zij passen een bijkomend tarief toe voor de diensten die niet door het wettelijk honorarium worden gedekt. In dat laatste

début, et le notaire doit indiquer aux parties le tarif auquel il travaillera, ce qui aura sans doute aussi le mérite de tempérer l'ardeur des plaideurs.

L'orateur rejoint le point de vue de M. Hofströssler, selon lequel mieux les choses seront balisées, moins on doit consacrer de temps aux querelles procédurales, et plus la procédure sera économique pour les parties.

M. Vanlouwe demande des précisions concernant les sanctions. L'article 1220 définit un régime à ce propos. Le juge peut fixer de nouveaux délais à l'audience. Peut-il également statuer, à l'audience, sur le remplacement du notaire, de manière à éviter que l'on crée une procédure dans la procédure ?

Mme Auguet répond que c'est effectivement ce qui a été prévu dans le texte. Elle renvoie à cet égard à l'article 1220, § 2, dernier alinéa, selon lequel, lorsqu'un notaire ne respecte pas un délai qui lui est imparti, l'ensemble des parties concernées et le notaire peuvent, moyennant une procédure fortement simplifiée, être convoquées devant le tribunal. Celui-ci entend le notaire en ses explications, fixe, le cas échéant, un délai complémentaire et peut, dans le même temps, se prononcer sur le remplacement, même si aucune partie ne le lui a demandé.

La solution prévue prend en compte l'argument selon lequel les parties sont parfois mal à l'aise lorsqu'elles doivent demander elles-mêmes le remplacement, parce que, si elles ne l'obtiennent pas, elles devront poursuivre la procédure avec un notaire dont elles ont demandé le remplacement.

Il appartiendra au tribunal d'appréciér si le remplacement s'avère nécessaire en l'occurrence. Toutefois, il ne pourra pas procéder au remplacement si toutes les parties s'y opposent.

M. Mahoux se demande si le tribunal usera réellement de cette possibilité. En ce qui concerne les honoraires, l'intervenant saisit mal en quoi une tarification forfaitaire des prestations du notaire en tant que négociateur serait impossible. Laisser subsister une incertitude sur ce point comporte des risques. Il est vrai que certaines négociations seront plus compliquées que d'autres, mais ne vaut-il pas mieux calculer une moyenne, et que les choses soient claires pour les parties ?

Mme Blitz répond, en ce qui concerne l'usage que fera le tribunal de la faculté de remplacement du notaire, qu'un débat se nouera à l'audience lorsque, le notaire n'ayant pas fait ses observations écrites, le juge aura convoqué les parties, leur conseil et le notaire. L'oratrice fait confiance aux magistrats spécialisés en matière de liquidation-partage pour tenter de déterminer la cause du retard et, le cas échéant, prendre leurs responsabilités, même si les parties ne l'ont pas

geval doit dat vanaf het begin duidelijk zijn en moet de notaris aan de partijen zijn tarief mededelen, wat alllicht ook het voordeel zal hebben van het enthousiasme van de pleiters te temperen.

Spreker is het eens met de heer Hofströssler, die verklaard heeft dat hoe beter de zaken worden afgebakend, hoe minder tijd men zal besteden aan procedurele twisten, en hoe goedkoper de procedure voor de partijen zal zijn.

De heer Vanlouwe vraagt nadere uitleg over de sanctieregeling. Een regeling is bepaald in artikel 1220. De rechter ter zitting kan nieuwe termijnen bepalen. Kan hij ook ter zitting oordelen over de vervanging van de notaris, zodat er geen procedure binnen de procedure hoeft te ontstaan ?

Mevrouw Auguet antwoordt dat dit inderdaad in de tekst wordt geregeld. Zij verwijst naar artikel 1220, § 2, laatste lid, dat bepaalt dat wanneer de notaris niet binnen de afgesproken termijn handelt, de betrokken partijen en de notaris met toepassing van een sterk vereenvoudigde procedure voor de rechtbank kunnen worden gedaagd. De rechter hoort de uitleg van de notaris, stelt in voorkomend geval een bijkomende termijn vast, en oordeelt over een mogelijke vervanging, ook wanneer geen enkele partij daarom gevraagd heeft.

Deze oplossing houdt rekening met het argument dat het delicaat kan zijn voor de partijen om zelf een vervanging te vragen, want als die niet wordt toegestaan, moeten zij de procedure voortzetten met een notaris wiens vervanging zij hebben gevraagd.

Het komt de rechter toe te oordelen of een vervanging noodzakelijk is. Hij kan echter niet beslissen om te vervangen als alle partijen ertegen zijn.

De heer Mahoux vraagt zich af of de rechter werkelijk gebruik zal maken van deze mogelijkheid. Wat de honoraria betreft, begrijpt spreker niet goed waarom een forfaitaire tarivering van de diensten van de notaris als onderhandelaar onmogelijk zou zijn. De onzekerheid hierover laten bestaan houdt risico's in. Het is inderdaad zo dat sommige onderhandelingen ingewikkelder zijn dan andere, maar zou het niet beter zijn om een gemiddelde te berekenen, zodat alles duidelijk is voor de partijen ?

Op de vraag over het gebruik dat de rechter zal maken van de mogelijkheid om een notaris te vervangen, antwoordt mevrouw Blitz dat er een debat tijdens de zitting zal plaatsvinden wanneer de notaris geen schriftelijke opmerkingen heeft gemaakt en de rechter de partijen, hun raadsman en de notaris oproept. Spreekster vertrouwt erop dat de rechters die gespecialiseerd zijn in vereffening-verdelingen de reden van de vertraging wel kunnen achterhalen, en in

demandé, car c'est aussi une manière d'éviter que cela ne se reproduise à l'avenir.

Mme Carbone ajoute que le texte de la proposition prévoit que le juge doit se prononcer sur le remplacement dans le cadre de cette procédure. Il doit donc prendre position dans un sens ou dans l'autre sur le remplacement du notaire.

M. Taymans formule deux observations à propos de la forfaitarisation. La première est que la très grande variété des situations rend très difficile la fixation d'une moyenne forfaitaire adaptée, qui sera toujours considérée comme trop élevée dans les dossiers simples, et comme trop basse dans les dossiers complexes. La seconde est que l'Europe interdit toute forme de barémisation lorsque ce n'est pas l'État qui la formule. Aucun ordre professionnel ne peut conseiller ni, *a fortiori*, imposer des barèmes forfaits, qui seraient considérés comme contraires au principe de la libre concurrence. L'orateur estime que la prévisibilité est acquise à partir du moment où les différents intervenants, avocats et notaires, sont clairs vis-à-vis des parties quant au type de rémunération qu'ils vont demander. Pour tout ce qui n'est pas l'établissement d'un acte notarié, la tarification horaire semble être la moins mauvaise formule.

M. Mahoux réplique que cette réponse lui paraissait assez prévisible. Il observe que la référence à la législation européenne est valable si on laisse aux ordres professionnels le soin de déterminer les barèmes. Il n'en irait pas de même s'ils étaient inscrits dans la loi, ce qui entraînerait une clarification et une prévisibilité pour les personnes qui ont affaire à la justice.

Mme Blitz renvoie à la directive européenne sur les services, qui a fait l'objet d'une loi de transposition avec effet rétroactif, en raison du retard pris par notre pays pour cette transposition. Ce texte prévoit des sanctions pénales pour les avocats qui ne fournissent pas une information complète sur le mode de calcul de leurs frais et honoraires. Pour le surplus, l'oratrice ne peut se prononcer sur les honoraires de négociation des notaires et l'application éventuelle à ces honoraires de la directive « services ».

Mme Auguet répond à la question relative au cas où une partie a été tenue à l'écart de la gestion du patrimoine, et est sans information sur sa consistance, ce qui la met en position de faiblesse dans la liquidation. Il est prévu, dans l'article 1214, § 4, la possibilité pour le notaire de demander des pièces, non seulement aux parties, mais également aux tiers. Sont visées notamment les banques, les compagnies d'assurance, etc. Si les tiers ne répondent pas spontanément, le notaire peut retourner devant le tribunal pour

voorkomend geval een beslissing nemen zelfs wan-ner de partijen er niet om gevraagd hebben, omdat dit ook een manier is om ervoor te zorgen dat dit niet meer gebeurt.

Mevrouw Carbone voegt hieraan toe dat het voor-stel bepaalt dat de rechter zich uitspreekt over de vervanging in het raam van deze procedure. Hij moet dus een beslissing nemen betreffende de vervanging van de notaris.

Mevrouw Taymans heeft twee opmerkingen over het vaststellen van vaste tarieven. De eerste is dat het door de grote verscheidenheid aan gevallen zeer moeilijk is om een juist gemiddelde te bepalen. Het zal altijd te hoog lijken voor eenvoudige dossiers, en te laag voor ingewikkelde dossiers. Haar tweede opmerking hierover is dat Europa enkel barema's toestaat die door de Staat wordt vastgesteld. Geen enkele beroepsorde mag forfaitaire barema's aanbe-velen, laat staan opleggen, omdat dit wordt beschouwd als een beperking van de vrije mededinging. Spreek-ster meent dat er sprake is van voorzienbaarheid wanneer de advocaten en notarissen tegenover de partijen duidelijk aangeven welk soort vergoeding zij zullen vragen. Voor alles wat buiten het opstellen van de notariële akte valt, lijkt een uurtarief nog de minst slechte optie.

De heer Mahoux werpt op dat dit antwoord hem vrij voorspelbaar leek. Hij merkt op dat de verwijzing naar de Europese wetgeving terecht is als men de beroeps-ordes de barema's zou laten bepalen. Dit zou niet het geval zijn als ze in de wet werden opgenomen, wat ook duidelijker en voorzienbaarder zou zijn voor de rechtzoekenden.

Mevrouw Blitz verwijst naar de Europese diensten-richtlijn, die omgezet is door een wet met terug-werkende kracht wegens de vertraging die ons land had opgelopen bij de omzetting. Deze wet voorziet in strafrechtelijke sancties voor advocaten die geen volledige informatie geven over de berekeningswijze van hun kosten en honoraria. Voor het overige kan spreekster zich niet uitspreken over de honoraria van notarissen voor de onderhandelingen en over de mogelijke toepassing van de dienstenrichtlijn op deze honoraria.

Mevrouw Auguet antwoordt op de vraag betref-fende het geval dat een partij niet werd betrokken bij het beheer van het vermogen, en niets weet over de samenstelling ervan, wat haar in een zwakke positie plaatst bij de vereffening. Artikel 1214, § 4, bepaalt dat de notaris niet alleen aan de partijen, maar ook aan derden stukken kan vragen. Die derden zijn bijvoor-beeld banken, verzekeringsmaatschappijen, enz. Indien zij niet spontaan antwoorden, kan de notaris weer naar de rechtbank stappen om een vonnis te verkrijgen

obtenir un jugement ordonnant la production des pièces, éventuellement sous peine d'astreinte.

III. AUDITIONS

À la suite de cette première partie de la discussion, la commission décide de procéder à l'audition des professeurs Pintens et de Leval.

A. Audition de M. Pintens, professeur à la KULeuven

1. Exposé de M. Pintens

M. Pintens explique que les avocats lui disent souvent que le notaire fait traîner la liquidation-partage une fois qu'un bien immobilier a été vendu. De leur côté, les notaires prétendent que les avocats emploient, souvent à la demande de leur client, tous les moyens pour ralentir l'affaire. Il y a deux possibilités pour résoudre ce problème. L'on peut opter pour le système instauré en France, qui prévoit qu'une liquidation-partage doit être clôturée dans un délai global. Un juge, exerçant la fonction de juge-commissaire, veille au respect de ce délai et contrôle l'avancement des procédures. L'autre possibilité, qui est l'option choisie dans la proposition de loi, consiste à établir un calendrier détaillé avec un contrôle moins strict exercé par le juge.

L'intervenant souhaite se pencher sur plusieurs points problématiques.

Il y a tout d'abord la question du notaire instrumentant. La proposition opte pour la désignation d'un seul notaire, mais autorise la désignation de deux notaires dans certaines circonstances exceptionnelles. Il est déjà possible de désigner deux notaires à l'heure actuelle, et cela entraîne souvent des problèmes dans la pratique. À vrai dire, il est plutôt rare que le tribunal soit disposé à désigner deux notaires. Pourtant, la proposition de loi maintient cette exception, dont l'intervenant juge qu'elle n'apporte pas grand-chose et qu'elle engendrera plus de problèmes que de solutions. Cet aspect doit notamment aussi être examiné en corrélation avec un autre point de la proposition de loi qui prévoit que les deux notaires instrumentent. Actuellement, c'est le premier notaire désigné qui instrumente, et le deuxième peut rédiger un contre-projet ou un contre-avis. Dans le cadre de la proposition de loi, les deux notaires agissent en qualité de notaire instrumentant, ce qui signifie qu'ils doivent être d'accord sur le contenu de la liquidation-partage et qu'ils doivent toujours prendre des décisions communes. Cela ne sera pas facile dans la pratique. En cas de difficultés, la proposition de loi prévoit qu'il faut demander le remplacement des notaires. L'intervenant

dat het verstrekken van de stukken beveelt, eventueel met een dwangsom.

III. HOORZITTINGEN

Na dit eerste deel van de besprekking, beslist de commissie over te gaan tot de hoorzittingen met de professoren Pintens en de Leval.

A. Hoorzitting met de heer Pintens, professor aan de KULeuven

1. Uiteenzetting door de heer Pintens

De heer Pintens verklaart dat de advocaten hem dikwijls berichten dat de notaris, als een onroerend goed is verkocht, de vereffening-verdeling laat aanslepen. Anderzijds berichten de notarissen dat advocaten, vaak op verzoek van hun cliënt, alle middelen aanwenden om de zaak te vertragen. Om dit probleem op te lossen zijn er twee mogelijkheden; men kan opteren voor het systeem, zoals in Frankrijk, waarbij men stelt dat een vereffening-verdeling moet worden afgehandeld binnen een globale termijn. Er wordt op naleving van deze termijn en de voortgang van de procedures toezicht gehouden door een rechter die aldus de functie krijgt van rechter-commissaris. Een andere mogelijkheid is de optie van het wetsvoorstel waarbij een gedetailleerde kalender wordt opgesteld met minder toezicht van de rechter.

Spreker wenst nader in te gaan op een aantal probleempunten.

In eerste instantie is er de problematiek van de instrumenterende notaris. Het voorstel opteert voor de benoeming van één notaris, maar laat in uitzonderlijke omstandigheden de benoeming van twee notarissen toe. Vandaag de dag is een aanstelling van twee notarissen mogelijk, wat in de praktijk vaak voor problemen zorgt. Het is eigenlijk nog eerder zelden dat de rechtbank bereid is twee notarissen te benoemen. Het wetsvoorstel behoudt nochtans deze uitzondering. Spreker meent dat deze uitzondering een geringe meerwaarde heeft en eerder tot problemen zal leiden dan tot oplossingen. Dit moet met name ook worden gecombineerd met een ander punt in het wetsvoorstel, waarbij men stelt dat beide notarissen instrumenteren. Op dit ogenblik instrumenteert de eerst benoemde notaris en kan de tweede notaris een tegenontwerp opstellen of een tegenadvies maken. Hier wenst men dat de twee notarissen optreden als instrumenterende notaris, wat betekent dat zij het eens moeten zijn over de inhoud van de vereffening-verdeling en steeds gezamenlijke beslissingen moeten nemen. Dat zal in de praktijk niet gemakkelijk zijn. In dat geval bepaalt het wetsvoorstel dan dat de vervanging van de notarissen moet worden gevraagd. Spreker verklaart

se déclare tout à fait opposé à l'exception en question et préconise la désignation d'un seul notaire.

Un deuxième point concerne la suppression de l'institution du notaire représentant. Ces derniers temps, la question du notaire représentant a été abondamment traitée dans la doctrine. En effet, l'on ne voyait pas du tout clairement quelle était la compétence du notaire représentant. Une partie de la doctrine et de la jurisprudence estime que ce notaire dispose d'une compétence de contrôle très formelle; une autre partie juge qu'il doit assumer, d'une certaine façon, la défense de la partie absente et qu'il doit dès lors disposer d'une compétence plus large.

La proposition opte résolument pour la suppression de l'institution du notaire représentant, ce dont se réjouit l'intervenant. Sa fonction est en effet très limitée dans la pratique. En revanche, l'intervenant déplore que la proposition prévoie que le notaire signe au nom de la partie absente. Il n'est pas favorable à cette double qualité, le notaire signant, en effet, en qualité de notaire instrumentant. Selon lui, il suffit que le notaire constate qu'une partie est absente ou récalcitrante, et il n'est pas nécessaire qu'il signe au nom de la partie s'il n'y a pas d'actes particuliers (quittance, etc.) à poser. En signant, le notaire renonce à sa neutralité.

Un autre point concerne les accords partiels qui, conformément à la proposition de loi, lieront définitivement les parties. L'intervenant juge que c'est une bonne idée, qui correspond d'ailleurs à ce qui est déjà de pratique courante dans la jurisprudence.

Il y a ensuite le fait que la demande de partage englobe aussi les autres indivisions qui doivent être liquidées afin qu'on puisse procéder au dernier partage en connaissance de cause. Ce point de vue est déjà adopté actuellement par la doctrine et la jurisprudence dominantes.

L'intervenant n'a pas non plus de remarques particulières à formuler à propos de l'actualisation du rapport d'expertise sans intervention du tribunal. Il en va de même pour la possibilité de renoncer à l'établissement d'un inventaire.

L'intervenant évoque encore le problème de l'habilitation du notaire-liquidateur à désigner lui-même un autre notaire lorsqu'il faut intervenir en dehors de son arrondissement. Il souligne qu'il s'agit d'un problème typiquement belge. La limitation de la compétence du notaire à son arrondissement est un concept complètement dépassé. En France, par exemple, les notaires sont compétents sur l'ensemble du territoire de la république.

zich geenszins voorstander van deze uitzondering en pleit voor de aanstelling van slechts één notaris.

Een tweede punt betreft de schrapping van de notaris-vertegenwoordiger. Er was in de rechtsleer de laatste tijd heel wat te doen omtrent de notaris-vertegenwoordiger. Het was immers niet helemaal duidelijk hoe de bevoegdheid van de notaris-vertegenwoordiger diende te worden afgelijnd. Een deel van de rechtsleer en de rechtspraak stelt zich op het standpunt dat deze notaris slechts een heel formele toetsingsbevoegdheid heeft, anderen vinden dat hij toch ergens de verdediging dient op te nemen van de afwezige partij en aldus over een ruimere bevoegdheid moet beschikken.

Het voorstel opteert resoluut voor de afschaffing van de notaris-vertegenwoordiger en spreker kan zich hierin vinden. In de praktijk blijkt zijn functie immers zeer beperkt. Hij heeft wel een probleem met de vermelding in het voorstel dat de notaris tekent in naam van de afwezige partij. Spreker is geen voorstander van deze dubbele hoedanigheid; de notaris tekent als instrumenterende notaris. Spreker acht het voldoende dat de notaris vaststelt dat een partij afwezig of weigerachtig is en vindt het niet nodig dat de notaris tekent in naam van de partij als er geen bijzondere rechtshandelingen moeten worden gesteld (bijvoorbeeld kwijting, enz). De notaris geeft dan immers zijn neutraliteit op.

Een volgend probleem betreft de deelakkoorden, waarbij wordt voorgesteld dat deze de partijen definitief zullen binden. Spreker meent dat dit een goed voorstel is. Dit is trouwens vandaag de dag reeds de gangbare praktijk in de rechtspraak.

Een volgend punt is dat de eis tot verdeling ook andere onverdeeldheden omvat die moeten kunnen vereffend worden om met kennis van zaken tot de laatste verdeling te kunnen overgaan. Dit standpunt wordt reeds vandaag door de heersende rechtsleer en rechtspraak aangenomen.

Ook inzake de actualisatie van het deskundigenrapport zonder tussenkomst van de rechtkant heeft spreker geen bijzondere opmerkingen. Hetzelfde geldt voor de verzaking aan de boedelbeschrijving.

Verder is er nog het probleem van de machting van de notaris-vereffenaar om zelf een notaris te kunnen aanstellen wanneer er buiten het arrondissement van de notaris moet worden opgetreden. Spreker wijst erop dat dit een typisch Belgisch probleem vormt. De beperking van de bevoegdheid van de notaris tot zijn arrondissement is een volkomen verouderd concept. In Frankrijk bijvoorbeeld zijn de notarissen bevoegd voor het hele grondgebied van de republiek.

En ce qui concerne le procès-verbal de dires et difficultés intermédiaire, l'intervenant estime qu'il s'agit ici aussi d'une formalisation de la pratique juridique. La doctrine, suivie en cela par la jurisprudence, a d'ailleurs toujours plaidé en faveur de la mesure proposée. L'intervenant suggère cependant que l'on précise, au moins dans les travaux préparatoires, qu'en cas de dépôt d'un procès-verbal intermédiaire, le notaire, en tant que premier juge de l'affaire, doit prendre position et donner son avis au tribunal, afin d'éviter que l'on prenne l'habitude de saisir le tribunal du moindre litige sans que le notaire donne son avis. Il existe d'ailleurs déjà une jurisprudence selon laquelle le procès-verbal intermédiaire peut tout simplement être renvoyé au notaire parce que ce dernier n'a pas joint son avis. Le notaire doit donc motiver son point de vue. Quoi qu'il en soit, le juge doit aussi conserver le pouvoir de décider s'il faut trancher ce litige à ce moment. Il doit aussi pouvoir ordonner que ce litige soit joint au fond de l'affaire. Enfin, il doit pouvoir se limiter aux litiges les plus importants, qu'il faut absolument trancher pour que le notaire puisse terminer l'établissement de l'état liquidatif.

Le point suivant concerne la question du remplacement du notaire-liquidateur, pour laquelle la proposition prévoit une procédure équilibrée. L'intervenant relève un seul problème à cet égard : l'impossibilité d'interjeter appel contre le remplacement du notaire-liquidateur. Il y a pourtant une possibilité d'appel qui est prévue contre la désignation initiale d'un notaire. L'intervenant estime, exemple pratique à l'appui, que la disposition en question est discriminatoire. Le tribunal désigne un notaire dans le cadre d'une liquidation-partage; la première partie souscrit à cette désignation, mais pas la partie adverse qui peut interjeter appel. Le notaire doit être remplacé, et le tribunal désigne un nouveau notaire qui agrée la partie adverse mais pas la première partie. Cependant, aucune possibilité d'appel n'est prévue dans ce cas. Les deux situations sont pourtant similaires et devraient être traitées de la même manière.

Si l'on prévoit une possibilité de recours, il faut également réfléchir à la position du notaire. Actuellement, seule la partie qui dépose la requête en remplacement du notaire et qui est déboutée par le juge peut former appel. Quant au notaire remplacé qui estime qu'aucune faute déontologique ne peut lui être reprochée, la jurisprudence de cassation estime qu'il ne peut former appel à défaut de pouvoir être assimilé à une partie proprement dite, au sens strict du terme.

La problématique de l'effet dévolutif de l'appel représente une autre difficulté. L'intervenant pense que la proposition de loi part d'un point de vue erroné et traduit l'opinion selon laquelle, en cas de désignation

Wat het tussentijdse proces-verbaal van zwarigheden betreft, meent spreker dat dit ook een formalisering vormt van de rechtspraktijk. Voor het hier opgenomen voorstel werd trouwens steeds gepleit in de rechtsleer en dit werd door ook de rechtspraak gevuld. Spreker suggeriert toch, althans in de voorbereidende werken, op te nemen dat bij het voorleggen van een tussentijds proces-verbaal de notaris als eerste rechter van de zaak een standpunt moet innemen en zijn advies moet geven aan de rechtbank, zodat het niet de gewoonte wordt dat het minste geschil zonder standpunt van de notaris aan de rechtbank wordt voorgelegd. Er is trouwens vandaag de dag reeds rechtspraak waarbij het tussentijds proces-verbaal gewoon wordt teruggestuurd naar de notaris omdat hij zijn advies niet heeft bijgevoegd. De notaris dient dus zijn standpunt te motiveren. In elk geval moet de rechter ook de bevoegdheid behouden om te beslissen of dit geschil thans moet worden beslecht; de rechter moet ook de bevoegdheid hebben om te beslissen dat dit geschil bij de grond van de zaak moet worden gevoegd en moet zich kunnen beperken tot de meest belangrijke geschillen die echt noodzakelijk zijn opdat de notaris zijn staat zou kunnen afwerken.

Een volgend probleem is de problematiek van de vervanging van de notaris-vereffenaar waarvoor een goede procedure wordt uitgewerkt. Spreker heeft slechts één probleem, namelijk dat er tegen de vervanging van de notaris-vereffenaar geen beroep mogelijk is. Er is nochtans wel een beroep mogelijk tegen de initiële aanstelling van een notaris. Spreker vindt dit een discriminatoire bepaling en geeft volgend praktisch voorbeeld. Iemand is verwikkeld in een vereffening-verdeling en de rechtbank wijst een notaris aan. De persoon kan zich vinden in deze aanwijzing en de tegenpartij niet. De tegenpartij kan beroep aantekenen. De notaris moet vervangen worden en de rechtbank benoemt een nieuwe notaris, waarmee de eerste partij niet kan instemmen, de tegenpartij wel. Er is echter geen beroep mogelijk. Deze situaties zijn nochtans vergelijkbaar en zouden op dezelfde wijze moeten worden opgelost.

Wanneer men in een beroeps mogelijkheid voorziet, moet men zich wel beraden over de positie van de notaris. Vandaag de dag is het zo dat alleen de partij die het verzoek neerlegt om de notaris te vervangen en die door de rechter in het ongelijk wordt gesteld, in beroep kan gaan. De notaris zelf die wordt vervangen maar van mening is dat hem geen enkele deontologische fout kan worden verweten kan, volgens cassatierechtspraak, geen beroep aantekenen, omdat hij niet kan worden beschouwd als een eigenlijke partij in de strikte betekenis van het woord.

Een volgend punt is de problematiek van de devolutieve werking van het hoger beroep. Spreker is hier van mening dat het wetsvoorstel van een verkeerd standpunt uitgaat en de mening vertolkt dat,

d'un notaire en degré d'appel, l'on peut estimer, sur la base de la doctrine et de la jurisprudence dominantes, que la cour d'appel devra rester saisie de l'affaire. C'est inexact. La position défendue par la doctrine et la jurisprudence dominantes est que l'arrêt qui désigne un notaire en degré d'appel est un arrêt définitif. Lorsque la partie la plus diligente saisit le notaire pour lancer les opérations de liquidation, elle débute une nouvelle procédure, si bien que les contestations à naître devront toujours être portées devant le tribunal de première instance.

L'intervenant aborde à présent la problématique de l'ouverture des opérations. Lorsque le notaire est saisi, il dispose d'un délai de trois mois pour ouvrir les opérations. Le législateur entend accélérer la liquidation-partage mais il commence par autoriser l'application d'un délai de trois mois. L'intervenant trouve ce délai excessif. Dans d'autres pays, comme en France, l'on estime que la liquidation-partage doit être clôturée en moins d'un an.

L'intervenant en vient ensuite au problème de la mise en état conventionnelle et de la mise en état légale. Il constate que les parties peuvent renoncer de commun accord à la fixation d'un calendrier. Cela vaut tant pour le mode conventionnel que pour le mode légal de la mise en état. L'intervenant estime que la prudence s'impose en l'espèce; en effet, il faut éviter de favoriser une pratique dans laquelle des avocats débordés pourraient convenir, à un certain moment, de renoncer à fixer un calendrier. Pour justifier cette possibilité de renoncer aux délais, la proposition fait référence au principe du dispositif et au temps nécessaire pour mener les négociations vers une issue favorable. L'intervenant estime que cette justification ne suffit pas pour écarter totalement la fixation d'un calendrier. Il craint que cette exception et toutes les manœuvres dilatoires qui en découlent puissent devenir la règle.

La proposition de loi n'opte pas pour un délai général unique, comme c'est le cas en France, où la procédure doit être clôturée en l'espace d'un an. Au contraire, elle a préféré imposer un délai spécifique pour chaque acte juridique. Il convient dès lors d'inscrire un délai pour chaque acte spécifique à accomplir. L'article 1223, § 2, proposé, prévoit qu'en l'absence de contredits spécifiques formulés par les copartageants et à l'expiration des délais dont les parties disposent pour les formuler, le notaire poursuit ses opérations et procède à l'attribution des lots. La proposition de loi ne prévoit cependant pas de délai dans lequel le notaire doit s'exécuter. L'intervenant se réfère à la procédure relative au changement de régime matrimonial dans laquelle l'on a recensé dans le passé de très nombreux cas où l'acte d'homologation se

wanneer in hoger beroep een notaris wordt aangesteld, op grond van de heersende rechtsleer en rechtspraak, kan worden gesteld dat de zaak aanhangig moet blijven bij het hof van beroep. Dit is onjuist. Het standpunt van de heersende rechtspraak en rechtsleer is dat het arrest waarbij in hoger beroep een notaris wordt aangesteld, een eindarrest is. Op het ogenblik dat de meest gerede partij de notaris aanspreekt om de vereffening aan te vatten, heeft men te maken met een nieuwe procedure zodat betwistingen altijd aan de rechtbank van eerste aanleg moeten worden voorgelegd.

Spreker komt vervolgens tot de problematiek van de opening van de werkzaamheden. Wanneer de notaris wordt aangesproken, beschikt hij over een termijn van drie maanden om de werkzaamheden te openen. Men wil de vereffening-verdeling bespoedigen, maar begint hier al toelating te geven om een termijn van drie maanden te hanteren. Spreker vindt deze termijn dan ook onredelijk lang. In andere landen, bijvoorbeeld, in Frankrijk, stelt men dat de vereffening-verdeling binnen het jaar moet worden afgesloten.

Spreker komt vervolgens tot het probleem van de conventionele en wettelijke instaatsstelling. Spreker stelt vast dat de partijen in onderling akkoord kunnen afzien van een regeling van termijnen. Dit geldt zowel voor de conventionele als voor de wettelijke instaatsstelling. Spreker meent dat voorzichtigheid hier is geboden; er mag immers geen praktijk ontstaan waarbij advocaten die op een bepaald ogenblik een zeer drukke agenda hebben, gaan overeenkomen dat er wordt verzaakt aan de termijnregeling. Om deze mogelijkheid om af te zien van de termijnen te verantwoorden, verwijst het voorstel naar het beschikkingsbeginsel en de tijd die nodig is om onderhandelingen met een gunstig gevolg af te sluiten. Spreker meent dat deze verantwoording om partijen toe te laten de kalender volledig uit te schakelen niet voldoet. Hij vreest dat deze uitzondering en alle vertragingsmanoeuvres vandien wel eens de regel zouden kunnen worden.

Het wetsvoorstel opteert niet voor één algemene termijn, zoals in Frankrijk waar de procedure binnen de termijn van één jaar dient afgehandeld te zijn. Men heeft daarentegen gekozen voor specifieke termijnen voor elke rechtshandeling. Voorwaarde is dan wel dat voor elke te stellen specifieke rechtshandeling een termijn wordt ingeschreven. Het voorgestelde artikel 1223, § 2, bepaalt dat de notaris, wanneer er door de deelgenoten geen specifieke bezwaren worden ingebracht en na verloop van de termijn waarover de partijen beschikken om hun bezwaren mede te delen, overgaat tot de voortzetting van zijn werkzaamheden en tot de toewijzing van de kavels. Er wordt echter geen termijn bepaald waarbinnen de notaris dit dient te doen. Spreker verwijst naar de procedure voor de wijziging van het huwelijksvermogensstelsel, waarbij

faisait longuement attendre. La fixation d'un délai lui paraît donc également nécessaire dans ce cas.

L'article 1223, § 3, traite de la situation dans laquelle des contredits sont formulés. Il prévoit toutefois un délai dans lequel le notaire doit déposer son procès-verbal de litiges et difficultés. Toutefois, il n'est précisé nulle part dans quel délai le notaire doit dresser ce procès-verbal, ce que l'intervenant considère également comme une lacune.

La version française de l'article 1221 fait état de « l'interruption des délais » et la version néerlandaise utilise les termes « stuiting van de termijnen ». Les parties peuvent donc interrompre les délais dans des circonstances particulières. L'intervenant se demande pourquoi l'on recourt ici à la figure juridique de l'interruption, issue du droit de la prescription. En effet, l'interruption des délais fait courir un nouveau délai dès que la problématique qui a conduit à l'interruption est résolue. Pourquoi ne recourt-on pas plutôt ici à la suspension du délai ? En effet, l'interruption équivaut à nouveau à prolonger la procédure.

L'intervenant formule enfin l'appréciation finale suivante. La proposition de loi à l'examen est importante et constitue sans nul doute un pas dans la bonne direction. La possibilité de renoncer à la fixation d'un calendrier de délais ainsi qu'à la mise en état légale pose problème. Une autre source de difficultés réside dans le fait que le contrôle du juge dépend d'une initiative des parties. Si le notaire ne respecte pas le calendrier des délais, une partie a la possibilité de saisir le juge et de demander le remplacement du notaire. Dans la pratique, le remplacement du notaire est parfois demandé, et c'est même très fréquent dans certains arrondissements, mais il faut être conscient des difficultés pratiques. Bien entendu, l'avocat qui assiste une partie dans une procédure de liquidation-partage, et qui suit des dizaines d'autres affaires devant le même notaire, sera moins vite enclin à demander le remplacement de ce notaire qui ne respecte pas les délais. Sur ce point, l'intervenant est un grand défenseur du modèle français, qui a mis en place une surveillance administrative exercée par le juge. Le tribunal désigne un juge-commissaire qui suit les opérations de liquidation-partage et peut demander à tout moment au notaire de rendre des comptes. Actuellement, certains juges adoptent déjà de tels usages. L'intervenant se réfère à ce sujet à un jugement du tribunal de première instance de Charleroi.

2. Échange de vues

Mme Faes renvoie à la remarque de M. Pintens selon laquelle le délai de trois mois prévu pour l'ouverture des opérations est trop long. Quel délai

in het verleden heel wat gevallen waren waarbij de bekrachtigingsakte bleef aanslepen. Het bepalen van een termijn lijkt dus ook in dit geval nodig.

Artikel 1223, § 3, behandelt dan de situatie waarbij er zwarigheden worden geformuleerd. Er wordt hier wel een termijn bepaald waarbinnen de notaris zijn proces-verbaal van opmerkingen en zwarigheden moet neerleggen. Nergens echter wordt bepaald binnen welke termijn de notaris dat proces-verbaal moet opstellen, wat door spreker eveneens als een lacune wordt beschouwd.

De Franse tekst van artikel 1221 maakt gewag van « l'interruption des délais » en de Nederlandse tekst het heeft over « de stuiting van de termijn ». Wanneer er bijzondere omstandigheden zijn, kunnen partijen aldus de termijn stuiten. Spreker vraagt zich af waarom men hier de rechtsfiguur van de stuiting gebruikt, overgenomen uit het verjulingsrecht. Bij stuiting van de termijn, loopt er immers een nieuwe termijn, zodra de problematiek die tot de stuiting heeft aanleiding gegeven, ophoudt. Waarom hanteert men hier niet eerder de schorsing van de termijn ? Stuiting betekent immers opnieuw een verlenging van de procedure.

Spreker komt tot volgende slotappreciatie. Het voorliggend wetsvoorstel is belangrijk en is zonder enige twijfel een stap in de goede richting. Problematisch is de verzakking aan de termijnregeling, inclusief de wettelijke termijnregeling. Een ander probleem is dat de controle door de rechter gebeurt op initiatief van de partijen. Indien de notaris de termijnregeling niet naleeft, kan een partij naar de rechter stappen en de vervanging van de notaris vragen. In de praktijk wordt de vervanging van de notaris wel eens gevraagd, en in sommige arrondissementen zelfs vrij vaak, maar men moet zich bewust zijn van de praktische moeilijkheden. De advocaat van een partij in de vereffening-verdeling, die bij de betreffende notaris nog tientallen andere zaken heeft lopen, zal uiteraard niet snel geneigd zijn de vervanging te vragen van deze notaris die de termijn niet naleeft. Spreker is op dat vlak een groot voorstander van het Franse model, waarbij een ambtelijk toezicht door de rechter is georganiseerd. De rechtbank stelt een rechter-commissaris aan die de werkzaamheden van de vereffening-verdeling volgt en de notaris op elk moment ter verantwoording kan roepen. Dit is trouwens thans reeds een gebruik in sommige rechtbanken. Spreker verwijst ter zake naar een vonnis van de rechtbank van eerste aanleg te Charleroi.

2. Gedachtewisseling

Mevrouw Faes verwijst naar de opmerking van de heer Pintens met betrekking tot de te lange termijn van drie maanden voor de opening van de werkzaam-

M. Pintens préconise-t-il dès lors ? Et quel délai considère-t-il comme acceptable pour l'établissement d'un procès-verbal de dires et difficultés ?

M. Pintens répond que le délai acceptable pour l'ouverture des opérations pourrait avoir une durée d'un mois, par exemple. S'agissant du procès-verbal de dires et difficultés assorti de l'avis du notaire, l'intervenant propose un délai de trois mois.

M. Vanlouwe estime que les remarques techniques formulées par M. Pintens peuvent être très utiles. C'est le cas, par exemple, pour la remarque relative à la possibilité de déroger aux délais de mise en état légale et de mise en état conventionnelle, qui est susceptible de donner lieu à des manoeuvres dilatoires. L'intervenant estime que l'on parlera plutôt de manoeuvres dilatoires lorsqu'une des parties se livre à de telles manoeuvres. Or, en l'espèce, les deux parties se sont mises d'accord pour déroger au délai, ce qui peut aussi être dans l'intérêt de l'affaire.

M. Pintens serait plutôt enclin à privilégier la suspension d'un délai déterminé. Il craint que certaines parties ne profitent de la possibilité de déroger aux délais pour convenir de se soustraire au calendrier de mise en état sans toutefois prendre la mesure de ce que cela implique réellement.

M. Swennen revient à la question du choix entre, d'une part, le système français et, d'autre part, le système du calendrier détaillé. M. Pintens semble favorable à l'intégration de certains éléments du système français dans le système du calendrier détaillé. Existe-t-il déjà une procédure comparable de liquidation-partage dans le contexte international et, dans l'affirmative, comment fonctionne ce système et quelles sont les expériences en la matière ?

Une deuxième question concerne le délai global prévu dans le système français. Quelles sanctions sont appliquées en cas de non-respect de ce délai ? Et de quelle manière ce délai est-il rendu contraignant ?

Un autre point a trait à la question de l'impartialité du notaire-liquidateur. L'intervenant déclare avoir pris connaissance à cet égard de la thèse d'un étudiant, dans laquelle celui-ci compare les jurisprudences dans ce domaine et arrive à la conclusion qu'elles diffèrent passablement. Qu'entend-on exactement par la neutralité du notaire ? Qu'en est-il, par exemple, si celui-ci a déjà par le passé reçu un acte pour l'une des parties ? Son impartialité est-elle compromise dans ce cas ? Serait-il possible d'insérer dans le texte une sorte de «disposition directrice» en vue d'éviter pareilles discussions ? Un remplacement a en effet pour conséquence de ralentir la procédure.

Une dernière question concerne le modèle du juge-commissaire qui assure le suivi de l'affaire. L'intervenant aimerait avoir davantage d'explications sur ce

heden. Welke termijn stelt de heer Pintens hier dan voor ? En welke termijn vindt hij aanvaardbaar voor het opstellen van het proces-verbaal van zwarigheden ?

De heer Pintens antwoordt dat de aanvaardbare termijn voor de opening van de werkzaamheden bijvoorbeeld één maand zou kunnen zijn. Voor het proces-verbaal van zwarigheden met het advies van de notaris stelt spreker een termijn van drie maanden voor.

De heer Vanlouwe meent dat de technische opmerkingen van de heer Pintens zeer nuttig kunnen zijn, bijvoorbeeld met betrekking tot de opmerking over de mogelijke afwijking van de termijnen inzake wettelijke en conventionele instaatsstelling, wat vertragingsmanoeuvres zou toelaten. Spreker meent dat men eerder van vertragingsmanoeuvres kan spreken als één van de partijen hier aanleiding toe geeft. *In casu* gaat het om een overeengekomen afwijking tussen beide partijen, wat ook in het belang van de zaak kan zijn.

De heer Pintens zou dan eerder overgaan tot een schorsing van een bepaalde termijn. Bij mogelijke afwijking dreigt spreker ervoor dat sommige partijen afspraken zouden maken om zich aldus te onttrekken aan de termijnregeling voor instaatsstelling, zonder dat de partij beseft wat dit eigenlijk inhoudt.

De heer Swennen komt terug op de keuze tussen enerzijds het Franse systeem en anderzijds het systeem van de gedetailleerde kalender. De heer Pintens lijkt te opteren voor een implementatie van bepaalde elementen uit het Franse systeem op het systeem van de gedetailleerde kalender. Bestaat er reeds een vergelijkbare regeling voor vereffening en verdeling in de internationale context ? Zo ja, hoe functioneert dit systeem en wat zijn de ervaringen ?

Een tweede vraag betreft de globale termijn van het Franse systeem. Welke sancties zijn er bepaald als deze niet wordt nageleefd ? Hoe wordt deze termijn afdwingbaar gemaakt ?

Een volgend punt betreft de discussie omtrent de onpartijdigheid van de notaris-vereffenaar. Spreker heeft hierover een thesis gezien van een student die de rechtspraak hieromtrent vergelijkt en, tot de conclusie komt dat deze nogal divergent is. Wat houdt de neutraliteit van de notaris juist in ? Wat bijvoorbeeld als hij in het verleden reeds een akte heeft verleend voor één der partijen ? Komt de onpartijdigheid daardoor in het gedrang ? Zou men een soort «richtlijnbepaling» kunnen opnemen om dergelijke discussies uit te sluiten ? Een vervanging doet de zaak immers vertragen.

Een laatste vraag betreft het model van de rechter-commissaris die de zaak opvolgt. Spreker zou hierover wat meer uitleg wensen. Gaat het om een rechter die

point. S'agit-il d'un juge qui assure le suivi des affaires et à qui il est fait régulièrement rapport au sujet de celles-ci? Ce juge-commissaire est-il désigné sur simple demande de l'une des deux parties ou une requête doit-elle être déposée à cet effet?

Mme Taelman retient surtout de l'exposé de M. Pintens que le système français de délai global est plus simple et que le suivi par un juge-commissaire implique un contrôle d'office et impartial de l'avancement de la procédure et des délais.

L'intervenante, se joignant à M. Swennen, aimerait savoir elle aussi comment le suivi par un juge-commissaire se déroule dans la pratique, mais se demande également ce que cela implique du point de vue de l'économie de la procédure. Les tribunaux disposent-ils des moyens nécessaires à cet effet? Quel profil doit avoir ce juge-commissaire?

Ce suivi n'est-il effectué que de manière sporadique dans certains tribunaux, ou constitue-t-il déjà une pratique répandue?

M. Pintens n'a pas connaissance de l'existence, à l'étranger, de modèles comparables assortis d'un calendrier aussi précis. Le système français prévoit qu'une procédure de liquidation-partage doit, en principe, être clôturée dans un délai d'un an. Lorsque le notaire n'est pas en mesure de respecter ce délai en raison de la complexité du dossier, il peut demander au juge une prolongation d'un an au maximum. Si, à ce moment-là, l'affaire n'est toujours pas clôturée, le juge s'en saisit et tranche le litige.

M. Mahoux fait observer que si, après deux ans, le juge se saisit de l'affaire, on ne lui impose aucun délai pour rendre sa décision. Il constate que, parfois, des précisions de procédure amènent à des allongements de procédure.

M. Pintens renvoie également à d'autres modèles possibles. En Allemagne, par exemple, cette matière a été intégralement soustraite au notariat. C'est le juge et, dans la pratique, son assistant — l'officier de justice — qui traite l'ensemble de la liquidation-partage.

Comment le juge-commissaire agit-il? En France, il intervient d'office, et donc pas à la demande d'une des parties. Le tribunal désignera parmi ses membres un juge-commissaire qui suivra le dossier et fera rapport au tribunal en cas de problèmes.

En ce qui concerne l'impartialité du notaire, M. Pintens répond que les dispositions y afférentes dans le code de déontologie des notaires sont formulées en des termes très généraux. Dans la pratique, on constate une très grande diversité dans la façon dont les juges apprécient l'impartialité du

de zaken opvolgt en régulièrement hiervan verslag ontvangt? Wordt deze rechter-commissaris aangewezen op eenvoudig verzoek van één der beide partijen of moet er een verzoekschrift worden neergelegd?

Mevrouw Taelman onthoudt uit de tussenkomst van de heer Pintens vooral dat het Franse systeem van een globale termijn eenvoudiger is en dat de opvolging door een rechter-commissaris een onpartijdige en ambtshalve controle inhoudt van de gang van zaken en van de termijnen.

Spreekster sluit zich aan bij de vraag van de heer Swennen hoe de opvolging door een rechter-commissaris in de praktijk functioneert, maar vraagt zich ook af wat dit proces-economisch betekent. Zijn de rechtbanken hiervoor uitgerust? Welk profiel dient deze rechter-commissaris te hebben?

Gebeurt dit nu slechts sporadisch in sommige rechtbanken of is het een meer verspreid fenomeen?

De heer Pintens kent geen vergelijkbare modellen in het buitenland die met zulks gedetailleerde termijnen werken. Het Franse systeem schrijft voor dat een vereffening-verdeling in beginsel dient te worden afgesloten binnen een termijn van 1 jaar. Wanneer de notaris daar niet in slaagt, gelet op de complexiteit van het dossier, kan hij aan de rechter een verlenging met maximaal één jaar vragen. Indien de zaak dan nog niet is afgesloten, trekt de rechter de zaak aan zich en beslecht hij het geschil.

De heer Mahoux merkt op dat als de zaak na twee jaar voor de rechter wordt gebracht, men hem geen enkele termijn oplegt om zijn vonnis te vellen. Hij stelt vast dat preciseringen van de procedure soms kunnen leiden tot een verlenging van de procedure.

De heer Pintens verwijst ook naar andere mogelijke modellen. In Duitsland bijvoorbeeld is deze materie volledig onttrokken aan het notariaat. Het is de rechter en in de praktijk een assistent van de rechter, de zogenaamde rechtspleger, die heel de vereffening-verdeling afhandelt.

Hoe treedt de rechter-commissaris op? In Frankrijk treedt hij ambtshalve op, dus niet op verzoek van één van de partijen. De rechtbank zal onder haar leden, een rechter-commissaris aanwijzen die het dossier zal opvolgen, en bij problemen, verslag zal uitbrengen voor de rechtbank.

Wat de onpartijdigheid van de notaris betreft, antwoordt de heer Pintens dat de bepalingen hieromtrent in de deontologische code van de notarissen, in zeer algemene bewoordingen zijn gesteld. In de praktijk stelt men een zeer grote diversiteit vast in de wijze waarop rechters de onpartijdigheid van de

notaire. Certains juges concluent très rarement à la partialité, et d'autres considèrent que le simple fait qu'une des parties conteste l'impartialité du notaire est une raison suffisante pour le remplacer. L'on pourrait par exemple évaluer l'impartialité du notaire sur la base des règles appliquées pour la récusation d'un juge. Selon l'intervenant, le fait qu'un notaire ait rédigé un acte de société pour une des parties n'est pas nécessairement le signe d'un manque d'impartialité, pas plus qu'il n'est question d'impartialité dans le chef d'un juge ayant déjà statué dans une affaire impliquant une des parties. La Cour de cassation affirme que l'impartialité du juge doit être évaluée dans le cadre de la nouvelle affaire.

Pour ce qui est de l'économie de la procédure et de l'impact éventuel pour l'arriéré judiciaire, l'intervenant souligne que le contrôle exercé par un juge-commissaire permet également de limiter les interventions du tribunal en vue du remplacement du notaire, entre autres.

Le juge-commissaire doit avoir le profil d'un juge liquidateur et une certaine expérience de la liquidation-partage. Le jugement du tribunal de Charleroi n'était qu'un exemple et il ne s'agit effectivement pas d'une jurisprudence universelle. De nombreux arrondissements l'appliquent.

L'intervenant affirme enfin qu'il n'est pas partisan du remplacement du système proposé par le système français. Le choix a été fait de façon réfléchie, après concertation avec tous les acteurs, mais cela n'empêche pas d'intégrer certains éléments du modèle français, comme la figure juridique du juge-commissaire, dans le modèle proposé. L'un n'exclut pas l'autre.

M. Vanlouwe demande quelle sanction pourrait être envisagée si le juge-commissaire constate que des problèmes se posent avec le notaire et qu'il en fait rapport. Ne faut-il pas prévoir un régime de sanctions afin de disposer de certains moyens de pression sur le notaire ?

L'intervenant estime que cela n'a effectivement aucun sens de prévoir un juge-commissaire si ce dernier ne peut que faire rapport au tribunal. Le juge-commissaire devrait pouvoir prendre lui-même les mesures nécessaires pour remplacer le notaire, ou le tribunal devrait pouvoir prendre immédiatement les mesures qui s'imposent, sur la base du rapport du juge-commissaire.

Lorsque l'affaire est confiée au juge, il faut également travailler en fonction d'un calendrier prévoyant des délais que le juge s'impose à lui-même et aux parties.

M. Torfs a l'impression que la procédure proposée vise, dans la mesure du possible, à travailler avec un

notaris apprécier. Er zijn rechters die zeer zelden tot partijdigheid besluiten, anderen vinden het feit dat één der partijen de onpartijdigheid van de notaris betwist, reeds een voldoende reden om de notaris te vervangen. Men zou de onpartijdigheid van de notaris bijvoorbeeld kunnen beoordelen aan de hand van regels die men toepast voor de wraking van een rechter. Een notaris die bijvoorbeeld voor één der partijen een vennootschapsakte heeft opgesteld, leidt volgens spreker niet automatisch tot een gebrek aan onpartijdigheid. Dit geldt ook voor een rechter die reeds heeft geoordeeld in een zaak waarbij één der partijen was betrokken. Het Hof van Cassatie stelt dat de onpartijdigheid van de rechter moet worden beoordeeld in de nieuwe zaak.

Wat het proces-economisch aspect betreft en het eventueel gevolg voor de gerechtelijke achterstand, wijst spreker erop dat het toezicht van een rechtercommissaris ook tot gevolg heeft dat de rechtsbank minder dient tussen te komen voor vervanging van de notaris en andere.

De rechter-commissaris moet het profiel hebben van een vereffeningssrechter en ervaring hebben met een vereffening-verdeling. Het vonnis van de rechtsbank van Charleroi was maar een voorbeeld en het gaat inderdaad niet om een alom verspreide rechtspraak. Vele arrondissementen passen dit toe.

Spreker stelt tot slot dat hij geen voorstander is van de vervanging van het voorgestelde systeem door het Franse systeem. De keuze is weloverwogen gemaakt, na overleg met alle actoren, maar dit betekent dat men bepaalde elementen uit het Franse model, zoals de figuur van de rechter-commissaris, zou kunnen inschakelen, in het voorgestelde model. Het ene sluit het andere niet uit.

De heer Vanlouwe vraagt naar de mogelijke sanctie indien de rechter-commissaris vaststelt dat er problemen rijzen met de notaris en hierover verslag uitbrengt. Moet er niet in een sanctieregeling worden voorzien om de druk op de notaris te verhogen ?

Spreker meent dat het inderdaad geen zin heeft om in een rechter-commissaris te voorzien indien deze enkel verslag zou kunnen uitbrengen bij de rechtsbank. De rechter-commissaris zou ofwel zelf de nodige maatregelen moeten kunnen treffen om de notaris te vervangen, ofwel zou de rechtsbank onmiddellijk, op verslag van de rechter-commissaris, de nodige maatregelen moeten kunnen treffen.

Wanneer de zaak in handen wordt gegeven van de rechter, moet men ook op dat vlak werken met een kalender waarbij de rechter de partijen en ook zichzelf termijnen oplegt.

De heer Torfs heeft het gevoel dat de voorgestelde procedure beoogt, in de mate van het mogelijke, met

seul notaire au lieu de deux. D'autre part, il craint que la procédure prévoyant la désignation d'un juge-commissaire ne soit plus lourde et plus coûteuse que celle impliquant la participation de deux notaires. Les coûts liés au travail du juge-commissaire seront donc à la charge de la collectivité, alors que les frais résultant de l'intervention d'un notaire sont supportés par les parties.

Ne vaut-il dès lors pas mieux opter pour la formule de deux notaires plutôt que pour une situation où il n'y a qu'un seul notaire en théorie mais où le juge-commissaire est pour ainsi dire toujours aux aguets ?

M. Mahoux demande ce que l'on a prévu pour régler, sur le plan financier, en cas de dessaisissement du premier notaire, les rapports entre les parties et ce dernier, et entre les deux notaires. De manière plus générale se pose la question des rapports entre la société et la problématique des liquidations-partage.

M. Pintens maintient qu'il n'est pas du tout favorable à la désignation de deux notaires. Dans la pratique, l'on constate d'ailleurs qu'il est rarissime que les tribunaux désignent encore deux notaires. Et lorsque le juge désigne malgré tout deux notaires, l'on constate souvent que c'est une source de conflits et de difficultés. Il est vrai que les notaires désignés sont souvent ceux des parties et que le client attend de son notaire qu'il partage son point de vue. La deuxième raison pour laquelle les tribunaux évitent de désigner deux notaires est que l'on constate souvent que le deuxième notaire reste inactif. Il est extrêmement rare que le second notaire rédige un contre-projet ou formule des observations. Le grand problème de la proposition de loi à l'examen qui, dans des circonstances exceptionnelles, offre la possibilité de désigner malgré tout deux notaires est que ceux-ci doivent agir de concert. Il s'agit de deux notaires instrumentants. Ils doivent donc trancher le litige d'un commun accord.

En cas d'impossibilité de parvenir à un accord sur chaque litige, la solution proposée consiste à demander au juge le remplacement d'un des notaires. L'intervenant propose donc de supprimer le régime d'exception proposé. À l'étranger, les liquidations-partages sont souvent réglées par un seul notaire ou par un seul auxiliaire de justice.

L'intervenant n'estime pas que l'institution d'un juge-commissaire alourdirait la procédure et la rendrait plus coûteuse. Par le contrôle qu'il exerce et les mesures qu'il peut prendre en vue d'accélérer la procédure, le juge-commissaire jouera un rôle qui contribuera à faire diminuer le nombre de demandes de remplacement.

M. Mahoux rappelle sa question relative au dessaisissement. Il rappelle que les représentants du notariat ont bien indiqué les deux rôles du notaire qui,

één notaris te werken in plaats van met twee notarissen. Anderzijds dreigt spreker dat de procedure met de aanwijzing van een rechter-commissaris zwaarder zou zijn dan deze met twee notarissen en bovendien meer geld zal kosten. De gemeenschap zal dan de kosten dragen van het werk dat de rechter-commissaris verricht, terwijl de kosten van een notaris worden gedragen door de partijen.

Valt er dan niet eerder te opteren voor twee notarissen dan voor een situatie waarbij er slechts één notaris is in theorie, maar waarbij de rechter-commissaris als het ware steeds op het vinkentouw zit ?

De heer Mahoux vraagt hoe men in geval van onttrekking van de eerste notaris de financiële betrekkingen heeft geregeld tussen hem en de partijen, en tussen de twee notarissen onderling. In algemene zin stelt hij zich vragen over de betrekkingen tussen de maatschappij en de kwestie van de vereffening-verdeling.

De heer Pintens blijft erbij helemaal geen voorstander te kunnen zijn van twee notarissen. In de praktijk stelt men trouwens vast dat de rechtkassen nog uiterst zelden twee notarissen benoemen. Wanneer de rechter toch twee notarissen aanstelt, stelt men vast dat er vaak conflicten en moeilijkheden rijzen. Inderdaad gaat het dan vaak om de notaris van de partijen en verwacht de cliënt van zijn notaris dat hij zich aansluit bij zijn standpunt. Een tweede reden waarom de rechtkassen de aanstelling van twee notarissen vermijden is dat men vaak vaststelt dat de tweede notaris niet optreedt. Het gebeurt zeer zelden dat de tweede notaris een tegenontwerp maakt of opmerkingen geeft. Het grote probleem in het voorliggende wetsvoorstel waarbij in uitzonderlijke omstandigheden toch nog de mogelijkheid wordt geboden om twee notarissen aan te stellen, is dat beide notarissen gezamenlijk dienen op te treden. Het gaat om twee instrumenterende notarissen. Ze moeten dus beiden akkoord geraken over elk geschil.

Als ze geen akkoord kunnen bereiken over elk geschil, is de voorgestelde oplossing aan de rechter een vervanging van de notaris te vragen. Spreker stelt aldus voor de voorgestelde uitzonderingsmogelijkheid te schrappen. In het buitenland worden vereffening-verdelingen vaak door één notaris of door één enkele helper van het gerecht afgehandeld.

Spreker meent niet dat de instelling van een rechter-commissaris procesverzwarend zou zijn en meer zou gaan kosten. De rechter-commissaris zal, juist door zijn toezicht en de maatregelen die hij kan treffen om de procedure te versnellen, ervoor zorgen dat er minder vervangingen worden gevraagd.

De heer Mahoux komt terug op zijn vraag over de onttrekking. Hij herinnert eraan dat de vertegenwoordigers van het notariaat duidelijk gewezen hebben op

à la fois, pose des actes administratifs dans le cadre de la liquidation-partage, et intervient en tant qu'intermédiaire et négociateur; les deux fonctions faisant l'objet de rétributions distinctes. Comment les choses se passent-elles de ce point de vue en cas de dessaisissement?

M. Pintens explique que lorsque le tribunal est saisi d'une requête en remplacement d'un notaire et qu'il y fait droit, c'est le notaire remplaçant qui reprend le dossier du premier notaire, ce dernier étant tenu de le transmettre à son successeur avec toutes les informations qui s'y rapportent. Le premier notaire doit aussi être rémunéré pour tout le travail accompli jusqu'à ce stade.

M. Mahoux note que l'on ne prend pas en compte la nature du motif de dessaisissement, à savoir, en l'occurrence, le retard répréhensible dans le chef du premier notaire.

M. Pintens réfute que la plupart des remplacements soient motivés par des problèmes d'impartialité. Généralement, ces dessaisissements sont dus aux retards que les dossiers ont accumulés pour toutes sortes de raisons. Le premier notaire n'a évidemment droit à une rémunération que s'il a réellement fourni des prestations dans la liquidation-partage en question. S'il a par exemple établi un procès-verbal d'ouverture des opérations et dressé un inventaire, il doit être rémunéré en conséquence. Bien entendu, il ne percevra pas d'honoraires pour des prestations non fournies, mais seulement pour les actes déjà établis, pour les avis déjà rendus, etc.

M. Swennen demande à M. Pintens s'il est au courant que les notaires voient rarement d'un bon œil de se faire désigner comme remplaçants. Ils assimilent la suppléance à une corvée fastidieuse. Ne risque-t-on pas, en fixant un calendrier, de voir les notaires tenter systématiquement de s'y soustraire?

En ce qui concerne l'attitude du notariat par rapport à la liquidation-partage, M. Pintens souligne également que certains notaires prennent volontiers en charge les liquidations-partages pour leur grand intérêt juridique. Pour le notaire, c'est l'occasion d'y déployer toute sa science. Mais ce sont aussi des actes qui, souvent, captent tout leur temps. À défaut d'immeuble à partager ou d'acte de succession à établir, et pour autant que la liquidation-partage soit quelque peu compliquée, l'affaire sera rarement rentable pour le notaire. Voilà pourquoi certains notaires tentent systématiquement de se soustraire aux missions que leur confient les tribunaux. D'autre part, ces derniers désignent très souvent les mêmes notaires car ils n'ignorent pas que ceux-ci connaissent déjà la matière des liquidations-partages et la maîtrisent bien, ce qui a

de deux rôles de notaris : administratieve handelingen verrichten in het kader van de vereffening-verdeling, en optreden als bemiddelaar en onderhandelaar. De twee functies worden afzonderlijk vergoed. Hoe regelt men dit financieel in geval van onttrekking?

De heer Pintens legt uit dat, wanneer er een verzoekschrift bij de rechtbank wordt neergelegd om over te gaan tot een vervanging van een notaris en de rechtbank hierop ingaat, de vervangende notaris het dossier zal overnemen van de eerste notaris die alle informatie dient door te geven. De eerste notaris zal dan wel dienen te worden vergoed voor alle handelingen die hij tot dan heeft gesteld.

De heer Mahoux merkt op dat er geen rekening wordt gehouden met de reden van de onttrekking, namelijk, in dit geval, de laakbare vertraging bij de eerste notaris.

De heer Pintens wijst erop dat het niet zo is dat de meeste vervangingen zouden gebeuren omdat er problemen zouden rijzen op het vlak van de onpartijdigheid. Meestal is het omdat, door tal van omstandigheden, de dossiers zijn blijven liggen. De eerste notaris heeft uiteraard slechts recht op een vergoeding in de mate dat hij reeds werk heeft verricht in de betreffende vereffening en verdeling. Indien hij bijvoorbeeld reeds een pv van opening van werkzaamheden heeft opgesteld en een inventaris heeft opgemaakt, dient hij daarvoor te worden vergoed. Hij zal uiteraard geen honoraria ontvangen voor de zaken die hij niet heeft gedaan, maar enkel voor de reeds opgestelde akten, voor de reeds verleende adviezen, enz.

De heer Swennen vraagt of de heer Pintens enig idee heeft van het feit dat de notarissen over het algemeen helemaal niet happy zouden zijn om aangesteld te worden als vervangende notaris. Ze noemen dit «a hell of a job». Bestaat het gevaar niet, als men een tijdskalender instelt, dat notarissen systematisch hieraan zullen pogen te ontsnappen.

Met betrekking tot de houding van het notariaat ten aanzien van de vereffening en verdeling, wijst de heer Pintens ook op het feit dat een aantal notarissen juist graag vereffeningen en verdelingen regelen, omdat dit zeer interessante juridische akten zijn. De notaris kan hierbij zeer veel kennis gebruiken. Anderzijds zijn het ook vaak zeer tijdrovende akten. Als er geen onroerend goed aanwezig is of er kan geen akte van nalatenschap worden opgesteld, zijn ietwat ingewikkelde vereffeningen en verdelingen vaak een verliespost voor de notaris. Bijgevolg zijn er inderdaad notarissen die zich systematisch pogen te onttrekken aan de opdrachten van de rechtbank. Anderzijds stellen rechtbanken zeer vaak dezelfde notarissen aan, als zij weten dat deze notarissen reeds ervaring hebben op het vlak van vereffening en verdeling en er

alors l'effet pervers d'augmenter la charge de travail des études concernées.

B. Audition de M. Georges de Leval, professeur ordinaire à l'ULg

1. Exposé du professeur Georges de Leval

L'orateur expose qu'il se limitera à des considérations générales par rapport à la proposition de loi réformant la procédure de liquidation-partage judiciaire. De manière générale, le texte est en phase avec les objectifs tracés. Ainsi, 13 principes de base sont énumérés et développés par les différents articles avec de nombreuses références aux arrêts de la Cour de cassation.

Une modification de la loi est nécessaire malgré les apports de la jurisprudence de la Cour de cassation car les textes actuels sont souvent illisibles et lacunaires.

La première considération générale réside plutôt en une interrogation : le texte n'est-il pas trop long et/ou trop détaillé ? Il s'agit sans doute d'une caractéristique inhérente à l'objectif de prévisibilité recherché.

— Liquidation-partage et expertise

L'intervenant souhaite ensuite faire un rapprochement avec la procédure d'expertise judiciaire récemment réformée. Sur le plan procédural, l'expertise est en effet comparable à la liquidation-partage en ce sens qu'elle est lente, compliquée et onéreuse. Il convient donc de s'interroger si des avancées récemment apportées à la matière de l'expertise ne peuvent pas être transposées totalement ou partiellement en matière de liquidation-partage.

Ainsi, M. de Leval rappelle qu'en matière d'expertise, les parties doivent être informées de l'estimation du coût global de l'expertise ou, à défaut, du mode précis de calcul des frais et honoraires. Les parties doivent pouvoir juger de la proportionnalité de la mesure d'expertise par rapport à l'enjeu du litige. L'article 972, § 2, alinéa 5, du Code judiciaire devrait être un sujet de réflexion et d'inspiration.

En outre, les parties doivent collaborer à l'expertise et sont tenues de communiquer leurs dossiers à l'expert au moins huit jours avant la réunion d'installation. Il y a un parallèle avec la proposition de loi puisqu'il est prévu que les parties devront transmettre leurs pièces au notaire huit jours avant la date d'ouverture des opérations. M. de Leval propose d'aller au-delà d'une simple collaboration et de prévoir, à l'instar de ce qui est prévu à l'article 1360 du Code de procédure civile français, une obligation de communiquer l'ensemble

goed weg mee kunnen, wat dan weer op zijn beurt leidt tot een verhoogde werkdruk op de betreffende notarissen.

B. Hoorzitting met de heer Georges de Leval, gewoon hoogleraar aan de ULg

1. Uiteenzetting van professor Georges de Leval

Spreker zal zich beperken tot algemene beschouwingen over het wetsvoorstel houdende hervorming van de procedure van gerechtelijke vereffening-verdeling. Over het algemeen is de tekst in overeenstemming met de uitgetekende doelstellingen. Zo worden er 13 grondbeginseisen opgesomd en uitgewerkt in de verschillende artikelen met talrijke verwijzingen naar de arresten van het Hof van Cassatie.

Een wetswijziging is nodig ongeacht de inbreng van het Hof van Cassatie want de huidige teksten zijn vaak onleesbaar en onvolledig.

De eerste algemene beschouwing is veeleer een vraag : is de tekst niet te lang en/of te gedetailleerd ? Dit heeft waarschijnlijk te maken met de na te streven doelstelling van voorzienbaarheid.

— Vereffening-verdeling en expertise

Spreker wil vervolgens een vergelijking maken met de onlangs hervormde procedure van de gerechtelijke expertise. Procedueel gezien is de expertise immers vergelijkbaar met de vereffening-verdeling in die zin dat ze traag, ingewikkeld en duur is. Men dient zich dus af te vragen of de recente vooruitgang inzake expertise niet volledig of deels kan worden overgenomen voor de vereffening-verdeling.

Zo herinnert de heer de Leval eraan dat de partijen, inzake expertise, in kennis moeten worden gesteld van de geraamde totale expertisekosten of, als die er niet zijn, de exacte berekeningsmethode van de kosten en erelonen. De partijen moeten kunnen oordelen of de expertise evenredig is met de inzet van het geding. Artikel 972, § 2, vijfde lid, van het Gerechtelijk Wetboek zou tot nadenken moeten aanzetten en als inspiratie dienen.

Bovendien moeten de partijen samenwerken bij de expertise en de expert ten minste acht dagen voor de installatievergadering inzage geven in hun dossiers. Er is een gelijkenis met het wetsvoorstel omdat bepaald wordt dat de partijen hun stukken aan de notaris moeten bezorgen, acht dagen voor de opening van de werkzaamheden. De heer de Leval stelt voor om verder te gaan dan een eenvoudige samenwerking en om, zoals in artikel 1360 van het Franse Code de procédure civile, de verplichting in te voeren om de

des pièces du dossier au juge dès l'assignation en partage. C'est une réflexion.

Il faut non seulement que les parties puissent se faire une idée du coût de la procédure mais qu'elles disposent aussi d'une «ligne du temps de la procédure», c'est-à-dire qu'elles aient une vision chronologique des étapes de la procédure et de ses incidents.

Enfin, la proposition rappelle la possibilité offerte aux parties d'investir l'expert d'une mission d'évaluation de biens immeubles mais prévoit également, à l'article 1214, § 3, proposé, la possibilité pour le notaire-liquidateur, s'il y consent, d'évaluer les biens à partager et ce à la demande de toutes les parties. Il entre, en effet, dans la mission du notaire d'évaluer un bien quand cela est un accessoire de sa mission. M. de Leval plaide pour cette concentration des tâches dans le chef du notaire car c'est de nature à accélérer la procédure et à en diminuer les coûts.

— *Le rôle actif du juge en matière de liquidation-partage*

La troisième observation a trait à l'importance d'accorder un rôle actif au juge dans la mise en état de la procédure de liquidation-partage. La proposition confie un rôle actif au notaire-liquidateur lors de la mise en état de la procédure soit de manière conventionnelle soit de manière légale légale. Le rôle du juge est par contre sous-estimé. Or, il conviendrait de prévoir expressément une procédure de mise en état judiciaire permettant au juge d'imposer, dès sa saisine, un calendrier judiciaire contraignant mais adapté à la nature et à la complexité du dossier. M. de Leval s'interroge par ailleurs sur le maintien dans la proposition de loi d'une possibilité de mise en état légale alors qu'elle a été supprimée dans le Code judiciaire pour la mise en état des causes (art. 751 du Code judiciaire).

Le rôle actif du juge est d'autant plus justifié dans des situations où les parties sont opposées mais où le patrimoine est économiquement peu conséquent. Le juge, sur la base d'informations adéquates, doit pouvoir juger de l'opportunité du «circuit long».

— *L'exécution du jugement et les recours*

La quatrième considération a trait à l'exécution du jugement et aux voies de recours. En effet, si rien n'interdit au juge de prononcer l'exécution provisoire du jugement de liquidation-partage, il convient de

rechter inzage te geven in alle dossierstukken zodra de dagvaarding in vereffening-verdeling is betekend. Dit is een overweging.

De partijen moeten zich niet alleen een beeld kunnen vormen van de kostprijs van de procedure, maar moeten ook beschikken over een «kalender van de procedure», met andere woorden, zij moeten een chronologisch overzicht hebben van de fasen van de procedure en de tussengeschillen.

Ten slotte herinnert het voorstel eraan dat de partijen de expert een opdracht van evaluatie van de onroerende goederen kunnen geven en bepaalt het, in het voorgestelde artikel 1214, § 3, dat de notaris-vereffenaar ook, als hij daarin toestemt, de te verdelen goederen kan evalueren op vraag van alle partijen. Het behoort immers tot de opdracht van een notaris om een goed te evalueren. De heer de Leval is er voorstander van om die opdrachten bij de notaris te concentreren want dat kan de procedure versnellen en de kosten doen dalen.

— *De actieve rol van de rechter inzake vereffening-verdeling*

De derde opmerking onderstreept het belang van een actieve rol voor de rechter bij de instaatstelling van de procedure vereffening-verdeling. Het voorstel kent de notaris-vereffenaar een actieve rol toe bij de instaatstelling van de procedure ofwel op de conventionele manier ofwel op de wettelijke manier. De rol van de rechter wordt echter onderschat. Het zou aangewezen zijn om uitdrukkelijk te voorzien in een gerechtelijke procedure van instaatstelling waarbij de rechter, vanaf de afhandeling, een dwingende gerechtelijke kalender kan opleggen die aangepast is aan de aard en complexiteit van het dossier. De heer de Leval vraagt zich overigens af of men in het wetsvoorstel een mogelijkheid van wettelijke instaatstelling moet behouden aangezien ze voor de instaatstelling van zaken werd geschrapt in het Gerechtelijk Wetboek (art.751 van het Gerechtelijk Wetboek).

De actieve rol van de rechter is nog meer gerechtsvaardigd in situaties waarin de partijen tegenover elkaar staan, maar waarbij het vermogen economisch gezien weinig voorstelt. De rechter moet op basis van adequate informatie kunnen beoordelen of het «lange circuit» geschikt is.

— *De tenuitvoerlegging van het vonnis en de rechtsmiddelen*

De vierde beschouwing betreft de tenuitvoerlegging van het vonnis en de rechtsmiddelen. Hoewel niets de rechter tegenhoudt om een voorlopige tenuitvoerlegging van het vonnis van vereffening-verdeling uit te

rappeler que l'exécution s'effectuera aux risques et périls de celui qui l'initie. Le notaire devra attirer l'attention du demandeur sur ce point précis. En pratique, on essaiera d'obtenir un acquiescement ou on attendra l'expiration du délai de recours.

Dans les cas prévus aux articles 1209, 1223, 1224 et 1224/1, proposés, M.de Leval estime qu'il serait opportun d'envisager une obligation de motivation spéciale en cas d'exécution provisoire.

En outre, la proposition de loi prévoit que si l'appel porte sur un jugement prononcé avant l'ouverture des opérations, l'appel n'opèrera pas d'effet dévolutif de sorte que la cause sera renvoyée devant le premier juge. Ainsi, si une partie conteste la désignation du notaire, le juge d'appel confirmara ou non la désignation du notaire mais renverra ensuite la cause au premier juge.

M. de Leval estime que la proposition pourrait aller plus loin en reprenant par analogie la règle fixée à l'article 963 du Code judiciaire qui prévoit — à quelques exceptions près — que toutes les décisions rendues entre le moment de la désignation de l'expert et la fin de la procédure ne sont pas susceptibles de recours. La proposition de loi le prévoit pour le remplacement du notaire mais il conviendrait d'étendre cette solution à toutes les décisions qui seraient rendues après la désignation du notaire jusqu'au règlement des contredits (non compris). Cela réglerait la question de l'effet dévolutif et de l'exécution provisoire. En conséquence, l'article 1224/2 proposé du Code judiciaire devrait être complété sur deux points afin de prévoir d'une part l'impossibilité d'un recours pour les incidents en cours de procédure et, d'autre part, l'appel avec effet dévolutif pour les décisions statuant sur les contredits suscités par le cahier des charges ou par l'état liquidatif.

— Caractère purgeant des ventes d'immeubles

La dernière observation vise la nécessité du caractère purgeant de la vente d'immeuble dans le cadre de la procédure de liquidation-partage. Ceci n'est pas abordé par la proposition de loi. Dans le droit judiciaire actuel, la purge est prévue en cas de vente publique (combinaison des articles 1326, 1211 et 1621 du Code judiciaire). Une modification de l'article 1621 du Code judiciaire est d'ailleurs nécessaire dès lors que la vente publique d'immeubles n'est plus prévue par l'article 1211 mais par les articles 1209 et 1224 proposés du Code judiciaire.

spreken, dient er immers aan herinnerd te worden dat de tenuitvoerlegging plaatsvindt op risico van de initiatiefnemer. De notaris zal de eiser moeten wijzen op dit specifieke punt. In de praktijk probeert men instemming te verkrijgen of wacht men tot de beoepstermijn verstrekken is.

In de gevallen als bepaald in de voorgestelde artikelen 1209, 1223, 1224 et 1224/1, meent de heer de Leval dat het aangewezen zou zijn om bij een voorlopige tenuitvoerlegging een bijzondere motivering op te leggen.

Bovendien bepaalt het wetsvoorstel dat, als het hoger beroep op een vonnis slaat dat gewezen is vóór de opening van de werkzaamheden, het geen devolutive werking heeft, zodat de zaak naar de eerste rechter wordt verwezen. Als een partij dus de aanwijzing van de notaris betwist, zal de rechter in hoger beroep de aanwijzing van de notaris al dan niet bevestigen, maar de zaak vervolgens verwijzen naar de eerste rechter.

De heer de Leval meent dat het voorstel verder zou kunnen gaan door naar analogie de regel over te nemen uit artikel 963 van het Gerechtelijk Wetboek dat bepaalt — op enkele uitzonderingen na — dat alle gewezen beslissingen tussen de aanwijzing van de expert en het einde van de procedure niet vatbaar zijn voor hoger beroep. Het wetsvoorstel bepaalt dit voor de vervanging van de notaris, maar het zou aangegeven zijn die oplossing door te trekken naar alle gewezen beslissingen na de aanwijzing van de notaris totdat alle bezwaren zijn geregeld (niet meegerekend). Dat zou het probleem van de devolutive werking en de voorlopige tenuitvoerlegging regelen. Bijgevolg zou het voorgestelde artikel 1224/2 van het Gerechtelijk Wetboek op twee punten moeten worden aangevuld om enerzijds te bepalen dat er geen hoger beroep kan worden aangetekend tegen de tussengeschillen in de loop van de procedure en anderzijds, dat er een hoger beroep met een devolutive werking kan worden ingesteld tegen beslissingen over de bezwaren die ontstaan zijn rond de verkoopvoorwaarden of de staat van vereffening.

— Zuiverende aard van de verkoop van gebouwen

De laatste beschouwing benadrukt dat de verkoop van onroerend goed een zuiverende werking dient te hebben in het kader van de procedure vereffening-verdeling. Dat komt in het wetsvoorstel niet aan bod. In het huidige Gerechtelijk Wetboek wordt in de zuivering voorzien bij een openbare verkoop (combinatie van de artikelen 1326, 1211 en 1621 van het Gerechtelijk Wetboek). Een wijziging van artikel 1621 van het Gerechtelijk Wetboek is trouwens noodzakelijk aangezien artikel 1211 niet meer voorziet in de openbare verkoop van onroerend goed, maar de voorgestelde artikelen 1209 en 1224 van het Gerechtelijk Wetboek doen dat wel.

Enfin, il faudrait également envisager l'hypothèse de la vente de gré à gré. M.de Leval pense que l'on pourrait transposer la règle protectrice prévue en cas de vente de gré à gré en cas de faillite aux autres hypothèses de vente de gré à gré comme en cas de liquidation-partage.

2. Échange de vues

Mme Khattabi relève que lors de précédentes auditions la question du coût de la procédure liquidation-partage a déjà été soulevée. D'aucuns soutenaient qu'il était extrêmement difficile d'en évaluer par avance le coût. L'oratrice se rallie à M. de Leval quant à l'importance pour les parties d'être informées préalablement du coût de la procédure.

L'intervenante souhaite ensuite obtenir l'avis de M. de Leval sur l'article 1208, § 4, proposé qui précise «qu'à la demande de l'une des parties, le tribunal peut, en vue, de permettre l'aboutissement de la procédure de partage dans les meilleurs délais, ordonner que certains biens situés à l'étranger qu'il désigne, ne feront pas partie du partage qu'il ordonne». Cette disposition peut défavoriser les femmes dans la mesure où dans certains pays méditerranéens les règles de liquidation-partage ne sont pas forcément des dispositions égalitaires.

M. de Leval rappelle tout d'abord que la Cour de cassation a déjà consacré cette exception au principe de l'indivisibilité du partage. Ensuite, en droit international privé, il peut y avoir de sérieuses difficultés dans la mesure où le sort des immeubles est réglé par la loi du lieu où ils se trouvent. Cela peut engendrer des paralysies dans la procédure de liquidation-partage menée en Belgique. La proposition de loi ne prévoit nullement une règle automatique mais uniquement une faculté pour le tribunal de sorte qu'il reviendra aux parties d'attirer, le cas échéant, l'attention du juge sur ce point et éviter ainsi une situation discriminatoire.

Mme Defraigne estime qu'il faut être pragmatique car de nombreuses liquidations-partages sont bloquées par le seul fait de l'existence d'immeubles à l'étranger. La proposition de loi prévoit un mécanisme souple qui permet à tout le moins d'avancer dans la procédure et de liquider ce qui peut l'être.

IV. AVIS DU CONSEIL D'ÉTAT

L'avis du Conseil d'État a été sollicité en date du 19 novembre 2010. Cet avis a été rendu le 11 janvier 2011 (voir doc. Sénat n° 5-405/2).

Ten slotte moet ook de verkoop uit de hand worden bekeken. De heer de Leval denkt dat, zoals bij een faillissement, de beschermingsregeling bij een verkoop uit de hand kan worden overgenomen voor de overige gevallen van verkoop uit de hand, zoals bij de vereffening-verdeling.

2. Gedachtwisseling

Mevrouw Khattabi stipt aan dat tijdens de vorige hoorzittingen het probleem van de kosten van de procedure vereffening-verdeling al aan bod kwam. Sommigen benadrukten dat het uiterst moeilijk is om de kostprijs vooraf in te schatten. Spreekster is het met de heer de Leval eens dat het voor de partijen belangrijk is om vooraf de kostprijs van de procedure te kennen.

Spreekster vraagt vervolgens de mening van de heer de Leval over het voorgestelde artikel 1208, § 4, dat als volgt luidt : «Op verzoek van één van de partijen, kan de rechbank, teneinde de voltrekking van de verdeling binnen een zo kort mogelijke termijn mogelijk te maken, bevelen dat bepaalde in het buitenland gelegen goederen, die zij aanduidt, niet het voorwerp uitmaken van de verdeling die zij beveelt.». Die bepaling kan vrouwen benadelen aangezien in bepaalde mediterrane landen de regelgeving inzake vereffening-verdeling niet noodzakelijk op gelijkheid berust.

De heer de Leval herinnert er eerst aan dat het Hof van Cassatie deze uitzondering op het beginsel van de ondeelbare aard van de verdeling al heeft bekraftigd. Vervolgens kunnen er, in het internationaal privaatrecht, ernstige moeilijkheden ontstaan aangezien onroerende goederen onderworpen zijn aan de wetgeving van het land waar zij gelegen zijn. Dat kan leiden tot een verlamming van de procedure vereffening-verdeling in België. Het wetsvoorstel stelt geen automatische regeling vast, maar voorziet enkel in een mogelijkheid voor de rechbank, zodat de partijen, indien nodig, de rechter hierop moeten wijzen om te voorkomen dat er een discriminerende situatie ontstaat.

Mevrouw Defraigne meent dat men pragmatisch moet zijn want heel wat vereffeningen-verdelingen zitten geblokkeerd alleen maar omdat er onroerend goed in het buitenland ligt. Het wetsvoorstel voorziet in een soepel mechanisme waarmee de procedure minstens kan worden voortgezet en men kan vereffenen wat mogelijk is.

IV. ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE

Het advies van de Raad van State werd gevraagd op 19 november 2010. Dat advies werd verstrekt op 11 januari 2011 (zie stuk Senaat nr. 5-405/2).

V. REPRISE DE LA DISCUSSION

La Fédération Royale du notariat belge, principalement représentée par Mmes Charlotte Aughuet et Marion Carbone, conseillères juridiques, a participé aux débats.

A. Remarques de la Fédération Royale du notariat belge (FRNB) à la suite de l'avis du Conseil d'État

La FRNB souligne qu'un groupe de travail a examiné l'avis du Conseil d'État. Ce groupe de travail a préparé des propositions de modifications du texte basées sur une série de remarques du Conseil d'État. Certaines remarques du Conseil d'État n'ont pas été retenues, le plus souvent parce que les suggestions ne correspondaient pas à l'esprit de la réforme.

La FRNB souligne que plusieurs modifications proposées sont de nature purement technique et n'appellent pas de commentaires. C'est par exemple le cas pour la suppression des mots «à la poste» lorsque le texte vise l'envoi d'un courrier recommandé. Le monopole de «La Poste» a en effet été supprimé en matière de courrier recommandé.

La FRNB évoque ensuite la remarque du Conseil d'État qui suggère de mieux articuler la procédure de liquidation-partage avec la procédure de droit commun. Des propositions de modifications du texte ont été établies à cet effet.

Le Conseil d'État a également formulé une remarque plus fondamentale sur le calendrier judiciaire. Le texte de base prévoit deux types de calendriers : d'une part, le calendrier conventionnel fixé de manière amiable par les parties et, d'autre part, à défaut d'accord entre les parties, un calendrier légal supplétif. Dans cette deuxième hypothèse, la loi fixe le délai dans lequel les différentes étapes de la procédure doivent être effectuées. Le Conseil d'État observe que le calendrier légal supplétif est assez long car les auteurs ont voulu couvrir toutes les hypothèses. Le calendrier légal doit permettre de traiter correctement un dossier d'une complexité normale. Or, certaines indivisions sont très simples et n'appellent pas de questions juridiques complexes. Dans une telle hypothèse, le calendrier légal pourrait s'avérer trop long.

Il est dès lors proposé de prévoir à l'article 1218 du Code judiciaire que lorsqu'aucun calendrier conventionnel n'a pu être fixé et qu'il apparaît que les délais légaux pourraient s'avérer trop longs, le tribunal peut être saisi selon une procédure très simple afin de réduire les délais. Le tribunal ne pourrait augmenter les délais. Cette modification s'inscrit dans la logique de l'accélération de la procédure. Il n'est pas utile de

V. HERVATTING VAN DE BESPREKING

De Koninklijke Federatie van het Belgisch Notariaat, hoofdzakelijk vertegenwoordigd door de dames Charlotte Aughuet en Marion Carbone, juridisch adviseurs, nam deel aan de besprekingen.

A. Opmerkingen van de Koninklijke Federatie van het Belgisch Notariaat (KFBN) naar aanleiding van het advies van de Raad van State

De KFBN benadrukt dat een werkgroep het advies van de Raad van State heeft besproken. Die werkgroep heeft op basis van een reeks opmerkingen van de Raad van State voorstellen geformuleerd tot wijziging van de tekst. Bepaalde opmerkingen van de Raad van State werden niet in aanmerking genomen, meestal omdat de voorstellen niet strookten met de doelstellingen van de hervorming.

De KFBN benadrukt dat meerdere voorgestelde wijzigingen louter van technische aard zijn en geen opmerkingen behoeven. Dat is bijvoorbeeld het geval voor «bij een ter post aangetekende brief». Beter is «bij een aangetekende brief» te schrijven aangezien het monopolie van «De Post» inzake aangetekende zendingen werd opgeheven.

De KFBN vermeldt vervolgens de opmerking van de Raad van State waarin wordt voorgesteld om de procedure vereffening-verdeling beter af te stemmen op de procedure van gemeen recht. Daartoe werden voorstellen tot wijziging van de tekst opgesteld.

De Raad van State heeft ook een fundamentele opmerking gemaakt over het gerechtelijk tijdschema. De basistekst bepaalt twee soorten tijdschema's : een door de partijen op minnelijke wijze vastgesteld conventioneel tijdschema en een aanvullend wettelijk tijdschema als de partijen geen akkoord hebben bereikt. In het tweede geval wordt bij wet de termijn vastgesteld waarin de verschillende fasen van de procedure moeten worden uitgevoerd. De Raad van State merkt op dat het aanvullend wettelijk tijdschema vrij lang is omdat de indieners alle mogelijke gevallen hebben willen insluiten. Het wettelijk tijdschema moet het mogelijk maken om een niet te ingewikkeld dossier correct te behandelen. Sommige onverdeelheden zijn heel eenvoudig en leiden niet tot complexe juridische problemen. In dat geval zou het wettelijk tijdschema te lang kunnen zijn.

Bijgevolg wordt er voorgesteld om in artikel 1218 van het Gerechtelijk Wetboek te bepalen dat, als er geen conventioneel tijdschema kan worden vastgesteld en de wettelijke termijnen te lang zouden zijn, de rechbank de zaak mag afhandelen volgens een erg eenvoudige procedure om de termijnen in te korten. De rechbank mag de termijnen niet verlengen. Die wijziging past in de idee om de procedure te

prévoir des délais trop longs lorsque cela ne se justifie pas.

B. Discussion des amendements n°s 1 à 9

Mme Defraigne et M. Courtois ont déposé les amendements n° 1 à 9 (doc. Sénat, n° 5-405/3) qui visent à répondre à une série de remarques formulées par le Conseil d'État.

Article 2

Amendement n° 8

L'amendement n° 8 (doc. Sénat, n° 5-405/3) vise à insérer un nouvel article 1/1 dans la proposition de loi.

Mme Defraigne précise que le Conseil d'État relève une lacune à l'article 1193bis du Code judiciaire car cette disposition ne prévoit pas que les créanciers hypothécaires ou privilégiés doivent être entendus dans le cadre d'une procédure demandant l'autorisation de vendre des immeubles de gré à gré. L'amendement vise à combler cette lacune.

La Fédération Royale du notariat belge a également formulé une proposition de texte visant à combler cette lacune. La FRNB propose de remplacer l'alinéa 4 de l'article 1193bis par ce qui suit : « Les créanciers hypothécaires ou privilégiés inscrits ainsi que les personnes désignées par l'article 1187, alinéa 2, doivent être entendus ou dûment appelés par le juge judiciaire notifié au moins cinq jours avant l'audience ». Le texte proposé reprend la formulation utilisée dans d'autres dispositions du Code judiciaire. L'article 1193bis du Code judiciaire est, dans sa rédaction actuelle, la seule disposition qui ne prévoit pas l'appel des créanciers hypothécaires ou privilégiés. Or, l'appel de ces créanciers est une condition pour que la vente de l'immeuble soit purgeante.

Amendement n° 1

Mme Defraigne fait remarquer que l'amendement n° 1 qu'elle a déposé avec M. Courtois (doc. Sénat, n° 5-405/3), et qui vise à modifier l'article 1207, proposé, du Code judiciaire, vise à mieux articuler la procédure de partage judiciaire avec celle du partage amiable pour tenir compte de la remarque formulée par le Conseil d'État.

versnellen. Het heeft geen zin om langere termijnen te bepalen als daar geen grond voor is.

B. Besprekking van de amendementen nrs. 1 tot 9

Mevrouw Defraigne en de heer Courtois dienen amendementen nrs. 1 tot 9 in (stuk Senaat, nr. 5-405/3) om een antwoord te bieden op een reeks opmerkingen van de Raad van State.

Artikel 2

Amendement nr. 8

Amendement nr. 8 (stuk Senaat, nr. 5-405/3) strekt ertoe een nieuw artikel 1/1 in te voegen in het wetsvoorstel.

Mevrouw Defraigne verduidelijkt dat de Raad van State wees op een lacune in artikel 1193bis van het Gerechtelijk Wetboek aangezien hier niet wordt bepaald dat de hypothecaire of bevoordeerde schuldeisers moeten worden gehoord in het kader van een procedure waarbij een machtiging wordt gevraagd voor de onderhandse verkoop van onroerende goederen. Het amendement boogt die lacune aan te vullen.

De KFBN verduidelijkt dat de Koninklijke Federatie van het Belgisch Notariaat ook een voorstel indiende om die lacune aan te vullen. De KFBN stelt voor om het vierde lid van artikel 1193bis te vervangen als volgt : « De ingeschreven hypothecaire of bevoordeerde schuldeisers en de personen aangewezen in artikel 1187, tweede lid, moeten worden gehoord of behoorlijk worden opgeroepen bij gerechtsbrief ter kennis gebracht, ten minste vijf dagen voor de zittingsdag ». De voorgestelde tekst neemt de formulering over die in andere bepalingen van het Gerechtelijk Wetboek wordt gebruikt. Artikel 1193 van het Gerechtelijk Wetboek is, in de huidige formulering, de enige bepaling waarin de hypothecaire of bevoordeerde schuldeisers niet worden opgeroepen. De oproeping van schuldeisers is een voorwaarde voor de zuiverende werking van een verkoop van onroerend goed.

Amendement nr. 1

Mevrouw Defraigne wijst erop dat amendement nr. 1 dat zij met de heer Courtois (stuk Senaat, nr. 5-405/3) indiende en dat ertoe strekt het voorgestelde artikel 1207 van het Gerechtelijk Wetboek te wijzigen, de procedure voor de gerechtelijke verdeling beter wil afstemmen op de procedure voor de minnelijke verdeling, wat gevraagd werd door de Raad van State.

Amendements n^{os} 2 et 5

Mme Defraigne précise que les amendements n^{os} 2 et 5 qu'elle a déposés avec M. Courtois (doc. Sénat, n^o 5-405/3) visent à supprimer dans les articles 1213, § 2, proposé et 1218, § 2, proposé, les mots «à la poste» qui n'a plus de monopole pour l'envoi de recommandés.

Amendement n^o 3

Mme Defraigne et M. Courtois déposent l'amendement n^o 3 (doc. Sénat, n^o 5-405/3) visant à insérer un nouvel alinéa dans l'article 1214, § 1^{er}, proposé. Le Conseil d'État relève en effet une lacune dans l'article 1214, § 1^{er}, proposé. La proposition permet aux parties de s'accorder sur une vente de gré à gré. Le texte ne prévoit pas l'hypothèse dans laquelle la vente de gré à gré concerne des mineurs, des présumés absents, des interdits, etc. L'amendement vise à combler cette lacune.

Amendement n^o 4

Mme Defraigne et M. Courtois déposent l'amendement n^o 4 (doc. Sénat, n^o 5-405/3) qui vise à remplacer dans l'article 1214, § 6, alinéa 2, proposé, les mots «au nom de celles-ci» par les mots «en sa qualité d'auxiliaire de justice». Cet amendement est de nature technique.

Amendement n^o 6

Mme Defraigne et M. Courtois déposent l'amendement n^o 6 (doc. Sénat, n^o 5-405/3) visant à compléter l'article 1218, § 3, proposé, par un nouvel alinéa afin de préciser le point de départ du calcul du délai de quatre mois dans lequel le notaire-liquidateur doit établir son état liquidatif. L'amendement assure une meilleure sécurité juridique.

Amendement n^o 7

Mme Defraigne et M. Courtois déposent l'amendement n^o 7 (doc. Sénat, n^o 5-405/3) proposant une troisième voie de mise en état du dossier. Il faut permettre au juge d'assouplir le calendrier légal en fonction de la complexité de l'affaire.

Amendementen nrs. 2 en 5

Mevrouw Defraigne verduidelijkt dat de amendementen nrs. 2 en 5 die zij met de heer Courtois indiende (stuk Senaat, nr. 5-405/3) ertoe strekken om in de voorgestelde artikelen 1213, § 2, en 1218, § 2, de woorden « ter post » te doen vervallen aangezien De Post geen monopolie meer heeft op aangetekende zendingen.

Amendment nr. 3

Mevrouw Defraigne en de heer Courtois dienen amendment nr. 3 in (stuk Senaat, nr. 5-405/3) dat ertoe strekt een nieuw lid in te voegen in het voorgestelde artikel 1214, § 1. De Raad van State wijst immers op een lacune in het voorgestelde artikel 1214, § 1. Het voorstel stelt de partijen in staat een akkoord te bereiken over een onderhandse verkoop. De tekst bepaalt echter niets over het geval waarin minderjarigen, vermoedelijk afwezigen, onbekwaamverklaarden enz. bij de onderhandse verkoop betrokken zijn. Het amendement beoogt die lacune aan te vullen.

Amendment nr. 4

Mevrouw Defraigne en de heer Courtois dienen amendment nr. 4 in (stuk Senaat, nr. 5-405/3), dat ertoe strekt in het voorgestelde artikel 1214, § 6, tweede lid, de woorden « in hun naam » te vervangen door de woorden « in zijn hoedanigheid van uitvoerder van de rechtsbedeling ». Dit amendement is van technische aard.

Amendment nr. 6

Mevrouw Defraigne en de heer Courtois dienen amendment nr. 6 in (stuk Senaat, nr. 5-405/3), dat ertoe strekt het voorgestelde artikel 1218, § 3, aan te vullen met een nieuw lid, teneinde het vertrekpunt voor de berekening van de termijn van vier maanden waarin de notaris-vereffenaar zijn staat van vereffening moet opstellen, nader te bepalen. Het amendement zorgt voor meer rechtszekerheid.

Amendment nr. 7

Mevrouw Defraigne en de heer Courtois dienen amendment nr. 7 in (stuk Senaat, nr. 5-405/3), dat een derde soort instaatstelling van het dossier voorstelt. Men moet de rechter de mogelijkheid bieden het wettelijke tijdschema te versoepelen naar gelang van de complexiteit van de zaak.

Amendement n° 9

Mme Defraigne dépose l'amendement n° 9 (doc. Sénat, n° 5-405/3) visant à compléter l'article 1214, proposé par un nouveau paragraphe 8. L'amendement propose un système de saisine quasi permanente du juge. Dès qu'une des parties ou le notaire-liquidateur l'estiment nécessaire, elles peuvent revenir devant le juge moyennant le dépôt d'une simple lettre motivée.

C. Avis complémentaire du professeur Georges de Leval, professeur ordinaire à l'Université de Liège

À la suite de la première lecture des articles, la commission a décidé de recueillir un avis complémentaire du professeur Georges de Leval. La note écrite qu'il a communiquée le 16 mars 2011 figure en annexe au présent rapport.

D. Discussion de l'amendement global n° 10 et des sous-amendements n°s 11 à 34

Les auteurs de la proposition de loi ont déposé le 30 mars 2011 un amendement (voir amendement n° 10 de Mmes Defraigne et Taelman, M. Swennen, Mme Faes, MM. Mahoux et Torfs, Mme Khattabi et M. Delpérée, doc. Sénat n° 5-405/4) qui remplace l'ensemble de la proposition de loi. Cet amendement est fondé sur les propositions de modifications suggérées par la Fédération royale du notariat belge à la suite de l'avis du Conseil d'État et a servi de base à la suite de la discussion des articles.

Article 1^{er}

Mme Taelman constate que l'ensemble de la proposition est soumis à la procédure visée à l'article 78 de la Constitution. Certains articles ne touchent-ils pas à l'organisation des cours et tribunaux ? Ne devraient-ils dès lors pas être soumis à la procédure bicamérale visée à l'article 77 de la Constitution ?

M. Delpérée fait remarquer que le Conseil d'État, qui est toujours très attentif à la qualification des textes, n'a formulé aucune remarque quant à la «qualification 78» proposée à l'article 1^{er}.

Amendement nr. 9

Mevrouw Defraigne dient amendement nr. 9 in (stuk Senaat, nr. 5-405/3), dat ertoe strekt aan het voorgestelde artikel 1214, een § 8 (nieuw) toe te voegen. Het amendement stelt een systeem van een quasi permanente adiëring van de rechter voor. Zodra een van de partijen of de notaris-vereffenaar het nodig achten, kunnen ze opnieuw voor de rechter verschijnen door middel van een gewone, met redenen omklede, brief.

C. Aanvullend advies van professor Georges de Leval, gewoon hoogleraar aan de Université de Liège

Na de eerste lezing van de artikelen heeft de commissie beslist om een aanvullend advies van professor Georges de Leval in te winnen. De schrifteilijke nota die hij op 16 maart 2011 heeft meegeleid is als bijlage bij dit verslag gevoegd.

D. Bespreking van het globale amendement nr. 10 en van de subamendementen nrs. 11 tot 34

De indieners van het wetsvoorstel hebben op 30 maart 2011 een amendement ingediend (zie amendement nr. 10 van de dames Defraigne en Taelman, de heer Swennen, mevrouw Faes, de heren Mahoux en Torfs, mevrouw Khattabi en de heer Delpérée, stuk Senaat nr. 5-405/4), dat het volledige wetsvoorstel vervangt. Dit amendement is gebaseerd op de wijzigingen die werden voorgesteld door de Koninklijke Federatie van het Belgisch Notariaat naar aanleiding van het advies van de Raad van State en heeft gediend als basistekst na de besprekking van de artikelen.

Artikel 1

Mevrouw Taelman stelt vast dat het voorstel in zijn geheel onderworpen wordt aan de procedure bedoeld in artikel 78 van de Grondwet. Hebben sommige artikelen echter geen betrekking op de organisatie van de hoven en rechtbanken ? Zouden ze dan niet moeten worden onderworpen aan de bicamerale procedure bedoeld in artikel 77 van de Grondwet ?

De heer Delpérée wijst erop dat de Raad van State, die steeds zeer opmerkzaam is met betrekking tot de kwalificatie van de teksten, geen enkele opmerking heeft geformuleerd over de kwalificatie onder artikel 78 die in artikel 1 wordt voorgesteld.

Article 1/1 (article 2 du texte adopté)

M. Delpérée constate que le texte prévoit que les créanciers hypothécaires ou privilégiés doivent être entendus. Il est légitimement plus correct d'écrire que les créanciers hypothécaires ou privilégiés sont entendus.

La FRNB fait remarquer que le libellé proposé reprend littéralement l'actuel alinéa 4 de l'article 1193bis en ajoutant les créanciers hypothécaires et les créanciers privilégiés à la liste des personnes à convoquer.

Article 2 (art. 3 du texte adopté)

Article 1207 (proposé)

Dans l'amendement global n° 10, l'article 1207 proposé est légèrement modifié pour mieux faire apparaître l'articulation entre la procédure de partage judiciaire et celle de partage amiable visée à l'article 1206 (voir avis du Conseil d'Etat, doc. Sénat n° 405/2, p. 2). Il est en outre proposé de préciser que le partage a lieu judiciairement.

Amendements n°s 11 et 28

M. Mahoux dépose l'amendement n° 11 (doc. Sénat, n° 5-405/5) qui est un sous-amendement à l'amendement n° 10 (doc. Sénat, n° 5-405/4). L'amendement vise à compléter l'article 1207 proposé par deux nouveaux alinéas.

L'auteur propose, pour les dossiers de liquidation-partage les plus simples, de prévoir une procédure plus souple, sans désignation d'un notaire-liquidateur. Le tribunal pourrait, dès l'introduction de l'affaire, statuer sur la liquidation sur la base de débats succincts, à l'instar de ce que prévoit l'article 735 du Code judiciaire.

M. Mahoux dépose ensuite un second amendement (amendement n° 28, doc. Sénat n° 5-405/5) qui a le même objectif que son amendement n° 11. L'amendement vise également à prévoir une procédure simplifiée en débats succincts basée sur une procédure existante dans le code de procédure civile français.

Mme Taelman pense que la procédure en débats succincts ne peut s'appliquer que si les parties s'accordent sur ce point. L'amendement n° 11 permet à une des parties, moyennant un descriptif sommaire du patrimoine à partager, de demander que le tribunal statue lors de l'audience d'introduction. Il se peut cependant que des questions juridiques complexes

Artikel 1/1 (artikel 2 van de aangenomen tekst)

De heer Delpérée stelt vast dat de tekst bepaalt dat de hypothecaire of bevoordeerde schuldeisers moeten worden gehoord. Het is wetgevingstechnisch correcter om te schrijven dat de hypothecaire of bevoordeerde schuldeisers worden gehoord.

De KFBN merkt op dat de voorgestelde formulering het huidige vierde lid van artikel 1193bis overneemt en de hypothecaire schuldeisers en de bevoordeerde schuldeisers toevoegt aan de lijst van op te roepen personen.

Artikel 2 (artikel 3 van de aangenomen tekst)

(Voorgesteld) artikel 1207

In het globale amendement nr. 10 wordt het voorgestelde artikel 1207 licht gewijzigd om de afstemming tussen de procedure van de gerechtelijke verdeling en die van de minnelijke verdeling bedoeld in artikel 1206 (zie advies Raad van State, stuk Senaat nr. 5-405/2, blz. 2) beter naar voor te brengen. Er wordt bovendien voorgesteld om nader te bepalen dat de verdeling gerechtelijk geschiedt.

Amendementen nrs. 11 en 28

De heer Mahoux dient amendement nr. 11 in (stuk Senaat, nr. 5-405/5), dat een subamendement op amendement nr. 10 is (stuk Senaat, nr. 5-405/4). Het amendement strekt ertoe het voorgestelde artikel 1207 aan te vullen met twee nieuwe leden.

De indiener stelt voor om voor de eenvoudigste dossiers inzake vereffening-verdeling te voorzien in een soepelere procedure waarbij er geen notaris-vereffenaar wordt aangewezen. De rechtbank zou zodra de zaak is ingediend uitspraak kunnen doen over de vereffening op grond van korte debatten, in navolging van wat artikel 735 van het Gerechtelijk Wetboek bepaalt.

De heer Mahoux dient vervolgens een tweede amendement in (amendement nr. 28, stuk Senaat nr. 5-405/5) dat dezelfde doelstelling nastreeft als zijn amendement nr. 11. Het amendement strekt er eveneens toe te voorzien in een vereenvoudigde procedure met korte debatten die is gebaseerd op een bestaande procedure in de Franse Code de procédure civile.

Mevrouw Taelman meent dat de procedure met korte debatten slechts kan worden toegepast indien de partijen het daarover eens zijn. Amendement nr. 11 biedt een van de partijen de mogelijkheid om door middel van een beknopte beschrijving van het te verdelen patrimonium te vragen dat de rechtbank uitspraak doet tijdens de inleidende zitting. Het zou

soient soulevées par l'autre partie alors que le tribunal pensait pouvoir faire application de la procédure succincte. Pour éviter ces situations, Mme Taelman pense que le recours aux débats succincts ne doit être possible que si les parties s'accordent sur le fait que la liquidation peut être réglée selon la procédure succincte. Ce serait par exemple le cas lorsque les parties s'accordent sur 90 % de la liquidation mais que l'une ou l'autre question ponctuelle devrait encore être tranchée par le tribunal.

Mme Defraigne souligne que le fait de vouloir appliquer la procédure succincte d'entrée de jeu peut entraîner certaines surprises. C'est parfois au cours de la procédure que les questions apparaissent. Si l'on fige les choses dès l'audience d'introduction, cela risque d'affaiblir la partie la plus faible.

Mme Taelman considère qu'il n'est pas très raisonnable d'appliquer l'article 735, sauf si les parties savent qu'il subsiste peu d'éléments contentieux. Selon elle, il ne serait pas bon que le tribunal puisse décider, à la demande d'une des parties, d'appliquer cette procédure. L'on risquerait ainsi de violer le principe d'égalité.

La FNRB fait remarquer que dans l'hypothèse où le tribunal tranche la liquidation sur la base de débats succincts, l'accord que les parties ont obtenu et qu'elles soumettent au tribunal n'aura pas été éclairé par un devoir de conseil. Le tribunal n'a pas pour mission d'informer les parties sur leurs droits et obligations ni de les conseiller. Ce sont par contre des missions du notaire. Chaque citoyen doit pouvoir bénéficier d'une information et d'un conseil concernant la procédure de liquidation-partage qui le concerne, quelle que soit l'importance de l'indévision. Pour chaque indivision, même celles pour lesquelles les parties sont arrivées à un accord pour 85 % des biens à partager, les parties doivent pouvoir bénéficier du conseil d'un notaire qui les informe de leurs droits. Ainsi, les parties ne pensent généralement pas spontanément à invoquer une récompense dans le cadre de la liquidation d'un régime matrimonial. Même lorsqu'il y a peu d'éléments contentieux, il est important que les parties puissent bénéficier du conseil d'un notaire.

Par ailleurs, l'application de l'article 735 du Code judiciaire à la procédure de liquidation-partage, outre qu'elle emportera une augmentation de la charge de travail des tribunaux (ce que la proposition de loi a expressément voulu éviter) pourrait s'avérer délicate à plusieurs niveaux :

- Il n'est pas toujours aisément d'apprécier, dès l'introduction de la procédure, le degré de complexité d'un dossier (le montant de l'indivision n'est pas un élément déterminant à cet égard : en effet, un dossier

échtera kunnen dat de andere partij complexe juridische kwesties aanhaalt, terwijl de rechtsbank de beknopte procedure dacht toe te passen. Om dergelijke situaties te voorkomen, meent mevrouw Taelman dat het beroep op korte debatten enkel mogelijk moet zijn indien de partijen het erover eens zijn dat de vereffening kan worden geregeld volgens de beknopte procedure. Dit zou bijvoorbeeld het geval zijn wanneer de partijen instemmen met 90 % van de vereffening, maar een of andere specifieke kwestie nog door de rechtsbank moet worden beslecht.

Mevrouw Defraigne benadrukt dat indien men van bij het begin de beknopte procedure wil toepassen, dit voor bepaalde verrassingen kan zorgen. Soms duiken er immers in de loop van de procedure vragen op. Indien men de zaken van bij de inleidende zitting vastlegt, dreigt dat de zwakste partij nog verder te verzwakken.

Mevrouw Taelman gaat ervan uit dat het niet erg verstandig is artikel 735 toe te passen, tenzij de partijen weten dat er nog slechts luttele discussie rest. Het lijkt haar geen goed idee dat de rechtsbank zou kunnen beslissen, op verzoek van één der partijen, deze procedure toe te passen. Hierbij zou het gelijkheidsbeginsel kunnen worden geschonden.

De KFBN merkt op dat, in het geval de rechtsbank beslist tot vereffening op basis van korte debatten, het akkoord dat de partijen hebben bereikt en dat ze aan de rechtsbank voorleggen niet door een advies wordt voorafgegaan. Het is niet de taak van de rechtsbank om de partijen te wijzen op hun rechten en plichten, noch om hen bij te staan. Dat is het werk van de notaris. Iedere burger moet gebruik kunnen maken van informatie en advies met betrekking tot de vereffningsprocedure waarbij hij betrokken is, ongeacht de omvang van de onverdeeldheid. Voor elk geval van ondeelbaarheid, zelfs wanneer de partijen een akkoord hebben bereikt over 85 % van de te verdelen goederen, dienen de partijen advies te kunnen krijgen van een notaris, die ze inlicht over hun rechten. Zo denken de partijen er meestal niet spontaan aan om in het kader van de vereffening van een huwelijksvermogen te verwijzen naar een beloning. Ook als er weinig betwistbare elementen zijn, is het toch belangrijk dat de partijen het advies van een notaris kunnen inwinnen.

Naast een toename van de werklast voor de rechtsbanken (hetgeen het wetsvoorstel uitdrukkelijk heeft willen voorkomen) zou de toepassing van artikel 735 van het Gerechtelijk Wetboek op de procedure van vereffening-verdeling bovenbieden delicaat kunnen blijken op verschillende niveaus :

- Het is niet altijd eenvoudig om van bij de inleiding van de procedure de moeilijkheidsgraad van een dossier te beoordelen (het bedrag van de onverdeeldheid is geen bepalend element in dat verband :

portant sur une indivision d'un montant peu élevé peut fort bien soulever des questions juridique très épineuses) : c'est souvent au cours de la phase notariale (et notamment lors de l'établissement du PV d'ouverture des opérations) que la complexité du dossier apparaît. Dans ce contexte, ne serait-il pas délicat de décider qu'un dossier sera traité sur «débats succincts» dès l'introduction de la procédure, alors que la complexité du dossier pourrait n'apparaître qu'ultérieurement ?

2. De même, le contenu exact de l'indivision n'est pas toujours connu lors de l'introduction de la procédure : il arrive souvent que des éléments d'actifs soient découverts ultérieurement (exemple : l'existence de donations rapportables est souvent révélée à l'occasion de la prestation de serment qui suit l'inventaire). Dans ce contexte, le tribunal qui procèderait à la liquidation et au partage «sur débats succincts» pourrait, à son insu, omettre certains biens du partage et, partant, ne prononcer qu'un partage partiel.

M. Mahoux rappelle que l'objectif est de permettre aux parties de suivre une procédure simplifiée devant le tribunal, sans recourir à un notaire. Il admet que cette procédure ne peut être suivie que dans des cas bien déterminés et moyennant l'accord des parties. Sur la question du conseil, l'intervenant rappelle que la procédure devant le tribunal est introduite par un avocat qui pourra conseiller les parties.

Amendement n° 29

À la suite de la discussion, M. Mahoux et Mme Taelman déposent l'amendement n° 29 (doc. Sénat, n° 5-405/5) qui est un sous-amendement à l'amendement n° 10. Cet amendement vise à permettre d'appliquer une procédure en débats succincts à l'instar de ce qui est prévu à l'article 735, § 2, du Code judiciaire.

Mme Taelman précise que l'amendement n° 29 procède de la même préoccupation que l'amendement précédent et qu'il concilie en fait les deux points de vue. Le compromis consiste à permettre l'application de la procédure succincte si les deux parties en font la demande. L'on peut considérer dans ce cas que les parties sont déjà dûment informées.

La FRNB constate que l'alinéa 2 prévoit que l'acte introductif contient un descriptif du patrimoine à partager. Que faut-il entendre par là ?

Mme Defraigne pense que le descriptif ne doit pas être contraignant pour les parties. Cela ne peut figer les choses car il peut apparaître en cours de procédure que des choses ont été omises ou cachées.

een dossier over een onverdeeldheid van een klein bedrag kan evengoed lastige juridische vragen oproepen) : het is vaak tijdens de notariële fase (en meer bepaald bij het opstellen van het proces-verbaal van opening van de werkzaamheden) dat de complexiteit van het dossier tot uiting komt. Zou het in die context niet delicaat zijn om te beslissen dat een dossier zal worden behandeld met «korte debatten» van bij de inleiding van de procedure, terwijl de complexiteit van het dossier pas later zou kunnen blijken ?

2. Ook de exacte inhoud van de onverdeeldheid is niet altijd bekend bij de inleiding van de procedure : het komt vaak voor dat vermogenselementen later worden ontdekt (bijvoorbeeld : het bestaan van schenkingen die vatbaar zijn voor inbreng wordt vaak aan het licht gebracht bij de eedaflegging die op de boedelbeschrijving volgt). In die context zou de rechtkant die zou overgaan tot de vereffening en de verdeling «met korte debatten», zonder dat ze het weet bepaalde goederen van de verdeling overslaan en dus slechts een gedeeltelijke verdeling uitspreken.

De heer Mahoux herinnert eraan dat het de bedoeiling is om de partijen in staat te stellen een vereenvoudigde procedure te krijgen bij de rechtkant, zonder dat er een notaris wordt bij betrokken. Hij geeft toe dat deze procedure alleen mogelijk is in bepaalde gevallen en op voorwaarde dat de partijen akkoord zijn. Wat het advies betreft, herinnert spreker eraan dat de procedure voor de rechtkant wordt ingeleid door een advocaat, die de partijen kan bijstaan.

Amendement nr. 29

Na de discussie dienen de heer Mahoux en mevrouw Taelman amendement nr. 29 in (stuk Senaat nr. 5-405/5), dat een subamendement is op amendement nr. 10. Het strekt ertoe een procedure met korte debatten mogelijk te maken, zoals bedoeld in artikel 735, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek.

Mevrouw Taelman preciseert dat amendement nr. 29 vanuit eenzelfde bezorgdheid als het vorige amendement is ingediend en eigenlijk de twee standpunten verzoent. Het compromis bestaat erin dat de korte procedure mogelijk moet zijn indien beide partijen erom vragen. Men mag er dan van uitgaan dat zij de nodige informatie reeds hebben ingewonnen.

De KFBN stelt vast dat het tweede lid bepaalt dat de akte van rechtsingang een beschrijving bevat van de te verdelen boedel. Wat moet hieronder worden verstaan ?

Mevrouw Defraigne meent dat de beschrijving niet bindend hoeft te zijn voor de partijen. Dit kan de zaken niet blokkeren, want er kan tijdens de procedure altijd blijken dat er zaken vergeten of verborgen zijn.

La FRNB fait remarquer que le descriptif liera le demandeur.

Mme Defraigne pense que si le demandeur est lié par le descriptif qu'il joint à sa demande, cela peut donner une prime à la partie défenderesse qui cacherait certaines choses. Or, il n'est pas rare, dans les faits, qu'une des parties ne connaisse que très mal le patrimoine à partager. Il faudrait trouver une formule qui favorise des accords sans bloquer le demandeur.

La FRNB pense que l'idée de décrire la masse est problématique.

Amendement n° 31

M. Torfs dépose un sous-amendement à l'amendement n° 29 (amendement n° 31, doc. Sénat, n° 5-405/5) qui vise à compléter l'article 1207 proposé par ce qui suit : « L'audience d'introduction pourra se tenir au plus tôt à l'expiration d'un délai de deux mois à compter de la date de signification de l'exploit de citation. Si plusieurs demandes ont été introduites distinctement, le délai prendra cours à la date d'introduction de la première demande. »

Cet amendement a pour objet d'introduire une période de réflexion au début de la procédure de partage judiciaire. Si cette période de médiation ne débouche pas sur un accord, la procédure de partage judiciaire suivra simplement son cours.

Évidemment, cet amendement n'a de sens que si l'amendement n° 29 de Mme Taelman et M. Mahoux est maintenu.

Amendement n° 32

M. Torfs dépose un sous-amendement à l'amendement n° 10 (amendement n° 32, doc. Sénat, n° 5-405/5) qui tend à compléter l'article 1207 proposé par les deux alinéas suivants :

« Sur demande motivée des parties, la procédure en débats succincts peut être autorisée.

Si le tribunal estime que la procédure en débats succincts n'est pas justifiée, il se prononce conformément aux dispositions de la présente section. »

L'auteur de cet amendement souligne que, dans certains cas, la procédure de liquidation-partage doit pouvoir se dérouler sous la forme de débats succincts.

De KFBN merkt op dat een beschrijving bindend is voor de verzoeker.

Mevrouw Defraigne denkt dat het feit dat de verzoeker gebonden is aan de beschrijving die hij bij zijn verzoek voegt een extraatje kan betekenen voor de verwerende partij, die bepaalde zaken verbergt. In werkelijkheid gebeurt het niet zelden dat één van de partijen zeer slecht op de hoogte is van het te verdelen patrimonium. Er zou een formule moeten komen die akkoorden bevordert, zonder de verzoeker te blokkeren.

De KFBN vindt dat het idee de boedel te beschrijven problemen schept.

Amendement nr. 31

De heer Torfs dient een subamendement in op amendement nr. 29 (amendement nr. 31, stuk Senaat nr. 5-405/5) dat ertoe strekt het voorgestelde artikel 1207 aan te vullen door wat volgt : « De inleidingszitting zal ten vroegste na een termijn van twee maanden na de datum van de betekening van het exploit van dagvaarding, kunnen worden gehouden. Indien er verschillende vorderingen afzonderlijk werden ingesteld, zal de termijn aanvang nemen op de dag waarop de eerste eis werd ingesteld. »

Het amendement heeft tot doel een afkoelingsperiode in te lassen bij aanvang van de procedure van gerechtelijke verdeling. Mondt deze bemiddelingsperiode niet uit in een akkoord, dan zal de procedure van gerechtelijke verdeling zijn gewoon verloop kennen.

Uiteraard heeft dit amendement slechts zin in zoverre amendement nr. 29 van mevrouw Taelman en de heer Mahoux blijft behouden.

Amendement nr. 32

De heer Torfs dient een subamendement op amendement nr. 10 in (amendement nr. 32, stuk Senaat nr. 5-405/5) dat ertoe strekt het voorgestelde artikel 1207 aan te vullen met de volgende twee leden :

« Op gemotiveerd verzoek van de partijen, kan de procedure met korte debatten worden toegestaan.

Als de rechtbank van oordeel is dat de procedure met korte debatten niet gerechtvaardigd is, spreekt de rechtbank zich uit overeenkomstig deze afdeling. »

De indiener onderstreept dat het mogelijk moet zijn om in bepaalde gevallen de procedure van vereffening-verdeling te laten verlopen via korte debatten.

M. Mahoux demande pourquoi prévoir que les parties doivent introduire une demande motivée pour recourir à la procédure en débats succincts.

M. Torfs attire l'attention sur le risque qu'une affaire qui paraît simple à première vue puisse se révéler infiniment plus complexe à y regarder de plus près. Dans pareil cas, une procédure en débats succincts donnerait lieu, en fin de compte, à des retards et à des frais supplémentaires si l'on considère le recours en appel et un éventuel pourvoi en cassation.

Tout bien considéré, Mme Taelman doute de la valeur ajoutée de l'amendement n° 29. En effet, l'article 735 est de toute façon applicable dans le cadre de la procédure de liquidation-partage.

M. Mahoux pense qu'il est quand même important de renvoyer à la procédure visée à l'article 735, § 2, du Code judiciaire.

Mme Taelman maintient que l'article 735 est de toute façon applicable. Le fait de renvoyer explicitement au seul § 2 de l'article 735 peut prêter à confusion. Si M. Mahoux souhaite néanmoins maintenir cet amendement, l'intervenant s'abstiendra lors du vote.

M. Torfs se rallie à l'avis de la préopinante. À cet égard, il renvoie également à l'amendement n° 32 qui décrit, lui aussi, l'application éventuelle de la procédure en débats succincts. L'article 735 étant applicable automatiquement, il est préférable de ne pas y faire référence explicitement dans le texte. L'intervenant retire donc son amendement.

M. Mahoux souligne que le but est de permettre, dans des dossiers simples et moyennant l'accord des parties, de se passer du notaire-liquidateur. Soit on considère que dès qu'il y a accord des parties, l'article 735, § 2, s'applique automatiquement. Soit on exige, outre l'accord des parties, que celles-ci demandent expressément de suivre la procédure en débats succincts. C'est l'option retenue dans l'amendement n° 32.

M. Torfs pense que le seul accord des parties ne suffit pas. Il faut en effet que le juge constate cet accord, ce qui nécessite une demande expresse. L'intervenant craint en effet qu'un dossier de partage qui semble simple à première vue et pour lequel les parties souhaitent suivre la procédure succincte, ne se complique par la suite. Il faut que le juge puisse évaluer le bien-fondé de la demande.

M. Mahoux demande ce que l'on vise par les mots « demande motivée des parties ».

M. Torfs répond que les parties doivent expliquer dans leur demande les raisons pour lesquelles elles estiment que le recours à une procédure succincte se

De heer Mahoux vraagt waarom er bepaald wordt dat de partijen een gemotiveerd verzoek moeten indienen om te kunnen gebruikmaken van de procedure met korte debatten.

De heer Torfs wijst op het risico dat een zaak op het eerste gezicht eenvoudig kan lijken, maar bij nader inzicht toch enorm ingewikkeld kan zijn. Dit zou dan uiteindelijk tot vertraging en kostenverhoging leiden, gelet op het instellen van beroep en eventueel cassatie.

Bij nader inzicht twijfelt mevrouw Taelman aan de meerwaarde van amendement nr. 29. Inderdaad is artikel 735 sowieso van toepassing in het kader van de procedure van vereffening-verdeling.

De heer Mahoux meent dat het toch belangrijk is om te verwijzen naar de procedure bedoeld in artikel 735, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek.

Mevrouw Taelman blijft erbij dat artikel 735 sowieso van toepassing is. Indien men enkel artikel 735, § 2 uitdrukkelijk vermeldt, kan dit tot verwarring leiden. Indien de heer Mahoux dit amendement toch wil behouden, zal spreker zich bij de stemming onthouden.

De heer Torfs kan zich aansluiten bij dit standpunt. In dat kader verwijst hij ook naar amendement nr. 32 dat eveneens de mogelijke toepassing van de procedure met korte debatten omschrijft. Aangezien artikel 735 automatisch van toepassing is, kan men dit beter niet uitdrukkelijk opnemen in de tekst; aldus trekst spreker zijn amendement in.

De heer Mahoux wijst erop dat het de bedoeling is om in eenvoudige dossiers waarin de partijen het eens zijn, geen beroep meer te moeten doen op een notaris-vereffenaar. Ofwel bepaalt men dat artikel 735, § 2, automatisch van toepassing is zodra er een akkoord is tussen de partijen. Ofwel eist men dat de partijen het niet alleen eens zijn, maar ook uitdrukkelijk vragen om de procedure met korte debatten te volgen. Dit is de oplossing die in amendement nr. 32 wordt voorgesteld.

De heer Torfs meent dat het akkoord van de partijen alleen niet volstaat. De rechter moet immers het akkoord vaststellen, wat een uitdrukkelijk verzoek veronderstelt. Spreker dreigt immers dat een verdelingsdossier dat op het eerste gezicht eenvoudig is en waarvoor de partijen de korte procedure willen volgen, vervolgens toch ingewikkeld wordt. De rechter moet de grondheid van het verzoek kunnen beoordelen.

De heer Mahoux vraagt wat men bedoelt met « op gemotiveerd verzoek van de partijen ».

De heer Torfs antwoordt dat de partijen in hun verzoek moeten uitleggen waarom zij menen dat een procedure met korte debatten gerechtvaardigd is : het

justifie : le dossier est simple, les parties sont déjà d'accord sur 95 % du partage, etc. Le risque, c'est que les parties s'engagent dans la voie simplifiée car elles pensent que l'affaire est « simple » alors que de nombreux incidents, appels, recours en cassation, etc. viendront jaloner la procédure par la suite.

M. Delpérée pense que le texte de l'amendement n° 32 devrait préciser si c'est une demande motivée de chacune de parties ou si l'on vise une demande conjointe. Il suggère le texte suivant : « De l'accord des parties et sur demande motivée de leur part, la procédure peut être organisée en débats succincts. ».

M. Mahoux demande la confirmation de l'interprétation selon laquelle l'article 735, § 2, s'applique dans sa totalité à la procédure de liquidation-partage et que l'amendement n° 29 n'est dès lors pas nécessaire. En d'autres termes, en cas d'accord des parties, l'article 735, § 2, du Code judiciaire pourra-t-il s'appliquer si l'article 1207 proposé à l'amendement n° 10 est maintenu en l'état ?

Mme Taelman le pense.

Le secrétaire d'État est quelque peu perplexe quant à l'application de l'article 735, § 2. Dans l'hypothèse où les parties sont d'accord, le débat succinct doit être appliqué. L'article 735 lie le juge. On pourrait cependant imaginer une hypothèse dans laquelle les parties s'accordent sur le fait qu'elles veuillent que le partage soit rapide mais ne sont pas prêtes à suivre la procédure classique de liquidation-partage avec désignation d'un notaire. Cependant, celles-ci n'auraient pas conscience des difficultés générées par leur dossier. L'intervenante est plus favorable à la solution proposée dans l'amendement n° 32 qui prévoit que le tribunal peut décider de suivre la procédure de liquidation-partage normale s'il estime que la procédure en débats succincts n'est pas justifiée.

M. Laaouej ne comprend pas pourquoi il faudrait prévoir un régime spécifique pour le recours aux débats succincts en matière de liquidation-partage. Il suggère de s'en tenir au droit commun.

Le secrétaire d'État comprend l'argument. Il fait cependant remarquer qu'en matière de liquidation-partage, il est fréquent que les parties ne mesurent pas pleinement la portée de leurs droits et obligation. Les choses se décantent en cours de procédure.

M. Mahoux rappelle que le notaire a une double mission. Il a d'une part un rôle de conseil et, d'autre part, un rôle d'auxiliaire public. Les notaires peuvent évidemment donner tous les conseils possibles aux parties. Ils ne sont pas les seuls. Rien ne s'oppose cependant à ce que l'on applique la procédure en débats succincts si les parties sont en accord, le cas échéant après avoir consulté leur notaire. À l'issue de cette discussion, M. Mahoux se rallie à Mme Taelman

dossier is eenvoudig, de partijen zijn het eens over 95 % van de verdeling, enz. Het risico bestaat dat de partijen deze weg willen volgen omdat zij menen dat de zaak eenvoudig is, terwijl de procedure vervolgens bezwaard kan zijn met tussengeschillen, beroepen, cassatieberoepen, enz.

De heer Delpérée meent dat de tekst van amendement nr. 32 moet aangeven of het een gemotiveerd verzoek van elke partij afzonderlijk moet zijn, dan wel een gemeenschappelijk verzoek. Hij stelt de volgende tekst voor : « Indien de partijen het daarover eens zijn en op hun gemotiveerd verzoek, kan de procedure met korte debatten worden toegestaan. »

De heer Mahoux vraagt of men kan bevestigen dat artikel 735, § 2, volledig van toepassing is op de procedure van vereffening-verdeling en dat amendement nr. 29 dus niet nodig is. Met andere woorden, kan, wanneer er een akkoord is tussen de partijen, artikel 735, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek worden toegepast als het in amendement nr. 10 voorgestelde artikel wordt behouden ?

Mevrouw Taelman meent van wel.

De staatssecretaris heeft enige twijfels omtrent de toepassing van artikel 735, § 2. Wanneer er een akkoord is tussen de partijen, moet de procedure met korte debatten worden toegepast. Artikel 735 verplicht de rechter daartoe. Het zou echter kunnen dat de partijen akkoord gaan over het feit dat de verdeling snel verloopt, maar dat zij toch niet bereid zijn om de klassieke procedure van vereffening-verdeling met een notaris willen volgen. Ze zouden zich echter niet bewust zijn van de moeilijkheden die hun dossier doet rijzen. Spreekster is meer voorstander van de oplossing die amendement nr. 32 voorstelt, waarbij de rechter kan beslissen om de normale procedure van vereffening-verdeling te volgen als hij meent dat de procedure met korte debatten niet gerechtvaardigd is.

De heer Laaouej begrijpt niet waarom in deze een specifieke regeling voor de procedure met korte debatten vereist is. Hij stelt voor dat men het bestaande gemene recht toepast.

De staatssecretaris begrijpt dit argument. Het is echter een feit dat de partijen bij een vereffening-verdeling de draagwijdte van hun rechten en verplichtingen vaak niet goed inschatten. Die zaken worden duidelijker in de loop van de procedure.

De heer Mahoux herinnert eraan dat de notaris twee functies vervult. Enerzijds is hij een raadsman en anderzijds een uitvoerder van de overheid. Notarissen kunnen natuurlijk alle mogelijke raadgevingen doen aan de partijen. Zij zijn niet de enigen. Niets staat de procedure met korte debatten echter in de weg wanneer de partijen akkoord gaan, in voorkomend geval na het raadplegen van hun notaris. Ten slotte deelt de heer Mahoux de mening van mevrouw

pour considérer que les amendements n^{os} 29 et 32 n'ont pas de réelle plus-value par rapport au droit commun.

Article 1208 (proposé)

Amendement n^o 14

Mme Khattabi dépose l'amendement n^o 14 (doc. Sénat, n^o 5-405/5) qui est un sous-amendement à l'amendement n^o 10. L'amendement vise à limiter la possibilité pour le juge belge d'exclure du partage des biens situés à l'étranger. Mme Khattabi propose de compléter l'article 1208, § 4, alinéa 1^{er}, proposé par les mots « pour autant que le droit applicable selon les règles de droit international privé de l'État où les biens sont situés respecte le principe d'égalité entre hommes et femmes. »

Amendements n^{os} 15 et 27

Mme Defraigne et consorts déposent l'amendement n^o 15, qui est un sous-amendement à l'amendement n^o 10 (doc. Sénat, n^o 5-405/5). Les auteurs proposent de remplacer l'article 1208, § 4, alinéa 1^{er}, proposé.

L'amendement propose, lorsque des biens sont situés à l'étranger, que le tribunal puisse éventuellement ordonner un partage distinct. Le but est que la procédure de liquidation en Belgique ne soit pas prise en otage par la liquidation à l'étranger. Mme Defraigne renvoie pour le surplus à la justification écrite de l'amendement.

M. Mahoux précise que la question de l'égalité entre les genres est posée à la suite du dépôt de l'amendement n^o 14 de Mme Khattabi. Dans une procédure de liquidation-partage, lorsque des biens sont situés à l'étranger, il y a un risque que le partage à l'étranger se fasse selon des règles qui ne respectent pas le principe d'égalité entre les hommes et les femmes.

Les auteurs de la proposition de loi veulent éviter des situations de blocage dans la procédure de liquidation-partage et prévoient la possibilité de scinder la masse lorsque des biens sont situés à l'étranger. Cette solution est dictée par un souci d'efficacité. On pourrait cependant partir d'un autre point de vue et considérer que les règles d'égalité entre les hommes et les femmes doivent être respectées.

M. Mahoux propose que l'on confie au juge, au cas par cas, la mission de se prononcer sur la scission des biens à partager. Le juge tiendrait compte du cas particulier dans sa décision ainsi que de la problématique de l'égalité entre les hommes et les femmes. C'est

Taelman dat de amendementen nrs. 29 en 32 geen echte meerwaarde opleveren ten opzichte van het gemene recht.

(Voorgesteld) artikel 1208

Amendement nr. 14

Mevrouw Khattabi dient amendement nr. 14 in (stuk Senaat, nr. 5-405/5) dat een subamendement is op amendement nr. 10. Dit amendement strekt ertoe de mogelijkheid te beperken voor de Belgische rechter om goederen in het buitenland uit te sluiten van de verdeling. Mevrouw Khattabi stelt voor artikel 1208, § 4, eerste lid, aan te vullen met de woorden « voor zover het recht dat van toepassing is volgens de internationale privatrechtelijke regels van de Staat waar de goederen zijn gelegen, het beginsel van gelijkheid van mannen en vrouwen in acht neemt. »

Amendementen nrs. 15 en 27

Mevrouw Defraigne c.s. dient amendement nr. 15 in, dat een subamendement is op amendement nr. 10 (stuk Senaat, nr. 5-405/5). De indieners stellen voor het voorgestelde artikel 1208, § 4, eerste lid, te vervangen.

Het amendement stelt voor dat de rechbank, als goederen in het buitenland gelegen zijn, eventueel een afzonderlijke verdeling kan bevelen. De bedoeling is dat de vereffening in België niet geblokkeerd zou raken door de vereffening in het buitenland. Mevrouw Defraigne verwijst voor het overige naar de schriftelijke verantwoording van het amendement.

De heer Mahoux verduidelijkt dat de kwestie van de gelijkheid tussen de geslachten aan bod komt met de indiening van amendement nr. 14 van mevrouw Khattabi. In een procedure van vereffening-verdeling met goederen in het buitenland bestaat de kans dat de verdeling in het buitenland niet voldoet aan de regels inzake de gelijkheid van mannen en vrouwen.

De indieners van het voorstel wensen te voorkomen dat de vereffnings-verdelingsprocedure vastloopt en bepalen dat de boedel kan worden opgedeeld als er goederen in het buitenland gelegen zijn. Deze oplossing komt er om efficiëntie-redenen. Men zou ook vanuit een ander standpunt kunnen vertrekken en kunnen oordelen dat het beginsel van de gelijkheid van mannen en vrouwen moet wordennageefd.

De heer Mahoux stelt voor dat de rechter zich geval per geval zou uitspreken over de opdeling van de te verdelen goederen. De rechter kan dan in zijn beslissing rekening houden met het bijzondere geval en met de kwestie van de gelijkheid van vrouwen en mannen.

l'objet du sous-amendement n° 27 qu'il a déposé à l'amendement n° 10 (doc. Sénat, n° 5-405/5).

Cette solution permet d'assurer une meilleure protection de la partie la plus faible. En effet, dans l'hypothèse où la très large majorité des biens se trouvent en Belgique alors que seuls quelques biens de faibles valeurs se trouvent à l'étranger, la scission de la masse ne présente pas de grands risques. La situation serait par contre toute différente dans l'hypothèse inverse. L'amendement confie au juge le soin d'examiner la scission éventuelle de la masse, au cas par cas. Le juge pourra le cas échéant accepter la scission par une décision motivée, notamment en fonction du principe d'égalité entre les hommes et les femmes.

M. Mahoux pense que son amendement permet de concilier le souci d'efficacité de la procédure avec le principe de l'égalité des genres.

Mme Khattabi rappelle que jusqu'à l'entrée en vigueur du Code de droit international privé, la Belgique appliquait le droit de prélèvement. Cela permettait à un héritier légal de recevoir une partie plus importante de la succession lorsqu'il apparaissait qu'il était désavantagé dans le partage des biens situés à l'étranger.

Cette technique permettait de rétablir l'équilibre au profit d'une personne désavantagée à l'étranger. De nombreux pays appliquent toujours ce principe. Le patrimoine successoral peut dans ce cas être distribué entre héritiers selon des règles différentes. Le patrimoine situé en Belgique était distribué selon les principes belges alors que le patrimoine étranger l'était selon les règles étrangères. L'intervenante voit dans ce système l'illustration que le législateur a toujours eu le souci de rétablir l'égalité dans le règlement d'une succession ou d'un partage à la suite d'une séparation.

Ce droit de prélèvement n'existe plus en Belgique. Si l'on ne prévoit pas de règles spécifiques de protection lors de liquidations-partages, on risque de créer une situation préjudiciable aux parties. Le souci d'efficacité de la procédure doit être nuancé en cas de scission de la masse à partager. En permettant de scinder la liquidation des biens situés à l'étranger sans mécanisme de sécurité, les auteurs de la proposition jouent aux apprentis sorciers.

Mme Defraigne fait remarquer que la réforme de la procédure de liquidation-partage est une loi de procédure. Le problème soulevé par la préopinante est une question de droit international privé. C'est en effet le Code de droit international privé qui veille à ce que les normes que nous importons d'un autre système juridique soient compatibles avec notre ordre public.

Dat is de strekking van subamendement nr. 27, dat hij op amendement nr. 10 heeft ingediend (stuk Senaat, nr. 5-405/5).

Met deze oplossing kan de zwakste partij beter worden beschermd. In het geval dat het grootste deel van de goederen zich in België bevindt en slechts een paar goederen van weinig waarde zich in het buitenland bevinden is de opdeling van de boedel niet zo'n groot probleem. In het omgekeerde geval ligt dat natuurlijk heel anders. Het amendement laat de rechter geval per geval de mogelijke opdeling van de boedel bekijken. De rechter kan indien nodig de opdeling bij een met redenen omklede beslissing aanvaarden, met name in het licht van het beginsel van gelijkheid van mannen en vrouwen.

Volgens de heer Mahoux kan zijn amendement het gelijkheidsbeginsel verzoenen met een efficiënte procedure.

Mevrouw Khattabi wijst erop dat België tot aan de inwerkingtreding van het Wetboek van internationaal privaatrecht het recht van vooruitneming hanteerde. Daarmee kan een wettige erfgenaam een groter deel van de erfenis krijgen als blijkt dat hij bij de verdeling van de goederen in het buitenland werd benadeeld.

Met deze techniek kan het evenwicht worden hersteld ten gunste van een persoon die in het buitenland werd benadeeld. Heel wat landen passen dit principe toe. Het vermogen van de nalatenschap kan dan tussen de erfgenamen worden verdeeld volgens andere regels. Het vermogen in België is dan volgens de Belgische regels verdeeld, en het buitenlandse vermogen volgens buitenlandse regels. Spreekster ziet hierin het bewijs dat de wetgever steeds getracht heeft de gelijkheid te herstellen bij het afhandelen van een erfenis of een verdeling na een scheiding.

Dit recht van vooruitneming bestaat niet meer in België. Zonder specifieke beschermingsregels bij vereffingen-verdelingen zouden er situaties kunnen ontstaan die schadelijk zijn voor de partijen. Het streven naar een efficiënte procedure moet bij de opdeling van de te verdelen boedel enigszins worden genuanceerd. De indieners van het voorstel nemen een groot risico door aan het verdelen van goederen in het buitenland geen veiligheidssysteem te verbinden.

Mevrouw Defraigne wijst erop dat de hervorming van de procedure voor vereffening-verdeling een procedurewet is. Het probleem dat vorige spreekster aanhaalt, is een aspect van internationaal privaatrecht. Het Wetboek van internationaal privaatrecht zorgt ervoor dat de normen die wij uit een ander rechts-systeem halen, overeenstemmen met onze openbare orde.

Par ailleurs, pour répondre à la préoccupation exprimée par certains membres, l'amendement n° 15 laisse la faculté au juge de scinder la masse à partager. Cela ne se fait pas automatiquement.

M. Mahoux renvoie à son amendement n° 27 qui prévoit que le tribunal peut décider de soustraire certains biens situés à l'étranger. Il le fait par une décision motivée, en tenant compte, notamment, du droit qui sera applicable à la partie de la masse située à l'étranger.

L'orateur pense que le fait d'avoir la possibilité de ne pas séparer la masse peut être un moyen de pression pour la partie la plus faible qui pourrait s'opposer à partage distinct des biens à l'étranger qui se ferait selon des règles qui lui seraient préjudiciables.

Mme Khattabi pense que l'objectif de son amendement n° 14 n'est pas de modifier le droit international privé. L'article 1208, § 4, proposé, du Code judiciaire, en ce qu'il permet la scission des biens situés à l'étranger, a pour conséquence que l'on appliquera un droit discriminant à l'égard de certaines femmes. Elle veut simplement limiter l'effet de l'article 1208, § 4, proposé.

M. Delpérée note que l'amendement n° 15 prévoit que le tribunal peut ordonner un partage distinct lorsque des biens sont situés à l'étranger. Cela n'est pas automatique. Le tribunal se prononcera par un jugement et la Constitution prévoit que tout jugement doit être motivé. L'intervenant ne comprend dès lors pourquoi l'auteur de l'amendement n° 27 prévoit, à l'alinéa 2, que « cette décision fait l'objet d'un jugement motivé, fondé sur les éléments concrets du dossier ». C'est quelque peu superfétatoire.

L'intervenant ne comprend par ailleurs pas pourquoi évoquer le principe de l'égalité entre les hommes et les femmes. La partie la plus faible peut être tantôt l'homme, tantôt la femme, selon la composition du patrimoine, l'ordre de décès ...

M. Mahoux pense que le problème du genre se pose de manière spécifique en fonction de législations étrangères qui n'adoptent pas toujours le principe de l'égalité des genres. C'est la raison pour laquelle le juge doit, dans sa motivation, tenir compte notamment du respect de l'égalité entre les hommes et les femmes lorsqu'il se prononce sur une éventuelle scission du patrimoine à partager.

Mme Khattabi souligne que le principe d'égalité entre les hommes et les femmes vaut dans les deux sens. C'est l'égalité entre les deux sexes qui est visée, peu importe que la discrimination frappe l'homme ou la femme. Si une législation devait être défavorable aux hommes, l'amendement jouerait également.

Amendement nr. 15 laat de rechter trouwens de keuze om de boedel al dan niet te verdelen. Dat gebeurt niet automatisch.

De heer Mahoux verwijst naar zijn amendement nr. 27 dat bepaalt dat de rechbank kan beslissen bepaalde in het buitenland gelegen goederen aan de verdeling te onttrekken. Hij doet dat bij een met redenen omkleed vonnis rekening houdend met het recht dat van toepassing is op het gedeelte van de boedel dat zich in het buitenland bevindt.

Spreker meent dat het al dan niet kunnen opdelen van de boedel een drukkingsmiddel kan zijn voor de zwakste partij die zich kan kanten tegen de afzonderlijke verdeling van goederen in het buitenland volgens regels die voor haar schadelijk zijn.

Mevrouw Khattabi meent dat amendement nr. 14 niet bedoeld is om het internationaal privaatrecht te wijzigen. Het voorgestelde artikel 1208, § 4, van het Gerechtelijk Wetboek, waarmee goederen gelegen in het buitenland afzonderlijk kunnen worden verdeeld, heeft tot gevolg dat recht wordt toegepast dat voor sommige vrouwen discriminerend is. Zij wenst enkel de werking van het voorgestelde artikel 1208, § 4, te beperken.

De heer Delpérée wijst erop dat amendement nr. 15 bepaalt dat de rechbank een afzonderlijke verdeling kan bevelen als goederen in het buitenland gelegen zijn. Dat gebeurt niet automatisch. De rechbank doet uitspraak in een vonnis en de Grondwet bepaalt dat ieder vonnis met redenen moet worden omkleed. Spreker begrijpt dus niet waarom de indiener van amendement nr. 27 in het tweede lid bepaalt dat deze beslissing « een met redenen omkleed vonnis, gebaseerd op concrete gegevens uit het dossier » vergt. Dat is nogal overbodig.

Spreker begrijpt ook de verwijzing niet naar het beginsel van gelijkheid van mannen en vrouwen. De zwakste partij zal nu eens de vrouw en dan weer de man zijn, afhankelijk van de samenstelling van het vermogen, de volgorde van overlijden, ...

Volgens de heer Mahoux rijst het genderprobleem in het bijzonder bij buitenlandse wetgeving waar het beginsel van de gelijkheid van de geslachten niet altijd wordt erkend. Daarom moet de rechter in zijn toelichting met name rekening houden met het feit of het gelijkheidsbeginsel is nageleefd als hij zich uitspreekt over een mogelijke opdeling van het te verdelen vermogen.

Mevrouw Khattabi benadrukt dat het beginsel van gelijkheid van mannen en vrouwen in de beide richtingen werkt. Het gaat hier om de gelijkheid en niet zozeer om de vraag of het vonnis de man of de vrouw betreft. Ook bij wetgeving die ongunstig is voor mannen, zal dit amendement spelen.

M. Delpérée rappelle que le texte à l'examen est essentiellement constitué de dispositions de procédure et de calendrier. Les amendements n°s 14 et 27 visent à insérer des règles de droit international privé dans le texte à l'examen. C'est un peu surprenant.

M. Mahoux trouve curieux que l'on veuille supprimer la référence au genre.

La FRNB souligne que l'article 1208 proposé ne prévoit pas d'obligation pour le juge de scinder la masse lorsque des biens sont situés à l'étranger. Le tribunal appréciera en fonction des éléments du dossier et motivera sa décision.

Dans l'amendement global n° 10, le paragraphe 4, alinéa 1^{er}, de cet article précise que les biens situés à l'étranger ne feront pas partie du partage. Ce libellé pouvait faire croire que si des biens étaient exclus de la procédure de partage belge, les parties pouvaient rester avec des biens en indivision non liquidés. Le sous-amendement n° 15 de Mme Defraigne propose un libellé plus précis puisqu'il prévoit que les biens situés à l'étranger feront l'objet d'un partage distinct.

Pour ce partage distinct, il faudra appliquer les règles de fond désignées sur la base des principes de droit international privé. Que l'on procède à un partage distinct ou que les biens situés à l'étranger restent inclus dans une masse unique ne change rien sur le fond. Si le juge décide de ne pas scinder la masse, le notaire-liquidateur appliquera éventuellement le droit étranger aux biens situés à l'étranger. La question du respect de l'égalité des genres ne se pose pas uniquement dans l'hypothèse où l'on ordonne la scission de la masse.

L'intervenante pense que cette question devrait, le cas échéant, être réglée par une proposition de loi distincte dans laquelle on aborderait la question de l'égalité hommes femmes de manière transversale car cela concerne les liquidations de succession, de régimes matrimoniaux, les procédures de divorce, etc.

La FRNB signale enfin que si l'on impose au notaire ou au magistrat de refuser d'appliquer des règles de droit étranger qui seraient jugées contraires à notre ordre public international, la décision qui serait prise en Belgique et respecterait le principe d'égalité devra être exécutée à l'étranger. Il se peut *in fine* que le juge étranger refuse d'exécuter la décision belge car elle n'a pas été prise selon les règles du droit étranger.

M. Mahoux pense que ce serait une erreur de ne pas inscrire dans le texte le principe du respect de l'égalité. Une règle de procédure n'est jamais neutre. Le respect de ce principe risque certes, dans certains cas, de retarder le partage. Mais cela peut justement constituer une arme en faveur de la partie la plus faible.

De heer Delpérée wijst erop dat voorliggende tekst voornamelijk bestaat uit bepalingen inzake procedure en timing. De amendementen nrs. 14 en 27 strekken ertoe regels van internationaal privaatrecht in te voegen in deze tekst. Dat is een beetje vreemd.

Volgens de heer Mahoux is het vreemd dat men de verwijzing naar het geslacht wil schrappen.

De KFBN benadrukt dat het voorgestelde artikel 1208 de rechter niet verplicht de boedel op te delen als er goederen in het buitenland gelegen zijn. De rechbank zal oordelen op basis van de elementen uit het dossier en zijn beslissing met redenen omkleeden.

In het globaal amendement nr. 10, § 4, eerste lid, staat dat de goederen die in het buitenland gelegen zijn, geen deel zullen uitmaken van de verdeling. Dat zou kunnen lijken alsof de partijen dan, doordat bepaalde goederen van de Belgische verdeling werden uitgesloten, met goederen in onverdeeldheid zouden blijven. Subamendement nrr. 15 van mevrouw Defraigne is preciezer omdat het bepaalt dat goederen die in het buitenland gelegen zijn, deel uitmaken van een afzonderlijke verdeling.

Voor deze afzonderlijke verdeling zullen dan de regels van toepassing zijn op basis van de beginselen van het internationaal privaatrecht. Of nu wordt overgegaan tot een afzonderlijke verdeling dan wel of de goederen in het buitenland gelegen deel blijven uitmaken van dezelfde boedel, maakt in wezen geen verschil. Als de rechter besluit de boedel niet op te delen, zal de notaris-vereffenaar eventueel het buitenlands recht toepassen op de goederen die in het buitenland gelegen zijn. De naleving van het beginsel van gelijkheid van de geslachten speelt niet enkel wanneer de boedel wordt opgedeeld.

Volgens spreekster moet dit worden geregeld desnoods met een apart wetsvoorstel waarin de kwestie van de gelijkheid van mannen en vrouwen op transversale wijze aan bod komt, omdat dit betrekking heeft op vereffeningen van erfennissen, huwelijksstelsels, echtscheidingen, enz.

De KFBN wijst erop dat, als de notaris of magistraat moet weigeren regels van buitenlands recht toe te passen die strijdig zijn met onze internationale openbare rechtsorde, de beslissing die in België wordt genomen moet worden uitgevoerd in het buitenland. De buitenlandse rechter kan weigeren de Belgische beslissing uit te voeren omdat zij niet volgens de regels van het buitenlands recht is genomen.

De heer Mahoux meent dat het fout zou zijn het beginsel van het respect voor de gelijkheid niet in de tekst op te nemen. Een procedurerregel is nooit neutraal. In sommige gevallen kan de naleving van dit beginsel inderdaad de verdeling vertragen. Dat kan echter wel een wapen zijn in het voordeel van de zwakste partij.

Le secrétaire d'État pense que l'amendement n° 15 de Mme Defraigne répond le mieux possible aux remarques soulevées à l'égard du principe de la division du partage. Le texte prévoit une faculté pour le tribunal de distinguer les biens situés à l'étranger qu'il désigne de la masse située en Belgique. Tous les biens doivent être rajoutés mais on ne les partage pas au même moment pour éviter des blocages ou surtout de longs délais d'attente. L'amendement n° 27 de M. Mahoux prévoit quant à lui que le tribunal peut décider de soustraire de l'indivision certains biens situés à l'étranger. Les biens sont dans ce cas exclus du partage.

Sur la question du genre, l'intervenante souscrit pleinement à la préoccupation fondamentale de rendre le droit des successions, du partage, des régimes matrimoniaux, etc., le plus équitable possible. La proposition de loi à l'examen prévoit des règles de procédure mais pas des règles de fond. Il n'est pas souhaitable, à l'occasion de la discussion du texte à l'examen, de vouloir modifier des règles de fond.

Pour ces raisons, le gouvernement soutient l'amendement n° 15 mais demande le rejet des amendements n°s 14 et 27.

M. Delpérée tient à préciser qu'il souscrit pleinement au principe de l'égalité entre les hommes et les femmes qui est d'ailleurs inscrit dans la Constitution. La question est de savoir si une loi de procédure belge peut modifier la loi d'un État étranger, sauf à considérer que la loi de cet État est contraire à l'ordre public international. Il pense que les précisions figurant dans l'amendement n° 27 (exigence d'un jugement motivé, le respect de l'égalité entre les hommes et les femmes) sont plus à leur place dans les travaux préparatoires que dans le dispositif du texte. Ces éléments influenceront les magistrats lorsqu'ils interpréteront le texte.

M. Mahoux fait remarquer que les amendements à l'examen ne visent pas à modifier les législations étrangères. Il s'agit, en procédure, d'inviter le juge à être attentif à l'élément d'égalité des genres.

Amendement n° 30

M. Delpérée dépose l'amendement n° 30 qui est un sous-amendement à l'amendement n° 10 (doc. Sénat, n° 5-405/5). L'auteur propose de remplacer le paragraphe 4, alinéa 1^{er}, proposé par ce qui suit : «À la demande de l'une des parties, le tribunal peut, par décision motivée, ordonner un partage distinct pour les biens situés à l'étranger qu'il désigne. Il tient compte de la nature et de la localisation de ces biens. En ce cas, les délais visés aux articles 1214, § 2 et 1218 ne sont pas applicables à ce partage distinct».

Volgens de staatssecretaris beantwoordt amendement nr. 15 van mevrouw Defraigne het beste aan de opmerkingen inzake de mogelijke opdeling van de verdeling. De rechtbank krijgt de mogelijkheid bepaalde in het buitenland gelegen goederen die hij aanwijst, te onderscheiden van de boedel in België. Alle goederen moeten worden bijgevoegd, maar worden niet op hetzelfde ogenblik verdeeld om blokkeringen en vooral lange wachttijden te vermijden. Amendement nr. 27 van de heer Mahoux bepaalt dat de rechtbank bepaalde in het buitenland gelegen goederen aan de onverdeeldheid kan onttrekken. Zij worden dus bijgevolg uitgesloten van de verdeling.

Inzake gender deelt spreker volledig het streven om het recht inzake erfenis, verdeling, huwelijksstelsel enz., zo eerlijk mogelijk te maken. Dit voorstel bevat echter procedureregels en geen inhoudelijke regels. Het is dan ook niet wenselijk op dit ogenblik de regels inhoudelijk te veranderen.

Daarom steunt de regering amendement nr. 15, maar vraagt zij de amendementen nrs. 14 en 27 te verwerpen.

De heer Delpérée wenst te verduidelijken dat hij het grondwettelijk principe van gelijkheid van mannen en vrouwen ten volle steunt. Het is echter de vraag of een Belgische wet de wet van een buitenlandse staat kan wijzigen, tenzij die wet strijdig is met de internationale openbare orde. Volgens hem zijn de verduidelijkingen die amendement nr. 27 bevat beter op hun plaats in de parlementaire voorbereiding dan in het dispositief. De magistraten zullen daar bij hun interpretatie van de tekst rekening mee houden.

De heer Mahoux wijst erop dat de amendementen de buitenlandse wetgeving niet wensen te wijzigen. De rechter wordt verzocht aandacht te hebben voor de gelijkheid van de geslachten.

Amendement nr. 30

De heer Delpérée dient amendement nr. 30 in, een subamendement op amendement nr. 10 (stuk Senaat, nr. 5-405/5). De indiener stelt voor paragraaf 4, eerste lid, te vervangen als volgt : «Op verzoek van één van de partijen kan de rechtbank, bij een met redenen omklede beslissing, de afzonderlijke verdeling bevelen voor de in het buitenland gelegen goederen die ze aanwijst. Ze houdt rekening met de aard en de ligging van die goederen. De termijnen bedoeld in de artikelen 1214, § 2, en 1218 gelden in dat geval niet voor de daaropvolgende verdeling.»

M. Delpérée souligne que c'est un texte de compromis qui fait la synthèse des différents arguments avancés lors de la discussion.

M. Mahoux trouve la solution proposée intéressante.

La FRNB demande s'il ne faudrait pas insérer les mots «en vue de permettre l'aboutissement de la procédure de partage dans les délais prévus à la présente section».

M. Delpérée n'y est pas favorable. Ce membre de phrase vise un objectif d'accélération de la procédure que tout le monde partage, mais qui n'est pas à sa place dans un texte normatif.

Article 1209 (proposé)

Par rapport au texte de base, l'amendement global n° 10 insère un nouvel alinéa 4 dans le paragraphe 3 afin de préciser la manière dont la vente de gré à gré a lieu. Alors que l'alinéa 3 de l'article renvoie au droit commun pour la procédure de vente publique d'immeubles, le Conseil d'État avait constaté qu'il n'y avait pas de renvoi comparable pour la vente de gré à gré. L'ajout vise à combler cette lacune.

M. Delpérée demande quelle est la portée de l'expression «le cas échéant».

La FRNB répond que l'article 1193bis ne s'appliquera pas d'office. Dans les hypothèses où des mineurs ou des incapables sont concernés, l'autorisation du tribunal doit être demandée pour procéder à la vente de gré à gré. Cette autorisation doit également être demandée dans le cadre d'un partage judiciaire.

M. Delpérée comprend l'objectif de la disposition mais il pense que la rédaction de l'alinéa pourrait être améliorée.

Mme Defraigne s'interroge sur l'utilité de préciser, au § 2 proposé, que les accords actés par le tribunal ont valeur de jugements visés à l'article 1043 du Code judiciaire puisque c'est le droit commun.

La FRNB pense qu'il est particulièrement important de rappeler aux parties que leur accord acté par le tribunal vaut jugement et qu'il a force exécutoire. La disposition a une portée pédagogique.

En ce qui concerne le § 3, alinéa 2, proposé, la FRNB précise que l'article 1224 § 4, alinéas 2, 3 et 4, fait référence aux pouvoirs du notaire en matière de saisie. Il s'agit d'éviter les retours inutiles vers les tribunaux pour que le notaire puisse prendre toutes les mesures lui permettant d'organiser la visite du bien.

De heer Delpérée benadrukt dat de tekst een compromis is waarin de verschillende argumenten die tijdens de besprekking werden geopperd, vervat zitten.

De heer Mahoux vindt het een interessante oplossing.

De KFBN vraagt of de woorden «en vue de permettre l'aboutissement de la procédure de partage dans les délais prévus à la présente section» niet moeten worden ingevoegd.

De heer Delpérée is daar geen voorstander van. Iedereen deelt de doelstelling die vervat is in dit zinsdeel, namelijk het versnellen van de procedure, maar het past niet in een normatieve tekst.

(Voorgesteld) artikel 1209

Het globaal amendement nr. 10 voegt in de basistekst een nieuw vierde lid, in paragraaf 3, in, om te bepalen hoe de verkoop uit de hand plaatsvindt. Het derde lid van het artikel verwijst naar het gemene recht voor de procedure van openbare verkoop en de Raad van State had vastgesteld dat er geen vergelijkbare verwijzing was voor de verkoop uit de hand. De toevoeging strekt om die leemte aan te vullen.

De heer Delpérée vraagt wat de betekenis is van de uitdrukking «in voorkomend geval».

De KFBN antwoordt dat artikel 1193bis niet ambtshalve zal worden toegepast. Wanneer er minderjarigen of onbekwamen bij betrokken zijn, moet de toelating van de rechtkant worden gevraagd om tot een verkoop uit de hand over te gaan. Die toelating moet ook worden gevraagd bij een gerechtelijke verdeling.

De heer Delpérée begrijpt de doelstelling van de bepaling, maar denkt dat het lid beter kan worden opgesteld.

Mevrouw Defraigne vraagt zich af waarom in de voorgestelde § 2 wordt bepaald dat de door de rechtkant vastgestelde akkoorden gelden als vonnis bedoeld in artikel 1043 van het Gerechtelijk Wetboek, terwijl dat overeenstemt met het gemene recht.

De KFBN denkt dat het bijzonder belangrijk is de partijen eraan te herinneren dat hun door de rechtkant vastgesteld akkoord als vonnis geldt en dus uitvoerbaar is. De bepaling heeft een pedagogisch belang.

In verband met de voorgestelde § 3, tweede lid, verklaart de KFBN dat artikel 1224, § 4, tweede, derde en vierde lid, verwijst naar de bevoegdheden van de notaris inzake beslag. Het is de bedoeling te voorkomen dat men noodloos voor de rechtkanten moet terugkeren opdat de notaris alle maatregelen kan

Des mesures similaires sont déjà prévues en matière de saisie et il semble opportun de les prévoir en matière de liquidation-partage.

Articles 1210 et 1211 (proposés)

Mme Auguet indique que l'article 1210 sur la désignation du notaire-liquidateur constitue « une des lignes de force de la réforme. On essaie de promouvoir la désignation d'un seul notaire-liquidateur parce qu'il s'agit de la meilleure manière d'assurer le caractère impartial du notaire. Il convient en effet de « casser » l'image selon laquelle chaque partie dispose d'un notaire pour défendre ses intérêts. En effet, même en cas de double désignation, les deux notaires doivent être impartiaux. En pratique, malgré les explications des notaires qui sont les notaires de la liquidation et non des parties, celles-ci croient toujours que chaque notaire défend les intérêts d'une seule partie. Partant de ce constat, les auteurs de la proposition ont estimé que la meilleure manière de renforcer l'impartialité du notaire-liquidateur était de promouvoir la désignation d'un seul notaire-liquidateur que les parties ne choisirraient pas. Il existe toutefois plusieurs tempéraments.

Le premier est la possibilité pour le tribunal de désigner deux notaires-liquidateurs pour autant que trois conditions soient respectées. Premièrement, les parties doivent être d'accord sur le principe de désigner deux notaires. Deuxièmement, les parties doivent marquer leur accord sur l'identité des notaires. Enfin, le tribunal doit estimer que, compte tenu de la complexité du dossier, cette désignation est justifiée.

En pratique, la procédure se déroulera de la manière suivante. Soit les parties sont d'accord sur le nom d'un seul notaire, soit les parties proposent chacune un notaire de sorte que deux notaires seront désignés mais pour autant que le tribunal estime que la désignation de deux notaires soit justifiée, soit les deux parties proposent chacune un notaire mais le tribunal considère que cela ne se justifie pas et il désigne un seul notaire, qui ne sera pas d'un de ceux dont les parties ont demandé la désignation.

L'objectif de cette mesure est de renforcer le caractère impartial du notaire.

M. Swennen renvoie à l'alinéa 2 qui prévoit que, à défaut d'accord des parties, le tribunal les renvoie devant un autre notaire-liquidateur qu'il désigne. Cela signifie-t-il que, pour cette fonction précisément, le tribunal doit toujours désigner un autre notaire que ceux qui ont été proposés par les parties ?

nemen om het bezoek aan het goed te organiseren. Soortgelijke maatregelen zijn er reeds voor het beslag en het lijkt wenselijk daar ook in te voorzien voor de vereffening-verdeling.

(Voorgestelde) artikelen 1210 en 1211

Mevrouw Auguet wijst erop dat artikel 1210 betreffende de aanstelling van de notaris-vereffenaar één van de krachtlijnen van de hervorming is. Men probeert de aanstelling van één enkele notaris-vereffenaar te bevorderen, want het is de beste manier om de onpartijdigheid van de notaris te verzekeren. Het is immers raadzaam te breken met het beeld dat elke partij een notaris heeft om haar belangen te verdedigen. Zelfs bij een tweevoudige aanstelling moeten beide notarissen immers onpartijdig zijn. In de praktijk geloven de partijen, ondanks de uitleg van de notarissen dat ze de notarissen van de vereffening zijn en niet van de partijen, nog steeds dat elke notaris de belangen van een enkele partij verdedigt. Met die vaststelling voor ogen hebben de indieners van het voorstel geoordeeld dat de beste manier om de onpartijdigheid van de notaris-vereffenaar te versterken, erin bestond de aanstelling van één enkele notaris-vereffenaar, die niet door de partijen wordt gekozen, te bevorderen. Die aanpak wordt echter op verschillende manieren gematigd.

De eerste is de mogelijkheid voor de rechbank om twee notarissen-vereffenaars aan te stellen, op drie voorwaarden. De eerste voorwaarde is dat de partijen het eens moeten zijn over het principe dat er twee notarissen worden aangesteld. De tweede is dat de partijen akkoord moeten gaan over de identiteit van de notarissen. Tot slot moet de rechbank oordelen dat die aanstelling gezien de complexiteit van het dossier gerechtvaardigd is.

In de praktijk zal de procedure als volgt verlopen. Ofwel zijn de partijen het eens over de naam van één enkele notaris, ofwel stellen de partijen elk een notaris voor, zodat er twee notarissen zullen worden aangesteld, maar dan op voorwaarde dat de rechbank oordeelt dat de aanstelling van twee notarissen gerechtvaardigd is, ofwel stellen beide partijen elk een notaris voor, maar oordeelt de rechbank dat dit niet gerechtvaardigd is en dan stelt ze een enkele notaris aan, die niet behoort tot die gekozen door de partijen.

Het doel van die maatregel is de onpartijdigheid van de notaris te versterken.

De heer Swennen verwijst naar het tweede lid dat bepaalt dat de rechbank, bij gebrek aan akkoord tussen de partijen, de partijen verwijst naar een andere notaris-vereffenaar die zij aanwijst. Beteekt dit dat de rechbank voor deze ene functie steeds een andere notaris dient aan te stellen dan de notarissen die door de partijen zijn voorgedragen ?

La FRNB précise que le tribunal ne désignera le notaire proposé par une des parties que si l'autre partie est d'accord sur l'identité de ce notaire. Par contre, s'il y a désaccord sur l'identité du notaire, le tribunal désignera nécessairement un autre notaire que ceux proposés par les parties pour ne pas donner l'impression que l'on priviliege le notaire d'une des parties.

M. Swennen en déduit que la pratique la plus courante est inscrite dans la loi. En théorie, il est cependant possible de décider autrement en l'état actuel des choses.

La FRNB précise que la proposition de loi clarifie la marche de manœuvre du tribunal lorsqu'il désigne le notaire-liquidateur.

M. Swennen demande si, en cas de désignation de deux notaires, ces derniers doivent toujours agir en duo. Cela engendre-t-il des frais deux fois plus élevés ?

La FRNB rappelle que si deux notaires sont désignés, les honoraires légaux ne sont pas doublés mais partagés entre eux.

M. Swennen en déduit que les notaires ne seront pas enclins à travailler en duo car leurs honoraires sont dans ce cas divisés par deux.

La FRNB souligne que certains notaires apprécient de travailler en duo surtout dans les dossiers difficiles ou épineux. Si le tribunal désigne deux notaires, ces derniers travailleront conjointement. Cela vise à mettre un terme à la pratique actuelle où le premier notaire établit l'état liquidatif et où le deuxième se borne à formuler des observations. L'image d'impartialité était mise à mal puisqu'un seul notaire faisait le travail et l'autre se limitait à critiquer le travail du premier.

M. Swennen signale que des réunions informelles sont également fréquentes. La présence des deux notaires est-elle aussi requise dans ce cas ? L'intervenant ne le croit pas. Il ne sera en tout cas pas facile de définir un agenda avec deux notaires.

La FRNB reconnaît que la réforme rencontre subsidiairement la difficulté pour les notaires d'accorder leurs agendas. Si les parties ont voulu deux notaires et que le tribunal a accédé à cette demande, le texte de la proposition prévoit des délais conventionnels ou légaux contraignants pour les deux notaires, ce qui n'est pas le cas actuellement.

Mme Defraigne confirme que les agendas des intervenants sont parfois très difficiles à concilier. Il faut parfois attendre près de trois mois pour estimer un bien. La désignation d'un seul notaire se justifie donc

De KFBN préciseert dat de rechtbank de notaris die door een van de partijen wordt voorgesteld slechts zal aanstellen wanneer de andere partij akkoord gaat met de identiteit van die notaris. Wanneer ze het echter niet eens worden over de identiteit van de notaris, zal de rechtbank noodzakelijkerwijs een andere notaris aanwijzen dan die welke de partijen voorstellen, om niet de indruk te wekken dat men de notaris van een van de partijen bevoordeelt.

De heer Swennen leidt hieruit af dat de meest gangbare praktijk in de wet wordt ingeschreven. In theorie kan men in de huidige stand van zaken echter anders beslissen.

De KPBN zegt dat het wetsvoorstel verduidelijking biedt over de speelruimte die de rechtbank heeft wanneer ze de notaris-vereffenaar aanwijst.

De heer Swennen vraagt of, bij de aanstelling van twee notarissen, deze beide notarissen steeds in duo dienen op te treden. Brengt dit een verdubbeling van de kosten mee ?

De KPBN herinnert eraan dat wanneer twee notarissen worden aangesteld, de wettelijke honoraria niet worden verdubbeld, maar in twee gedeeld.

De heer Swennen leidt daaruit af dat de notarissen niet geneigd zullen zijn in duo te werken, want in dat geval worden hun honoraria gehalveerd.

De KFBN onderstrept dat sommige notarissen graag in duo werken, vooral bij moeilijke of netelige dossiers. Indien de rechtbank twee notarissen aanwijst, zullen ze samenwerken. Het is de bedoeling een einde te maken aan de huidige praktijk, waarbij de eerste notaris de staat van vereffening opstelt en de tweede zich ertoe beperkt zijn opmerkingen te formuleren. Het beeld van de onpartijdigheid werd erdoor geschonden, want één enkele notaris deed het werk, terwijl de andere enkel kritiek uitte op het werk van de eerste.

De heer Swennen wijst op het feit dat er ook vaak informele vergaderingen plaatsvinden. Geldt dan ook de vereiste van aanwezigheid van beide notarissen ? Spreker meent van niet. Het zal in ieder geval niet makkelijk zijn een agenda op te stellen met twee notarissen.

De KFBN erkent dat de hervorming ook een oplossing aandient voor het probleem van notarissen om hun agenda's op elkaar af te stemmen. Als de partijen twee notarissen wensen en de rechtbank hiermee akkoord gaat, stelt het voorstel bindende contractuele of wettelijke termijnen vast voor beide notarissen, wat vandaag niet het geval is.

Mevrouw Defraigne erkent dat de agenda's van de tussenkomende partijen soms moeilijk te verzoenen zijn. Soms moet men bijna drie maanden wachten om een goed te laten schatten. Het aanwijzen van één

pour des raisons pratiques et de rapidité. Enfin, il faut reconnaître que le notaire premièrement désigné faisait souvent l'ensemble du travail. La rédaction du texte est cependant perfectible car tout en établissant le principe du notaire unique, il reste néanmoins possible de postuler la désignation de deux notaires. Cela risque de vider le principe du notaire unique dans la pratique.

Le secrétaire d'État précise que c'est effectivement une solution de compromis. L'OBFG a souhaité maintenir la possibilité d'une désignation de deux notaires alors que l'OVB, la FRNB et le gouvernement n'y étaient pas favorables. L'OBFG a estimé que deux notaires pouvaient avoir des idées différentes mais pouvaient également jouer les médiateurs dans une liquidation complexe et faire s'accorder les personnes sur une solution proposée. Par ailleurs, l'avis du Conseil d'État relève une difficulté que représente l'obligation pour les deux notaires d'agir conjointement et le risque résultant dans cette hypothèse d'une opposition entre les deux notaires. Si un remplacement peut ou doit être sollicité, l'objectif de rapidité et d'efficacité ne sera pas rencontré.

La FRNB souligne que si les parties ont véritablement souhaité deux notaires, s'accordent sur l'identité des deux notaires et que le tribunal acquiesce à cette demande, ces notaires devront forcément s'entendre. Si ce n'est pas le cas, on les remplacera par un seul notaire, mais on n'aura au moins donné leur chance aux deux notaires-liquidateurs.

M. Van Rompuy constate qu'aucune modification n'est proposée à ces articles alors que le Conseil d'État a formulé certaines observations sur ces dispositions (voir doc. Sénat, n° 4-405/2, p. 3). Pourquoi n'a-t-on pas tenu compte de ces remarques ?

La FRNB répond qu'il n'a pas semblé opportun de suivre le Conseil d'État lorsqu'il propose de reprendre le système de l'actuel article 1214 en cas de désignation de deux notaires-liquidateurs. Cet article prévoit en effet qu'un notaire établit seul son état liquidatif et que le second a la possibilité de déposer ses observations.

La réforme proposée instaure le principe de la désignation d'un seul notaire-liquidateur. De façon exceptionnelle, dans certaines hypothèses, deux notaires peuvent être désignés. Le texte prévoit que lorsque deux notaires sont désignés, ils agissent conjointement. Chaque acte posé émane des deux notaires ensemble. Le Conseil d'État trouve que cette règle est difficilement praticable et plaide pour le maintien du système actuel. Cette idée ne s'inscrit cependant pas dans la logique de la réforme qui est basée sur l'idée qu'il faut renforcer le caractère

notaris is dus gerechtvaardigd om praktische redenen en om de procedure sneller te laten verlopen. Ten slotte moet men erkennen dat de eerst aangewezen notaris vaak al het werk verrichtte. De tekst kan echter worden verbeterd, want hoewel hij het principe van één notaris invoert, blijft het toch mogelijk om twee notarissen aan te wijzen. In de praktijk dreigt dat het principe van één notaris uit te hollen.

De staatssecretaris antwoordt dat dit inderdaad een compromisoplossing is. De OBFG vroeg om twee notarissen verder te kunnen aanwijzen, terwijl de OVB, de KFBN en de regering daar geen voorstanders van waren. De OBFG meende dat twee notarissen weliswaar verschillende ideeën kunnen hebben, maar dat zij ook als bemandelaars kunnen optreden in een ingewikkelde vereffening en de partijen kunnen doen aansluiten bij een voorgestelde oplossing. Anderzijds wijst de Raad van State in zijn advies op de moeilijkheden die voortvloeien uit de verplichting voor de twee notarissen om gezamenlijk te handelen wanneer zij het niet met elkaar eens zijn. Ook al is een vervanging in dit geval mogelijk of verplicht, het blijft een feit dat het doel (snelheid en doeltreffendheid) dan niet wordt bereikt.

De KFBN wijst erop dat als de partijen werkelijk twee notarissen willen, het eens zijn over de persoon van de twee notarissen en de rechtkant de aanvraag inwilligt, deze notarissen noodgedwongen met elkaar zullen moeten overeenkomen. Als dit niet het geval is, kunnen zij worden vervangen door één notaris, maar men zal ten minste een kans gegeven hebben aan de twee notarissen-vereffenaars.

De heer Van Rompuy stelt vast dat er geen enkele wijziging aan deze artikelen wordt voorgesteld, terwijl de Raad van State opmerkingen heeft gemaakt over deze bepalingen (zie stuk Senaat, nr. 4-405/2, blz. 3). Waarom heeft men geen rekening gehouden met deze opmerkingen ?

De KFBN antwoordt dat het niet wenselijk leek om in te gaan op het voorstel van de Raad van State om de regeling van het huidige artikel 1214 over te nemen in geval van een aanwijzing van twee notarissen-vereffenaars. Dit artikel bepaalt dat een notaris zijn staat van vereffening alleen opstelt, terwijl de andere opmerkingen kan indienen.

De voorgestelde hervorming gaat uit van het beginsel van één notaris-vereffenaar. In uitzonderlijke omstandigheden en in bepaalde gevallen kunnen twee notarissen worden aangewezen. Het wetsvoorstel bepaalt dat wanneer er twee notarissen worden aangewezen, zij gezamenlijk optreden. Elke handeling is een handeling van de twee notarissen samen. De Raad van State vindt dit moeilijk in de praktijk te realiseren en pleit voor het behoud van het huidige stelsel. Dit strookt echter niet met het opzet van de hervorming, die stoelt op het idee dat de onpartijdige

impartial de l'intervention du notaire-liquidateur, même lorsque deux notaires sont désignés. Or, la procédure de l'actuel article 1214 renforce la perception que chaque partie a « son » notaire. Pour cette raison il n'a pas semblé opportun de suivre l'avis du Conseil d'État sur ce point. L'obligation pour les deux notaires d'agir conjointement renforce le rôle nécessairement impartial du notaire-liquidateur.

Mme Taelman comprend, d'un point de vue théorique, que l'on prévoit que les notaires agissent conjointement. Dans la pratique, on peut cependant craindre que les deux notaires aient parfois des divergences de vue et que l'on arrive à des blocages. Comment sortir d'une telle situation ? Ne faudrait-il pas malgré tout tenir compte de la suggestion du Conseil d'État pour sortir d'une telle impasse.

La FRNB rappelle que l'idée de base de la proposition de loi est de favoriser le plus possible la désignation d'un seul notaire. Lorsque, dans des cas exceptionnels, deux notaires sont désignés, il est certain que cela peut soulever des difficultés pratiques. La proposition de loi règle dès lors l'hypothèse dans laquelle les deux notaires ne parviennent pas à agir conjointement. Dans ce cas, il est possible de demander le remplacement des deux notaires par un seul notaire.

Le secrétaire d'État se rallie à la remarque du Conseil d'État quant à l'efficacité du système de cogestion prévu lors de la désignation de deux notaires. Ce sont surtout les barreaux francophones qui ont insisté pour permettre la désignation de deux notaires et continuer ainsi la pratique actuelle. Le système de cogestion risque cependant d'amener une plus grande lenteur dans les procédures de liquidation-partage alors que la réforme vise justement à accélérer ces procédures.

La FRNB ne pense pas que ce système va ralentir les procédures puisque les délais sont soit fixés conventionnellement par les parties, soit par la loi. Les notaires sont contraints d'agir conjointement dans le délai fixé. Si cela s'avère impossible, le texte prévoit une procédure de remplacement.

Mme Defraigne fait remarquer qu'à l'heure actuelle on applique déjà la technique des calendriers amiables. Les parties conviennent des délais dans lesquels elles doivent rentrer leurs pièces, notes, etc. On fixe également le délai dans lequel le notaire doit déposer son état liquidatif. Il arrive malheureusement de manière régulière que les notaires n'établissent pas l'état liquidatif dans le délai fixé. Après plusieurs rappels, les parties sont contraintes de demander le remplacement du notaire. Les notaires ne semblent pas réellement préoccupés à l'idée de se voir remplacer car l'établissement d'états liquidatifs est un travail juridique complexe, mais peu rémunératrice. Or, le rem-

aard van het optreden van de notaris-vereffenaar moet worden versterkt, zelfs wanneer twee notarissen zijn aangewezen. De regeling vervat in het huidige artikel 1214 versterkt echter de indruk dat elke partij «zijn» notaris heeft. Daarom werd het advies van de Raad van State op dit punt niet gevolgd. Het feit dat de twee notarissen verplicht zijn om gezamenlijk op te treden versterkt de noodzakelijke onpartijdigheid van de notaris-vereffenaar.

Theoretisch begrijpt mevrouw Taelman dat men wil dat de notarissen gezamenlijk handelen. In de praktijk valt echter te vrezen dat de notarissen het soms oneens met elkaar zullen zijn en dat de procedure vastloopt. Hoe geraakt men er dan uit ? Zou men toch maar geen rekening houden met de suggestie van de Raad van State om een uitweg te vinden ?

De KFBN herinnert eraan dat het basisprincipe van het wetsvoorstel blijft dat men zoveel mogelijk moet streven naar het aanwijzen van één notaris. Wanneer, in uitzonderlijke gevallen, twee notarissen worden aangewezen, kunnen er natuurlijk praktische problemen opduiken. Het wetsvoorstel regelt dus het geval waarin de twee notarissen er niet in slagen om gezamenlijk op te treden. In dat geval is het mogelijk om de twee notarissen te laten vervangen door één enkele notaris.

De staatssecretaris is het eens met de opmerking van de Raad van State betreffende de doeltreffendheid van de gezamenlijke aanpak bij een aanwijzing van twee notarissen. Het zijn vooral de Franstalige balies die hebben aangedrongen om de aanwijzing van twee notarissen toe te staan en aldus de huidige praktijk te bestendigen. Het gezamenlijke optreden dreigt de procedure van vereffening-verdeling echter te vertragen, terwijl de hervorming net tot doel heeft om ze te versnellen.

De KFBN denkt niet dat dit de procedures zal vertragen, aangezien de termijnen contractueel door de partijen of bij wet worden vastgesteld. De notarissen zijn verplicht om gezamenlijk binnen de vastgestelde termijn op te treden. Indien dat onmogelijk blijkt, voorziet de wet in een vervangingsprocedure.

Mevrouw Defraigne merkt op dat men nu al gebruik maakt van op minnelijke wijze overeengekomen tijdschema's. De partijen spreken af binnen welke termijnen zij hun stukken, nota's enz. moeten indienen. Men bepaalt ook binnen welke termijn de notaris zijn staat van vereffening moet indienen. Het gebeurt echter al te vaak dat notarissen dit niet binnen de afgesproken termijn doen. Na verschillende aanmaningen moeten de partijen dan vragen om de notaris te vervangen. Notarissen vinden dit blijkbaar niet zo erg, omdat het opstellen van een staat van vereffening een complexe juridische aangelegenheid is die maar weinig opbrengt. De vervanging van de notaris is

placement du notaire est une procédure onéreuse et qui constraint les parties à recommencer la procédure *ab initio* avec un nouveau notaire. L'intervenante demande si la sanction prévue dans la proposition, à savoir le remplacement des deux notaires, est réellement efficace. Il faudrait trouver un moyen de coercition plus efficace.

La FRNB comprend la préoccupation de la préopinante. Elle rappelle que le texte à l'examen est né de la volonté commune du barreau et du notariat de redynamiser la phase notariale de la procédure de liquidation-partage.

Par rapport à la situation actuelle, la réforme permettra au notaire de savoir à partir de quel moment il dispose d'un dossier complet puisque les parties disposeront d'un délai strict pour ce faire. C'est important car cela permet au notaire de travailler sur des bases solides sans devoir craindre que de nouvelles pièces ou revendications lui soient communiquées tardivement. La proposition de loi autorise d'ailleurs le notaire à rejeter les éléments qui lui sont communiqués tardivement.

Par ailleurs, et c'est nouveau, dès que le dossier est complet, le notaire est astreint à respecter lui aussi un délai pour établir son état liquidatif. C'est un signal du législateur qui attend du notaire qu'il dresse son état liquidatif dans les quatre mois à partir du jour où le dossier est complet.

Les auteurs de la réforme ont réfléchi à la sanction à prévoir lorsque le notaire ne respecte pas le délai légal pour établir son état liquidatif. L'idée de décharger le notaire de plein droit n'a pas été jugée opportune. Une telle sanction d'office ne servirait pas nécessairement l'intérêt des parties car celles-ci doivent reprendre la procédure *ab initio* avec un nouveau notaire. La proposition opte pour une solution plus nuancée : la partie qui constate que le notaire ne respecte pas le délai peut le convoquer devant le tribunal. Le notaire sera entendu dans ses explications. Le tribunal pourra, même si aucune des parties ne le demande, remplacer le notaire-liquidateur. La FRNB pense que cette procédure encouragera le notaire-liquidateur à respecter ses délais car il n'est pas agréable de devoir s'expliquer devant le tribunal. Enfin, les sanctions du droit commun de la responsabilité civile restent applicables.

Mme Defraigne pense que l'utilisation du droit commun de la responsabilité est très illusoire. Il faut savoir prouver la faute du notaire, le dommage et le lien causal. C'est très théorique.

Elle doute par ailleurs que le fait d'obliger le notaire à s'expliquer devant le juge soit réellement une

echter een dure procedure, waarbij de partijen bovendien weer van voor af aan met een nieuwe notaris moeten beginnen. Spreekster vraagt of de sanctie waarin het voorstel voorziet, met name de vervanging van de twee notarissen, werkelijk doeltreffend is. Er zou een sterker dwangmiddel moeten worden gevonden.

De KFBN begrijpt de bezorgdheid van de vorige spreekster. Ze herinnert eraan dat voorliggende tekst ontstaan is uit de gezamenlijke wil van de balie en het notariaat om de notariële fase van de procedure van vereffening-verdeling een hernieuwde dynamiek te geven.

In vergelijking met de huidige toestand zal de hervorming de notaris de mogelijkheid bieden te weten vanaf wanneer hij over een volledig dossier beschikt, want de partijen zullen een striktere termijn krijgen om het dossier te vervolledigen. Dat is belangrijk, want het biedt de notaris de mogelijkheid op een degelijke grondslag te werken, zonder te moeten vrezen dat hem laattijdig nieuwe stukken of eisen worden voorgelegd. Het wetsvoorstel staat overigens toe dat de notaris gegevens die hem laattijdig worden meegedeeld, verwerpt.

Nieuw is wel dat zodra het dossier volledig is, ook de notaris verplicht is een termijn in acht te nemen om zijn staat van vereffening op te stellen. Het is een signaal van de wetgever, die van de notaris verwacht dat hij zijn staat van vereffening opstelt binnen vier maanden vanaf de dag waarop het dossier volledig is.

De indieners van de hervorming hebben nagedacht over de sanctie waarin moet worden voorzien wanneer de notaris de wettelijke termijn om zijn staat van vereffening op te stellen niet nakomt. Het idee om de notaris van rechtswege van zijn taak te ontheffen werd niet wenselijk geacht. Dergelijke automatische sanctie dient niet noodzakelijk het belang van de partijen, want zij moeten de procedure van bij het begin overdoen met een nieuwe notaris. Het voorstel bevat een meer genuanceerde oplossing : de partij die vaststelt dat de notaris de termijn niet in acht neemt, kan hem voor de rechtbank oproepen. De verklaringen van de notaris worden gehoord. De rechtbank kan de notaris-vereffenaar vervangen, zelfs wanneer geen enkele partij daarom vraagt. De KFBN denkt dat die procedure de notaris-vereffenaar ertoe zal aanzetten de termijnen in acht te nemen, want het is niet aangenaam dat men uitleg moet komen geven voor de rechtbank. De sancties van de gemeenrechtelijke burgerrechteleijke aansprakelijkheid blijven ten slotte toepasselijk.

Mevrouw Defraigne denkt dat het gebruik van het gemene aansprakelijkheidsrecht heel illusoir is. Men moet de fout van de notaris bewijzen, de schade en het oorzakelijk verband. Dat is heel theoretisch.

Ze betwijfelt overigens of het verplichten van de notaris om voor de rechter uitleg te komen verschaffen

sanction efficace. Un moment de gêne est vite passé. Ne pourrait-on pas prévoir un signalement automatique du notaire retardataire à la chambre de discipline ou un système d'astreinte ?

La FRNB admet que la proposition de loi à l'examen ne prévoit pas explicitement le signalement du notaire retardataire à la chambre provinciale de discipline. Ce moyen existe déjà à l'heure actuelle et continuera d'exister si la réforme est adoptée. Il semble cependant difficile d'automatiser le signalement du notaire car il faudra que quelqu'un constate, à un moment de la procédure, que le notaire a dépassé son délai et prenne une initiative.

Mme Defraigne demande si le juge pourrait le faire.

La FRNB répond que le juge ne sera pas nécessairement informé du dépassement du délai. Il ne le sera que si la procédure de l'article 1220, § 2, proposé, est enclenchée.

Mme Defraigne fait remarquer que ce sera le cas si les parties saisissent le tribunal.

En ce qui concerne la suggestion de prévoir des astreintes à l'encontre du notaire-liquidateur retardataire, la FRNB précise que l'astreinte n'est jamais automatique. Il faut demander au tribunal de la prononcer.

Mme Defraigne l'admet. Ni le remplacement du notaire ni l'astreinte ne peuvent être automatiques à l'expiration du délai de quatre mois dont dispose le notaire pour établir son état liquidatif. Il faut garder une certaine souplesse. Elle propose le schéma suivant : lorsque le notaire ne remet pas son état dans le délai légal, chacune des parties peut saisir le tribunal pour que le notaire vienne s'expliquer. Si le notaire n'est pas remplacé, il disposera d'un nouveau délai. Si à l'issue de ce nouveau délai l'état liquidatif n'est toujours pas prêt, les parties peuvent à nouveau saisir le juge en lui demandant de communiquer le dossier à la chambre disciplinaire et de prononcer une astreinte à charge du notaire. Cela permettrait d'atteindre l'objectif de la réforme, c'est-à-dire de terminer les liquidations-partages dans un délai raisonnable pour les parties.

La FRNB se demande si le droit commun ne permet pas déjà de recourir aux astreintes. On pourrait le cas échéant s'inspirer des sanctions qui s'appliquent aux cours et tribunaux qui ne rendent pas leurs décisions dans des délais raisonnables et qui sont essentiellement des sanctions d'ordre disciplinaire. Elle rappelle que le notaire-liquidateur est un auxiliaire de justice.

wel een efficiënte sanctie is. Een moment van verlegenheid is vlug voorbij. Kan er niet voor worden gezorgd dat de laattijdige notaris automatisch wordt gesignalerd bij de tuchtkamer of voor een systeem met een dwangsom ?

De KFBN geeft toe dat het voorliggende wetsvoorstel niet uitdrukkelijk voorziet in het signaleren van de laattijdige notaris aan de provinciale tuchtkamer. Dat middel bestaat nu al en zal blijven bestaan indien de hervorming wordt aangenomen. Het automatisch signaleren van de notaris lijkt echter moeilijk, want op een bepaald moment van de procedure moet iemand vaststellen dat de notaris zijn termijn overschreden heeft en een initiatief nemen.

Mevrouw Defraigne vraagt of de rechter dat zou kunnen doen.

De KFBN antwoordt dat de rechter niet noodzakelijk zal worden geïnformeerd over het overschrijden van de termijn. Dat zal slechts gebeuren indien de procedure van het voorgestelde artikel 1220, § 2, wordt opgestart.

Mevrouw Defraigne wijst erop dat dit zal gebeuren indien de partijen de rechtbank adiëren.

Wat het voorstel betreft om te voorzien in dwangommen tegen de laattijdige notaris-vereffenaar, zegt de KFBN dat de dwangsom nooit automatisch is. Men moet de rechtbank vragen daar een uitspraak over te doen.

Mevrouw Defraigne is het daarmee eens. Nog de vervanging, noch de dwangsom mogen automatisch zijn bij het verstrijken van de termijn van vier maanden die de notaris krijgt om zijn staat van vereffening op te stellen. Men moet enige soepelheid behouden. Ze stelt het volgende schema voor : wanneer de notaris zijn staat niet binnen de wettelijke termijn indient, kan elk van de partijen de rechtbank adiëren opdat de notaris uitleg komt verschaffen. Indien de notaris niet wordt vervangen, krijgt hij een nieuwe termijn. Indien na die nieuwe termijn de staat van vereffening nog steeds niet klaar is, kunnen de partijen de rechter opnieuw adiëren om hem te vragen het dossier naar de tuchtkamer te zenden en een dwangsom voor de notaris uit te spreken. Hierdoor wordt het doel van de hervorming, te weten de vereffening-verdelingen te beëindigen binnen een voor de partijen redelijke partijen, bereikt.

De KFBN vraagt zich af of het gemene recht niet reeds de mogelijkheid biedt gebruik te maken van dwangommen. In voorkomend geval kan men zich inspireren op de sancties die gelden voor de hoven en rechtbanken die hun beslissingen niet nemen binnen redelijke termijnen. Dat zijn hoofdzakelijk tuchtsancties. Ze herinnert eraan dat de notaris-vereffenaar een uitvoerder van de rechtsbedeling is.

Mme Defraigne pense qu'il y a une différence entre la situation du magistrat, qui a le pouvoir du dernier mot, et celle du notaire, qui est un auxiliaire de justice. Quand un magistrat ne rend pas son jugement dans les délais, il sera convoqué par son chef de corps qui lui demandera des explications. Le cas échéant, une procédure disciplinaire sera entamée.

Sur la question du remplacement du notaire-liquidateur prévue à l'article 1211, proposé, Mme Taelman constate que le Conseil d'État critique le fait que les textes renvoient au Code de déontologie pour apprécier les notions d'impartialité et d'indépendance du notaire-liquidateur.

La FRNB fait remarquer que ce sont les développements de la proposition de loi qui renvoient au Code de déontologie et pas le dispositif. À ce stade de la procédure parlementaire, il n'est plus possible de modifier les développements. L'intervenante admet cependant, conformément à l'avis du Conseil d'État, que les notions d'impartialité et d'indépendance doivent être appréciées souverainement par le juge et, notamment — mais pas exclusivement — à la lumière du Code de déontologie adopté le 22 juin 2004 par la Chambre nationale des notaires. C'est en ce sens qu'il faut lire l'article 1211, proposé, du Code judiciaire.

M. Laeremans renvoie à l'avis du Conseil d'État (p. 4) en ce qui concerne les difficultés qui peuvent se poser si les deux notaires-liquidateurs doivent agir conjointement. Le Conseil d'État propose comme alternative d'appliquer l'article 1214 du Code judiciaire. Pourquoi cet avis n'est-il pas suivi ?

La FRNB renvoie à la discussion antérieure. Elle ne partage pas le point de vue du Conseil d'État qui propose de conserver le système actuel en cas de désignation de deux notaires, à savoir un notaire devant faire l'état liquidatif et le second devant formuler des observations. C'est justement à cette situation que la FRNB veut mettre fin pour rétablir l'image d'impartialité du notaire.

Article 1212 (proposé)

Cet article vise la désignation d'un gestionnaire de la masse indivise. Dans l'amendement global n° 10, il est proposé d'adapter l'alinéa 2 par rapport au texte de base afin de prévoir la procédure de désignation de ce gestionnaire. Le texte permet désormais d'interjeter appel de la décision désignant le gestionnaire.

Mevrouw Defraigne denkt dat er een verschil is tussen de situatie van de magistraat, die eindbeslissingen uitspreekt, en die van de notaris, die een uitvoerder van de rechtsbedeling is. Wanneer een magistraat zijn vonnis niet binnen de termijnen uitspreekt, zal hij worden geroepen door zijn korpschef, die hem uitleg zal vragen. In voorkomend geval zal een tuchtprocedure worden aangevatt.

In verband met het probleem van de vervanging van de notaris-vereffenaar waarin het voorgestelde artikel 1211 voorziet, stelt mevrouw Taelman vast dat de Raad van State kritiek uit op het feit dat de teksten naar de deontologische code verwijzen voor de beoordeling van de noties onpartijdigheid en onafhankelijkheid van de notaris-vereffenaar.

De KFBN wijst erop dat de toelichting bij het wetsvoorstel naar de deontologische code verwijst en het beschikkend gedeelte niet. In dit stadium van de parlementaire procedure is het niet meer mogelijk de toelichting te wijzigen. Spreekster erkent evenwel, overeenkomstig het advies van de Raad van State, dat de noties onpartijdigheid en onafhankelijkheid soeverein door de rechter moeten worden beoordeeld, onder andere — maar niet uitsluitend — in het licht van de deontologische code die op 22 juni 2004 door de Nationale Kamer van Notarissen werd vastgesteld. Het is in die zin dat men het voorgestelde artikel 1211 van het Gerechtelijk Wetboek moet lezen.

De heer Laeremans verwijst naar het advies van de Raad van State, blz. 4, betreffende de moeilijkheden indien de twee notarissen vereffenaars gezamenlijk moeten optreden. De Raad van State stelt als alternatief artikel 1214 van het Gerechtelijk Wetboek voor. Waarom wordt dit advies niet gevolgd ?

De KFBN verwijst naar de vroegere besprekking. Ze is het niet eens met de Raad van State wanneer die voorstelt, voor de gevallen waarbij er twee notarissen zijn aangewezen, het huidige systeem te behouden : één notaris die de staat van vereffening opmaakt en de tweede notaris die hier een nota met opmerkingen aan toevoegt. Het is precies aan die situatie dat de KFBN een einde wil maken, om het beeld van de onpartijdige notaris in ere te herstellen.

(Voorgesteld) artikel 1212

Dit artikel strekt tot de aanwijzing van een beheerder van de onverdeelde boedel. In het globaal amendement nr. 10 wordt voorgesteld om de tekst van het tweede lid te wijzigen en, in tegenstelling tot de basistekst, te voorzien in de procedure van aanwijzing van die beheerder. De tekst schept voortaan de mogelijkheid om beroep aan te tekenen tegen de aanwijzing van de beheerder.

Mme Defraigne s'interroge quant au choix du terme « gestionnaire ». Pourquoi ne pas avoir retenu celui « d'administrateur provisoire » ?

La FRNB précise qu'il convenait d'éviter la confusion entre la notion d'administrateur provisoire et celle de gestionnaire.

Mme Defraigne demande si un administrateur provisoire peut ester dans le cadre d'une liquidation-partage avec des actes de disposition. Quels sont les cas pratiques visés ?

La FRNB précise que la disposition vise les difficultés de gestion de la masse indivise. Une masse indivise peut comporter, par exemple, un portefeuille de titres sur lequel un désaccord existe quant à sa gestion. Les parties peuvent demander à un gestionnaire de gérer ledit portefeuille. De même, si un immeuble est inoccupé et qu'il y a nécessité d'effectuer des travaux pour en assurer la conservation, un gestionnaire peut être nommé. En cas de désaccord sur la gestion de la masse indivise, il est opportun de faire appel à un gestionnaire.

L'objectif est donc réellement la préservation de la masse. Cette idée existe déjà actuellement à l'article 1210 du Code judiciaire qui prévoit que le tribunal peut, à la demande de toute partie, nommer un notaire chargé d'accomplir des actes de pure administration, de représenter en justice la masse des indivisaires et en cas de vente d'exercer au nom de ladite masse les pouvoirs reconnus au notaire chargé de représenter les parties absentes et récalcitrantes. La seule différence entre le texte actuel et le texte proposé est que le texte actuel impose nécessairement que le gestionnaire soit un notaire alors que le texte proposé ne l'impose pas. Dans certains cas, un autre professionnel pourrait être mieux placé qu'un notaire pour gérer certains actifs particuliers (portefeuille de titres par exemple).

M. Swennen pense que cette situation n'est pas tellement fréquente aujourd'hui. Il a l'impression que les notaires ont actuellement le réflexe de régler eux-mêmes cette question. La disposition à l'examen n'implique-t-elle pas le risque de voir les notaires déléguer la majeure partie de la gestion, alors qu'il s'agit pourtant d'une tâche accessoire qui leur incombe ?

La FRNB précise que l'article 1210 actuel du Code judiciaire prévoit que le notaire chargé d'accomplir ces actes de gestion de la masse n'est pas le notaire-liquidateur. C'est un second notaire de sorte que le « dédoublement » des fonctions existe déjà. Il n'y est recouru qu'en cas de désaccord des parties sur une mesure particulière et lorsque le notaire estime ne pas pouvoir arbitrer le litige.

Mevrouw Defraigne stelt zich vragen bij de keuze van de term « beheerder ». Waarom niet de term « voorlopig bewindvoerder » gebruiken ?

De KFBN verduidelijkt dat men verwarring tussen die twee begrippen moest voorkomen.

Mevrouw Defraigne vraagt of een voorlopig bewindvoerder in rechte kan optreden in het kader van een vereffening-verdeling, met daden van beschikking. Om welke praktische gevallen gaat het ?

De KFBN verduidelijkt dat de bepaling doelt op de problemen bij het beheer van de onverdeelde boedel. Een onverdeelde boedel kan bijvoorbeeld een effectenportefeuille bevatten en er kan onenigheid zijn over het beheer van die portefeuille. De partijen kunnen een beheerder vragen om die portefeuille te beheren. Hetzelfde geldt wanneer er een onbewoond gebouw is waarin werken moeten worden uitgevoerd om het in goede staat te houden : dan kan er een beheerder worden aangesteld. Wanneer er onenigheid is over het beheer van de onverdeelde boedel, is het aangewezen een beroep te doen op een beheerder.

De bedoeling is dus werkelijk de boedel intact te houden. Dit idee ligt nu reeds vervat in artikel 1210 van het Gerechtelijk Wetboek, dat bepaalt dat de rechtbank, op vordering van één der partijen, een notaris kan aanwijzen, met opdracht alle daden van louter beheer te verrichten, de massa van de mede-eigenaars in rechte te vertegenwoordigen en, in geval van verkoop, in naam van de bedoelde massa de bevoegdheden uit te oefenen van een notaris die ermee belast is de afwezige of weigerende partijen te vertegenwoordigen. Het enige verschil tussen de huidige tekst en de voorgestelde tekst is dat de geldende tekst oplegt dat de beheerder absoluut een notaris moet zijn, terwijl dit in het voorstel niet zo is. In sommige gevallen kan een andere beroepsbeoefenaar beter geplaatst zijn om bepaalde activa te beheren (effectenportefeuilles, bijvoorbeeld).

De heer Swennen meent dat dit niet zoveel voorkomt in de huidige praktijk. Spreker heeft de indruk dat de notarissen momenteel de reflex hebben deze kwestie zelf te regelen. Bestaat het gevaar niet met de voorliggende bepaling dat de notarissen het beheer zeer veel gaan uitbesteden ? Dit terwijl deze taak toch een accessorium is van de taak van de notaris.

De KFBN verduidelijkt dat het huidige artikel 1210 van het Gerechtelijk Wetboek bepaalt dat de notaris die de daden van beheer verricht, niet de notaris-vereffenaar is. Het is een tweede notaris en de « ontdubbeling » van de functies bestaat dus reeds. Er wordt slechts hiertoe overgegaan wanneer de partijen het oneens zijn over een bepaalde maatregel en wanneer de notaris oordeelt dat hij het geschil niet kan beslechten.

M. Swennen craint qu'en organisant la possibilité de déléguer cette gestion à un tiers n'ayant pas la qualité de notaire, l'on encourage cette pratique car les notaires y verront une occasion de se défaire de quelques tâches pesantes. L'intervenant redoute une multiplication des désignations de gestionnaires.

La FRNB comprend la préoccupation du préopinant mais estime que le recours au gestionnaire ne sera utilisé qu'en cas de blocage. En outre, la procédure prévoit également que le notaire-liquidateur donne son avis de sorte qu'il pourrait dans certains cas estimer que le recours à un gestionnaire n'est pas opportun. Quant à l'identité du gestionnaire, les travaux parlementaires précisent aussi que le tribunal pourrait désigner un des indivisaires. Au final, le tribunal conserve donc un pouvoir d'appréciation

M. Delpérée s'interroge sur l'énoncé de l'alinéa 3 qui précise que « le gestionnaire peut se faire assister dans sa gestion ». N'est-ce pas une tautologie ?

La fédération propose éventuellement de remplacer le mot « gestion » par le mot « mission »; l'idée étant que le gestionnaire peut se faire également assister par un tiers.

Amendement n° 16

À la suite de la discussion, Mme Defraigne et consorts déposent l'amendement n° 16 qui est un sous-amendement à l'amendement n° 10 (doc. Sénat, n° 5-405/5). L'amendement vise à supprimer dans l'article 1212, alinéa 3, proposé, les mots « dans sa gestion ».

Article 1213 (proposé)

Il est proposé, dans l'amendement n° 10 (doc. Sénat, n° 5-405/4) d'insérer un § 3 permettant la désignation d'un expert, à tout stade de la procédure, selon une procédure simplifiée.

La désignation d'un expert au cours de la phase notariale de la procédure était possible selon le droit commun, moyennant le dépôt d'un procès-verbal intermédiaire. Le Conseil d'État a réagi sur ce point car cette procédure est relativement lourde et nécessite des délais assez longs. Le Conseil d'État a suggéré de prévoir la possibilité de désigner un expert à tout stade de la procédure moyennant une procédure allégée. C'est le but du nouveau paragraphe 3 proposé.

De heer Swennen vreest dat men bij de mogelijke uitbesteding aan een derde, niet notaris, deze uitbesteding zal stimuleren, omdat de notaris zich aldus kan ontdoen van enig ballast. Spreker vreest voor een toename van aanstelling van beheerders.

De KFBN begrijpt dat spreker zich zorgen maakt maar meent dat men alleen een beheerder zal aanstellen wanneer de zaken geblokkeerd zijn. Bovendien voorziet de procedure erin dat de notaris-vereffenaar zijn oordeel geeft. In bepaalde gevallen kan hij dus oordelen dat er geen beheerder hoeft te worden aangesteld. Wat de identiteit van de beheerder betreft, staat in de parlementaire werkzaamheden ook dat de rechtbank één van de mede-eigenaars kan aanwijzen. Uiteindelijk behoudt de rechtbank dus de beoordeelingsbevoegdheid.

De heer Delpérée stelt zich vragen bij het derde lid, waar staat dat de beheerder zich in zijn beheer kan laten bijstaan. Is dit geen tautologie ?

De KFBN stelt voor om het woord « beheer » eventueel te vervangen door « opdracht »; de achterliggende idee is dat de beheerder zich ook kan laten bijstaan door een derde.

Amendement nr. 16

Volgend op deze discussie dienen mevrouw Defraigne c.s. amendement nr. 16 in, dat een sub-amendement is op amendement nr. 10 (stuk Senaat, nr. 5-405/5). Dit amendement stelt voor om in het voorgestelde artikel 1212, derde lid, de woorden « in zijn beheer » te schrappen.

(Voorgesteld) artikel 1213

In amendement nr. 10 (stuk Senaat, nr. 5-405/4) om een § 3 in te voegen waardoor op elk moment van de procedure een deskundige kan worden aangesteld, door middel van een vereenvoudigde procedure.

De aanwijzing van een deskundige tijdens de notariële fase van de procedure was al mogelijk volgens het gemeenrecht, als er een tussentijds proces-verbaal werd ingediend. De Raad van State heeft op dit punt gereageerd, omdat de procedure vrij zwaar is en lange termijnen inhoudt. De Raad van State heeft voorgesteld om te voorzien in de mogelijkheid om op elk moment van de procedure een deskundige te kunnen aanstellen door middel van een vereenvoudigde procedure. Dat is het doel van de nieuwe paragraaf 3 die wordt voorgesteld.

Amendement n° 12

M. Mahoux et Mme Defraigne déposent l'amendement n° 12 (doc.Sénat, n° 5-405/5) qui est un sous-amendement à l'amendement n° 10. Les auteurs proposent de supprimer le deuxième alinéa de l'article 1213 proposé car il est redondant avec l'alinéa 3. En outre, l'amendement vise à remplacer à l'alinéa 3 les mots «le notaire-liquidateur ou les parties conjointement en concertation avec dernier par «les parties ou le notaire-liquidateur en concertation avec ces dernières».

M. Delpérée propose la rédaction suivante pour l'alinéa 3: «Le notaire-liquidateur ou les parties agissant conjointement et en concertation avec ce dernier ...».

La FRNB pense que les alinéas 2 et 3 ne sont pas redondants. L'alinéa 2 vise la possibilité pour le notaire-liquidateur ou les parties agissant conjointement de confier à un expert judiciaire une mission complémentaire comme l'expertise d'un autre immeuble non déterminé à l'origine. L'alinéa permet ainsi d'accorder à cette mission complémentaire un caractère judiciaire même si le juge n'a pas lui-même ordonné ladite mission complémentaire.

L'alinéa 3 vise une hypothèse différente : c'est celle de la modification de la mission de l'expert. Ainsi, si le tribunal a demandé à un expert d'estimer la valeur d'un portefeuille de titres au jour du décès alors que c'est la valeur à la date de la donation qui aurait dû être sollicitée, on modifie sa mission.

Si telle est l'intention, M. Delpérée suggère de libellé les alinéas 2 et 3 de manière plus précise. Il conviendrait notamment de remplacer à l'alinéa 2 les mots «l'expert accomplit en outre la mission» par «l'expert accomplit la mission complémentaire». Pour la lisibilité des alinéas 2 et 3, M. Delpérée propose que la rédaction de l'alinéa 2 soit alignée sur celle de l'alinéa 3: «le notaire-liquidateur ou les parties agissant conjointement et en concertation avec ce dernier, peuvent confier à l'expert des missions complémentaires».

Sur le fond, Mme Khattabi s'interroge quant à l'absence d'intervention du tribunal lorsqu'une mission complémentaire est confiée à l'expert. Cela peut se justifier dans l'exemple cité mais cela peut ne pas l'être pour d'autres missions.

La FRNB confirme que le groupe de travail qui a préparé le texte a dû procéder à un arbitrage. La proposition privilégie dans certains cas le retour vers

Amendement nr. 12

De heer Mahoux en mevrouw Defraigne dienen amendement nr. 12 in (stuk Senaat, nr. 5-405/5), dat een subamendement is op amendement nr. 10. De indieners stellen voor om het tweede lid van het voorgestelde artikel 1213 te doen vervallen, omdat het herhaald wordt in het derde lid. Het amendement stelt bovendien voor om in het derde lid de woorden «de notarisvereffenaar of de partijen gezamenlijk in overleg met deze laatste» te vervangen door de woorden «de partijen of de notaris-vereffenaar in overleg met deze laatsten».

De heer Delpérée stelt voor het derde lid de volgende formulering voor: «de notarisvereffenaar of de partijen gezamenlijk en in overleg handelend met deze laatste ...»

De KFBN vindt dat het tweede en het derde lid geen herhaling zijn van elkaar. In het tweede lid wordt voorzien in de mogelijkheid voor de notaris-vereffenaar of de gezamenlijk handelende partijen om een bijkomende opdracht aan een gerechtelijk deskundige toe te vertrouwen, bijvoorbeeld het deskundigenonderzoek van een oorspronkelijk niet nader bepaald gebouw. Door dit lid kan men die opdracht een gerechtelijk karakter geven, zelfs als het niet de rechter zelf is die deze bijkomende opdracht heeft bevolen.

Het derde lid betreft een andere hypothese : daar wordt de opdracht van de deskundige gewijzigd. Als de rechtbank bijvoorbeeld aan een deskundige heeft gevraagd om de waarde van een effectenportefeuille vast te stellen op de dag van overlijden terwijl het eigenlijk de waarde is op de datum van de schenking die opgevraagd had moeten worden, dan kan de opdracht gewijzigd worden.

Als dit de bedoeling is, stelt de heer Delpérée voor het tweede en derde lid duidelijker te formuleren. In het tweede lid zouden meer bepaald de woorden «verder voert de deskundige de opdracht uit» vervangen moeten worden door de woorden «verder voert de deskundige de bijkomende opdracht uit». Voor de leesbaarheid van het tweede en derde lid, stelt de heer Delpérée voor dat de formulering van het tweede lid wordt aangepast aan de formulering van het derde lid : «... kunnen de notaris-vereffenaar of de partijen gezamenlijk en in overleg handelend met deze laatste, aan de deskundige bijkomende opdrachten toevertrouwen».

Inhoudelijk stelt mevrouw Khattabi zich vragen over het feit dat de rechtbank niet optreedt wanneer er een bijkomende opdracht aan de deskundige wordt toevertrouwd. In het genoemde voorbeeld kan dit verantwoord zijn, maar dat is het voor andere opdrachten misschien niet.

De KFBN bevestigt dat werkgroep die de tekst heeft uitgewerkt een keuze heeft moeten maken. In het voorstel wordt voor bepaalde gevallen de voorkeur

le tribunal alors que dans d'autres cas ce choix n'a pas été jugé opportun. En l'espèce, la question s'est posée de savoir si le recours au tribunal pour une demande d'expertise complémentaire était justifiée vu le retard que cela entraîne dans la procédure. Après réflexion et balance des intérêts en jeu, le choix a été de ne pas prévoir de nouvelle intervention du tribunal.

Mme Khattabi pense qu'il faut dans ce cas préciser la nature de la mission complémentaire sans nouvelle décision du tribunal. L'absence d'intervention du tribunal oblige de trouver des garanties supplémentaires pour les parties.

Mme Defraigne rappelle l'objectif de la réforme proposée et la perte de temps liée à l'intervention du tribunal pour une simple demande d'expertise complémentaire. Mme Defraigne rejouit toutefois l'avis de la préopinante et estime qu'il convient de trouver un équilibre pour éviter d'entraîner les parties dans des expertises complémentaires et donc dans des frais qu'elles n'avaient pas souhaités.

La FRNB admet que la rédaction des alinéas 2 et 3 devra être revue. En ce qui concerne l'amendement n° 12, qui vise à ne pas permettre au notaire-liquidateur d'étendre unilatéralement la mission de l'expert, l'intervenante estime qu'il faut faire confiance au notaire qui est un professionnel et est à même de déterminer les expertises dont il a besoin pour mener à bien sa mission. Or, imposer un détour par le tribunal allongerait la procédure plusieurs mois. Le notaire-liquidateur n'a aucun intérêt à demander des expertises inutiles et quand bien même ce serait le cas, il engagerait sa responsabilité de droit commun pour avoir exposé des frais qui ne se justifient pas. Ces cas seront marginaux et le risque d'abus ou d'erreur est minime par rapport à l'avantage de la solution proposée.

Mme Defraigne estime aussi qu'il ne convient pas de retourner devant le tribunal mais qu'il faut veiller à garantir les droits des parties. Il faut éviter des contestations ultérieures sur le principe même de cette mission complémentaire.

La FRNB souhaite préciser que s'il y a un accord entre les parties, le droit commun de l'expertise s'appliquera. L'objet de la disposition vise justement à permettre au notaire-liquidateur de demander une expertise complémentaire et à éviter le recours au tribunal dans les cas où il y existe un blocage entre parties.

gegeven aan het terugzenden naar de rechbank, terwijl dit in andere gevallen niet passend werd geacht. In dit geval rees de vraag of het gerechtvaardig was zich tot de rechbank te wenden voor een verzoek om een bijkomend deskundigenonderzoek, als dat de procedure vertraagt. Na overleg en het afwegen van de belangen die op het spel stonden, is ervoor gekozen de rechbank niet opnieuw in te schakelen.

Mevrouw Khattabi vindt dat men in dat geval de aard van de bijkomende opdracht moet vermelden, als er geen nieuwe rechterlijke beslissing bij komt kijken. Als de rechbank er niet bij betrokken wordt, moet men de partijen extra waarborgen geven.

Mevrouw Defraigne herinnert eraan dat de voorgestelde hervorming juist het tijdverlies wil wegwerken dat wordt veroorzaakt door de rechbank in te schakelen voor een gewoon verzoek om bijkomend deskundigenonderzoek. Mevrouw Defraigne is het echter eens met voorgaande spreekster en vindt dat er een evenwicht moet worden gevonden om te voorkomen dat de partijen worden meegesleept in bijkomende deskundigenonderzoeken en dus in kosten waar zij niet op hadden gerekend.

De KFBN geeft toe dat de formulering van het tweede en derde lid anders moet. Wat amendement nr. 12 betreft, dat er niet toe strekt de notaris-vereffenaar de mogelijkheid te geven om eenzijdig de taak van de deskundige uit te breiden, is spreekster van mening dat men de notaris — die zijn vak kent en die zelf kan inschatten welke deskundigenonderzoeken hij nodig heeft om zijn taak correct te volbrengen — moet vertrouwen. Een omweg langs de rechbank opleggen zou de procedure met meerdere maanden verlengen. De notaris-vereffenaar heeft er geen belang bij om onnodige expertises aan te vragen en zelfs als dit het geval zou zijn, zou hij zijn gemeenrechtelijke aansprakelijkheid op de helling zetten, aangezien hij kosten is aangegaan die niet verantwoord zijn. Deze gevallen zijn uitzonderlijk en er is slechts een klein risico op misbruik of vergissingen, in vergelijking met de voordelen van de voorgestelde oplossing.

Mevrouw Defraigne vindt ook dat het beter is niet terug naar de rechbank te gaan. Toch moet erop worden gelet dat de rechten van de partijen gewaarborgd zijn. Men dient te voorkomen dat er achteraf klachten komen over het principe zelf van de bijkomende opdracht.

De KFBN wil verduidelijken dat het gemeenrecht van het deskundigenonderzoek van toepassing zal zijn, op voorwaarde dat de partijen een akkoord hebben. Het doel van de bepaling is juist de notaris-vereffenaar in staat te stellen een bijkomend deskundigenonderzoek aan te vragen en te voorkomen dat hij zich daarmee tot de rechbank moet wenden, in de gevallen waar er sprake is van blokkering tussen de partijen.

Le secrétaire d'État demande si l'étendue de la mission de l'expert décrite au § 1^{er} de l'article 1213 proposé n'est pas trop restrictive par rapport à l'actuel article 972 du Code judiciaire. Il convient en effet d'éviter un énoncé trop restrictif qui impliquerait un recours systématique aux demandes de missions complémentaires.

La FRNB estime que le § 1^{er} décrit le cadre général de la mission de l'expert lorsque le tribunal ne décrit pas la mission de l'expert. Le tribunal conserve bien sûr la faculté de préciser cette mission en tenant compte des spécificités du dossier. Le droit commun de l'expertise reste d'application.

Mme Defraigne demande ensuite des précisions quant à la procédure décrite au § 3.

La FRNB précise que ce paragraphe vise à répondre à une observation formulée par le Conseil d'État. Il s'agit des cas où l'expert n'est pas désigné dès le départ mais la nécessité d'une expertise se fait ressentir en cours de procédure. Le Conseil d'État a souhaité qu'en cas de désignation d'un expert en cours de procédure, celle-ci soit simplifiée et calquée sur la procédure de remplacement du notaire. Par conséquent, il est proposé qu'une simple lettre adressée au tribunal soit par une partie soit par le notaire-liquidateur suffise. A défaut, le droit commun impliquerait le dépôt d'un procès-verbal intermédiaire, procédure plus lourde.

Amendements n° 17 et 18

Mme Defraigne et consorts déposent l'amendement n° 17 (doc. Sénat, n° 5-405/5) qui est un sous-amendement à l'amendement n° 10 (doc. Sénat, n° 5-405/4). L'amendement vise à remplacer les alinéas 2 et 3 de l'article 1213, § 1^{er}, proposé.

Mme Defraigne et consorts déposent également l'amendement n° 18, qui est subsidiaire à leur amendement n° 17.

Deux pistes sont envisageables quant à l'adaptation de la mission de l'expert chargé de l'expertise des biens. Soit on laisse les coudées franches au notaire-liquidateur qui peut agir sans le consentement des parties. C'est l'option retenue dans l'amendement n° 17. Soit on prévoit que le notaire-liquidateur ne peut modifier la mission de l'expert que moyennant l'accord des parties. C'est la solution proposée dans l'amendement n° 18.

De staatssecretaris vraagt of de omvang van de opdracht van de deskundige als beschreven in § 1 van het voorgestelde artikel 1213 niet te restrictief is ten opzichte van het huidige artikel 972 van het Rechtelijk Wetboek. De bepaling mag inderdaad niet té restrictief zijn, anders moeten er systematisch bijkomende deskundigenonderzoeken worden aangevraagd.

De KFBN vindt dat § 1 het algemeen kader van de opdracht van de deskundige omschrijft, in het geval de rechtbank de opdracht van de deskundige niet omschrijft. De rechtbank behoudt uiteraard de mogelijkheid om de opdracht te omschrijven, rekening houdend met de specifieke eigenschappen van het dossier. Het gemeenrecht van het deskundigenonderzoek blijft van toepassing.

Mevrouw Defraigne vraagt nog verduidelijking met betrekking tot de procedure beschreven in § 3.

De KFBN antwoordt dat deze paragraaf een antwoord wil geven op een opmerking van de Raad van State. Het gaat om gevallen waarin de deskundige niet vanaf het begin wordt aangewezen, maar dat men tijdens de procedure vaststelt dat een deskundigenonderzoek noodzakelijk is. De Raad van State wenst dat, als er een deskundige wordt aangewezen in de loop van de procedure, men hiervoor een vereenvoudigde procedure kan gebruiken, vergelijkbaar met de procedure voor de vervanging van de notaris. Er wordt dan ook voorgesteld om te volstaan met een eenvoudige brief aan de rechtbank, gestuurd door één van de partijen of door de notaris-vereffenaar. In afwezigheid van een dergelijke brief, dient er een tussentijds proces-verbaal te worden opgemaakt. Daardoor wordt de procedure verzwaard.

Amendementen nrs. 17 en 18

Mevrouw Defraigne c.s. dienen amendement nr. 17 in (stuk Senaat, nr. 5-405/5) dat een subamendement is op amendement nr. 10 (stuk Senaat, nr. 5-405/4). Het amendement wil het tweede en derde lid van § 1 van het voorgestelde artikel 1213, vervangen.

Mevrouw Defraigne c.s. dienen tevens amendement nr. 18 in, dat subsidiair is aan amendement nr. 17.

Voor de wijziging van de opdracht van de deskundige belast met het deskundigenonderzoek van de goederen, zijn er twee mogelijkheden. Indien men de notaris-vereffenaar vrij spel laat, kan deze handelen zonder de instemming van de partijen. Amendement nr. 17 vertrekt vanuit die optie. Men kan ook besluiten dat de notaris-vereffenaar de opdracht van de deskundige slechts kan wijzigen met de instemming van de partijen. In amendement nr. 18 wordt voor die optie gekozen.

Mme Defraigne souligne qu'il s'agit d'un choix politique. L'amendement n° 17 offre l'avantage de la souplesse et de la rapidité. Par contre, les parties peuvent se voir contraintes de supporter des frais d'expertise qu'elles ne souhaitaient pas. Dans l'amendement n° 18, les parties restent maîtres de la situation.

Mme Taelman est bien consciente que les deux amendements présentent des avantages et des inconvénients. Il convient de mettre en balance l'intérêt d'une procédure plus fluide et celui d'une plus grande prudence. L'intervenante n'est pas encore tout à fait sûre de l'option qu'elle privilégie elle-même. L'on doit néanmoins supposer que le notaire agira avec la circonspection nécessaire.

M. Mahoux pense que la mission de l'expert est déterminée par le tribunal en fonction du souhait des parties. Dans cette logique, il faut prévoir l'accord des parties pour modifier ou compléter la mission de l'expert.

Article 1214 (proposé)

Mme Defraigne s'interroge quant au sens à donner au paragraphe 2 à l'expression « les meilleurs délais ». Cette notion est imprécise et n'impose aucune date butoir aux parties pour renoncer à l'inventaire. Plus particulièrement en cas de désignation d'un seul notaire-liquidateur, ce dernier devrait être soumis à un certain délai pour fixer l'inventaire. L'intervenante rappelle que l'inventaire est une opération parfois fastidieuse et coûteuse.

La FRNB estime qu'un délai de deux mois pourrait être proposé pour renoncer à l'inventaire, pour autant que les parties soient obligées d'indiquer au notaire la masse à partager. Il importe en effet que le notaire sache ce qui est à partager si les parties renoncent à l'opération d'inventaire.

En ce qui concerne le délai pour réaliser l'inventaire, la FRNB pense qu'il est difficile de prévoir un délai unique pour toutes les indivisions. Un délai de 6 mois pourrait être trop long pour certains dossiers et justifié pour d'autres. Par contre, et à défaut, on pourrait éventuellement prévoir un délai au terme duquel la première vacation devrait avoir lieu.

Amendement n° 19

Mme Defraigne et consorts déposent l'amendement n° 19 (doc. Sénat, n° 5-405/5) qui est un sous-amendement à l'amendement n° 10 (doc. Sénat, n° 5-

Mevrouw Defraigne benadrukt dat het om een politieke keuze gaat. Met amendement nr. 17 creëert men meer flexibiliteit en snelheid. De partijen kunnen dan wel geconfronteerd worden met onderzoekskosten waar zij niet op gerekend hadden. Bij toepassing van amendement nr. 18, houden de partijen zelf de situatie in de hand.

Mevrouw Taelman is zich bewust van het feit dat aan beide amendementen voor-en nadelen zijn verbonden. Men moet afwegen of men opteert voor een vlotter verloop of voor een grotere voorzichtigheid. Spreekster is er zelf nog niet helemaal uit welke optie zij zelf verkiest. Men moet wel uitgaan van het feit dat de notaris de nodige omzichtigheid zal hanteren.

De heer Mahoux meent dat de opdracht van de deskundige wordt bepaald door de rechtkant op grond van de wensen van de partijen. In die logica moet men het akkoord van de partijen hebben om de opdracht van de deskundige te wijzigen of te vervolledigen.

(Voorgesteld) artikel 1214

Mevrouw Defraigne vraagt zich af wat er dient te worden verstaan onder de uitdrukking « binnen een zo kort mogelijke termijn » in paragraaf 2. Dit begrip is onduidelijk en legt de partijen geen enkele deadline op om af te zien van de boedelbeschrijving. Meer bepaald zou in het geval van aanwijzing van een enkele notaris-vereffenaar een bepaalde termijn moeten worden vastgesteld binnen welke deze laatste de boedelbeschrijving moet verrichten. Spreekster herinnert eraan dat de boedelbeschrijving soms een omslachtige en dure operatie is.

De KFBN meent dat men een termijn van twee maanden zou kunnen voorstellen om af te zien van de boedelbeschrijving voor zover de partijen verplicht zijn om de notaris de te verdelen boedel op te geven. Het is immers van belang dat de notaris weet wat er te verdelen is indien de partijen afzien van de boedelbeschrijving.

Wat de termijn betreft om de boedelbeschrijving te verrichten, meent de KFBN dat het moeilijk is om een enkele termijn te bepalen voor alle onverdeeldheden. Een termijn van zes maanden zou te lang kunnen zijn voor bepaalde dossiers en gerechtvaardigd voor andere. Men zou daarentegen bij ontstentenis eventueel kunnen voorzien in een termijn waarna de eerste vacatie zou moeten plaatsvinden.

Amendement nr. 19

Mevrouw Defraigne c.s. dient amendement nr. 19 in (stuk Senaat, nr. 5-405/5), dat een subamendement op amendement nr. 10 is (stuk Senaat, nr. 5-405/4). Het

405/4). L'amendement fixe des balises dans la procédure d'inventaire. Il est proposé de prévoir les délais dans lesquels les parties doivent renoncer à l'inventaire. Si un inventaire doit être établi, l'amendement prévoit également les délais dans lesquels le notaire-liquidateur doit entamer et effectuer les opérations d'inventaire.

M. Swennen renvoie au § 3 proposé qui prévoit que le notaire-liquidateur estime les biens à partager s'il consent à la demande de toutes les parties. L'intervenant pense aux situations divergentes dans la pratique, lorsque certains notaires sont prêts à faire une évaluation indicative afin d'aider à faire avancer les choses tandis que d'autres refusent et désignent un expert, ce qui entraîne des coûts supplémentaires. La valeur du bien immobilier est souvent la pomme de discorde. Ne ferait-on pas progresser les choses en inscrivant dans la loi que, par définition, le notaire évalue préalablement les biens immobiliers existants ? Y a-t-on réfléchi ? L'intervenant a d'ailleurs, à ce sujet, une proposition de loi relative à la liquidation-partage en cas de divorce.

La FRNB indique que la proposition de loi permet au notaire-liquidateur d'estimer les biens à partager. Dans certains cas, le notaire n'a pas besoin d'expertise. Dans d'autres, il doit conserver la faculté de refuser d'estimer un bien car il n'a pas de points de comparaison ou parce qu'il n'a pas de compétence pour apprécier la performance énergétique du bâtiment. Il y a des biens particuliers (fonds de commerce, propriétés agricoles, etc.) ou situés dans une autre région qui nécessitent le recours à un expert.

M. Swennen reconnaît que la possibilité existe mais il ne s'agit toujours pas d'une obligation. Les cas où le notaire ne dispose pas de l'expertise requise ne représentent qu'un petit pourcentage des liquidations-partages. En ce qui concerne l'impartialité, l'intervenant constate que nombre de notaires se dérobent lorsqu'il leur est demandé de procéder à une estimation, précisément parce qu'ils connaissent déjà les sensibilités et qu'ils ne sont pas tenus de choisir. Cela n'arriverait pas si l'estimation faisait partie de la mission standard du notaire au début de la liquidation-partage. On risque vite de perdre plusieurs mois si l'estimation doit être réalisée par un expert, même dans le cas d'une simple habitation. Le notaire est lui aussi un homme « de l'immobilier », il connaît parfaitement les prix et peut facilement solliciter l'avis d'un confrère dans un autre arrondissement. L'intervenant veut apporter de la cohérence, en faisant réaliser l'estimation par le notaire dans toutes les liquidations-partages, et, de cette manière, clarifier les choses en désamorçant les conflits avant qu'ils ne surgissent. La

amendement trekt kijtlijnen met betrekking tot de procedure van boedelbeschrijving. Er wordt voorgesteld de termijnen te bepalen waarin de partijen moeten afzien van de boedelbeschrijving. Indien er een boedelbeschrijving moet worden opgesteld, bepaalt het amendement tevens de termijnen binnen welke de notaris-vereffenaar de verrichtingen van de boedelbeschrijving moet aanvatten en uitvoeren.

De heer Swennen verwijst naar de voorgestelde § 3 die bepaalt dat de notaris-vereffenaar de te verdelen goederen schat, indien hij instemt met het verzoek van alle partijen. Spreker verwijst naar de uiteenlopende toestanden in de praktijk waarbij de ene notaris bereid is een indicatieve schatting te doen teneinde de zaken vooruit te helpen, terwijl andere notarissen weigeren dit te doen en een deskundige aanstellen met verhoogde kosten tot gevolg. De waarde van het onroerend goed is vaak het voorwerp van onenigheid. Zou het de zaken niet vooruithelpen als men in de wet inschrijft dat de notaris vooraf per definitie een schatting doet van de aanwezige onroerende goederen ? Is hierover nagedacht ? Spreker heeft hierover trouwens een wetsvoorstel bij de vereffening-verdeling bij echtscheiding.

De KFBN geeft aan dat het wetsvoorstel de notaris-vereffenaar de mogelijkheid biedt de te verdelen goederen te schatten. In bepaalde gevallen heeft de notaris geen expertise nodig. In andere gevallen moet hij de mogelijkheid behouden om te weigeren een goed te schatten omdat hij geen vergelijkingspunten heeft of omdat hij niet bevoegd is om de energieprestatie van het gebouw te beoordelen. Er zijn specifieke goederen (handelszaken, landbouweigendommen, enz.) of goederen die in een andere streek zijn gelegen, die vereisen dat een beroep op een deskundige gedaan wordt.

De heer Swennen beaamt dat de mogelijkheid bestaat, maar het gaat nog steeds niet om een verplichting. Het geval waarbij de notaris niet over de nodige expertise beschikt vormt slechts een klein percentage van de vereffeningen-verdelingen. Wat betreft de onpartijdigheid stelt spreker vast dat vele notarissen, wanneer hen gevraagd wordt een schatting te doen, de paraplu openhouden juist omdat zij de gevoeligheden al kennen en dan niet hoeven te kiezen. Dit zou niet het geval zijn indien de schatting tot de standaardopdracht behoort van de notaris, bij aanvang van de vereffening-verdeling. Indien de schatting, zelfs voor een eenvoudige woning, door een expert dient te gebeuren, verliest men al gauw enkele maanden tijd. De notaris is eveneens een man « van het vastgoed », kent perfect de prijzen en kan in een ander arrondissement gemakkelijk de mening van een collega-notaris inroepen. Spreker wil rechtlijnigheid door de notaris de schatting te laten doen in alle vereffeningen-verdelingen, en aldus duidelijkheid creëren door de zaken te ontmijnen alvorens de

réalisation de l'estimation dès le début par le notaire est un gage d'impartialité.

La FRNB pense que si le notaire est à même d'estimer les biens dans la plupart des dossiers, il le fera spontanément, pour autant que les parties soient d'accord. Mais dans la manière dont est agencée la procédure, le notaire va prendre position assez vite sur cette faculté d'estimation et sur le recours à l'expertise. L'état liquidatif doit en effet tenir compte de la valeur du ou des biens.

Article 1215 (proposé)

Mme Defraigne demande si le délai de trois mois prévu pour la fixation de la première séance d'ouverture des opérations n'est pas trop long.

La FRNB précise que ce délai a été prévu pour deux raisons. La première a trait au rôle de conciliation que doit jouer le notaire dans le cadre de la procédure de liquidation-partage. Il cherche à favoriser les accords, qu'ils soient partiels ou globaux. Le délai de trois mois permettra aux parties d'avoir le temps de discuter en vue d'un éventuel accord. Le second argument est de nature pratique : il faut tenir compte des agendas et de la disponibilité des notaires et des conseils des parties.

M. Mahoux peut comprendre qu'un délai de trois mois soit nécessaire car on est au début de la procédure. Le problème est de savoir ce qui se passe après ce délai. L'inquiétude des justiciables n'est pas tant sur le début de la procédure de liquidation mais bien plus sur le fait que cette procédure s'éternise.

La FRNB fait remarquer que lors de la mise en état du dossier, qu'elle se fasse de manière conventionnelle ou légale, des délais stricts ont été prévus à toutes les étapes de la procédure. L'article 1215 vise la première étape de la procédure. La première réunion d'ouverture des opérations est dans la pratique souvent précédée de réunions informelles qui permettent au notaire d'informer les parties sur les règles de droit applicables. Le délai de trois mois entre le jour où le notaire-liquidateur est saisi de sa mission et le jour de l'ouverture des opérations devait, dans l'esprit des auteurs, être mis à profit pour tenter de dégager un accord.

Le secrétaire d'État peut accepter un délai de trois mois s'il est mis à profit pour faire avancer la procédure et la mise en état du dossier. Ce qui n'est pas acceptable, c'est lorsqu'il ne se passe rien durant ce délai et que le notaire ne prend aucune mesure préalable à l'ouverture des opérations.

discussie beginnt. Als de notaris de schatting in het begin doet, komt dit de onpartijdigheid ten goede.

De KFBN vindt dat de notaris indien hij in staat is om de goederen te schatten in de meeste dossiers, dat spontaan zal doen voor zover de partijen ermee instemmen. De procedure is echter zo opgebouwd dat de notaris vrij snel een standpunt zal innemen over deze mogelijkheid tot schatting en over het beroep op deskundigenonderzoek. De staat van vereffening moet immers rekening houden met de waarde van het goed of de goederen.

(Voorgesteld) artikel 1215

Mevrouw Defraigne vraagt of de termijn van drie maanden voor de opening van de werkzaamheden niet te lang is.

De KFBN verduidelijkt dat deze termijn is gekozen om twee redenen. De eerste heeft te maken met de verzoenende rol die de notaris moet spelen in het kader van de procedure van vereffening-verdeling. Hij tracht akkoorden te bevorderen, of het nu gaat om gedeeltelijke of algemene akkoorden. Dankzij een termijn van drie maanden hebben de partijen de tijd om te overleggen met het oog op een eventueel akkoord. Het tweede argument is louter praktisch van aard : men moet rekening houden met de agenda's en de beschikbaarheid van de notarissen en de raadslieden van de partijen.

De heer Mahoux kan begrijpen dat een termijn van drie maanden noodzakelijk is omdat men aan het begin van de procedure staat. Het probleem is wat er na die termijn gebeurt. De rechtzoekenden zijn niet zozeer bezorgd over het begin van de vereffingsprocedure, maar wel over het feit dat deze procedure blijft aanslepen.

De KFBN merkt op dat er bij de — conventionele of wettelijke — instaatstelling strikte termijnen gelden in alle stadia van de procedure. Artikel 1215 heeft betrekking op de eerste fase van de procedure. De eerste zitting van de opening van de werkzaamheden wordt in de praktijk vaak voorafgegaan door informele vergaderingen, die de notaris de mogelijkheid bieden de partijen te informeren over de geldende rechtsregels. De termijn van drie maanden, namelijk de dag waarop de notaris-vereffenaar de opdracht krijgt voorgelegd en de dag van het openen van de werkzaamheden, moet, volgens de indieners benut worden om te proberen een akkoord te bereiken.

De staatssecretaris kan een termijn van drie maanden aannemen indien die wordt benut om vaart te zetten achter de procedure en de instaatstelling van het dossier. Het is onaanvaardbaar wanneer er tijdens die termijn niets gebeurt en de notaris geen maatregelen neemt voorafgaand aan de opening van de werkzaamheden.

Mme Defraigne se demande comment le notaire pourra concilier les parties durant cette première phase de trois mois tant qu'il n'a pas fait de première réunion et qu'il ne connaît pas le dossier. Elle pense que le délai prévu est un peu long si c'est pour organiser une première réunion de prise de contact. Cette première réunion vise à déblayer le terrain. Tant que l'on ne réunit pas les parties concernées, il est difficile de connaître leurs problèmes.

La FRNB fait remarquer que le rôle du notaire doit être actif. Celui-ci ne peut laisser le temps s'écouler sans agir. Si les parties ne s'accordent pas sur leurs agendas, le notaire fixera d'office la date des réunions. Souvent, des réunions informelles se tiennent en vue de rassembler des renseignements pour aboutir soit à des accords soit à des revendications des parties.

Mme Defraigne renvoie ensuite à l'alinéa 2. Le texte proposé pose un problème de chronologie : comment peut-on renoncer à un inventaire avant que la première séance d'ouverture des opérations ait eu lieu ?

La FRNB rappelle que des réunions informelles ont le plus souvent déjà eu lieu avant la première séance d'ouverture des opérations. L'idée est que les parties doivent renoncer à l'inventaire au plus tard au moment de la réunion d'ouverture des opérations.

Mme Defraigne pense que la renonciation à l'inventaire doit rester possible au delà, même en cours de procédure.

La FRNB pense qu'il est nécessaire de fixer un délai pour la renonciation à l'inventaire si l'on veut assurer la prévisibilité de la procédure de liquidation-partage.

Mme Defraigne admet qu'il est important de fixer un délai. Faut-il cependant que la renonciation à l'inventaire se fasse aussi rapidement ?

La FRNB répond que c'est la raison pour laquelle l'alinéa 1^{er} prévoit un délai de trois mois pour la première séance d'ouverture des opérations. Cela laisse le temps de la réflexion aux parties concernées.

Mme Defraigne pense que si rien ne se passe durant le délai de trois mois, les parties seront convoquées à la séance d'ouverture des opérations et elles devront se déterminer sur une éventuelle renonciation à l'inventaire alors que le dossier n'est pas encore décanté. Dans de telles conditions, les parties ne renonceront pas à l'inventaire.

Il est important que le notaire lance la procédure, le cas échéant de manière informelle. Il doit convoquer les parties pour être informé des problèmes qui se

Mevrouw Defraigne vraagt zich af hoe de notaris de partijen tijdens deze eerste fase kan verzoenen zolang hij geen eerste vergadering heeft gehouden en hij het dossier niet kent. Volgens haar is de geplande termijn wat lang om een eerste contactvergadering te organiseren. Deze eerste vergadering is bedoeld om het pad te effenen. Zolang men de betrokken partijen niet samenbrengt, is het moeilijk om hun problemen te kennen.

De KFBN merkt op dat de rol van de notaris actief moet zijn. Hij mag geen tijd laten verstrijken zonder zelf op te treden. Indien de partijen niet overeenkomen over hun agenda's, stelt de notaris de data van de vergaderingen ambtshalve vast. Vaak worden er informele vergaderingen gehouden om inlichtingen te verzamelen teneinde tot akkoorden ofwel tot aanspraken van de partijen te komen.

Mevrouw Defraigne verwijst vervolgens naar het tweede lid. In de voorgestelde tekst zit een chronologisch probleem : hoe kan men afzien van een boedelbeschrijving voordat de eerste zitting van de opening van de werkzaamheden heeft plaatsgehad ?

De KFBN herinnert eraan dat er meestal reeds informele vergaderingen hebben plaatsgevonden vóór de eerste zitting van de opening van de werkzaamheden. Het achterliggende idee is dat de partijen uiterlijk op het ogenblik van de zitting van de opening van de werkzaamheden moeten afzien van de boedelbeschrijving.

Mevrouw Defraigne meent dat afzien van de boedelbeschrijving ook daarna mogelijk moet blijven, zelfs in de loop van de procedure.

De KFBN meent dat het noodzakelijk is een termijn vast te stellen binnen welke van de boedelbeschrijving moet worden afgezien indien men wil dat de procedure van vereffening-verdeling voorspelbaar is.

Mevrouw Defraigne geeft toe dat het belangrijk is om een termijn vast te stellen. Moet echter zo snel van de boedelbeschrijving worden afgezien ?

De KFBN antwoordt dat het eerste lid om die reden voorziet in een termijn van drie maanden voor de eerste zitting van de opening van de werkzaamheden. Dit geeft de betrokken partijen tijd tot nadenken.

Mevrouw Defraigne denkt dat indien er tijdens de termijn van drie maanden niets gebeurt, de partijen zullen worden opgeroepen op de zitting van de opening van de werkzaamheden en zich zullen moeten uitspreken over een eventueel afzien van de boedelbeschrijving, terwijl het dossier nog niet bezonken is. In dergelijke omstandigheden zullen de partijen niet afzien van de boedelbeschrijving.

Het is belangrijk dat de notaris de procedure op gang trekt, eventueel op een informele manier. Hij moet de partijen oproepen om te worden geïnformeerd

posent, sans nécessairement ouvrir les opérations au sens formel. L'intervenante trouve que le texte n'encourage pas le notaire à convoquer rapidement les parties. Il faudrait, le cas échéant, prévoir une phase au cours de laquelle le notaire convoque les parties dans un délai d'un mois -ou de six semaines-, sans nécessairement procéder à l'ouverture des opérations. Cette première phase de négociation informelle serait inscrite dans la loi et serait suivie d'un second délai pour l'ouverture des opérations -par exemple dans un délai de deux mois. Cela donnerait une base au notaire pour qu'il convoque les parties.

La FRNB Mme Carbone fait remarquer que le notaire doit être requis par la partie la plus diligente. En vertu du principe du dispositif, le notaire ne peut agir tant qu'il n'a pas été requis. Dès lors qu'il est requis, le notaire doit être actif et convoquer pour une première réunion. Il est possible que cette première réunion ne soit pas une véritable ouverture des opérations mais qu'elle ait une nature plus informelle.

Le secrétaire d'État fait remarquer que plusieurs pratiques existent. Pour certains notaires, la première réunion est toujours informelle alors que pour d'autres la première réunion doit être celle du procès-verbal d'ouverture des opérations. Il craint que dans la deuxième hypothèse, cette réunion d'ouverture n'ait lieu qu'au bout du délai de trois mois.

La FRNB répond que dès qu'une partie le requiert, le notaire fixera la réunion d'ouverture à la première date utile, sans nécessairement attendre la fin du délai de trois mois, si les agendas le permettent.

Mme Defraigne précise que, dans la pratique, le notaire requis propose une série de dates qui sont parfois fort éloignées dans le temps.

La FRNB fait remarquer que c'est pour cette raison que l'article 1215, § 1^{er}, prévoit que la première séance d'ouverture a lieu au plus tard dans les trois mois à partir du moment où le notaire est requis.

Mme Defraigne trouve ce délai trop long. Par ailleurs, le paragraphe 1^{er}, alinéa 2 proposé prévoit que le notaire convoque les parties par exploit d'huissier. Cette formalité est-elle réellement nécessaire ?

La FRNB pense que l'exploit d'huissier présente une réelle plus-value, notamment lorsque des parties sont domiciliées à l'étranger ou lorsqu'une personne a été radiée de son domicile et que sa résidence n'est pas connue. Le calcul des délais est une matière très complexe en raison du système de la double date. La FRNB plaide pour le maintien de l'exploit d'huissier.

over de problemen die aan de orde zijn, zonder daarom de werkzaamheden formeel te openen. Spreekster vindt dat de tekst de notaris niet aanzet om de partijen snel op te roepen. Men zou in voorkomend geval moeten voorzien in een fase waarin de notaris de partijen oproept binnen een termijn van een maand — of van zes weken — zonder daarom over te gaan tot de opening van de werkzaamheden. Deze eerste informele onderhandelingsfase zou worden opgenomen in de wet en worden gevolgd door een tweede termijn voor de opening van de werkzaamheden — bijvoorbeeld binnen een termijn van twee maanden. Dat zou de notaris een basis geven om de partijen op te roepen.

De KFBN merkt op dat de notaris moet worden aangezocht door de meest gerede partij. Volgens het beschikkingsbeginsel kan de notaris niet optreden zolang hij niet is aangezocht. Zodra hij is aangezocht, moet de notaris actief zijn en tot een eerste vergadering oproepen. Het is mogelijk dat deze eerste vergadering geen echte opening van de werkzaamheden is, maar informeler van aard.

De staatssecretaris merkt op dat er verschillende praktijken bestaan. Voor sommige notarissen is de eerste vergadering altijd informeel, terwijl voor andere de eerste vergadering die van het proces-verbaal van opening van de werkzaamheden moet zijn. Hij vreest dat in de tweede hypothese deze openingszitting pas na afloop van de termijn van drie maanden plaatsvindt.

De KFBN antwoordt dat zodra een partij hem aanzoekt, de notaris de openingszitting vastlegt op de eerste nuttige datum zonder het einde van de termijn van drie maanden af te wachten, als de agenda's het toelaten.

Mevrouw Defraigne verduidelijkt dat in de praktijk de aangezochte notaris een reeks data voorstelt die soms ver verwijderd zijn in de tijd.

De KFBN merkt op dat om die reden artikel 1215, § 1, bepaalt dat de eerste openingszitting plaatsvindt uiterlijk binnen een termijn van drie maanden vanaf het moment dat de notaris wordt aangezocht.

Mevrouw Defraigne vindt deze termijn te lang. Bovendien bepaalt paragraaf 1, tweede lid, dat de notaris de partijen bij deurwaardersexploit oproept. Is deze formaliteit echt noodzakelijk ?

De KFBN meent dat het deurwaardersexploit een echte meerwaarde vormt, met name wanneer de partijen in het buitenland zijn gedomicilieerd of wanneer een persoon is uitgeschreven en zijn verblijfplaats niet bekend is. De berekening van de termijnen is een zeer complexe aangelegenheid door het systeem van de dubbele datum. De federatie pleit voor het behoud van het deurwaardersexploit.

Amendement n° 20

À la suite de la discussion, Mme Defraigne et consorts déposent l'amendement n° 20 qui est un sous-amendement à l'amendement n° 10 (doc. Sénat, n° 5-405/5). L'amendement propose de réduire le délai pour l'ouverture des opérations. Ce délai est ramené à deux mois. Par ailleurs, l'amendement vise à donner un certain rythme à la procédure puisque le notaire doit fixer, en accord avec les parties, la date de la vacation suivante. À défaut d'accord, la séance suivante doit avoir lieu dans les deux mois.

Article 1216 (proposé)

Mme Defraigne demande dans quel délai le notaire doit établir son procès-verbal intermédiaire, postérieurement à l'ouverture des opérations. Par ailleurs, dans quel délai doit-il communiquer la copie du procès-verbal intermédiaire aux parties et à leurs conseils ? Dès lors que les opérations sont ouvertes et que le notaire constate des difficultés, il ne doit pas tergiverser. Si l'on veut être efficace dans la procédure, il faudrait prévoir un délai dans lequel le notaire doit consigner les difficultés dans un procès-verbal intermédiaire.

La FRNB pense que la difficulté est de savoir déterminer le moment à partir duquel le désaccord existe entre les parties. Par ailleurs, un désaccord peut surgir à tout moment de la procédure de liquidation partage. Il semble dès lors difficile de fixer dans la loi un délai dans lequel le notaire doit rédiger un procès-verbal intermédiaire.

Mme Defraigne pense que dès que le procès-verbal d'ouverture des opérations est établi le notaire sait évaluer la situation. Soit il a tous les éléments en main pour établir son état liquidatif, soit il est bloqué en raison de telle ou telle difficulté. Dans cette deuxième hypothèse, on ne peut laisser un délai indéfini au notaire pour établir un procès-verbal intermédiaire. Si l'on veut une plus-value par rapport à la procédure actuelle, il faudrait fixer dans la loi un délai qui commencerait à courir à partir de la date d'ouverture des opérations.

La FRNB pense que c'est difficile à mettre en œuvre en pratique. Il arrive fréquemment que les parties ne soient pas encore assez avancées dans leurs discussions pour savoir s'il existe un véritable désaccord sur tel ou tel point. Ce n'est qu'à partir de la constatation d'un désaccord entre les parties que l'on peut fixer un délai.

Mme Defraigne fait remarquer que le libellé du paragraphe 1^{er} « Postérieurement à l'ouverture des

Amendement nr. 20

Na de besprekking dient mevrouw Defraigne c.s. amendement nr. 20 in, dat een subamendement op amendement nr. 10 is (stuk Senaat, nr. 5-405/5). Het amendement stelt voor om de termijn voor de opening van de werkzaamheden te beperken. Deze termijn wordt teruggebracht tot twee maanden. Bovendien wil het amendement een zeker ritme in de procedure aanbrengen aangezien de notaris in samenspraak met de partijen de datum van de volgende vacatie moet vastleggen. Indien er geen akkoord is, moet de volgende zitting plaatsvinden binnen een termijn van twee maanden.

(Voorgesteld) artikel 1216

Mevrouw Defraigne vraagt binnen welke termijn de notaris het tussentijds proces-verbaal moet opstellen na de opening van de werkzaamheden. Binnen welke termijn moet hij bovendien het afschrift van het proces-verbaal aan de partijen en hun raadslieden bezorgen ? Zodra de werkzaamheden geopend zijn en de notaris moeilijkheden vaststelt, moet hij niet dralen. Indien men de procedure efficiënt wil laten verlopen, zou men moeten voorzien in een termijn waarin de notaris in een tussentijds proces-verbaal de moeilijkheden moet opnemen.

De KFBN meent dat de moeilijkheid erin bestaat het moment te bepalen vanaf wanneer er onenigheid bestaat tussen de partijen. Bovendien kan er op elk moment in de procedure van vereffening-verdeling onenigheid optreden. Het lijkt dan ook moeilijk om in de wet een termijn vast te leggen waarin de notaris een tussentijds proces-verbaal moet opstellen.

Mevrouw Defraigne meent dat zodra het proces-verbaal van opening van de werkzaamheden is opgesteld, de notaris de situatie kan beoordelen. Ofwel heeft hij alle elementen in handen om een staat van vereffening op te stellen, ofwel zit hij vast door de een of andere moeilijkheid. In deze tweede veronderstelling kan men de notaris geen onbepaalde termijn ter beschikking laten om een tussentijds proces-verbaal op te stellen. Indien men een meerwaarde ten opzichte van de huidige procedure wil bewerkstelligen, zou men in de wet een termijn moeten vastleggen die aanvangt vanaf de datum van opening van de werkzaamheden.

De KFBN denkt dat de praktische uitvoering hiervan moeilijk ligt. Het komt vaak voor dat de partijen nog niet ver genoeg gevorderd zijn in hun besprekkingen om te weten of er een echte onenigheid over het een of andere punt bestaat. Het is pas zodra men onenigheid tussen de partijen vaststelt dat men een termijn kan vastleggen.

Mevrouw Defraigne merkt op dat de formulering van paragraaf 1 « Na de opening van de werkzaam-

opérations ... » n'est pas très contraignant pour le notaire. Elle suggère de fixer le délai dans lequel les parties seraient tenues faire état de leurs difficultés. Ce délai courrait à partir de l'ouverture des opérations. Elle pense que les parties et leurs conseils réalisent rapidement quels sont les points d'achoppement. Sur la base des éléments qu'il reçoit des parties, le notaire disposerait d'un nouveau délai soit pour établir un état liquidatif soit pour établir un procès-verbal intermédiaire.

La FRNB pense que les mots « Postérieurement à l'ouverture des opérations » signifient que des difficultés peuvent surgir à tout moment de la procédure de liquidation et pas uniquement après l'ouverture des opérations.

Mme Defraigne l'admet. Il faut cependant que la procédure soit balisée et que l'on tranche les controverses.

La FRNB répond que c'est justement ce qui est prévu. Si les parties n'arrivent pas à un accord, le notaire doit déposer un procès-verbal intermédiaire de difficultés dans lequel il émet un avis. Les parties pourront y réagir et l'affaire sera soumise au tribunal, selon la procédure fixée aux paragraphes 3 à 5.

M. Van Rompuys demande ce qu'il se passe si le notaire n'établit pas son procès-verbal intermédiaire.

La FRNB répond qu'en pareille hypothèse la responsabilité du notaire pourrait éventuellement, en fonction du contexte, être mise en cause.

Le secrétaire d'État suggère d'inscrire un délai par rapport à tout procès-verbal mentionnant une difficulté essentielle.

La FRNB revient à ses déclarations antérieures : la difficulté est de déterminer le moment où le désaccord entre les parties est constaté. Dès que ce constat est fait, on peut fixer un délai dans lequel le notaire établit son procès-verbal intermédiaire.

Mme Defraigne suggère de modifier le texte du paragraphe 1^{er} comme suit : « Dès qu'un désaccord qui empêche la poursuite des opérations de liquidation est constaté, le notaire-liquidateur consigne dans un procès-verbal intermédiaire qu'il établit dans un délai de ... ». Le procès-verbal intermédiaire est en effet essentiel pour que les parties puissent s'expliquer devant le tribunal. L'intervenante constate que les paragraphes 3 et 4 prévoient des délais stricts dans lesquels les parties doivent réagir aux pièces qui leur sont communiquées par le notaire. Le texte à l'examen est par contre beaucoup plus indulgent vis à vis des

heden ... » niet erg dwingend is voor de notaris. Ze stelt voor om een termijn vast te stellen waarin de partijen melding moeten maken van hun moeilijkheden. Deze termijn zou beginnen te lopen vanaf de opening van de werkzaamheden. Volgens haar realiseren de partijen en hun raadslieden zich snel wat de knelpunten zijn. Op grond van de elementen die hij van de partijen ontvangt, zou de notaris over een nieuwe termijn beschikken om ofwel een staat van vereffening op te stellen, ofwel om een tussentijds proces-verbaal op te stellen.

Volgens de KFBN betekenen de woorden « Na de opening van de werkzaamheden » dat er zich op elk moment in de vereffningsprocedure moeilijkheden kunnen voordoen en niet enkel na de opening van de werkzaamheden.

Mevrouw Defraigne erkent dit. Toch moet de procedure worden afgebakend en moeten de controverses worden beslecht.

De KFBN antwoordt dat dit net is waarin wordt voorzien. Indien de partijen niet tot een akkoord komen, moet de notaris een tussentijds proces-verbaal van moeilijkheden indienen waarin hij een advies uitbrengt. De partijen kunnen hierop reageren en de zaak wordt voorgelegd aan de rechtbank volgens de procedure in de paragrafen 3 tot 5.

De heer Van Rompuys vraagt wat er gebeurt indien de notaris het tussentijds proces-verbaal niet opstelt.

De KFBN antwoordt dat de verantwoordelijkheid van de notaris in een dergelijke hypothese eventueel ter sprake zou kunnen worden gebracht naar gelang van de context.

De staatssecretaris stelt voor om te voorzien in een termijn voor elk proces-verbaal waarin een essentiële moeilijkheid wordt vermeld.

De KFBN komt terug op haar vroegere verklaringen : de moeilijkheid bestaat erin het moment te bepalen waarop de onenigheid tussen de partijen wordt vastgesteld. Zodra die vaststelling is gebeurd, kan men een termijn bepalen waarin de notaris het tussentijds proces-verbaal opstelt.

Mevrouw Defraigne stelt voor om de tekst van paragraaf 1 te wijzigen als volgt : « Zodra er een onenigheid wordt vastgesteld die de voortzetting van de vereffningswerkzaamheden belet, neemt de notaris-vereffenaar in een tussentijds proces-verbaal dat hij opstelt binnen een termijn van ... ». Het tussentijds proces-verbaal is immers essentieel opdat de partijen zich zouden kunnen uitdrukken voor de rechtbank. Spreekster stelt vast dat de paragrafen 3 en 4 voorzien in strikte termijnen waarin de partijen moeten reageren op de stukken die hun door de notaris worden bezorgd. De voorliggende tekst is daarentegen veel

notaires à l'égard desquels il est rare que des délais soient prévus.

Par ailleurs, en ce qui concerne le paragraphe 5, l'intervenante se demande si le renvoi à l'article 735 du Code judiciaire est pertinent. L'article 735 prévoit en effet que la procédure en débats succincts doit être demandée dans l'acte introductif d'instance. Or, dans l'hypothèse visée à l'article 1216, on est à un stade postérieur de la procédure.

Mme Carbone admet qu'il faudrait remplacer les mots « sous réserve, pour le juge, de faire application de l'article 735 ou de l'article 747. » par les mots « sans préjudice de l'application des articles 735 et 747. ». Le texte initial renvoyait uniquement à l'article 747. Le renvoi à l'article 735 du Code judiciaire a été ajouté à la suite de l'avis du Conseil d'État.

Amendement n° 21

Mme Defraigne et consorts déposent l'amendement n° 21 (doc. Sénat, n° 5-405/5) qui est un sous-amendement à l'amendement n° 10 (doc. Sénat, n° 5-405/4). L'amendement, qui fait suite aux discussions antérieures, fixe le délai dans lequel le notaire-liquidateur doit établir son procès-verbal intermédiaire.

Amendement n° 22

Mme Defraigne et consorts déposent l'amendement n° 22 (doc. Sénat, n° 5-405/5) qui est un sous-amendement à l'amendement n° 10 (doc. Sénat, n° 5-405/4). L'amendement vise à préciser, dans le § 4, proposé, le mode de communication de l'accord des parties mettant fin aux litiges ou difficultés ainsi que le mode de communication de l'avis subséquent du notaire-liquidateur.

Amendement n° 23

Mme Defraigne et consorts déposent l'amendement n° 23 (doc. Sénat, n° 5-405/5) qui est un sous-amendement à l'amendement n° 10 (doc. Sénat, n° 5-405/4). L'amendement vise à remplacer l'article 1216, § 5, proposé. Le renvoi formel à l'article 735 du Code judiciaire est supprimé car il pose certains problèmes techniques.

Articles 1217 et 1218 (proposés)

La FRNB précise que l'article 1217 est calqué sur la procédure de droit commun judiciaire. On prévoit une

toegeeflijker ten aanzien van de notarissen, die zelden tot termijnen worden verplicht.

Wat bovenbaldien paragraaf 5 betreft, vraagt spreekster zich af of de verwijzing naar artikel 735 van het Gerechtelijk Wetboek relevant is. Artikel 735 bepaalt immers dat de procedure met korte debatten moet worden aangevraagd in de akte van rechtsingang. In de hypothese bedoeld in artikel 1216 bevindt men zich echter in een later stadium van de procedure.

Mevrouw Carbone geeft toe dat de woorden « onder voorbehoud van de mogelijkheid voor de rechter om toepassing te maken van artikel 735 of artikel 747 » moeten worden vervangen door de woorden « onvermindert de toepassing van de artikelen 735 en 747 ». De oorspronkelijke tekst verwees enkel naar artikel 747. De verwijzing naar artikel 735 van het Gerechtelijk Wetboek werd toegevoegd naar aanleiding van het advies van de Raad van State.

Amendement nr. 21

Mevrouw Defraigne c.s. dient amendement nr. 21 in (stuk Senaat, nr. 5-405/5), dat een subamendement op amendement nr. 10 is (stuk Senaat, nr. 5-405/4). Het amendement, dat voortvloeit uit de voorgaande besprekkingen, stelt de termijn vast waarin de notaris-vereffenaar het tussentijds proces-verbaal moet opstellen.

Amendement nr. 22

Mevrouw Defraigne c.s. dient amendement nr. 22 in (stuk Senaat, nr. 5-405/5), dat een subamendement op amendement nr. 10 is (stuk Senaat, nr. 5-405/4). Het amendement strekt ertoe in de voorgestelde § 4 een omschrijving te geven van de wijze waarop het akkoord van de partijen dat een einde maakt aan de geschillen of moeilijkheden moet worden meegedeeld alsook vande wijze waarop het daaropvolgend advies van de notaris-vereffenaar moet worden meegedeeld.

Amendement nr. 23

Mevrouw Defraigne c.s. dient amendement nr. 23 in (stuk Senaat, nr. 5-405/5), dat een subamendement op amendement nr. 10 is (stuk Senaat, nr. 5-405/4). Het amendement strekt ertoe het voorgestelde artikel 1216, § 5, te vervangen. De formele verwijzing naar artikel 735 van het Gerechtelijk Wetboek wordt geschrapt omdat ze technische problemen met zich meebrengt.

(Voorgestelde) artikelen 1217 en 1218

De KFBN wijst erop dat artikel 1217 is gebaseerd op de procedure van gemeenrechtelijk burgerlijk

mise en état conventionnelle où les parties s'accordent sur les délais. Elles pourraient à la limite supprimer les délais. L'article 1218 propose un calendrier légal forcé lorsque les parties ne s'accordent pas sur une mise en état conventionnelle. Dans la mise en état légale, les parties ont toujours la possibilité de modifier les délais prévus par la loi.

Mme Defraigne demande quelle est la sanction si les délais ne sont pas respectés. Est-ce l'écartement des pièces ?

La FRNB le confirme. Elle renvoie à l'article 1220 proposé.

Mme Defraigne demande ce qu'il se passe si le notaire n'établit pas son état liquidatif dans le délai de quatre mois prévu à l'article 1218, § 3, proposé.

La FRNB renvoie à l'article 1220, § 2, proposé : chaque partie peut demander au tribunal de convoquer le notaire-liquidateur. Le tribunal peut soit adapter le calendrier pour la poursuite des opérations soit procéder au remplacement du notaire-liquidateur.

M. Van Rompuy se demande pourquoi l'on a choisi ici d'associer le juge à la fixation des délais de mise en état. Est-il judicieux d'attribuer au juge un rôle en matière de fixation des délais ?

La FRNB répond que le Conseil d'État avait déjà formulé cette remarque. Le texte a été adapté pour confier au juge un rôle plus actif. Dès lors que les parties n'ont pas convenu de délais conventionnels, le juge peut réduire les délais légaux en fonction des éléments du dossier.

Article 1219 (proposé)

M. Swennen demande combien de fois et jusqu'à quel moment l'on pourra invoquer la découverte de nouveaux faits. Il conviendrait de préciser quelque peu l'article proposé.

M. Van Rompuy partage ce point de vue. Peut-on encore invoquer de nouveaux faits après l'établissement du procès-verbal ?

La FRNB souligne que les nouveaux faits doivent être déterminants sur l'établissement de l'état liquidatif. Le notaire pourrait estimer que les nouveaux faits ne sont pas de nature à remettre en cause l'état liquidatif. Dans ce cas, il peut ne pas en tenir compte. Si le notaire est par contre confronté à une difficulté pour laquelle il ne trouve pas de solution, il recourra au

procèsrecht. Men voorziet in een conventionele instaatstelling waarbij de partijen instemmen met de termijnen. Ze zouden de termijnen desnoods kunnen opheffen. Artikel 1218 stelt een verplicht wettelijk tijdschema voor wanneer de partijen niet overeenkomen over een conventionele instaatstelling. In de wettelijke instaatstelling hebben de partijen steeds de mogelijkheid om de bij wet bepaalde termijnen te wijzigen.

Mevrouw Defraigne vraagt wat de sanctie is indien de termijnen niet worden nageleefd. Verwijderen van de stukken ?

De KFBN bevestigt dit. Ze verwijst naar het voorgestelde artikel 1220.

Mevrouw Defraigne vraagt wat er gebeurt indien de notaris de staat van vereffening niet opstelt binnen de termijn van vier maanden zoals bepaald in het voorgestelde artikel 1218, § 3.

De KFBN verwijst naar het voorgestelde artikel 1220, § 2 : elke partij kan de rechbank vragen de notaris-vereffenaar op te roepen. De rechbank kan ofwel het verdere tijdsverloop van de werkzaamheden aanpassen, ofwel overgaan tot de vervanging van de notaris-vereffenaar.

De heer Van Rompuy vraagt waarom men hier de rechter gaat betrekken bij het bepalen van de termijnen van instaatstelling. Is het een goed idee de rechter een rol te geven in het bepalen van de termijnen ?

De KFBN antwoordt dat de Raad van State die opmerking al had geformuleerd. De tekst werd aangepast om de rechter een actievere rol toe te vertrouwen. Als de partijen dus geen conventionele termijnen zijn overeengekomen, kan de rechter de wettelijke termijnen verkorten op basis van de elementen van het dossier.

(Voorgesteld) artikel 1219

De heer Swennen vraagt hoe vaak men zich kan beroepen op de ontdekking van een nieuw feit. En tot wanneer kunnen nieuwe feiten opduiken ? Enige verfijning van het artikel lijkt noodzakelijk.

De heer Van Rompuy sluit zich hierbij aan. Kunnen nieuwe feiten worden ingeroepen na de vaststelling van het proces-verbaal ?

De KFBN benadrukt dat de nieuwe feiten van overwegend belang moeten zijn voor de vaststelling van de staat van vereffening. De notaris zou van mening kunnen zijn dat de nieuwe feiten de staat van vereffening niet op de helling zetten. In dat geval kan hij er geen rekening mee houden. Als de notaris echter voor een probleem komt te staan waarvoor hij geen

procès-verbal intermédiaire et retournera devant le tribunal pour faire trancher le problème.

Article 1220 (proposé)

Amendement n° 13

Mme Defraigne s'interroge quant à la sanction prévue à l'égard du notaire-liquidateur qui ne respecterait pas les délais prévus. L'article 1220, § 2, alinéa 4, prévoit, de manière ultime, le remplacement du notaire-liquidateur. Est-ce une sanction réellement efficace car certains notaires ne voient pas leur remplacement d'un mauvais œil ?

Mme Defraigne et M. Mahoux déposent un sous-amendement à l'amendement n° 10 (amendement n° 13, doc. Sénat n° 5-405/5) afin de renforcer la sanction à l'égard du notaire qui ne respecte pas les délais convenus. Les auteurs proposent que lorsque le tribunal décide de remplacer le notaire, il communique le dossier à la chambre des notaires en vue d'éventuelles sanctions disciplinaires.

Mme Defraigne pense qu'il faut renforcer la sanction. La mesure proposée est de nature à inciter les notaires-liquidateurs à accomplir leur mission dans les délais prévus.

L'intervenante demande en outre s'il ne faudrait pas prévoir, au paragraphe 2, alinéa 4, proposé, que l'audience en chambre du conseil a lieu dans les quinze jours de la convocation.

Elle se réjouit par ailleurs du fait que le juge entende le notaire-liquidateur lorsqu'il est saisi d'une demande de remplacement. Le notaire a ainsi l'occasion de se défendre. On peut cependant craindre que le notaire ne recoure plus rapidement au procès-verbal intermédiaire lorsqu'il est en difficulté par rapport aux délais. Quoiqu'il en soit, c'est déjà un progrès par rapport à la procédure actuelle car le procès-verbal intermédiaire permet aux parties de disposer d'un interlocuteur judiciaire. Dans la procédure actuelle, lorsque les opérations de liquidation n'avancent pas, les parties envoient des rappels au notaire mais elles n'ont pas de véritable interlocuteur.

La FRNB souligne que le notaire doit justifier le recours au procès-verbal intermédiaire en précisant les difficultés qui l'empêchent d'établir son état liquidatif. Le tribunal appréciera la situation. Il ne faut dès lors pas craindre que les notaires abusent du procès-verbal intermédiaire.

La FRNB peut par contre se rallier à la suggestion de fixer un délai pour la convocation en chambre du

oplossing vindt, zal hij een tussentijds proces-verbaal opstellen en terug naar de rechbank gaan om het probleem te beslechten.

(Voorgesteld) artikel 1220

Amendement nr. 13

Mevrouw Defraigne stelt zich vragen bij de straf voor de notaris-vereffenaar die de termijnen niet zou naleven. Artikel 1220, § 2, vierde lid, bepaalt, in laatste instantie, de vervanging van de notaris-vereffenaar. Is dat echt een doeltreffende straf want sommige notarissen zien geen graten in hun vervanging ?

Mevrouw Defraigne en de heer Mahoux dienen een subamendement op amendement nr. 10 in (amendement nr. 13, stuk Senaat nr. 5-405/5) om een zwaardere straf op te leggen voor de notaris die de afgesproken termijnen niet naleeft. De indieners stellen voor dat, wanneer de rechbank beslist heeft dat de notaris moet worden vervangen, het dossier aan de kamer van notarissen wordt bezorgd met het oog op eventuele tuchtstraffen.

Mevrouw Defraigne vindt dat de straf moet worden verzuwd. De voorgestelde maatregel zou de notaris-vereffenaar moeten aanzetten zijn opdracht uit te voeren binnen de vooropgestelde termijn.

Spreekster vraagt ook of er in de voorgestelde paragraaf 2, vierde lid, niet bepaald moet worden dat de zitting plaatsvindt in de raadkamer binnen twee weken na de oproeping.

Zij verheugt zich er bovendien over dat de rechter de notaris-vereffenaar hoort wanneer hij een verzoek tot vervanging moet afhandelen. Zo krijgt de notaris de kans om zich te verdedigen. Er kan echter worden gevreesd dat de notaris sneller naar het tussentijds proces-verbaal grijpt wanneer hij problemen heeft om de termijnen na te leven. Hoe dan ook, dit is al een stap vooruit tegenover de huidige procedure omdat dankzij het tussentijds proces-verbaal de partijen over een gerechtelijk contactpersoon kunnen beschikken. In de huidige procedure, wanneer de vereffening niet vooruitgaat, sturen de partijen aanmaningen naar de notaris maar zij hebben geen echte contactpersoon.

De KFBN benadrukt dat de notaris moet rechtvaardigen waarom hij voor het tussentijds proces-verbaal kiest en verduidelijken welke problemen er zijn om de staat van vereffening op te stellen. De rechbank zal de situatie beoordelen. Bijgevolg moet er niet gevreesd worden dat de notaris het tussentijds proces-verbaal zal misbruiken.

De KFBN Spreekster kan daarentegen akkoord gaan met het voorstel om een termijn vast te stellen

conseil. Il est inutile de laisser les parties et le notaire longtemps dans une situation d'incertitude.

Amendement n° 24

Mme Defraigne et consorts déposent l'amendement n° 24 (doc. Sénat, n° 5-405/5) qui est un sous-amendement à l'amendement n° 10 (doc. Sénat, n° 5-405/4). L'amendement vise à compléter le paragraphe 2, proposé, par un nouvel alinéa. L'alinéa prévoit que lorsqu'un notaire est remplacé par le tribunal car il n'a pas accompli sa mission dans les délais, le greffe informe la chambre des notaires de la décision de remplacement. Cette mesure est de nature à davantage inciter les notaires à rendre leurs états liquidatifs dans les délais.

Articles 1221 et 1222 (proposés)

Ces articles n'appellent pas d'observations.

Article 1223 (proposé)

Mme Defraigne constate qu'aucun délai n'est prévu au § 3, alinéa 1^{er}, lorsque le notaire établit un procès-verbal des litiges ou difficultés à la suite des contredits formulés par les parties. Ne faudrait-il pas le faire ? Elle formule la même remarque à l'alinéa 5, lorsqu'il est prévu que le greffe convoque les parties devant le tribunal pour faire trancher les litiges ou difficultés.

L'intervenante se réjouit de l'adaptation de la procédure proposée au paragraphe 6, alinéa 3 qui prévoit que les contredits ne peuvent porter, à ce stade de la procédure, que sur les difficultés liés à l'adaptation de l'état liquidatif. Trop souvent, dans la procédure actuelle, les parties profitent de ces «nouvelles» difficultés pour rouvrir les débats.

Amendement n° 25

Mme Defraigne et consorts déposent l'amendement n° 25 (doc. Sénat, n° 5-405/5) qui est un sous-amendement à l'amendement n° 10 (doc. Sénat, n° 5-405/4). L'amendement fixe le délai dans lequel le notaire-liquidateur doit remettre son avis sur les litiges ou difficultés soulevés à la suite de l'établissement de l'état liquidatif.

voor de oproeping in de raadkamer. Het heeft geen zin de partijen en de notaris lang in het ongewisse te laten.

Amendement nr. 24

Mevrouw Defraigne c.s. dient amendement nr. 24 in (stuk Senaat, nr. 5-405/5) dat een subamendement op amendement nr. 10 is (stuk Senaat, nr. 5-405/4). Het amendement strekt ertoe de voorgestelde paragraaf 2 aan te vullen met een nieuw lid. Het lid bepaalt dat wanneer de notaris vervangen wordt door de rechtbank omdat hij zijn opdracht niet binnen de termijnen heeft uitgevoerd, de griffie die beslissing betekent aan de kamer van notarissen. Die maatregel moet de notarissen er meer toe aansporen om de termijnen voor de staat van vereffening niet te overschrijden.

(Voorgestelde) artikelen 1221 en 1222

Over deze artikelen worden geen opmerkingen gemaakt.

(Voorgesteld) artikel 1223

Mevrouw Defraigne stelt vast dat er in § 3, eerste lid, geen termijn is bepaald wanneer de notaris een proces-verbaal opstelt van de geschillen of zwarigheden ingevolge de door de partijen geformuleerde bezwaren. Zou men dat niet beter doen ? Ze formuleert dezelfde opmerking voor het vijfde lid wanneer wordt bepaald dat de griffie de partijen oproept voor de rechtbank om de geschillen of zwarigheden te beslechten.

Spreeker is verheugd over de aanpassing van de voorgestelde procedure in paragraaf 6, derde lid, die bepaalt dat de bezwaren in die fase van de procedure slechts betrekking kunnen hebben op de zwarigheden in verband met de aanpassing van de staat van vereffening. In de huidige procedure maken de partijen al te vaak misbruik van die «nieuwe» zwarigheden om de debatten te heropenen.

Amendement nr. 25

Mevrouw Defraigne c.s. dient amendement nr. 25 in (stuk Senaat, nr. 5-405/5) dat een subamendement is op amendement nr. 10 (stuk Senaat, nr. 5-405/4). Het amendement stelt de termijn vast binnen welke de notaris-vereffenaar zijn advies moet overleggen over de geschillen of zwarigheden waarop is gewezen naar aanleiding van de opstelling van de staat van vereffening.

Amendement n° 26

Mme Defraigne et consorts déposent l'amendement n° 26 (doc. Sénat, n° 5-405/5) qui est un sous-amendement à l'amendement n° 10 (doc. Sénat, n° 5-405/4). L'amendement vise à remplacer le § 3, alinéa 6, proposé, afin d'aligner la procédure sur celle prévue à l'article 1216, § 5.

La FRNB précise que l'amendement permet aux parties de plaider directement sur la base des contredits qu'elles ont formulés et qui tiennent lieu de conclusion.

Article 1224 (proposé)

La FRNB fait remarquer que dans la procédure actuelle, le notaire doit être requis non seulement pour la mise en vente publique mais également pour l'adjudication. Le notaire peut parfois être bloqué si les parties restent inactives. La réforme vise à simplifier les choses. Dès lors que les parties n'émettent pas de contredits il est présumé qu'elles sont d'accord quant au principe de la vente elle-même. Le notaire peut donc avancer sans devoir être requis pour la mise en vente.

Mme Defraigne demande des précisions sur la portée du paragraphe 4, alinéa 2, proposé.

La FRNB répond que cela vise l'hypothèse d'un indivisaire ou d'un locataire qui fait obstruction pour la visite de l'immeuble. Actuellement, le notaire ne peut agir seul. Il est obligé de retourner devant le tribunal pour obtenir l'autorisation d'accéder à l'immeuble. L'alinéa proposé vise à assouplir la procédure.

Mme Defraigne demande quelle est l'hypothèse visée par le paragraphe 6 proposé.

La FRNB répond que cela vise le cas où il existe plusieurs immeubles. Sur la base des expertises réalisées, on arrive à effectuer un partage en nature des différents immeubles sans passer par la vente publique. Cette procédure existe déjà à l'heure actuelle.

Article 1224/1 (proposé)

M. Van Rompuy demande pourquoi aucun délai n'est imposé pour l'attribution des lots et la clôture des opérations de partage. D'autre part, aucun délai ne semble davantage fixé pour l'établissement du procès-verbal des dires et difficultés. Quelle en est la raison ?

Amendement nr. 26

Mevrouw Defraigne c.s. dient amendement nr. 26 in (stuk Senaat, nr. 5-405/5) dat een subamendement op amendement nr. 10 is (stuk Senaat, nr. 5-405/4). Het amendement strekt ertoe de voorgestelde § 3, zesde lid, te vervangen om de procedure in overeenstemming te brengen met de in artikel 1216, § 5, bepaalde procedure.

De KFBN verduidelijkt dat het amendement de partijen in staat stelt om rechtstreeks te pleiten op grond van de bezwaren die zij formuleerden en die als conclusie worden beschouwd.

(Voorgesteld) artikel 1224

De KFBN wijst erop dat in de huidige procedure de notaris wordt verzocht om niet alleen de openbare verkoop te regelen, maar ook de toewijzing. De notaris kan soms geblokkeerd zijn omdat de partijen niet reageren. De hervorming wil de zaken vereenvoudigen. Zodra de partijen geen bezwaren neerleggen, wordt ervan uitgegaan dat zij akkoord gaan over het principe van de verkoop. De notaris kan dus doorgaan zonder te worden verzocht tot de verkoop over te gaan.

Mevrouw Defraigne vraagt verduidelijking over de draagwijdte van de voorgestelde paragraaf 4, tweede lid.

De KFBN antwoordt dat het hier gaat om een situatie waarin een mede-eigenaar of een huurder bezwaar heeft tegen een bezoek aan het onroerend goed. Momenteel kan de notaris niet alleen optreden. Hij moet weer naar de rechtbank om toegang te krijgen tot het onroerend goed. Het voorgestelde lid beoogt een versoepeling van de procedure.

Mevrouw Defraigne vraagt om welk geval het gaat in de voorgestelde paragraaf 6.

De KFBN antwoordt dat dit van toepassing is als er meerdere onroerende goederen zijn. Op basis van de deskundigenonderzoeken, kan men overgaan tot een verdeling in natura van de verschillende onroerende goederen zonder een openbare verkoop te regelen. Die procedure bestaat momenteel al.

(Voorgesteld) artikel 1224/1

De heer Van Rompuy vraagt waarom er geen termijnen zijn opgelegd met betrekking tot de toewijzing van de kavels en de afsluiting van de verdeling. Verder lijken er ook geen termijnen bepaald voor het opstellen van het proces-verbaal van beweringen en zwarigheden. Wat is hiervan de reden ?

La FRNB pense qu'il est très difficile de fixer un délai pour l'établissement des cahiers des charges pour la vente publique. Le notaire doit en effet décrire le bien, ce qui implique qu'il procède à toute une série de recherches fiscales, urbanistiques, sur l'état du sol, etc. Si l'on prévoit des délais stricts pour l'établissement du cahier des charges de la vente publique, il est à craindre que la vente ait lieu sans que le notaire sache informer correctement les candidats acquéreurs de la situation immobilière du bien. Le notaire dépend de tiers pour l'obtention des informations. En fixant un délai strict, on risque de devoir tenir une séance de vente publique incomplète.

Pour l'établissement des procès verbaux intermédiaires, le texte proposé sera adapté pour fixer un délai.

M. Van Rompuy fait remarquer que des litiges pourraient naître par rapport à l'exécution de l'état liquidatif homologué. Comment ces difficultés seront-elles résolues ?

La FRNB renvoie à l'article 1223, § 6, qui prévoit que les parties peuvent émettre des contredits avec un retour devant le tribunal.

Article 1224/2 (proposé)

Mme Defraigne note que l'article prévoit une dérogation à l'effet dévolutif de l'appel lorsqu'il porte sur un jugement prononcé avant l'ouverture des opérations. Elle en déduit que pour tout jugement prononcé après l'ouverture des opérations l'appel a un effet dévolutif. Ainsi, si une des parties interjette appel contre un jugement rendu à la suite d'un procès-verbal intermédiaire l'ensemble du dossier sera traité en degré d'appel.

La FRNB signale que le groupe de travail qui a préparé la réforme a longtemps réfléchi à cette question. Elle cite l'exemple d'un litige qui porterait sur la validité d'un testament et qui abouti à l'établissement d'un procès-verbal intermédiaire. Il est difficilement concevable de ne pas ouvrir d'appel contre la décision rendue par le premier juge sur cette question. Un double degré de juridiction sur des questions aussi fondamentales est nécessaire.

Mme Defraigne fait remarquer que cela a pour effet que toute la procédure de liquidation-partage se retrouve dans ce cas en degré d'appel et que les parties perdent le double degré de juridiction pour le fond du problème, à savoir l'acte liquidatif. Elle émet des réserves sur ce point.

La FRNB reconnaît que le point d'équilibre est difficile à trouver. Dans l'exemple de la contestation

De KFBN meent dat het heel moeilijk is om termijnen te bepalen voor het opstellen van bestekken voor openbare verkopingen. De notaris moet immers het goed beschrijven, waarvoor hij een hele reeks fiscale, stedenbouwkundige, bodemkundige, enz. onderzoeken moet verrichten. Als men strikte termijnen bepaalt voor het uitwerken van het lastenkohier voor de veiling, valt te vrezen dat de verkoop plaatsvindt zonder dat de notaris kandidaat-kopers correct kan informeren over de toestand van het onroerend goed. De notaris hangt voor deze informatie van derden af. Als men een strikte termijn oplegt, riskeert men een onvolledige openbare verkoop.

De voorgestelde tekst zal wel worden aangepast om termijnen voor het opstellen van de tussentijdse processen-verbaal te bepalen.

De heer Van Rompuy wijst op mogelijke geschillen met betrekking tot de uitvoering van de gehomologeerde staat van vereffening. Hoe wordt dit geregeld ?

De KFBN verwijst naar artikel 1223, § 6, dat bepaalt dat de partijen bezwaren kunnen kenbaar maken, die dan aan de rechter worden voorgelegd.

(Voorgesteld) artikel 1224/2

Mevrouw Defraigne stelt vast dat het artikel voorziet in een uitzondering op de devolutieve werking van het hoger beroep wanneer het vonnis slaat op een vonnis dat gewezen is vóór de opening van de werkzaamheden. Zij leidt hieruit af dat het hoger beroep wel een devolutieve werking heeft voor alle vonnissen die na de opening van de werkzaamheden zijn gewezen. Als een partij bijvoorbeeld in beroep gaat tegen een vonnis dat gewezen is ten gevolge van een tussentijds proces-verbaal, zal het hele dossier in beroep worden behandeld.

De KFBN antwoordt dat de werkgroep die de hervorming heeft voorbereid lang over deze zaak heeft nagedacht. Zij geeft het voorbeeld van een geschil over de geldigheid van een testament, dat uitmondt in het opstellen van een tussentijds proces-verbaal. Men kan zich moeilijk voorstellen dat er geen beroep wordt ingesteld tegen het vonnis van de eerste rechter in deze zaak. Een tweede aanleg is noodzakelijk voor dergelijke fundamentele zaken.

Mevrouw Defraigne merkt op dat dit tot gevolg heeft dat de hele procedure van vereffening-verdeling in dit geval in beroep wordt behandeld en dat de partijen de tweevoudige aanleg verliezen voor de grond van de zaak, met name de vereffening. Hier heeft zij bedenkingen bij.

De KFBN erkent dat het moeilijk is om een evenwicht te vinden. Wat zou er in het voorbeeld

sur la validité d'un testament, que se passera-t-il si l'on n'accorde pas de recours sur une question aussi fondamentale et que l'on constate, lors de l'établissement de l'état liquidatif que le testament a été mal interprété par le juge.

Mme Defraigne pense qu'il serait préférable de prévoir que l'appel d'un jugement en cas de contestation à la suite d'un procès-verbal intermédiaire n'ait pas d'effet dévolutif.

La FRNB fait remarquer que l'utilisation du procès-verbal intermédiaire peut porter sur un point essentiel en vue de l'établissement de l'état liquidatif.

Mme Defraigne pense qu'il est important que les parties conservent un double degré de juridiction sur l'établissement de l'état liquidatif.

Article 3 et 4 (art. 4 et 5 du texte adopté)

Ces articles n'appellent pas d'observations.

Article 4/1 (nouveau) (art. 6 du texte adopté)

Amendement n° 33

Mme Defraigne dépose l'amendement n° 33 (doc. Sénat, n° 5-405/5) qui vise à insérer un nouvel article dans la proposition de loi. L'amendement qui est de nature technique vise à supprimer, dans l'article 15 de la loi du 10 juillet 2006 relative à la procédure par voie électronique, le renvoi qui est fait à l'article 1208 du Code judiciaire. Ce renvoi est devenu sans objet à la suite des modifications que la proposition de loi à l'examen vise à apporter à cet article.

Article 4/2 (nouveau) (art. 7 du texte adopté)

Amendement n° 34

Mme Defraigne dépose l'amendement n° 34 (doc. Sénat, n° 5-405/5) qui vise à insérer un nouvel article 4/2 dans la proposition de loi. L'amendement, qui est de nature technique, vise à modifier l'article 124, alinéa 2, du Code civil. Il faut en effet remplacer le renvoi qui y est fait à l'article 1224 du Code judiciaire par un renvoi à l'article 1224/2 pour tenir compte des modifications apportées par la proposition de loi à l'examen.

van de bestwisting van de geldigheid van een testament gebeuren als er geen beroeps mogelijkheid was voor zo'n fundamentele zaak, en men bij het opstellen van de staat van vereffening vaststelt dat de rechter het testament verkeerd heeft geïnterpreteerd ?

Mevrouw Defraigne meent dat men beter zou bepalen dat het hoger beroep tegen een vonnis geen devolutieve werking heeft in het geval van een bestwisting ten gevolge van een tussentijds procesverbaal.

De KFBN merkt op dat het gebruik van het procesverbaal betrekking kan hebben op een essentieel punt met het oog op het opstellen van de staat van vereffening.

Mevrouw Defraigne meent dat het belangrijk is dat de partijen een tweevoudige aanleg behouden voor het opstellen van de staat van vereffening.

Artikelen 3 en 4 (artikelen 4 en 5 van de aangenomen tekst)

Over deze artikelen worden geen opmerkingen gemaakt.

Artikel 4/1 (nieuw) (artikel 6 van de aangenomen tekst)

Amendement nr. 33

Mevrouw Defraigne dient amendement nr. 33 in (stuk Senaat, nr. 5-405/5), dat een nieuw artikel in het wetsvoorstel wil invoeren. Dit amendement van technische aard wil in artikel 15 van de wet van 10 juli 2006 betreffende de elektronische procesvoering, de verwijzing naar artikel 1208 van het Gerechtelijk Wetboek schrappen. Deze verwijzing is niet meer relevant na de wijzigingen die het voorliggende wetsvoorstel in dit artikel aanbrengt.

Artikel 4/2 (nieuw) (artikel 7 van de aangenomen tekst)

Amendement nr. 34

Mevrouw Defraigne dient amendement nr. 34 in (stuk Senaat, nr. 5-405/5), dat een nieuw artikel 4/2 in het wetsvoorstel wil invoegen. Dit amendement van technische aard wil artikel 124, tweede lid, van het Burgerlijk Wetboek wijzigen. De verwijzing die er gemaakt wordt naar artikel 1224 van het Gerechtelijk Wetboek moet immers worden vervangen door een verwijzing naar artikel 1224/2 om rekening te houden met de wijzigingen die het voorliggende wetsvoorstel aanbrengt.

Article 5 (art. 8 du texte adopté)

Mme Defraigne constate que la procédure actuelle reste applicable aux liquidations-partages en cours avant l'entrée en vigueur du nouveau texte. La réforme de la liquidation-partage est une loi de procédure. Ne peut-elle pas s'appliquer immédiatement ?

La FRNB pense qu'il n'est pas possible d'appliquer immédiatement le nouveau régime de liquidation-partage aux procédures en cours. En effet, la nouvelle loi crée de nouvelles institutions et il n'est pas possible de greffer ce nouveau régime aux procédures en cours. L'article prévoit en outre un délai de six mois pour l'entrée en vigueur du texte afin que les acteurs concernés puissent se former aux nouvelles règles.

VI. VOTES

L'amendement n° 11 de M. Mahoux est retiré.

L'amendement n° 28 de M. Mahoux est retiré.

L'amendement n° 29 de M. Mahoux et Mme Taelman est retiré.

L'amendement n° 31 de M. Torfs devient sans objet.

L'amendement n° 32 de M. Torfs est retiré.

L'amendement n° 14 de Mme Khattabi est rejeté par 9 voix contre 1 et 4 abstentions.

L'amendement n° 15 de Mme Defraigne et consorts est retiré.

L'amendement n° 27 de M. Mahoux est retiré.

L'amendement n° 30 de M. Delpérée est adopté à l'unanimité des 14 membres présents.

L'amendement n° 16 de Mme Defraigne et consorts est adopté à l'unanimité des 14 membres présents.

L'amendement n° 12 de M. Mahoux et Mme Defraigne est retiré.

Les amendements n°s 18 à 23 de Mme Defraigne et consorts sont adoptés à l'unanimité des 14 membres présents.

L'amendement n° 17 de Mme Defraigne et consorts devient sans objet.

L'amendement n° 13 de M. Mahoux et Mme Defraigne est retiré.

Artikel 5 (artikel 8 van de aangenomen tekst)

Mevrouw Defraigne stelt vast dat de huidige procedure van toepassing blijft voor de vereffening-verdelingen die aan de gang zijn vóór de inwerkingtreding van de nieuwe tekst. De hervorming van de vereffening-verdeling is een procedurewet. Kan hij niet onmiddellijk in werking treden ?

De KFBN meent dat de nieuwe regeling niet onmiddellijk kan worden toegepast op de lopende procedures van vereffening-verdeling. De nieuwe wet voert immers nieuwe instellingen in, en de nieuwe regeling kan niet worden geënt op lopende procedures. Het artikel voorziet bovendien in een termijn van zes maanden voor de inwerkingtreding zodat de betrokkenen zich kunnen aanpassen aan de nieuwe regels.

VI. STEMMINGEN

Amendment nr. 11 van de heer Mahoux wordt ingetrokken

Amendment nr. 28 van de heer Mahoux wordt ingetrokken.

Amendment nr. 29 van de heer Mahoux en mevrouw Taelman wordt ingetrokken.

Amendment nr. 31 van de heer Torfs vervalt.

Amendment nr. 32 van de heer Torfs wordt ingetrokken.

Amendment nr. 14 van mevrouw Khattabi wordt verworpen met 9 stemmen tegen 1 stem bij 4 onthoudingen.

Amendment nr. 15 van mevrouw Defraigne c.s. wordt ingetrokken.

Amendment nr. 27 van de heer Mahoux wordt ingetrokken.

Amendment nr. 30 van de heer Delpérée wordt eenparig aangenomen door de 14 aanwezige leden.

Amendment nr. 16 van mevrouw Defraigne c.s. wordt eenparig aangenomen door de 14 aanwezige leden.

Amendment nr. 12 van de heer Mahoux en mevrouw Defraigne wordt ingetrokken.

De amendementen nrs. 18 tot 23 van mevrouw Defraigne c.s. worden eenparig aangenomen door de 14 aanwezige leden.

Amendment nr. 17 van mevrouw Defraigne c.s. vervalt.

Amendment nr. 13 van de heer Mahoux en mevrouw Defraigne wordt ingetrokken.

Les amendements n^{os} 24 à 26 de Mme Defraigne et consorts sont adoptés à l'unanimité des 14 membres présents.

Les amendements n^{os} 33 et 34 de Mme Defraigne sont adoptés à l'unanimité des 14 membres présents.

L'amendement n° 10, tel que sous-amendé, est adopté à l'unanimité des 14 membres présents.

Les amendements n^{os} 1 et 9 deviennent sans objet à la suite de l'adoption de l'amendement n° 10.

VII. VOTE FINAL

L'ensemble de la proposition de loi ainsi amendée a été adopté à l'unanimité des 14 membres présents.

Le présent rapport a été approuvé à l'unanimité des 10 membres présents.

*
* *

Les rapporteurs,
Hassan BOUSETTA.
Huub BROERS.

La présidente,

Christine DEFRAIGNE.

*
* *

De amendementen nrs. 24 tot 26 van mevrouw Defraigne c.s. worden eenparig aangenomen door de 14 aanwezige leden.

De amendementen nrs. 33 en 34 van mevrouw Defraigne worden eenparig aangenomen door de 14 aanwezige leden.

Het gesubamendeerde amendement nr. 10 wordt eenparig aangenomen door de 14 aanwezige leden.

Ingevolge de aanneming van amendement nr. 10 vervallen de amendementen nrs. 1 tot 9.

VII. EINDSTEMMING

Het geamendeerde wetsvoorstel in zijn geheel wordt eenparig aangenomen door de 14 aanwezige leden.

Dit verslag wordt eenparig goedgekeurd door de 10 aanwezige leden.

*
* *

De rapporteurs,
Hassan BOUSETTA.
Huub BROERS.

De voorzitter,

Christine DEFRAIGNE.

*
* *

ANNEXE**Proposition de loi réformant la procédure de liquidation-partage judiciaire****Doc. Sénat n° 5-405/1****Note complémentaire du professeur de Leval en réponse aux questions supplémentaires posées par la commission (1)****I. Éclaircissements sur l'unicité/scission de la masse lorsqu'un immeuble se trouve à l'étranger (réponse P. Wautelet)**

Sans sous-estimer les importantes ressources des décisions provisionnelles, quelle est la portée de l'enseignement procédant de l'arrêt de la Cour de cassation du 31 octobre 1968 (*Pas.*, 1969, I, 227; *Arr. Cass.*, 1969, 237) (2)? Quelle est l'incidence du Code de droit international privé (3)?

N'étant pas spécialisé en droit international privé, nous avons bénéficié de la collaboration de notre collègue, Monsieur Patrick Wautelet, professeur ordinaire à l'ULg.

A. Concernant les indivisions successoriales, P. Wautelet écrit :

« Le Code de DIP ne réserve qu'une seule disposition spéciale consacrée au partage (successoral). L'article 81 ne vise d'ailleurs qu'une question particulière, celle du mode de composition et d'attribution des lots. »

(1) Nous tenons à remercier très sincèrement Monsieur Christian Engels, Notaire honoraire et Professeur ordinaire à l'UGent, qui, par ses précieuses observations, nous a considérablement aidé dans l'élaboration de ce document.

(2) Cet arrêt énonce notamment :

« Attendu qu'en principe l'action en partage est indivisible et qu'elle doit avoir pour objet l'ensemble des biens indivis;

Attendu toutefois que cette règle comporte des exceptions;

Que, notamment lorsqu'une indivision comprend des immeubles situés en Belgique et des immeubles situés à l'étranger, les biens situés en Belgique et les biens situés à l'étranger forment des entités distinctes et que, dans ce cas, le juge peut ordonner un partage partiel;

Que cette dérogation est fondée sur la règle, consacrée par l'article 3, alinéa 2, du Code civil, d'après laquelle les immeubles situés en Belgique sont régis par la loi belge (NDLR : il est à préciser que cette disposition a été abrogée par l'article 139, 1^o, de la loi du 16 juillet 2004 contenant le Code de droit international privé; désormais elle se retrouve à l'article 85 combiné avec l'article 87, § 1^{er} de ce Code de droit international privé) et découle du principe que les transmissions des biens immeubles par succession ou par testament relèvent du statut réel (NDLR : voir désormais les textes spécifiques cités dans le texte)».

Certes en régime de séparation de biens, «rien ne s'oppose, puisque le texte légal l'y autorise (art. 1469 C. civ.), à ce que le juge ordonne un partage partiel, même après la dissolution du lien conjugal» ou à ce que des héritiers «de commun accord fassent un partage partiel, c'est-à-dire qu'ils peuvent partager une partie des biens en laissant les autres indivis» (voir J.-F. van Drooghenbroeck et J.-C. Brouwers, «De la demande en liquidation-partage au jugement qui ordonne les opérations» in *Questions pratiques liées à la procédure de liquidation-partage judiciaire*, actes du colloque organisé à Genval le 1^{er} février 2007 par la Fédération Royale du Notariat Belge, l'Ordre des Barreaux francophones et germanophone et la Commission des Conférences des jeunes Barreaux, Bruylants, 2008, pp. 8 et 9, n° 7 et spéc. la note 37). Ceci peut expliquer que la Cour de cassation, dans l'extrait précité, utilise les termes «exceptions» et «notamment».

(3) L'impact de la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif à la compétence, la loi applicable, la reconnaissance et l'exécution des décisions et des actes authentiques en matière de successions et à la création d'un certificat successoral européen, est à ce stade difficile à déterminer dans la mesure où le processus d'élaboration du règlement n'est pas achevé, où celui-ci ne peut concerner que des indivisions successoriales et où, nonobstant le caractère universel de celui-ci (art. 25), il n'exclut pas dans certaines situations l'application de la loi du lieu de situation d'un bien (voir notamment art. 9).

BIJLAGE**Wetsvoorstel houdende hervorming van de procedure van gerechtelijke vereffening-verdeling****Stuk Senaat nr. 5-405/1****Aanvullende nota van de heer Georges de Leval in antwoord op bijkomende vragen gesteld door de commissie (1)****I. Verduideling over de ondeelbaarheid/splitsing van de massa wanneer een onroerend goed zich in het buitenland bevindt (antwoord P. Wautelet)**

Wat is, zonder het belang van de provisionele beslissingen te onderschatten, de draagwijdte van het arrest van het Hof van Cassatie van 31 oktober 1968 (*Pas.*, 1969, I, 227; *Arr. Cass.*, 1969, 237) (2)? Wat is de impact van het Wetboek van internationaal privaatrecht (3)?

Omdat we zelf niet in internationaal privaatrecht gespecialiseerd zijn, hebben we de medewerking gekregen van onze collega, de heer Patrick Wautelet, gewoon hoogleraar aan de ULg.

A. Over de erf rechtelijke onverdeeldheden, schrijft P. Wautelet :

Het Wetboek van IPR bevat slechts één bijzondere bepaling over de (erfrecht)verdeling. Artikel 81 behandelt overigens slechts een speciaal geval, dat van de wijze van samenstelling en van toedeeling van de loten.

(1) We danken heel oproecht de heer Christian Engels, Erenotaris en gewoon hoogleraar UGent, die ons met zijn waardevolle opmerkingen in hoge mate heeft geholpen bij het opstellen van dit document.

(2) In dat arrest staat onder andere :

«Overwegende dat in beginsel de rechtsvordering tot verdeling onsplitsbaar is en dat zij op de gezamenlijke onverdeelde goederen moet slaan; Overwegende evenwel dat op die regel uitzonderingen bestaan; Dat, namelijk wanneer een onverdeeldheid onroerende goederen in België en in het buitenland omvat, en de goederen in België en die in het buitenland afzonderlijke entiteiten vormen, de rechter in dat geval een gedeelteijke verdeling kan bevelen; Dat deze afwijking berust op de regel vastgesteld in artikel 3, lid 2, van het Burgerlijk Wetboek, volgens hetwelk onroerende goederen beheerst worden door de Belgische wet (NVDR : deze bepaling werd opgeheven bij artikel 139, 1^o, van de wet van 16 juli 2004 houdende het Wetboek van internationaal privaatrecht; ze bevindt zich voortaan in artikel 85, in combinatie met artikel 87, § 1, van dat Wetboek van internationaal privaatrecht) en voortvloei uit het beginsel dat overdrachten van onroerende goederen door successie of bij testament tot het zakenlijk statuut behoren (NVDR : zie voortaan de in de tekst vermelde specifieke teksten)).

Het klopt dat in het stelsel van scheiding van goederen «rien ne s'oppose, puisque le texte légal l'y autorise (art. 1469 C. civ.), à ce que le juge ordonne un partage partiel, même après la dissolution du lien conjugal» of tegen het feit dat erfgenamen «de commun accord fassent un partage partiel, c'est-à-dire qu'ils peuvent partager une partie des biens en laissant les autres indivis» (zie J.-F. van Drooghenbroeck en J.-C. Brouwers, «De la demande en liquidation-partage au jugement qui ordonne les opérations» in *Questions pratiques liées à la procédure de liquidation-partage judiciaire*, actes du colloque organisé à Genval le 1^{er} février 2007 par la Fédération Royale du Notariat Belge, l'Ordre des Barreaux francophones et germanophone et la Commission des Conférences des jeunes Barreaux, Bruylants, 2008, blz. 8 en 9, nr. 7 en vooral noot 37). Dat kan verklaren waarom het Hof van cassatie in bovenstaand citaat de woorden «uitzonderingen» en «namelijk» heeft gebruikt.

(3) De impact van het voorstel voor een verordening van het Europees Parlement en de Raad betreffende de bevoegdheid, het toepasselijk recht, de erkenning en de tenuitvoerlegging van beslissingen en authentieke akten op het gebied van erfopvolging en betreffende de instelling van een Europees erf rechtverklaring, is in dit stadium moeilijk te bepalen omdat de totstandkoming van de verordening niet af is, omdat dat proces alleen erf rechtelijke onverdeeldheden kan behelzen en omdat het, ondanks zijn universele toepassing (art. 25), in bepaalde situaties de toepassing van de wet van de plaats waar een goed zich bevindt, niet uitsluit (zie art. 9).

Au demeurant, il faut s'en remettre aux dispositions générales du Code. Celles-ci prévoient que les juridictions belges sont compétentes pour connaître de demandes liées à la matière successorale lorsque le défunt avait sa résidence en Belgique (art. 77 § 1^e). Cette compétence n'est pas limitée aux seuls biens situés en Belgique (comme le relève l'ensemble de la doctrine, notamment J.-L. van Boxstael in Code DIP. Premiers commentaires, Rép. not., 2010, 175, n° 88). Il est certain que sur cette base, une juridiction belge peut connaître d'une demande alors qu'elle concerne des biens situés à l'étranger. La seule réserve que l'on peut faire s'agissant d'un partage de biens situés à l'étranger, est qu'il n'appartient pas à une juridiction belge de donner une mission à un notaire étranger (mais ceci se déduit non pas de règles de compétence internationale, mais bien d'une délimitation des compétences matérielles des États).

Certes, en pratique, les juridictions sont souvent «frileuses» lorsqu'il s'agit de prendre connaissance de demandes de partage relatives à des biens situés à l'étranger. La jurisprudence antérieure au Code de dip était d'ailleurs majoritairement réticente à accepter de prendre connaissance de demandes de partage lorsque les biens concernés étaient situés à l'étranger — s'appuyant souvent, à tort, sur l'autorité de l'arrêt de la Cour de cassation que vous citez. L'arrêt de la Cour de cassation de 1968 n'excluait en réalité pas que les juridictions belges puissent revendiquer une telle compétence : cet arrêt portait sur une espèce où les biens étrangers (situés aux États-Unis) avaient déjà fait l'objet d'un partage, ce qui explique que la Cour n'a pas censuré l'arrêt qui lui était déféré. L'on ne pouvait déduire de cet arrêt une interdiction faite aux juridictions belges de se préoccuper de biens situés à l'étranger dans le cadre d'un partage (comme l'a démontré M. Verwilghen, «Le partage des biens situés à l'étranger», Ann Dr Louvain, 2000, (439), 445-447). Certaines décisions ont cependant fait droit à des demandes portant sur des biens situés à l'étranger (voy. par ex. Anvers 9 fév 1998, R.W., 1998-98, 440).

Certes encore, il faudra la plupart du temps emprunter la voie de l'exequatur pour donner effet concret au partage ordonné par une juridiction belge lorsqu'elle s'est prononcée sur des biens situés à l'étranger. Ceci ne suffit pas à priver les juridictions belges de leur compétence internationale. Il me paraît fort possible de nommer un notaire, de charger celui-ci de dresser un état liquidatif et de rédiger un projet de partage, qui pourra être soumis au tribunal belge. Après homologation, la décision du tribunal belge pourra faire l'objet d'un exequatur à l'étranger. L'exequatur tendant à s'effacer en Europe, cet obstacle est loin d'être insurmontable.

Au total, le Code a adopté des grands principes applicables à tous les partages. Rien n'empêche cependant le législateur d'affiner les règles en permettant au juge de limiter sa décision aux biens situés en Belgique. Un tel pouvoir ne me paraît pas contredire les principes adoptés par le Code. Sans doute faut-il craindre qu'en pratique de nombreux juges se saisissent de cette possibilité pour refuser de se prononcer sur les biens situés à l'étranger. Peut-être serait-il utile de préciser dans les travaux parlementaires que la possibilité de limiter le partage aux seuls biens situés en Belgique ne doit pas constituer un automatisme. On pourrait aussi indiquer que cette possibilité se recommande lorsqu'il apparaît que l'État étranger revendique un monopole de compétence à l'endroit des biens situés sur son territoire ou qu'il apparaît qu'il sera très difficile d'obtenir un exequatur de la décision belge ordonnant le partage.

Voor het overige moet men terugvallen op de algemene bepalingen van het Wetboek. Die bepalen dat de Belgische rechtscolleges bevoegd zijn om kennis te nemen van vorderingen betreffende erfopvolging wanneer de overledene zijn gewone verblijfplaats in België had (art. 77 § 1). Die bevoegdheid beperkt zich niet tot de goederen die zich in België bevinden (zoals blijkt uit de volledige rechtsleer, bijvoorbeeld J.-L. van Boxstael in Code DIP. Premiers commentaires, Rép. not., 2010, 175, nr. 88.) Het staat vast dat een Belgisch rechtscollege op basis van deze grondslag kennis kan nemen van een vordering betreffende goederen die zich in het buitenland bevinden. Het enige voorbehoud dat men kan maken bij een verdeling van goederen die zich in het buitenland bevinden, is dat een Belgisch rechtscollege niet bevoegd is om een opdracht te geven aan een buitenlandse notaris (doch dit wordt niet afgeleid uit de internationale bevoegdheden van de Staten).

Het klopt dat de rechtscolleges in de praktijk vaak weigerachtig staan ten aanzien van het kennismeten van vorderingen tot verdeling van goederen die zich in het buitenland bevinden. De rechtspraak van voor het Wetboek van ipr was overigens in meerderheid terughoudend om kennis te nemen van vorderingen tot verdeling wanneer de goederen zich in het buitenland bevonden — vaak steunde ze daarbij ten onrechte op het gezag van het door u vermelde arrest van het Hof van Cassatie. In werkelijkheid sloot het arrest van het Hof van Cassatie van 1968 niet uit dat de Belgische rechtscolleges in een dergelijk geval bevoegd waren : dat arrest ging over een geval waar de buitenlandse goederen (die zich in de Verenigde Staten bevonden) reeds verdeeld waren, wat verklaart dat het Hof het aangevochten arrest niet heeft vernietigd. Uit dat arrest kon men niet afleiden dat het voor de Belgische rechtscolleges verboden was zich naar aanleiding van een verdeling in te laten met goederen die zich in het buitenland bevonden (zoals aangetoond door M. Verwilghen, «Le partage des biens situés à l'étranger», Ann Dr Louvain, 2000, (439), 445-447). Bepaalde beslissingen hebben echter recht gedaan aan vorderingen over goederen die zich in het buitenland bevonden (zie bijvoorbeeld Antwerpen 9 febr. 1998, R.W., 1998-98, 440).

Het is eveneens zo dat meestal gebruik zal moeten worden gemaakt van de uitvoerbaarverklaring om concreet gevolg te geven aan de door een Belgisch rechtscollege bevolen verdeling, wanneer ze bevolen werd over goederen die zich in het buitenland bevinden. Dat volstaat niet om de Belgische rechtscolleges hun internationale bevoegdheid te ontzeggen. Het lijkt me heel goed mogelijk een notaris aan te wijzen, hem op te dragen een staat van vereffening op te maken en een voorstel van verdeling op te stellen, dat dan aan een Belgische rechtbank kan worden voorgelegd. Na homologatie kan voor de beslissing van de Belgische rechtbank dan in het buitenland een uitvoerbaarverklaring worden opgesteld. Nu de uitvoerbaarverklaring in Europa aan het verdwijnen is, is dat zeker geen onoverkomelijk obstakel.

Uiteindelijk heeft het Wetboek de grote kijntlijnen uitgestippeld die voor alle verdelingen gelden. Niets belet de wetgever evenwel de regels te verslijpen en de rechter de mogelijkheid te geven zijn beslissing te beperken tot de goederen die zich in België bevinden. Die bevoegdheid lijkt me niet strijdig met de beginselen van het Wetboek. Er valt natuurlijk voor te vrezen dat in de praktijk heel wat rechters die mogelijkheid zullen aangrijpen om te weigeren zich uit te spreken over de goederen die zich in het buitenland bevinden. Het kan misschien nuttig zijn in de parlementaire voorbereiding te vermelden dat de mogelijkheid om de verdeling te beperken tot de goederen die zich in België bevinden geen automatisme mag worden. Men kan ook vermelden dat die mogelijkheid aanbevolen wordt wanneer blijkt dat de vreemde staat een bevoegdhedenmonopolie opeist voor de goederen die zich op zijn grondgebied bevinden of wanneer blijkt dat het heel moeilijk wordt een uitvoerbaarverklaring te verkrijgen van de Belgische beslissing die de verdeling beveelt.

B. Concernant les indivisions post-divorce, P. Wautelet écrit :

« Le droit international privé ne réserve pas à ce type de partage un sort différent, mais le raisonnement emprunte d'autres voies. L'article 77 du Code n'est pas pertinent. Le règlement Bruxelles IIbis ne peut pas non plus servir d'appui à la compétence des juridictions belges, puisqu'il exclut les effets patrimoniaux de son champ d'application (considérant 8 de son Préambule). Il faut donc se tourner vers les règles subsidiaires et principalement l'article 42 du Code (qui vise expressément la question des régimes matrimoniaux). Celui-ci retient une série de chefs de compétence, notamment la résidence habituelle des époux ou de l'époux demandeur ou encore la nationalité belge des époux.

Sur la base de l'article 42, il ne fait pas de doute que les juridictions belges sont compétentes pour connaître d'une demande de partage post-divorce même si les biens des ex-époux sont situés à l'étranger. La pratique semble être moins fournie qu'en matière de succession mais sans doute les juridictions belges feront-elles preuve de la même frilosité lorsque la demande de partage concerne des biens situés à l'étranger.

Au total, la compétence internationale des juridictions belges existe, elle n'est sans doute pas exercée fréquemment en pratique. Si le législateur vient la nuancer en apportant le tempérament que vous évoquez, il ne fera pas preuve d'incohérence.

Encore un mot : dans les relations franco-belge et franco-néerlandaise, il faudra tenir compte de deux anciennes conventions qui lie la Belgique à ces pays (convention franco-belge de 1899 et franco-néerlandaise de 1925). Ces conventions ne modifient pas la solution puisqu'elles accordent une compétence générale aux tribunaux de l'Etat de l'ouverture de la succession (ces tribunaux pouvant procéder au partage, même s'il porte sur des biens situés à l'étranger).

Enfin, je note que si le partage concerne des biens situés en France, il existe une solution simple pour lui assurer efficacité : un notaire français peut être requis de procéder en France aux formalités de publicité foncière suite à un partage intervenu en Belgique et qui comprend des biens situés en France. Pour ce faire, il suffira que l'acte notarié belge soit déposé au rang des minutes du notaire français (le cas échéant, accompagné d'une traduction en langue française) ».

II. L'article 1213 § 1, alinéa 3 proposé prévoit que le notaire liquidateur peut seul modifier la mission de l'expert**A. Peut-il modifier cette mission au regard de l'autorité de la chose jugée ?**

L'article 19 du Code judiciaire distingue le jugement définitif du jugement avant dire droit, catégorie dont relèvent les mesures d'instruction. Or, en vertu de l'article 24 du même Code, « toute décision définitive, à dès son prononcé, autorité de chose jugée » de telle sorte que « les décisions d'avant dire droit n'ont pas cette autorité (argument art. 24 précité) » (A. Fettweis, Manuel de procédure civile, Faculté de Droit de Liège, 1987, p. 271, n° 363). « Toutefois, ce qui a été décidé est jugé et une disposition d'avant dire droit lie le magistrat en ce qu'il a reconnu l'admissibilité d'un mode de preuve. C'est pour le même motif que le juge qui a ordonné une mesure d'instruction est, en règle (c'est-à-dire qu'il y a

B. Over de onverdeeldheden na een echtscheiding schrijft P. Wautelet :

« Het internationaal privaatrecht heeft voor dat soort verdelingen geen ander lot in petto, maar de redenering volgt andere wegen. Artikel 77 van het Wetboek is niet relevant. De Brussel IIbisverordening kan evenmin als grondslag dienen voor de bevoegdheid van de Belgische rechtscolleges, omdat ze de vermogensrechtelijke gevolgen uit haar toepassingsgebied uitsluit (overweging 8 van haar Preambule). Men moet bijgevolg een beroep doen op de subsidiale regels en hoofdzakelijk op artikel 42 van het Wetboek (dat het probleem van de huwelijksvermogens uitdrukkelijk vermeldt). Daar wordt een aantal gronden van bevoegdheid opgesomd, zoals de gewone verblijfplaats van de echtgenoten of van de echtgenoot die de vordering instelt, of nog de Belgische nationaliteit van de echtgenoten.

Op grond van artikel 42 lijdt het geen twijfel dat de Belgische rechtscolleges bevoegd zijn om kennis te nemen van een vordering tot verdeling na echtscheiding, ook al bevinden de goederen van de geweven echtgenoten zich in het buitenland. Het komt blijkbaar minder vaak voor dan bij erfopvolging, maar waarschijnlijk zijn de Belgische rechtscolleges even terughoudend wanneer de vordering tot verdeling goederen betreft die zich in het buitenland bevinden.

Slotsom is dat de internationale bevoegdheid van de Belgische rechtscolleges weliswaar bestaat, maar waarschijnlijk in de praktijk niet vaak wordt uitgeoefend. Indien de wetgever ze nuanceert door de matiging in te voeren waarover u het had, zal hij geen blijk geven van incoherente.

Nog een laatste woord : in de Frans-Belgische en Nederlands-Belgische relaties zal rekening moeten worden gehouden met de twee oude verdragen welke België met die landen bindt (overeenkomst tussen Frankrijk en België van 1899 en verdrag tussen Nederland en België van 1925). Die verdragen wijzigen de oplossing niet, aangezien ze de rechtbanken van de staat waar de nalatenschap openvalt een algemene bevoegdheid geven (die rechtbanken kunnen tot de verdeling overgaan, zelfs wanneer ze goederen behelst die zich in het buitenland bevinden).

Ik wijs er ten slotte op dat wanneer de verdeling goederen behelst die zich in Frankrijk bevinden, er een eenvoudige oplossing bestaat om ervoor te zorgen dat ze efficiënt verloopt : men kan een Franse notaris opdragen om in Frankrijk de formaliteiten inzake « publicité foncière » te vervullen na een verdeling die in België plaatsvond en waarbij goederen in Frankrijk betrokken waren. Hiertoe volstaat het dat de Belgische notariële akte als minuut wordt neergelegd bij de Franse notaris (in voorkomend geval samen met een vertaling in het Frans) ».

II. Het voorgestelde artikel 1213 § 1, derde lid, bepaalt dat de notaris-vereffenaar in zijn eentje de opdracht van de deskundige kan wijzigen**A. Kan hij die opdracht wijzigen gelet op het gezag van gewijsde ?**

Artikel 19 van het Gerechtelijk Wetboek maakt een onderscheid tussen het eindvonnis en de voorafgaande maatregel. Deze laatste kan betrekking hebben op een onderzoeksmaatregel. Artikel 24 van hetzelfde Wetboek bepaalt echter : « Iedere eindbeslissing heeft gezag van gewijsde vanaf de uitspraak », zodat « les décisions d'avant dire droit n'ont pas cette autorité (argument art. 24 précité) » (A. Fettweis, Manuel de procédure civile, Faculté de Droit de Liège, 1987, blz. 271, nr. 363). « Toutefois, ce qui a été décidé est jugé et une disposition d'avant dire droit lie le magistrat en ce qu'il a reconnu l'admissibilité d'un mode de preuve. C'est pour le même motif que le juge qui a ordonné une

lieu de réservoir «la survenance d'un fait nouveau ayant pour conséquence de priver une mesure d'instruction de son objet ou de la rendre impossible soit en fait soit en droit»), tenu d'attendre qu'elle soit exécutée avant de statuer sur le fond» (*ib.*; voir aussi O. Mignolet, *L'expertise judiciaire*, Larcier, 2009, p. 76, n° 44 et réf. cit.).

B. *Quid si les parties ne sont pas d'accord avec une extension de la mission de l'expert décidée par le notaire, extension qui aura pour conséquence d'augmenter leurs frais ? Responsabilité du notaire ?*

En droit commun de l'expertise, l'article 973 § 2 du Code judiciaire énonce que «toutes les contestations relatives à l'expertise survenant au cours de celle-ci, entre les parties ou entre les parties et les experts, y compris la demande de remplacement des experts et toute contestation relative à l'extension ou à la prolongation de la mission, sont réglées par le juge».

Dans le texte proposé, l'article 1213 § 1^{er}, alinéa 2 prévoit notamment que «l'expert accomplit en outre la mission qui lui est confiée par le notaire-liquidateur ou conjointement par les parties, en concertation avec le notaire-liquidateur» tandis que l'alinéa 3 ajoute que «le notaire-liquidateur ou les parties conjointement en concertation avec ce dernier peuvent également, soit modifier la mission de l'expert, soit demander à l'expert d'actualiser une estimation antérieure». Préalablement, il semble permis de se demander si cet alinéa 3 n'est pas redondant par rapport à l'alinéa 2, lequel de manière globale envisage «en outre» la mission qui serait confiée par le notaire ou par les parties à l'expert judiciaire, ce qui peut inclure soit la modification de mission, soit l'actualisation d'une estimation antérieure.

Sous cette réserve, au plan des principes, il semble également permis de se demander si ces deux alinéas doivent être maintenus car s'il est admissible que les parties conviennent d'étendre la mission de l'expert (art. 962, alinéa 3, 972, § 2, alinéa 7, 1^o et 973, § 2 *a contrario* C. jud.), il est difficile d'admettre qu'une disposition légale confère au notaire une telle prérogative qu'il pourrait exercer d'office. S'agissant d'une expertise judiciaire, on n'aperçoit pas la justification d'une telle dérogation aux prérogatives du juge qui ne pourrait, au demeurant, «déléguer sa juridiction» (art. 11 C. jud.; voy. aussi art. 144 Const.).

Le droit commun de l'expertise est à nos yeux parfaitement approprié et suffisant d'autant que nombre de difficultés peuvent être prévenues par le libellé précis d'une mission d'expertise dont les bases sont expressément énoncées à l'article 1213 § 1^{er}, alinéa 1, laquelle pourrait aussi viser la possible actualisation par l'expert, à l'initiative du notaire investi, de son estimation antérieure.

III. Pourrait-on imaginer d'appliquer l'article 735 du Code judiciaire dès le début de la liquidation ? *Quid d'une discrimination si tous les dossiers ne passent pas par l'intervention d'un notaire ?*

L'avis du Conseil d'État énonce notamment ceci : «dans le droit commun de la procédure, le Code judiciaire distingue la mise en état conventionnelle (art. 747, § 1^{er}) et la mise en état judiciaire (art. 747, § 2). La mise en état judiciaire permet au juge, en tenant compte de la complexité du litige, de fixer le calendrier des écritures».

mesure d'instruction est, en règle (c'est-à-dire qu'il y a lieu de réservoir «la survenance d'un fait nouveau ayant pour conséquence de priver une mesure d'instruction de son objet ou de la rendre impossible soit en fait soit en droit»), tenu d'attendre qu'elle soit exécutée avant de statuer sur le fond» (*ib.*; zie ook O. Mignolet, *L'expertise judiciaire*, Larcier, 2009, blz. 76, nr. 44 en gecit. ref.).

B. Wat indien partijen het niet eens zijn met een beslissing van de notaris om de opdracht van de deskundige uit te breiden, met als gevolg dat hun kosten toenemen ? Aansprakelijkheid van de notaris ?

In het gemeen recht van het deskundigenonderzoek bepaalt artikel 973 § 2 van het Gerechtelijk Wetboek : «Alle betwistingen die in de loop van het deskundigenonderzoek met betrekking tot dit onderzoek ontstaan tussen de partijen of tussen de partijen en de deskundigen, met inbegrip van het verzoek tot vervanging van de deskundigen en van elke betwisting aangaande de uitbreiding of de verlenging van de opdracht, worden door de rechter beslecht.».

In de voorgestelde tekst bepaalt artikel 1213 § 1, tweede lid : «Verder voert de deskundige de opdracht uit die hem door de notaris-vereffenaar of door de partijen gezamenlijk wordt toevertrouwd, in overleg met de notaris-vereffenaar» terwijl het derde lid eraan toevoegt : «Op dezelfde wijze kunnen de notaris-vereffenaar of de partijen gezamenlijk in overleg met deze laatste de opdracht van de deskundige wijzigen, dan wel de deskundige vragen een eerdere schatting te actualiseren». Men kan zich vooraf afvragen of dat derde lid niet redundant is met het tweede lid, dat er «verder» globaal in voorziet dat de opdracht aan de gerechtelijk deskundige wordt gegeven door de notaris of de partijen, wat hetzij de wijziging van de opdracht, hetzij de actualisering van een vroegere schatting kan inhouden.

Onder dat voorbehoud mag men zich wat de principes betreft, afvragen of die twee leden gehandhaafd moeten worden, want hoewel het denkbaar is dat de partijen overeenkomen de opdracht van de deskundige uit te breiden (art. 962, derde lid, 972, § 2, zevende lid, 1^o en 973 § 2 *a contrario* Ger.W.), kan men zich moeilijk voorstellen dat een wetsbepaling de notaris dergelijk prerogatief geeft, dat hij ambtshalve kan uitoefenen. Aangezien het om een gerechtelijk deskundigenonderzoek gaat, ziet men de verantwoording niet van een dergelijke afwijking van de prerogatieven van de rechters, want zij «kunnen hun rechtsmacht niet overdragen» (art. 11 Ger.W.; zie ook art. 144 Grondw.).

We achten het gemeen recht van het deskundigenonderzoek volstrekt adequaat en toereikend, te meer daar heel wat problemen kunnen worden voorkomen door de nauwkeurige formulering van een deskundigenonderzoek, waarvan de grondslagen uitdrukkelijk worden vermeld in artikel 1213 § 1, eerste lid, waarbij ook de mogelijke actualisering door de expert van diens vroegere schatting, op initiatief van de bevoegde notaris, kan worden vermeld.

III. Zou men zich kunnen voorstellen dat artikel 735 van het Gerechtelijk Wetboek wordt toegepast van bij het begin van de vereffening ? Wat met discriminatie indien niet alle dossiers via een notaris worden afgehandeld ?

In zijn advies merkt de Raad van State onder meer het volgende op : «In het gemeen recht met betrekking tot de rechtspleging onderscheidt het Gerechtelijk Wetboek de conventionele instaatstelling (artikel 747, § 1,) en de gerechtelijke instaatstelling (artikel 747, § 2,). De gerechtelijke instaatstelling maakt het de rechter mogelijk om, rekening houdend met de ingewikkeldheid van de zaak, het tijdschema voor het neerleggen van schriftelijke stukken vast te stellen».

« Les dispositions proposées ne prévoient aucune mise en état judiciaire. À défaut d'accord des parties sur une mise en état conventionnelle, seul le « circuit long » de la mise en état légale imposant aux parties des délais contraignant est aménagé. L'on peut s'interroger sur les raisons qui ont conduit les auteurs de la proposition à exclure, dans la matière de la liquidation-partage, le pouvoir du juge de fixer une mise en état judiciaire. Ainsi qu'il a été observé lors des auditions des experts par la commission de la Justice du Sénat, le rôle actif du juge en matière de liquidation-partage peut se justifier spécialement dans des situations où, les parties étant opposées, le patrimoine est économiquement peu important et ne justifie pas le recours au « circuit long » de la mise en état légale » (avis du Conseil d'État n° 48.962/2 du 11 janvier 2011, doc. Sénat, session 2010-2011, 5-405/2, p. 9, n° 2).

Concernant le rôle actif du juge en matière de liquidation-partage, lors de notre audition au Sénat, nous avons distingué deux aspects :

— la mise en état de la procédure de liquidation-partage lors du déroulement des opérations confiées au notaire investi en relevant que « si à très juste titre la proposition insiste à de multiples reprises sur le rôle actif du notaire, il nous semble que le rôle actif du juge est sous-estimé. Alors que la mise en état des causes est soit conventionnelle (ou conventionnelle judiciarisée) soit judiciaire (art. 747 C. jud.), la présente proposition ne prévoit pas une mise en état judiciaire, ce qui nous semble regrettable »;

— la procédure se déroulant devant le juge en estimant que « pourrait se justifier un « circuit court », ne rendant pas toujours nécessaire l'entame d'une séquence procédurale confiée à un notaire (voir ainsi art. 1359 à 1364 CPC français) (1), pour les indivisions non problématiques et un « circuit long » modulable pour les indivisions problématiques ». Dans notre esprit, l'expression « circuit court » avait, en l'espèce un sens bien précis : celui d'une procédure de liquidation-partage ne passant pas par une « externalisation » consistant à confier au notaire l'entièreté du déroulement des opérations (solution retenue par le Code de procédure civile français) (2)

L'expression « circuit long » signifiait qu'en cas « d'indivision problématique » le tribunal aurait à désigner le notaire pour procéder à l'ensemble des opérations de liquidation-partage, mais, même dans cette longue séquence, la mise en état de la procédure devant le notaire pouvait être soit conventionnelle, soit légale (un tel système étant cependant, vu son excessive rigidité, abandonné en procédure de droit commun), soit judiciaire au sens de l'article 747 du Code judiciaire.

S'agissant de la première hypothèse (pas d'externalisation systématique), pour que le juge puisse apprécier le degré de complexité du litige, il serait selon nous souhaitable qu'une

(1) Voy. aussi W. Pintens, « Naar een versnelde vereffening — verdeling ? » in W. Pintens en Ch. Declerck (eds), *Patrimonium*, 2010, Intersentia, pp. 325 et s.

(2) Ainsi l'art. 1361 CPC Fr. stipule que « le tribunal ordonne le partage, s'il peut avoir lieu, ou la vente par liquidation si les conditions prévues à l'article 1378 sont réunies (ce texte prévoit que « si tous les indivisaires sont capables et présents ou représentés, ils peuvent décider à l'unanimité que l'adjudication se déroulera entre eux. À défaut, les tiers à l'indivision y sont toujours admis ») » (al. 1). « Lorsque le partage est ordonné, le tribunal peut désigner un notaire chargé de dresser l'acte constatant le partage ». Ce n'est que « si la complexité des opérations le justifie, que le tribunal désigne un notaire pour procéder aux opérations de partage et commet un juge pour surveiller ces opérations » (art. 1364 al. 1^{er}) et en ce cas « dans le délai d'un an suivant sa désignation, le notaire dresse un état liquidatif qui établit les comptes entre copartageants, la masse partageable, les droits des parties et la composition des lots à répartir » (art. 1368); un bémol est prévu à l'article 1370 : « en raison de la complexité des opérations, une prorogation du délai, ne pouvant excéder un an, peut être accordée par le juge saisi sur demande du notaire ou sur requête d'un copartageant » (comp. en droit belge l'expertise, l.art. 979 C. jud.).

« De voorgestelde bepalingen voorzien in geen gerechtelijke instaatstelling. Bij gebrek aan een akkoord tussen de partijen over een conventionele instaatstelling, wordt alleen in het « lange traject » van de wettelijke instaatstelling voorzien, waarbij aan de partijen dwingende termijnen worden opgelegd. Er rijzen vragen omtrent de redenen die de indieners van het voorstel ertoe gebracht hebben om, in de aangelegenheid van de vereffening-verdeling, de rechter niet bevoegd te maken om een gerechtelijke instaatstelling vast te stellen. Zoals is opgemerkt tijdens de hoorzittingen met deskundigen in de commissie voor de Justitie van de Senaat, kan de actieve rol van de rechter inzake vereffening-verdeling inzonderheid gerechtvaardigd zijn in situaties waarin de partijen tegengestelde belangen hebben en het vermogen uit economisch oogpunt niet erg groot is en de toepassing van het « lange traject » van de wettelijke instaatstelling niet gewettigd is. » (advies van de Raad van State, nr. 48/962/2 van 11 januari 2011, stuk Senaat, 5-405/2, blz. 9, nr. 2).

Wat de actieve rol van de rechter inzake vereffening-verdeling betreft, hebben wij tijdens onze hoorzitting in de Senaat een onderscheid gemaakt tussen twee aspecten :

— de instaatstelling van de procedure van vereffening-verdeling tijdens het verloop van de verrichtingen die aan de aangewezen notaris zijn toevertrouwd, waarbij wij erop hebben gewezen dat het voorstel weliswaar heel terecht meermaals de actieve rol van de notaris benadrukt, maar dat het ons inziens de actieve rol van de rechter onderschat. Terwijl de instaatstelling van zaken ofwel conventioneel (of conventioneel in de gerechtelijke sfeer gebracht), ofwel gerechtelijk is (art. 747 van het Gerechtelijk Wetboek), voorziet het voorstel niet in een gerechtelijke instaatstelling, wat betreurenswaardig is;

— de procedure voor de rechter waarbij wij ervan uitgaan dat een « kort traject » gerechtvaardig kan zijn bij niet-problematische onverdeeldheden, waarbij het niet altijd nodig is om een procedure met een notaris op te starten (zie artikel 1359 tot 1364 van de Franse CPC) (1), en dat er daarnaast een aanpassbaar « lang traject » is voor problematische onverdeeldheden. « Kort traject » heeft voor ons in dit geval een welbepaalde betekenis, met name een procedure van vereffening-verdeling die niet wordt « uitbesteed » aan een notaris, belast met het hele verloop van de verrichtingen (de oplossing van de Franse *Code de procédure civile*) (2).

De uitdrukking « lang traject » betekent dat in het geval van een problematische onverdeeldheid, de rechtbank de notaris aanwijst die wordt belast met alle verrichtingen inzake vereffening-verdeling. Zelfs in deze lange reeks verrichtingen kan de instaatstelling van de procedure voor de notaris ofwel conventioneel, ofwel wettelijk (in het gemene recht wordt een dergelijk systeem echter niet toegepast omdat het veel te star is), ofwel gerechtelijk zijn in de zin van artikel 747 van het Gerechtelijk Wetboek.

In het eerste geval (geen systematische uitbesteding) zou het, om de rechter in staat te stellen de complexiteit van het geschil te beoordelen, volgens ons wenselijk zijn om een bepaling in te

(1) Zie ook W. Pintens, « Naar een versnelde vereffening — verdeling ? » in W. Pintens en Ch. Declerck (red.), *Patrimonium*, 2010, Intersentia, pp. 325 e.v.

(2) Zo bepaalt art. 1361 CPC Fr. dat « le tribunal ordonne le partage, s'il peut avoir lieu, ou la vente par liquidation si les conditions prévues à l'article 1378 sont réunies (ce texte prévoit que « si tous les indivisaires sont capables et présents ou représentés, ils peuvent décider à l'unanimité que l'adjudication se déroulera entre eux. À défaut, les tiers à l'indivision y sont toujours admis ») » (eerste lid). « Lorsque le partage est ordonné, le tribunal peut désigner un notaire chargé de dresser l'acte constatant le partage ». Alleen « si la complexité des opérations le justifie, le tribunal désigne un notaire pour procéder aux opérations de partage et commet un juge pour surveiller ces opérations » (art. 1364, eerste lid). In dit geval, « dans le délai d'un an suivant sa désignation, le notaire dresse un état liquidatif qui établit les comptes entre copartageants, la masse partageable, les droits des parties et la composition des lots à répartir » (art. 1368); artikel 1370 bepaalt evenwel : « en raison de la complexité des opérations, une prorogation du délai, ne pouvant excéder un an, peut être accordée par le juge saisi sur demande du notaire ou sur requête d'un copartageant » (vergelijk art. 979 van het Belgisch Gerechtelijk Wetboek).

disposition correspondant à l'article 1360 du CPC français soit envisagée : «à peine d'irrecevabilité, l'assignation en partage contient un descriptif sommaire du patrimoine à partager et précise les intentions du demandeur quant à la répartition des biens ainsi que les diligences entreprises en vue de parvenir à un partage amiable».

De cette manière le juge pourrait, dès le début de la procédure, décider de l'orientation de la procédure «en circuit court» (il conserverait la procédure) ou «en circuit long» (un notaire serait désigné). Dans l'hypothèse du «circuit court», la mise en état du droit commun serait applicable (mise en état conventionnelle ou judiciaire) sous la réserve, très éventuelle, de la possibilité de retenir la cause en débats succincts (art. 735).

En d'autres termes il n'est peut-être pas justifié — en l'absence de possibilité de partage amiable — de prévoir le recours systématique à la longue procédure confiée au notaire, ce qui peut s'avérer disproportionné, beaucoup trop lent et trop coûteux par rapport à l'objet réel du litige. Une indivision — successorale ou faisant suite à la dissolution du mariage — n'est pas nécessairement très consistante ou complexe, une telle situation étant surtout susceptible de se présenter très fréquemment singulièrement à la suite d'un divorce.

Pour expliciter ces considérations, nous proposons deux illustrations au départ de deux arrêts récents de la cour d'appel de Liège :

— *Liège, 1^{ère} chambre, 8 novembre 2010, 2009/RG/626* : le litige est fort simple : «les parties sont divorcées par jugement du 16 mars 1999 qui a, en outre, ordonné la liquidation de leur régime matrimonial de séparation de biens».

«L'arrêt rendu par la cour de céans le 16 janvier 2008 précise, d'une part que la valeur du véhicule TOYOTO CELICA à prendre en considération est celle qu'il avait au jour de l'introduction de la demande en divorce et, d'autre part, que l'intimée a une créance équivalente à la moitié des versements qu'elle a effectués pour rembourser le prêt».

«Les notaires commis ont dressé un procès-verbal de dires et difficultés concernant deux contredits : les intérêts légaux doivent-ils s'ajouter aux sommes dues par A S à A K ? Quelle est la valeur de la voiture ?».

Finalement la cour confirmera le jugement entrepris dans toutes ses dispositions et renverra la cause au notaire investi pour que l'état liquidatif et les comptes à établir entre parties soient revus en fonction des principes dégagés par cet arrêt.

— *Liège, 10^e chambre, 16 novembre 2010, 2010/RG/946* : les faits sont les suivants :

«les parties se marient le 21 juin 1975 sous le régime de la communauté légale ...».

«... un jugement du 26 février 2009 prononce le divorce sur la base de la désunion irrémédiable ... ce jugement ordonne la liquidation du régime matrimonial des parties et désigne des notaires pour ce faire»

«Les notaires commis déposent un pv de dires et difficultés le 23 février 2010, les parties ne s'entendant pas quant au caractère communément partageable de l'immeuble indivis».

«Le jugement dont appel renvoie la cause aux notaires commis pour qu'ils établissent les comptes entre les parties avant de procéder à la vente publique de l'immeuble indivis».

«L'appelant forme appel car il estime que la reprise de l'immeuble par l'intimée n'est pas réalisable au vu des éléments qu'il produit, que nul n'est tenu de rester en indivision et qu'il ne

voegen die overeenkomt met artikel 1360 van de Franse CPC, dat als volgt luidt : «à peine d'irrecevabilité, l'assignation en partage contient un descriptif sommaire du patrimoine à partager et précise les intentions du demandeur quant à la répartition des biens ainsi que les diligences entreprises en vue de parvenir à un partage amiable».

Zo zou de rechter reeds bij de aanvang van de procedure kunnen beslissen of hij een «kort traject» (hij handelt de procedure verder af) dan wel een «lang traject» (door een notaris) zal volgen. In het geval van een «kort traject» is de instaatstelling uit het gemene recht van toepassing (conventionele of gerechtelijke instaatstelling), onder voorbehoud van de, zeer uitzonderlijke, mogelijkheid om de zaak in korte debatten te behandelen (art. 735).

Indien een minnelijke verdeling niet mogelijk is, is het met andere woorden misschien niet aangewezen om systematisch een beroep te doen op de lange procedure door de notaris, die veel te traag en te duur kan uitvallen in verhouding tot het voorwerp van het geschil. Een onverdeeldheid — erfrechtelijk of na een echtscheiding — is niet noodzakelijk heel omvangrijk of ingewikkeld, vooral in het geval van een echtscheiding.

Ter illustratie van dit standpunt citeren wij uit twee recente arresten van het hof van beroep van Luik :

— *Luik, eerste kamer, 8 november 2010, 2009/RG/626* : het geschil is heel eenvoudig : «les parties sont divorcées par jugement du 16 mars 1999 qui a, en outre, ordonné la liquidation de leur régime matrimonial de séparation de biens».

«L'arrêt rendu par la cour de céans le 16 janvier 2008 précise, d'une part que la valeur du véhicule TOYOTO CELICA à prendre en considération est celle qu'il avait au jour de l'introduction de la demande en divorce et, d'autre part, que l'intimée a une créance équivalente à la moitié des versements qu'elle a effectués pour rembourser le prêt».

«Les notaires commis ont dressé un procès-verbal de dires et difficultés concernant deux contredits : les intérêts légaux doivent-ils s'ajouter aux sommes dues par A S à A K ? Quelle est la valeur de la voiture ?».

Uiteindelijk zal het hof alle bepalingen van het vonnis bevestigen en de zaak doorverwijzen naar de aangewezen notaris zodat de staat van vereffening en de vast te stellen rekeningen tussen de partijen worden herzien in overeenstemming met de beginselen van het arrest.

— *Luik, tiende kamer, 16 novembre 2010, 2010/RG/946* : de feiten zijn de volgende :

«les parties se marient le 21 juin 1975 sous le régime de la communauté légale ...».

«... un jugement du 26 février 2009 prononce le divorce sur la base de la désunion irrémédiable ... ce jugement ordonne la liquidation du régime matrimonial des parties et désigne des notaires pour ce faire»

«Les notaires commis déposent un pv de dires et difficultés le 23 février 2010, les parties ne s'entendant pas quant au caractère communément partageable de l'immeuble indivis».

«Le jugement dont appel renvoie la cause aux notaires commis pour qu'ils établissent les comptes entre les parties avant de procéder à la vente publique de l'immeuble indivis».

«L'appelant forme appel car il estime que la reprise de l'immeuble par l'intimée n'est pas réalisable au vu des éléments qu'il produit, que nul n'est tenu de rester en indivision et qu'il ne

peut continuer à assumer seul le prêt pour l'immeuble ainsi que toute une série de charges relatives à celui-ci».

L'arrêt après avoir relevé que «d'emblée, comme l'ont relevé les notaires, les quelques comptes à faire entre les parties n'ôteront pas à l'immeuble son caractère incommodément partageable, ce qui implique la vente publique de celui-ci si les parties ne se mettent pas d'accord sur une vente de gré», réforme la décision entreprise «ordonne la vente publique de l'immeuble sis ... et renvoie la cause aux notaires commis pour qu'ils poursuivent leur mission».

Dans de tels cas, «la grande procédure» (c'est-à-dire le circuit long au sens précité) est inadaptée. Le constat, y compris de la part de notaires intervenant dans de tels types de dossiers, est récurrent.

Quant à la question s'il pourrait y avoir une discrimination dans la mesure où tous les dossiers ne passeraient pas par l'intervention d'un notaire, la réponse est, à nos yeux, négative; le formalisme de la procédure peut varier en fonction de la nature ou de la complexité de celle-ci, ce qui explique qu'il y a plusieurs types de mises en état de l'instance ou qu'à côté de l'expertise de droit commun, le législateur prévoit des cas dans lesquels l'intervention de l'expert est limitée (art. 984 à 986 C. jud.).

IV. Opportunité et possibilité d'établir une sanction à prévoir à l'encontre des notaires en cas de dépassement des délais calendrier. Par exemple si le notaire ne respecte pas les nouveaux délais ou renvoi automatique aux instances disciplinaires

L'article 1220 § 2 proposé prévoit une procédure de remplacement du notaire-liquidateur qui n'agirait pas dans les délais convenus en application de l'article 1217 ou fixés par la loi.

Un parallèle pourrait, utilement peut-être, être fait avec le droit de l'expertise, l'article 979 du Code judiciaire organisant également le remplacement de l'expert qui ne remplit pas correctement sa mission. Il est également intéressant de relever qu'en cette matière, l'article 974 § 2 prévoit que seul le juge peut prolonger le délai pour le dépôt du rapport final. Chaque fois la procédure est très simplifiée par référence à l'article 973 § 2 du Code judiciaire.

Concernant les délais «convenus ou fixés», on relève que deux étapes ultérieures à l'établissement de l'état liquidatif et du projet de partage ne sont pas, en ce qui concerne le notaire, encadrées par des délais lorsqu'il s'agit de l'établissement du procès-verbal des dires et difficultés contenant description de tous les contredits, de l'état liquidatif complémentaire ou de l'élaboration du cahier des charges en vue de la vente d'un immeuble non commodément partageable (*cf.* art. 1123 et 1224).

Si, au plan de la légalité, il n'est pas inconcevable de contraindre l'auxiliaire de la justice (notaire ou expert) à diligenter la procédure dans le respect des délais qui lui incombent et de manière générale à remplir correctement sa mission, il est permis de s'interroger sur l'opportunité d'une telle sanction dont la mise en œuvre peut altérer la relation confiante et sereine qui doit s'établir entre l'acteur et les parties d'autant, qu'indépendamment d'éventuelles sanctions disciplinaires, la responsabilité civile professionnelle de droit commun du notaire peut être engagée et que le montant de son état de frais et honoraires est susceptible d'être influencé en raison d'une telle situation.

Enfin, il peut y avoir un problème de procédure dans la mesure où le notaire ne semble pas être partie à la procédure de

peut continuer à assumer seul le prêt pour l'immeuble ainsi que toute une série de charges relatives à celui-ci».

Na de vaststelling dat «d'emblée, comme l'ont relevé les notaires, les quelques comptes à faire entre les parties n'ôteront pas à l'immeuble son caractère incommodément partageable, ce qui implique la vente publique de celui-ci si les parties ne se mettent pas d'accord sur une vente de gré», doet het arrest het aangevochten vonnis teniet en «ordonne la vente publique de l'immeuble sis ... et renvoie la cause aux notaires commis pour qu'ils poursuivent leur mission».

In dergelijke gevallen is de «uitgebreide procedure» (het voornoemde «lang traject») niet geschikt. Dit wordt vaak vastgesteld, ook door notarissen die betrokken zijn bij dit soort dossiers.

De vraag of er sprake kan zijn van discriminatie omdat niet alle dossiers via een notaris worden afgehandeld, moet ons inziens ontkennend worden beantwoord. De vormvoorschriften van de procedure kunnen variëren naar gelang van de aard of de complexiteit ervan, wat verklaart waarom er verschillende soorten instaatstelling bestaan, en waarom de wetgever naast het gemeenrechtelijke deskundigenonderzoek gevallen bepaalt waarin het optreden van de deskundige beperkt is (artikelen 984 tot 986 van het Gerechtelijk Wetboek).

IV. Opportuniteit en mogelijkheid om een sanctie in te voeren tegen de notarissen in geval van overschrijding van de termijnen, bijvoorbeeld een dwangsom indien hij de nieuwe termijnen niet naleeft of automatische verwijzing naar de tuchtrechtelijke instanties

Het voorgestelde artikel 1220, § 2, voorziet in een procedure voor de vervanging van de notaris-vereffenaar die niet binnen de met toepassing van artikel 1217 overeengekomen of wettelijk bepaalde termijnen handelt.

Het is misschien nuttig een parallel te trekken met het recht van het deskundigenonderzoek, bijvoorbeeld met artikel 979 van het Gerechtelijk Wetboek, dat voorziet in de vervanging van de deskundige die zijn opdracht niet correct vervult. Interessant is ook dat artikel 974, § 2, bepaalt dat alleen de rechter de termijn voor het indienen van het eindverslag mag verlengen. De procedure wordt telkens sterk vereenvoudigd in vergelijking met artikel 973, § 2, van het Gerechtelijk Wetboek.

Wat de «overeengekomen of bepaalde termijnen» betreft, wijzen we erop dat er voor twee fasen na het opstellen van de staat van vereffening en van het voorstel van verdeling, wat de notaris betreft, geen termijnen bestaan wanneer het gaat om het opstellen van het proces-verbaal van zwarigheden houdende beschrijving van alle zwarigheden, van de aanvullende staat van vereffening of om het opstellen van het bestek met het oog op de verkoop van een onroerend goed waarvan verdeling in natura niet mogelijk is (*cf.* art. 1123 en 1224).

Wettelijk gezien is het weliswaar niet ondenkbaar de uitvoerder van de rechtsbedeling (notaris of deskundige) te dwingen spoed te zetten achter de procedure, met inachtneming van de termijnen die hem zijn opgelegd, en in het algemeen zijn opdracht correct te vervullen, maar men kan zich afvragen of dergelijke sanctie opportuun is. De tenuitvoerlegging ervan kan immers de serene vertrouwensrelatie die tussen de actor en de partijen tot stand moet komen aantasten, temeer omdat los van eventuele tuchtstraffen, de burgerrechtelijke beroepsaansprakelijkheid van gemeen recht van de notaris in het geding kan komen en het bedrag van zijn kosten- en honorariastaat door dergelijke toestand kan worden beïnvloed.

Er kan ten slotte een procedureprobleem rijzen, omdat de notaris blijkbaar geen partij is in de vervangingsprocedure; de rechtspraak

remplacement; ainsi il est de jurisprudence que le notaire ne peut interjeter appel d'une telle décision car il n'a pas le droit à se maintenir dans sa fonction d'auxiliaire de justice et ne peut s'opposer à la décision du juge de le remplacer (Cass., 20 juin 2008, *Rev. Not.*, 2008, p. 513).

V. Dans le cadre d'un calendrier conventionnel, est-il opportun de permettre de rallonger les délais légaux — notamment, le délai pour établir l'état liquidatif — lorsque les parties ne sont pas assistées d'un avocat pour les conseiller ?

Au plan des principes, il n'y a pas, dans ce type de contentieux, d'obligation pour la partie d'être assistée ou représentée par un avocat sous la réserve limitée prévue à l'article 758 du Code judiciaire en ce qui concerne une éventuelle interdiction de plaider, cette interdiction ne concernant pas les écritures du procès.

Dans le système actuel, une réponse affirmative à cette question nous semble contre-indiquée, d'autant qu'elle pourrait générer des situations discriminatoires injustifiées dans la procédure de droit commun.

Selon nous, cette question fait ressortir un problème que permettrait de prévenir l'existence d'une mise en état judiciaire pour la procédure de liquidation-partage confiée au notaire, le calendrier étant en ce cas adapté aux spécificités du contentieux. À cet égard une citation suffisamment motivée dans le sens suggéré sous le n° III (référence à l'article 1360 du CPC français) renforcerait encore son adéquation au contexte factuel et juridique de l'affaire.

Georges de LEVAL

Professeur ordinaire à l'Université de Liège

Le 16 mars 2011.

stelt bijvoorbeeld dat de notaris niet in beroep kan gaan tegen zo'n beslissing, omdat hij niet het recht heeft zich in zijn ambt van uitvoerder van de rechtsbedeling te handhaven en zich niet kan verzetten tegen de beslissing van de rechter om hem te vervangen (Cass., 20 juni 2008, *Rev. Not.*, 2008, blz. 513).

V. Is het in het kader van een afgesproken tijdschema opportuin om de wettelijke termijnen — met name de termijn om de staat van vereffening op te stellen — te kunnen verlengen wanneer de partijen niet worden bijgestaan door een advocaat ?

Er bestaat in beginsel bij dergelijke geschillen geen verplichting voor de partij om zich door een advocaat te laten bijstaan of vertegenwoordigen, tenzij in het geval waarin artikel 758 van het Gerechtelijk Wetboek voorziet, in verband met een eventueel verbod om te pleiten, waarbij dat verbod niet geldt voor de geschriften van het proces.

Een bevestigend antwoord op die vraag lijkt ons in het huidige system niet aangewezen, vooral omdat het kan leiden tot onge rechtvaardigde discriminerende situaties in de rechtsbedeling van gemeen recht.

Volgens ons doet die vraag een probleem rijzen dat kan worden voorkomen door het bestaan van een gerechtelijke instaatstelling voor de procedure van vereffening-verdeling die aan de notaris wordt opgedragen, waarbij het tijdschema dan wordt aangepast aan de specifieke kenmerken van het geschil. Wat dat betreft kan een voldoende gemotiveerde dagvaarding in de onder nr. III gesuggereerde zin (zie artikel 1360 van het Franse CPC) de afstemming ervan op de feitelijke en juridische context van de zaak nog versterken.

Georges de LEVAL

Gewoon hoogleraar aan de universiteit van Luik

16 maart 2011.